

Service d'Intérêt Economique Général

-

Rapport 2018

Contributions des administrations et
organismes d'intérêt public de la Région de
Bruxelles-Capitale

Contents

1. Bruxelles Economie Emploi - volet "économie sociale"	3
2. Bruxelles Economie Emploi - volet "Economie"	8
3. FEDER	13
4. Bruxelles-Environnement	16
5. Commission Communautaire Commune	19
6. Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale	23
1.1.1 Les types de financements.....	32
1.1.2 Prix de référence.....	33
1.1.3 Mécanismes des programmes d'investissements	33
1.1.4 La notification des programmes	36
1.1.5 Les rapports d'avancement des programmes.....	36
1.1.6 Le suivi budgétaire de la politique d'investissement.....	38

1. Bruxelles Economie Emploi - volet "économie sociale"

1. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DECISION SIEG ET DE L'ENCADREMENT SIEG ET MONTANTS OCTROYES

SPRB – BEE – Aides aux organisations relevant de l'économie sociale (années 2016 et 2017)

- 1) Hôpitaux : sans objet
- 2) Services sociaux : sans objet
- 3) Liaisons aériennes : sans objet
- 4) Aéroports et ports : sans objet
- 5) Autres compensations de SIEG ne dépassant pas 15 millions d'EUR :
 - Soutenir les entreprises issues de l'économie sociale dans leur déploiement, notamment au sein de la logique d'insertion socio-professionnelle et au-delà de celle-ci, en encourageant le développement d'activités qui répondent à toute une série de besoins socio-économiques des bruxellois et d'opportunités économiques porteuses d'emploi.
 - Soutenir l'entrepreneuriat social par un meilleur accès aux financements.
 - Soutien et accompagnement des entreprises sociales.
 - Conseiller, accompagner, coacher et encadrer les demandeurs d'emploi inscrit auprès d'Actiris, les chômeurs indemnisés et les bénéficiaires CPAS durant leurs activités en vue de créer une entreprise.
- 6) Compensations de SIEG au titre de l'Encadrement : sans objet

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés en Région de Bruxelles-Capitale (Aides aux Entreprises)	
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné en Région de Bruxelles-Capitale. Enumérer aussi clairement que possible le contenu des services considérés comme des SIEG.	<p>Soutenir les entreprises issues de l'économie sociale dans leur déploiement, notamment au sein de la logique d'insertion socio-professionnelle et au-delà de celle-ci, en encourageant le développement d'activités qui répondent à toute une série de besoins socio-économiques des bruxellois et d'opportunités économiques porteuses d'emploi :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soutenir les projets novateurs plaçant les entreprises sociales sur des marchés innovants et/ou testant des modèles économiques innovants. - Encourager un renforcement des entreprises sociales existantes, notamment par l'exploitation de synergies ou la mutualisation des forces, et le développement de nouvelles activités pour exploiter des économies d'échelle - Tisser des ponts entre économie sociale et économie collaborative. <p>Soutenir l'entrepreneuriat social par un meilleur accès aux financements : Financement des entreprises sociales par octroi de prêts et financement</p>

	<p>des entreprises sociales par prises de participation.</p> <p>Soutien et accompagnement des entreprises sociales : les agences-conseils en économie sociale.</p> <p>Conseiller, accompagner, coacher et encadrer les demandeurs d'emploi inscrit auprès d'Actiris, les chômeurs indemnisés et les bénéficiaires CPAS durant leurs activités en vue de créer une entreprise : les coopératives d'activités.</p>
Décrire les formes (habituelles) de mandat. Joindre les modèles types de mandats utilisés pour un secteur, le cas échéant.	<ul style="list-style-type: none"> ○ Arrêté de subvention avec convention en faveur d'entreprises
Mentionner la durée (habituelle) du mandat et une fourchette de durées. Indiquer aussi la proportion de mandats de plus de 10 ans.	<ul style="list-style-type: none"> ○ Arrêté de subvention et convention : 1 an
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.	Aucun droit exclusif ou spécial n'est appliqué dans le cadre des arrêtés de subventions en faveur des entreprises.
Décrire le mécanisme (habituel) de compensation pour les services concernés, y compris l'instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc...)	L'arrêté de subvention, avec ou sans convention, prévoit la description détaillée de l'action subventionnée (généralement des frais de fonctionnement), un budget prévisionnel des dépenses, un délai de réalisation, une date limite pour la remise des pièces justificatives des dépenses réalisées, un rapport d'activités ainsi qu'un décompte des recettes et dépenses.

utilisé et préciser si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisé.	
Décrire les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.	<p>Les subventions sont soumises à l'application de l'ordonnance organique du 23.02.2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle.</p> <p>Le paiement de la subvention est effectué en deux ou plusieurs tranches. Afin d'éviter une surcompensation, la dernière tranche est liquidée sur la base de la remise des pièces justificatives relatives à l'ensemble des dépenses réalisées.</p> <p>Si une partie des dépenses n'est pas admissible (dépenses ne correspondant pas à l'objet de la subvention ou dont la nature ne peut être prise en charge par la subvention), le montant de la subvention sera revu en due conséquence.</p> <p>De plus, la subvention ne pouvant avoir pour objet de donner lieu à un enrichissement pour le bénéficiaire, le montant de la subvention est plafonné au montant permettant de réaliser l'équilibre financier entre les recettes et les dépenses de l'entreprise ou de l'action subsidiée.</p> <p>Enfin, si la surcompensation n'a pu être évitée, le service de l'Inspection économique constatera l'infraction et en fera part à l'ordonnateur qui établira le droit constaté de recouvrement et le notifiera au bénéficiaire de la subvention.</p>
Montant total de l'aide octroyée	
Montant total de l'aide octroyée. Ce montant inclut toutes les aides versées par la Cellule Economie sociale de la Direction de la Politique de l'Emploi sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et relevant de la Décision SIEG.	<p>2016 : 2.042.755 EUR</p> <p>2017 : 2.492.289,07 EUR</p>
Autres informations	2016 :13 bénéficiaires pour un montant moyen d'aide de 2.042.755 euros

quantitatives (nombre de bénéficiaires par secteur, montant moyen des aides, montant par instrument d'aide	2017 :21 bénéficiaires pour un montant moyen d'aide de 2.492.289,07 euros
--	---

2. DIFFICULTES RENCONTREES LORS DE L'APPLICATION DE LA DECISION SIEG

Néant

3. PLAINTES DE TIERS INTERESSES

Néant

4. DIVERS

Néant

2. Bruxelles Economie Emploi - volet "Economie"

5. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DECISION SIEG ET DE L'ENCADREMENT SIEG ET MONTANTS OCTROYES

SPRB – BEE – Aides aux Entreprises (années 2016 et 2017)

- 7) Hôpitaux : sans objet
- 8) Services sociaux : sans objet
- 9) Liaisons aériennes : sans objet
- 10) Aéroports et ports : sans objet
- 11) Autres compensations de SIEG ne dépassant pas 15 millions d'EUR :
 - a. Stimulation de l'esprit d'entreprise
 - b. Encouragement des programmes d'accompagnement des PME
 - c. Aides à la création et au fonctionnement de structures d'accueil pour micro entreprises
 - d. Soutien à l'activité du Commerce
 - e. Soutien à l'activité du Tourisme

- 12) Compensations de SIEG au titre de l'Encadrement : sans objet

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés en Région de Bruxelles-Capitale (Aides aux Entreprises)	
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné en Région de Bruxelles-Capitale. Enumérer aussi clairement que possible le contenu des services considérés comme des SIEG.	<ul style="list-style-type: none"> ○ Stimulation de l'esprit d'entreprise : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Promotion et encouragement à l'esprit entrepreneurial ; ▪ Formation continue en management pour cadres, dirigeants et jeunes diplômés par des programmes post universitaires ; ▪ Octroi de garanties aux organismes de crédit afin que les PME et les indépendants puissent plus facilement accéder à des crédits professionnels ; ▪ Support de l'innovation entrepreneuriale. ○ Encouragement des programmes d'accompagnement des PME : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Accompagnement général dans les domaines de la gestion d'entreprise, validation technologique, recherche de capitaux ou de partenaires financiers ; ▪ Accompagnement spécialisé de projets entrepreneuriaux dans des thématiques constituant des menaces ou des opportunités pour les entrepreneurs bruxellois ; ▪ Fourniture de conseils juridiques, fiscaux et comptables ; ▪ Facilitation des démarches administratives ; ▪ Internationalisation des entreprises ; ▪ Digitalisation ; ▪ Soutien du passage à l'économie circulaire.

	<ul style="list-style-type: none"> ○ Aides à la création et au fonctionnement de structures d'accueil pour entreprises telles que : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les centres d'entreprises qui mettent à la disposition des jeunes entreprises une formule d'hébergement comprenant de nombreux services communs et un accompagnement par des experts en gestion; ▪ Les guichets d'économie locale qui accompagnent les futurs entrepreneurs et qui travaillent en étroite collaboration avec les centres d'entreprises ainsi qu'avec les acteurs locaux chargés de promouvoir l'emploi; ▪ Les incubateurs qui sont liés à une université ou à une haute école et qui ont pour but d'héberger des spin-offs universitaires ou autres start-up innovantes issues de la recherche scientifique, en leur offrant des services communs et un accompagnement. ○ Soutien à l'activité du tourisme : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Promotion de Bruxelles comme destination pour le tourisme d'affaires et de congrès. ○ Soutien à l'activité du Commerce : stimuler le développement commercial, renforcer l'identité des quartiers commerçants en améliorant leur environnement et mettre en œuvre une stratégie de marketing urbain.
Décrire les formes (habituelles) de mandat. Joindre les modèles types de mandats utilisés pour un secteur, le cas échéant.	<ul style="list-style-type: none"> ○ Arrêté de subvention avec ou sans convention en faveur d'entreprises exerçant des SIEG. Il est important de noter que ces entreprises sont sélectionnées sur la base de différents appels à projets thématiques (gage de qualité). ○ Contrat de gestion en faveur d'organismes d'intérêt public régionaux.
Mentionner la durée (habituelle) du mandat et une fourchette de durées. Indiquer aussi la proportion de mandats de plus de 10 ans.	<ul style="list-style-type: none"> ○ Arrêté de subvention : 1 an ○ Contrat de gestion : 5 ans
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.	<p>Aucun droit exclusif ou spécial n'est appliqué dans le cadre des arrêtés de subventions en faveur des entreprises.</p> <p>En ce qui concerne les organismes d'intérêt public régionaux, certains ont été créés via une ordonnance mentionnant leurs droits et leurs obligations. Ces organismes bénéficient de droits exclusifs au sens de la directive</p>

	2006/111/CE du 18/11/2006.
Décrire le mécanisme (habituel) de compensation pour les services concernés, y compris l'instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc...) utilisé et préciser si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisé.	<ul style="list-style-type: none"> ○ Arrêté de subvention : <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'arrêté de subvention, avec ou sans convention, prévoit la description détaillée de l'action subventionnée (généralement des frais de fonctionnement), un budget prévisionnel des dépenses, un délai de réalisation, une date limite pour la remise des pièces justificatives des dépenses réalisées, un rapport d'activités ainsi qu'un décompte des recettes et dépenses. ○ Contrat de gestion (subvention) : <ul style="list-style-type: none"> ▪ celui-ci mentionne expressément et de manière détaillée la sujétion et la conformité des activités prestées par l'organisme d'intérêt public régional aux règles communautaires en matière de SIEG ainsi que le mode de calcul des compensations tel que repris dans la Décision.
Décrire les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.	<ul style="list-style-type: none"> ○ Arrêté de subvention : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les subventions sont soumises à l'application de l'ordonnance organique du 23.02.2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle. <p>Le paiement de la subvention est effectué en deux ou plusieurs tranches. Afin d'éviter une surcompensation, la dernière tranche est liquidée sur la base de la remise des pièces justificatives relatives à l'ensemble des dépenses réalisées.</p> <p>Si une partie des dépenses n'est pas admissible (dépenses ne correspondant pas à l'objet de la subvention ou dont la nature ne peut être prise en charge par la subvention), le montant de la subvention sera revu en due conséquence.</p> <p>De plus, la subvention ne pouvant avoir pour objet de donner lieu à un enrichissement pour le bénéficiaire, le montant de la subvention est plafonné au montant permettant de réaliser l'équilibre financier entre les recettes et les dépenses de l'entreprise ou de l'action subsidiée.</p> <p>Enfin, si la surcompensation n'a pu être évitée, le service de l'Inspection économique constatera l'infraction et en fera part à l'ordonnateur qui établira le droit constaté de recouvrement et le notifiera au bénéficiaire de la subvention.</p>

	<ul style="list-style-type: none"> ○ Contrat de gestion : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Celui-ci prévoit des modalités d'évaluation (évaluation externe, évaluation des actions annuelles des missions organiques et des missions déléguées) et de contrôle (rapport au gouvernement reprenant notamment un flux de trésorerie, un rapport annuel de l'exécution du contrat, un budget prévisionnel ainsi que les comptes annuels de l'exploitation) ; ▪ Le contrat comprend également un chapitre consacré à l'inexécution contractuelle.
Montant total de l'aide octroyée	
Montant total de l'aide octroyée. Ce montant inclut toutes les aides versées par la Direction Aides aux Entreprises sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et relevant de la Décision SIEG.	2016 : 31.314.468 euros 2017 : 37.016.112 euros
Autres informations quantitatives (nombre de bénéficiaires par secteur, montant moyen des aides, montant par instrument d'aide)	2016 : 27 bénéficiaires pour un montant moyen d'aide de 1.159.795 euros 2017 : 50 bénéficiaires pour un montant moyen d'aide de 740.322 euros

6. DIFFICULTES RENCONTREES LORS DE L'APPLICATION DE LA DECISION SIEG

7. PLAINTES DE TIERS INTERESSES

8. DIVERS

3. FEDER

1. VUE D'ENSEMBLE DES DÉPENSES

Dépenses totales des administrations publiques par base juridique (millions d'EUR)		
	2016	2017
Compensation des services d'intérêt économique général (1+2)		
(1) Compensation octroyée sur la base de la décision SIEG	9.477.450,48€	1.348.475,14€
(2) Compensation octroyée sur la base de l'encadrement SIEG		

2. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DÉCISION SIEG DE 2012

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .
<p>Article 2.1, a) Viii</p> <ul style="list-style-type: none"> a. L'exploitation d'un potager à des fins de formation professionnelle et à des fins didactiques en tant que zone de démonstration pour le grand public. b. La rénovation durable de la piscine de 25 m et du bassin d'enseignement. Tant la population universitaire (étudiants et personnel), les écoles et les clubs du quartier que les résidents locaux pourront utiliser la piscine à un tarif démocratique. Le bassin d'enseignement sera utilisé pour enseigner à nager à différents groupes cibles (y compris les écoliers, les enfants du quartier et les groupes vulnérables). Ce mandat court jusqu'à la fin de 2020 et est renouvelable pour une période de 10 ans. c. La création de centres sociaux de santé globale (physique et mentale) de première ligne. d. L'accompagnement à la création et au développement d'entreprises sociales, coopératives et collaboratives.
Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
Arrêté de subvention avec convention de subvention par projet sélectionné
Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
Arrêté de subvention 2014-2020
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.
Aucun droit exclusif ou spécial n'est accordé dans le cadre des arrêtés de subvention en faveur des entreprises
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Subvention directe

Décrire le **mécanisme de compensation** habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.

La compensation pour la réalisation de ces services est fixée à la hauteur des dépenses éligibles définies dans l'article 4 de la Convention et ne peut excéder les coûts occasionnés par l'exécution des obligations de service public. Un contrôle sur la compensation du service sera effectué lors des contrôles décrits dans l'article 6 de la Convention.

La convention, prévoit la description détaillée de l'action subventionnée, un budget prévisionnel des dépenses, un délai de réalisation, une date limite pour la remise des pièces justificatives des dépenses réalisées, un rapport d'activités ainsi qu'un décompte des recettes et dépenses, les contrôles prévus sur le paiement des frais. Le paiement de la subvention est effectué en plusieurs tranches. Après être conventionné, le bénéficiaire reçoit une avance (15% du montant prévu). Les tranches ultérieures sont payées après analyse des pièces justificatives jusqu'à 80% du montant total prévu. Une fois ce seuil atteint, le montant correspondant à l'avance des 15% doit être justifié.

Enfin, la dernière tranche, soit 5% du montant total du subside, est liquidée sur la base de la remise des pièces justificatives relatives à l'ensemble des dépenses réalisées.

En outre, des contrôles sur place sont prévus. Ceux-ci portent notamment sur la réalité des dépenses, le système comptable, les documents relatifs aux marchés publics, le respect des règles SIEG, l'archivage des documents et les obligations en matière de publicité et d'information.

Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.

Convention de subvention :

Si une partie des dépenses n'est pas admissible (dépenses ne correspondant pas à l'objet de la subvention ou dont la nature ne peut être prise en charge par la subvention), le montant de la subvention sera revu en due conséquence. De plus, la subvention ne pouvant avoir pour objet de donner lieu à un enrichissement pour le bénéficiaire, le montant de la subvention est plafonné au montant permettant de réaliser l'équilibre financier entre les recettes et les dépenses de l'entreprise ou de l'action subventionnée.

4. Bruxelles-Environnement

1. VUE D'ENSEMBLE DES DÉPENSES (M€ - ENGAGEMENT)

	2016	2017
Décision SIEG	8,91	12,53
Encadrement SIEG	0,00	0,00
Total	8,91	12,53

2. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DÉCISION SIEG DE 2012

Type de service	
	<ul style="list-style-type: none">1) Hopitaux : sans objet2) Services sociaux : sans objet3) Liaisons aériennes/maritimes : sans objet4) Aéroports et ports : sans objet5) Autres compensations :<ul style="list-style-type: none">○ Activités de conseil/formation/éducation aux entreprises, citoyens, enseignants et élèves dans le domaine de l'énergie/climat○ Financement prêt vert bruxellois○ Solarclick (installation de panneaux solaires sur bâtiments publics),○ Activités d'éducation à l'environnement○ Collecte déchet dans le cadre de l'économie sociale
Formes de mandat	
	Arrêté de subvention complété, pour les subventions de plus de 15.000 €, par une convention/contrat de gestion annexe. Ci-joint 1 exemple type d'arrêté et de convention. Un exemple de contrat de gestion est joint également
Durée du Mandat	
	Un an, éventuellement prolongeable 4 fois dans le cadre d'un contrat de gestion ... soit entre 1 et 5 ans maximum. Aucun mandat n'a donc une durée de plus 10ans.
Droits exclusifs ou spéciaux	
	-
Instruments d'aides	
	Subventions directes
Mécanisme de compensation	
	L'annexe (convention/contrat de gestion) prévoit la description détaillée de l'action subventionnée (généralement des frais de fonctionnement), la durée de celle-ci, un budget prévisionnel des dépenses, la liste des pièces nécessaires à la justification des dépenses, une date limite pour la remise de ces pièces ainsi que la remise d'un rapport d'activité et d'un inventaire des dépenses.
Modalités de remboursement	
	Les subventions sont soumises à l'application de l'ordonnance organique du 23/02/2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle (OOBCC). Le paiement des subventions est effectué en plusieurs tranches. Afin d'éviter les surcompensations, la dernière tranche est liquidée sur la base de la remise des pièces justificatives relatives à l'ensemble des dépenses. Si, en vertu de l'arrêté/convention/contrat de gestion, des dépenses sont jugées non admissibles, le montant de la subvention est revu en due conséquence. Par ailleurs, en vertu du principe de non enrichissement, le montant de la subvention est plafonné au montant permettant de réaliser l'équilibre financier entre les recettes et les dépenses de l'action subsidiée. Enfin, si la surcompensation n'a pu être évitée, une demande de remboursement est notifiée au bénéficiaire de la subvention.

Montant total de l'aide octroyée (million euro)

	2016	2017
Conseil/formation/éducation ENERGIE/CLIMAT	4.520.373,00	10.224.075,50
Financement prêt vert bruxellois	296.326,00	233.600,00
Installation panneaux photovoltaïques	238.705,00	1.588.471,00
Education ENVIRONNEMENT*	3.314.405,00	-
Economie sociale (collecte déchets)*	207.187,23	172.701,78
TOTAL GENERAL	8.910.996,23	12.532.848,28

* les bénéficiaires doivent être agréés

Informations quantitatives supplémentaires :

2016 : 15 bénéficiaires pour un montant moyen d'aide de 594.066 euro

2017 : 13 bénéficiaires pour un montant moyen d'aide de 964.065 euro

5. Commission Communautaire Commune

BESCHRIJVING VAN DE TOEPASSING VAN HET DAEB-BESLUIT VAN 2012

1) Ziekenhuizen (art. 2, lid 1, onder b)

A. Een duidelijke en volledige beschrijving van hoe de betrokken diensten in uw lidstaat zijn georganiseerd

Welk soort diensten is in uw lidstaat in de betrokken sector als DAEB aangemerkt? Geef een zo duidelijk mogelijke beschrijving van de inhoud van de als DAEB toegewezen diensten.

De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie (hierna GGC genoemd) regelt en beheert de gemeenschapsbevoegdheden in het Brusselse Gewest die gemeenschappelijk zijn voor beide gemeenschappen (Franstalig en Nederlandstalig).

In het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kunnen de instellingen die bevoegd zijn voor de zogenaamde persoonsgebonden materies (gezondheid en sociale bijstand) kiezen tot welke gemeenschap ze behoren. Of ze kunnen ervoor opteren om die keuze niet te maken. In dat laatste geval vallen ze onder de bevoegdheid van de GGC en worden ze ook wel 'bicommunautaire instellingen' of 'bipersoonsgebonden instellingen' genoemd.

De GGC kent een opdracht van algemeen belang toe aan ziekenhuizen en aan psychiatrische verzorgingstehuizen. Wordt als ziekenhuis beschouwd, de verzorgingsinstelling bedoeld in de artikelen 2 tot 4 van de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen (hierna ziekenhuiswet genoemd). Wordt als psychiatrisch verzorgingstehuis beschouwd, het doorgangstehuis ten behoeve van psychiatrische patiënten bedoeld in artikel 6 van de ziekenhuiswet.

Wat zijn de (gebruikelijke) vormen van toewijzing? Wanneer voor een bepaalde sector gebruik wordt gemaakt van standaardmodellen voor toewijzingen, gelieve die dan hierbij te voegen.

De toewijzing van een opdracht van algemeen belang aan de ziekenhuizen gebeurt via een erkenning.

Gemiddelde periode (in jaren) waarvoor de DAEB is toegewezen en aandeel van de toewijzingen voor een periode van meer dan 10 jaar (in procenten) per sector. Vermeld in welke sectoren DAEB's zijn toegewezen voor een periode van meer dan 10 jaar, en leg uit hoe die periode kan worden gerechtvaardigd

Wanneer aan het einde van een procedure wordt vastgesteld dat de normen al dan niet worden nageleefd en dat de instelling al dan niet in de programmering zijn geïntegreerd, krijgt de instelling:

- ofwel een "voorlopige erkenning" voor een beperkte periode van zes maanden die kan worden verlengd;
- ofwel een "erkenning" voor een periode van maximaal zes jaar die kan worden verlengd;
- ofwel een "weigering van erkenning".

Indien, in de loop van de voorlopige erkenning of erkenning, wordt vastgesteld dat de normen niet meer worden nageleefd, dan kan een procedure van "intrekking van erkenning" opgestart worden.

Worden (in de regel) uitsluitende of bijzondere rechten aan de ondernemingen toegekend?

Enkel erkende instellingen mogen bepaalde soorten van diensten uitoefenen.

Welke steuninstrumenten zijn gebruikt (rechtstreekse subsidies, garanties, enz.)?

De GGC kent wettelijk subsidies toe voor de werkingskosten van de erkende coördinatiestructuren van ziekenhuizen.

De GGC kan een financiële tegemoetkoming verlenen om de kosten voor de nieuwbouw-, uitbreidings- en herconditioneringswerken, de uitrusting en de apparatuur van ziekenhuizen of psychiatrische verzorgingstehuizen te dekken. Zij kan eveneens een waarborg verlenen op het saldo van het betoelaagbaar bedrag dat niet door haar financiële tegemoetkoming wordt gedekt. De gezamenlijke toepassing van de toekenning van de financiële tegemoetkoming van de GGC voor investeringskosten en van de waarborg kan niet leiden tot tussenkomsten die de maximale kostprijs overschrijden.

Gebruikelijke regelingen om overcompensatie te vermijden en terug te betalen.

De subsidies voor de werkingskosten van de erkende coördinatiestructuren van ziekenhuizen bestaan uit jaarlijkse, forfaitaire financiële tegemoetkomingen, in functie van het aantal erkende bedden. Controle op de toekenning van de subsidies kan gebeuren op basis van een controle van de stukken en documenten ter plaatse. Daarnaast dienen de coördinatiestructuren per kwartaal de bewijsstukken in te dienen tot staving van de algemene werkingskosten en de kosten voor de bezoldiging van het personeel, alsook jaarlijks een financieel en activiteitenverslag over haar werking en een financieel en activiteitsynthese van haar leden. Onmiddellijke terugvordering van de subsidie of opschorting van de subsidies is mogelijk indien de voorwaarden niet worden nageleefd.

Wat betreft de financiële tegemoetkoming voor investeringskosten, oefenen de bevoegde diensten van de GGC ter plaatse of op basis van verantwoordingstukken toezicht uit op de correcte naleving van de fysische, bouwtechnische en kwalitatieve normen, alsook op het gebruik van de gebouwen.

De bestemming en het gebruik van het goed dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een tegemoetkoming mag niet veranderen gedurende een periode die minstens gelijk is aan de duur van de boekhoudkundige afschrijving van de investering, behoudens indien het goed of de met het nog af te schrijven saldo overstemmende opbrengst van zijn verkoop bestemd blijven voor de ziekenhuisexploitatie of voor een activiteit van openbaar nut, mits uitdrukkelijke voorafgaande toestemming. Bij overtreding zullen de toegekende tegemoetkomingen naar rato worden teruggevorderd.

Bovendien worden de toegekende tegemoetkomingen teruggevorderd wanneer het project niet is uitgevoerd of niet wordt uitgebaat binnen een redelijke uitvoeringstermijn.

Geef kort aan hoe de **transparantievereisten** worden nageleefd (zie artikel 7 van het DAEB-besluit van 2012) voor steun van meer dan 15 miljoen EUR aan ondernemingen die ook activiteiten hebben buiten de DAEB. Geef in uw antwoord ook een aantal relevante voorbeelden van voor dit doel gepubliceerde informatie (bv. links naar websites of andere referenties), geef aan of u een centrale website heeft waarop u die informatie voor alle betrokken steunmaatregelen in uw lidstaat publiceert (en zo ja, de link naar die website te geven) of licht toe of en hoe de publicatie plaatsvindt op het niveau waarop de steun wordt verleend (bv. op centraal, regionaal of lokaal niveau).

B. Bedrag van de verleende steun

- Subsidies aan erkende coördinatiestructuren van ziekenhuizen

2016	2017
1.030.791,66 €	1.030.791,66 €

- Investeringsubsidies aan ziekenhuizen/psychiatrische verzorgingstehuizen

2016	2017
35.585.948,80 €	37.536.081,35 €

- Verleende waarborgen aan ziekenhuizen/psychiatrische verzorgingstehuizen

2016	2017
82.742.932,56 €	Niet toegekend

6. Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale

DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DÉCISION SIEG DE 2012

<p>Décrire le type de services définis comme SIEG dans le secteur concerné dans votre Etat membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG</p>	<p>Le logement est une matière régionalisée dans le cadre institutionnel belge.</p> <p>Chacune des trois Régions de Belgique a institué son propre Code du Logement qui reprend l'ensemble des dispositions légales définies par les autorités régionales et applicables à la matière du logement.</p> <p>Le Code bruxellois du Logement a été institué par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 1^{er} avril 2004 et modifié pour la dernière fois par une ordonnance du 8 mai 2014¹ : il a notamment, instauré le rôle des opérateurs de la politique bruxelloise du logement social qui sont respectivement, la société régionale de tutelle, la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale (SLRB) et les sociétés immobilières de service public (SISP)² qui gèrent le patrimoine du secteur du logement social bruxellois, qui représentait au 31/12/2016 un parc de 39.763 unités de logement.</p> <p>Depuis la création de la Région de Bruxelles-Capitale, le logement social bruxellois concentre son activité immobilière sur la mise à disposition de logements locatifs à des ménages clairement ciblés. Ce sont principalement les conditions de revenus qui définissent la condition de ménage candidat-locataire au logement social³ ; ces conditions sont adaptées à la situation familiale des ménages.</p> <p>Au 31/12/2013, le bail du secteur du logement social est devenu en principe un bail à durée déterminée de 9 ans (renouvelable par période de 3 ans) et le loyer est calculé en fonction de la capacité contributive des ménages locataires accueillis. Il est à noter que certains locataires bénéficient encore d'un contrat à durée indéterminée. Ces trois éléments spécifient l'essentiel des différences du secteur du logement social vis-à-vis du marché privé locatif en ce qui concerne le ménage locataire et les principes de la gestion locative du secteur.</p> <p>La SLRB</p> <p>La SLRB est une personne morale de droit public constituée sous la forme d'une société anonyme : son capital est souscrit par la Région de Bruxelles-Capitale et par la société « Bruxelles Infrastructures Finances »⁴.</p> <p>Ses missions sont définies dans le Code bruxellois du Logement et elle les exerce selon les priorités et les orientations définies dans ce Code et dans le contrat de gestion conclu entre elle et le Gouvernement bruxellois.</p> <p>La SLRB agréée et contrôle les sociétés immobilières de service public (SISP) qui exercent leur action dans la Région bruxelloise, elle les conseille et met différents services à leur disposition. Formellement, c'est l'article 41 du Code bruxellois du Logement qui définit l'objet social actuel de la SLRB.</p> <p>Celui-ci constitue le cadre juridique général de l'action du secteur du</p>
---	---

¹ Respectivement publiées dans le Moniteur belge du 09/09/2003, du 29/04/2004 et du 18/07/2014.

² Le secteur a connu une importante période de mutation. En effet, le processus de fusion officiellement entamé le 09 septembre 2013 s'est achevé le 1^{er} janvier 2018 et a ramené le nombre de SISP de 32 à 16.

³ Au 31/12/2015, le plafond de revenus pour l'admission des locataires est de 22.196,11 € pour une personne seule ; de 24.662,36 € pour un ménage de plus d'une personne ne disposant que d'un revenu ; de 28.185,59 € pour le ménage disposant d'au moins deux revenus. Ces montants sont majorés de 2.113,91 € par enfant à charge et de 4.227,83 € par personne handicapée majeure membre du ménage.

⁴ Voir l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 mars 2008 portant approbation de la modification des statuts de la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale (Moniteur belge du 28/03/2008).

	<p>logement social bruxellois.</p> <p>Dans le cadre de son rôle de tutelle, la SLRB est chargée des missions suivantes⁵ :</p> <p>« 1° <i>promouvoir le logement social dans chacune des dix-neuf communes de la Région de Bruxelles-Capitale et assister les SISP ;</i></p> <p>2° <i>agréer, selon les conditions fixées à l'article 54, conseiller et contrôler les SISP ;</i></p> <p>3° <i>établir à l'égard des SISP les directives techniques en vue de l'organisation de ses missions de contrôle ;</i></p> <p>4° <i>exercer le contrôle et la tutelle administrative sur les activités et la gestion des SISP et plus particulièrement veiller à la conformité aux normes législatives et réglementaires qui leur sont applicables, à la conformité des activités exercées par les SISP, contrôler la validité de la composition et le fonctionnement des organes des SISP, contrôler le respect par les SISP des règles administratives, comptables, financières et de gestion sociale qui régissent leur fonctionnement et leurs activités (à cette fin, les SISP communiquent à la SLRB les indemnités accordées à leurs administrateurs et dirigeants); veiller au respect par les SISP des dispositions régissant les programmes d'investissement et visées par le présent Code ou par toute autre disposition réglementaire, et veiller à l'attribution effective des logements aux personnes bénéficiant de priorités telles que visées par le présent Code ou par toute autre disposition réglementaire.</i></p> <p><i>Sans préjudice des sanctions visées aux articles 78 et 80 du présent code et en cas de non-respect par une SISP des obligations lui incombant en vertu du présent Code, la SLRB peut, après deux avertissements consécutifs transmis par lettre recommandée avec accusé de réception et après avoir entendu la SISP, se substituer à celle-ci ;</i></p> <p>5° <i>dans les limites des crédits budgétaires, mettre à disposition des SISP les moyens financiers nécessaires à la réalisation de leur objet, et notamment octroyer une allocation de solidarité aux SISP qui subissent une perte en raison de la faiblesse ou de l'absence de revenus des locataires. Cette allocation régionale de solidarité couvre 75 % du déficit social éventuel encouru par chaque SISP de l'année précédente. En matière d'investissements immobiliers, l'octroi de moyens financiers est subordonné à la condition qu'une partie des habitations déterminées par le Gouvernement, sur la base des données démographiques régionales, sans pouvoir être inférieure à 15 %, soit aménagée en faveur des familles comprenant au moins cinq personnes et en donnant parmi celles-ci la préférence à celles qui ont au moins trois enfants. La SLRB veille également à ce qu'une partie des habitations soit aménagée en faveur des personnes handicapées. La SLRB veille également à dégager des critères architecturaux ou d'aménagement du territoire aptes à garantir une vie harmonieuse dans les logements, les espaces communs et les abords dans un souci d'amélioration du bien-être des locataires, et ce notamment par l'intégration d'innovations architecturales de type culturel. A travers ces moyens budgétaires, la SLRB veille à favoriser le développement durable et la construction de logements durables ;</i></p>
--	---

⁵ Les articles dont les références sont mentionnées dans les différents alinéas déclinant l'objet social de la SLRB sont des articles du Code bruxellois du Logement.

	<p>6° <i>prévoir en cas de construction, chaque fois que cela s'avère possible, une proportion significative, qui ne peut être inférieur à 30 %, de logements comportant trois chambres ou plus, répartis à l'intérieur d'un même ensemble de logements neufs ;</i></p> <p>7° <i>formuler, à la requête du Gouvernement ou de sa propre initiative, des propositions portant sur la comptabilité et la gestion financière des SISP ;</i></p> <p>8° <i>formuler, à la requête du Gouvernement ou de sa propre initiative, des avis sur le fonctionnement des SISP ;</i></p> <p>9° <i>établir annuellement un rapport sur le fonctionnement et sur les activités des SISP de la Région. Ce rapport est déposé auprès du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale ;</i></p> <p>10° <i>examiner toute plainte en rapport avec le fonctionnement et les activités des SISP, conformément à l'article 76 ;</i></p> <p>11° <i>promouvoir l'organisation des relations sociales entre les locataires et les SISP, au sein de celle-ci. A cette fin, elle promeut notamment l'organisation d'un service social d'aide, d'encouragement et de conseil au bénéfice des locataires. Dans ce cadre, elle fixe des règles générales d'information des locataires et celles de nature à favoriser la responsabilité personnelle et collective des locataires et notamment, la participation, l'accompagnement social, l'utilisation adéquate du logement et la prévention des risques d'incendie ou d'intoxication au monoxyde de carbone et la mise à disposition d'infrastructures nécessaires ;</i></p> <p>12° <i>organiser ou favoriser la collaboration entre les SISP ; [celle-ci peut prendre, notamment, la forme de mutualisations, coopérations et marchés publics conjoints. Dans la limite des budgets disponibles, la SLRB octroie des subsides visant à encourager ces collaborations ;]</i></p> <p>[12°bis <i>mettre des outils et services régionaux centralisés à disposition des SISP, s'imposant à ces dernières lorsque la SLRB le décide, en vue de leur apporter un appui expert dans l'accomplissement de missions spécifiques ou de réaliser des économies d'échelle par l'harmonisation des outils et pratiques sectoriels ;]</i></p> <p>13° <i>créer une cellule de développement et de préservation du patrimoine culturel des SISP qui, dans les conditions fixées par le Gouvernement, est chargée de la gestion des investissements régionaux en vue du développement et de la préservation du patrimoine culturel des SISP ;</i></p> <p>14° <i>mettre en œuvre des mécanismes de concertation avec les fonctionnaires délégués par le Service d'Urbanisme ainsi qu'avec les fonctionnaires délégués par le Service des Monuments et Sites, et la Commission royale des Monuments et Sites lorsque des travaux à réaliser dans les SISP nécessitent l'avis de cette Commission ;</i></p> <p>15° <i>organiser la concertation avec les SISP au sein d'un comité restreint présidé par le président de son conseil d'administration et composé de représentants de la SLRB, du Ministre et des SISP, lesquels sont désignés par les fédérations visées à l'article 2, 22°. Le Gouvernement arrête les modalités pratiques de cette concertation par le biais du contrat de gestion visé à l'article 43 ;</i></p> <p>16° <i>autoriser et encadrer les mises à disposition précaires de logements dont la rénovation est programmée et dont les occupants font alors l'objet d'un accompagnement social</i></p>
--	--

	<p><i>assuré par un intervenant extérieur à la SISP ;</i></p> <p><i>17° établir ou contrôler la validité des données statistiques récoltées dans le cadastre technique et énergétique du patrimoine, suivant les modalités arrêtées par le contrat de gestion, ainsi qu'en assurer la communication au Gouvernement. »</i></p> <p><i>[12° complété par l'article 2 de l'ordonnance du 18 juillet 2013, publiée au Moniteur belge du 26 juillet 2013]</i></p> <p><i>[12°bis inséré par l'article 3 de l'ordonnance du 18 juillet 2013, publiée au Moniteur belge du 26 juillet 2013]</i></p> <p>Les sociétés immobilières de service public (SISP)</p> <p>Les SISP ont essentiellement pour objet social la réalisation et la mise à disposition d'habitations sociales. Ce sont elles qui matérialisent l'action du secteur dans les différents quartiers de la région.</p> <p>Elles prennent la forme de sociétés anonymes ou coopératives.</p> <p>Elles sont régies par le Code des sociétés, sous réserve des dispositions prévues par le Code bruxellois du Logement.</p> <p>Elles sont agréées par la SLRB sur la base des conditions prescrites par ce Code et des critères d'agrément des SISP déterminés par le Code bruxellois du Logement et par le Gouvernement. Les modalités de renonciation ou de retrait de cet agrément⁶ sont également déterminées par le Code bruxellois du Logement et par le Gouvernement.</p> <p>L'article 67 du Code du Logement définit les missions de service public des SISP et notamment :</p> <p><i>1° fournir aux personnes répondant aux conditions d'admission au logement social un logement destiné à la résidence principale dans les conditions fixées par le présent Code et par le Gouvernement;</i></p> <p><i>2° acheter, transformer, assainir, rénover et entretenir des immeubles en vue de les donner en location aux personnes répondant aux conditions d'admission au logement social, notamment en veillant à ce que les espaces communs et les abords des logements sociaux soient agencés et aménagés dans un souci d'amélioration du bien-être des locataires, notamment par l'intégration d'innovations architecturales de type culturel ;</i></p> <p><i>3° favoriser la prise en compte des difficultés sociales rencontrées par les locataires, notamment dans le cadre de partenariats, et assurer une gestion locative qui tienne compte des besoins des locataires ;</i></p> <p><i>4° celles qui lui auront été confiées dans le cadre du contrat de gestion visé à la section 5 du premier chapitre, ou à défaut du règlement élaboré par la SLRB ;</i></p> <p><i>5° établir annuellement un rapport sur son fonctionnement et ses activités qui est déposé à la SLRB ;</i></p> <p><i>6° moyennant l'accord préalable de la SLRB, effectuer toutes opérations ayant un rapport avec celles énumérées par le présent Code ;</i></p> <p><i>7° exercer leur droit de gestion publique, conformément aux articles 15 à 19 ;</i></p> <p><i>8° conclure, moyennant accord de la SLRB, des conventions d'occupation précaire de logements dont la rénovation est programmée et dont les occupants font alors l'objet d'un accompagnement social assuré par un intervenant extérieur à la SISP ;</i></p> <p><i>9° donner en location, moyennant l'accord de la SLRB, des</i></p>
--	---

⁶ Article 54 du Code bruxellois du Logement.

	<p>logements modérés et moyens (au sens de l'article 2, § 2, du présent Code), dans le cadre de projets de construction et de rénovations d'ensemble (qui résultent en une augmentation du nombre de logements).</p> <p>Le nombre de ces logements modérés et moyens ne peut dépasser un double seuil : 20 % des logements construits (ou, en cas de rénovation, du nombre de logements supplémentaires par rapport à la situation antérieure) et 10 % de l'ensemble des logements gérés par la SISP. Dans des circonstances motivées, le Gouvernement peut relever le premier seuil (jusqu'à 40 %).</p> <p>Dans la proportion ainsi autorisée, la SISP peut dédier au logement moyen ou modéré des habitations situées ailleurs qu'au sein du nouvel ensemble.</p> <p>Des conditions supplémentaires pourront être établies par le Gouvernement, liées à la taille du parc immobilier de la SISP ou au taux de logements sociaux déjà présents au sein de la commune ;</p> <p>(Remarque : Ce 9° entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014 : cf. dispositions transitoires)</p> <p>10° développer une stratégie foncière de la Société. »</p>
<p>Décrire les formes (habituelles) de mandat. Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.</p>	<p>Le mandat a été conféré par le Code Bruxellois du Logement.</p> <p>L'article 43 stipule que <i>la SLRB exerce ses missions selon les priorités et les orientations définies dans le contrat de gestion conclu entre elle et le Gouvernement. Le contrat de gestion est conclu pour une durée de cinq ans et est renouvelable pour des périodes successives de cinq ans. En cours d'exécution, il peut être adapté de commun accord. Au terme de la troisième année, il est procédé à une évaluation commune pouvant donner lieu à des adaptations.</i></p> <p><i>Le contrat de gestion est communiqué pour information au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale dès sa conclusion par les parties. Il est publié au Moniteur belge.</i></p> <p>Celui en cours est le contrat de gestion 2015-2020, signé le 2 septembre 2015.</p> <p>L'article 47 stipule que <i>la SLRB peut conclure un contrat de gestion avec les SISP qui a pour objet de traduire les objectifs et les modalités du contrat de gestion souscrit par la SLRB et la Région. Ce contrat sera pris en application des ordonnances et arrêtés existants, ainsi que du contrat de gestion liant la SLRB à la Région.</i></p> <p><i>Le contrat de gestion est conclu pour une durée de cinq ans et est renouvelable pour la même période. Il prévoit les périodes d'évaluation de son exécution.</i></p> <p>De plus, l'article 48 du Code Bruxellois du logement prévoit que <i>la SLRB élabore un règlement qui est d'application pour les SISP qui n'ont pas conclu de contrat de gestion avec la SLRB. Ce règlement sera pris en application des ordonnances et arrêtés existants, ainsi que du contrat de gestion liant la SLRB à la Région.</i></p> <p>Le régime optionnel de contrat de gestion et obligatoire de règlement entre la SLRB et les SISP existe depuis 1994. Le contrat de gestion actuellement, entré en vigueur le 21 mars 2017, concerne les 2017 à 2022. L'ensemble des SISP a adhéré au système contractuel.</p>
<p>Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs les SIEG ont fait l'objet</p>	<p>Les contrats de gestion sont conclus pour une durée de cinq ans et sont renouvelables pour des périodes successives de cinq ans.</p> <p>Concernant les contrats de gestion conclus entre la SLRB et les SISP, le secteur est actuellement à sa quatrième génération de contrats de gestion et de règlement :</p>

d'un mandat d'une durée supérieur à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.	<ul style="list-style-type: none"> - la première a porté sur la période de 1994 à 2001⁷ : 27 SISP feront, à l'époque, le choix du contrat de gestion et 6 préféreront le règlement ; - la seconde de 2001 à 2011⁸ : seuls 2 SISP ne signeront pas de contrat de gestion et garderont l'option du règlement ; - la troisième de 2011 à 2016 : l'ensemble des SISP adhérent au système contractuel ; <p>la quatrième de 2017 à 2022 : l'ensemble des SISP a également adhéré au système contractuel.</p>
Expliquer si les droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.	<p>Le logement est une matière régionalisée dans le cadre institutionnel belge.</p> <p>Chacune des trois Régions de Belgique a institué son propre Code du Logement qui reprend l'ensemble des dispositions légales définies par les autorités régionales et applicables à la matière du logement.</p> <p>Le Code bruxellois du Logement a été institué par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 1^{er} avril 2004 et modifié pour la dernière fois par une ordonnance du 8 mai 2014⁹ : il a notamment, instauré le rôle des opérateurs de la politique bruxelloise du logement social qui sont respectivement, la société régionale de tutelle, la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale (SLRB) et les sociétés immobilières de service public (SISP)¹⁰ qui gèrent le patrimoine du secteur du logement social bruxellois, qui représentait au 31/12/2016 un parc de 39.763 unités de logement.</p> <p>Depuis la création de la Région de Bruxelles-Capitale, le logement social bruxellois concentre son activité immobilière sur la mise à disposition de logements locatifs à des ménages clairement ciblés.</p>
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.) ?	<p>Le secteur du logement social est financé par des crédits régionaux mis annuellement à sa disposition par le budget des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale. Leur niveau est fixé par le Parlement régional à partir d'un projet du Gouvernement régional élaboré sur proposition de la SLRB.</p> <p>Le financement régional du secteur a, aujourd'hui, trois objets principaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ le financement des activités immobilières (ou de la politique d'investissement) qui constitue l'activité historique du secteur, ▪ la politique sociale du secteur qui s'est diversifiée et développée au cours des ans, ▪ les frais de fonctionnement de la société de tutelle, la SLRB. <p>La politique d'investissement s'établit sous la forme de deux types de financements complémentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Crédits remboursables sur des périodes variables suivant les travaux concernés ; - Subsides (crédits non remboursables) : taux variable en fonction du programme d'investissement (de 25 à 50 % des montants octroyés). <p>L'extension, la réhabilitation et la rénovation du parc de logements sociaux se concrétisent par la mise en œuvre de programmes d'investissements proposés par la SLRB à l'approbation du</p>

⁷ Les contrats établis, et les règlements, pour la période 1994-1999, ont été à l'époque prorogés de deux ans.

⁸ Les contrats établis, et les règlements, pour la période 2001-2006, ont été à l'époque prorogés jusqu'en 2011.

⁹ Respectivement publiées dans le Moniteur belge du 09/09/2003, du 29/04/2004 et du 18/07/2014.

¹⁰ Le secteur a connu une importante période de mutation. En effet, le processus de fusion officiellement entamé le 09 septembre 2013 s'est achevé le 1^{er} janvier 2018 et a ramené le nombre de SISP de 32 à 16.

	<p>Gouvernement régional et élaborés en collaboration avec les SISP.</p> <p>Suivant les dispositions du contrat de gestion deux dernières générations, les investissements sont définis de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Concernant l'extension du parc, cela concerne : <ul style="list-style-type: none"> - Le Plan Régional du Logement qui est subsidié à concurrence de 50% pour les logements sociaux et 33% pour les logements moyens ; - Le programme Alliance Habitat qui est subsidié à concurrence de 50% pour les logements sociaux et 33% pour les logements moyens ; - L'acquisition de foncier et d'immeubles. ▪ Concernant les programmes d'investissements <ul style="list-style-type: none"> - Une programmation d'investissements régionaux de rénovation sur quatre ans (détermination des projets précis des SISP). Cette programmation représente 80% des investissements annuels ; - Des travaux urgents non prévisibles lors de l'adoption du plan quadriennal (4%) ; - L'intégration d'œuvres d'art, en concertation avec les habitants (1%) ; - Des travaux sélectionnés par les SISP selon un système de droit de tirage (15%) et qui sont répartis entre les SISP signataires d'un contrat de gestion selon l'importance de leur patrimoine avec diverses conditions d'encadrement. <p>Le pourcentage de subsidiation est de l'ordre de 50% pour les travaux de rénovation.</p> <p>La politique sociale du secteur du logement social bruxellois concerne trois objets principaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une prise en charge financière régionale du coût pour les SISP de l'application de la politique sociale du secteur à travers deux systèmes différents : <ul style="list-style-type: none"> ○ Le régime de réduction sociale pour enfants à charge ou personnes handicapées : ces réductions concernent une réduction du loyer réel liée au nombre d'enfants à charge du ménage locataire ou de personne(s) handicapée(s) qui en font partie : cette réduction est calculée sur base d'un pourcentage du loyer de base¹¹ et augmente au prorata du nombre d'enfants ou de personnes concernées. Elle est cependant plafonnée. C'est l'article 59 de l'arrêté du 26 septembre 1996 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale¹² organisant la location des habitations gérées par la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale ou par les sociétés immobilières de service public qui règle les différentes modalités concernées par ce régime. ○ Le système d'allocation de solidarité par lequel la
--	--

¹¹ Le calcul du loyer réel annuel mobilise deux notions essentielles : le **loyer de base**, la part immobilière de la formule, qui est calculé à partir d'un pourcentage défini de l'actualisation de la valeur de l'investissement initial que représente le logement, éventuellement augmentée de la valeur, actualisée également, des travaux qui ont concerné ce logement et **les revenus du ménage**, la part sociale de la formule, qui vont pondérer la valeur du loyer à la hausse ou à la baisse selon le niveau des revenus du ménage concerné.

¹² Dans sa version coordonnée au 1^{er} mars 2018.

	<p>Région accorde aux SISP une dotation couvrant 75 % de leur déficit de recettes locatives de l'année précédente eu égard à la politique sociale qu'elles doivent appliquer. Formellement sa fonction est de permettre une compensation financière aux SISP qui connaissent un manque de rentrées locatives eu égard au niveau de revenus des ménages-locataires accueillis dans leurs logements : ces SISP connaissent ce qui est appelé un « déficit social » qui est compensé annuellement par l'octroi de ladite allocation de solidarité. Le montant octroyé aux SISP peut être affecté :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ soit à leur charge d'annuités correspondant au remboursement annuel de leurs investissements antérieurs ; ▪ à des travaux de gestion de patrimoine ; ▪ ou à l'accompagnement social des locataires. <p>Vu la paupérisation croissante de la population accueillie dans le secteur du logement social, les montants affectés dans le cadre de ce régime ont augmenté sensiblement ces dernières années.</p> <p>Ce régime d'allocation de solidarité est consacré à l'article 41, 5°, du Code bruxellois du Logement.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une mise à disposition des SISP de personnel destiné au travail social par le Service d'accompagnement social aux locataires sociaux (SASLS). - Un développement de projets de cohésion sociale également financés par la Région. On en répertorie actuellement 32 projets de cohésion sociale dans la région bruxelloise.
<p>Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisé.</p>	<p>Les principes généraux du financement des activités immobilières du secteur du logement social sont énoncés aux articles 70 à 75 du Code Bruxellois du Logement :</p> <p><i>« Article 70. Sans l'autorisation de la SLRB, les SISP ne peuvent emprunter auprès de tiers, hypothéquer des biens immobiliers ou céder les garanties hypothécaires qu'elles possèdent à des tiers ou contracter toute opération de nature à obérer leur situation financière. La SLRB statue dans les nonante jours de la réception de la demande. Passé ce délai, son silence vaut refus. Un recours peut être introduit auprès du Gouvernement dans les dix jours ouvrables de l'écoulement du délai ou de la notification du refus. Le Gouvernement statue dans les trente jours. Passé ce délai, la décision prononcée par la SLRB est confirmée. En cas de double silence, de la SLRB et du Gouvernement, l'autorisation est refusée.</i></p> <p>Article 71. L'octroi d'un crédit d'investissement ou d'une subvention à une SISP peut être subordonné par la SLRB à l'engagement d'en affecter une partie à :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1° l'achat de terrains ; 2° l'achat d'immeubles construits ; 3° la construction d'immeubles ; 4° la rénovation de maisons ou d'appartements ; 5° la prise en charge du coût de l'équipement en voirie, les égouts, l'éclairage public, la distribution d'eau, ainsi que du coût de l'aménagement des abords communs des habitations, y compris les trottoirs ; 6° l'installation d'infrastructures de type communautaire ; 7° l'exercice du droit de gestion publique ; 8° l'amélioration, le renforcement de l'organisation et/ou des

	<p>services de gestion interne des SISP en vue de répondre plus efficacement aux missions qui leur sont confiées ;</p> <p>9° la mobilisation des ressources internes en respectant l'équilibre financier à long terme des SISP.</p> <p>Article 72. Les SISP peuvent recevoir des dons et legs et acquérir les biens, même immobiliers, nécessaires à leur administration.</p> <p>Article 73. Les SISP peuvent, avec l'approbation et l'aide financière éventuelle de la SLRB, acquérir des immeubles résidentiels ou non, ou devenir titulaires d'autres droits réels immobiliers principaux, en vue de les démolir, de les assainir, de les améliorer ou de les adapter.</p> <p>Article 74. Moyennant l'autorisation préalable de la SLRB, les SISP peuvent aliéner leurs biens immeubles et tous droits réels principaux constitués sur eux, dans le respect des objectifs du secteur et de la politique foncière définie par le Gouvernement.</p> <p>Une SISP ne peut cependant aliéner un élément de son patrimoine immobilier à un prix inférieur à la valeur vénale et que si une des conditions suivantes est remplie :</p> <p>1° si cet élément de patrimoine ne lui permet pas de réaliser sa mission de service public ;</p> <p>2° si l'aliénation de cet élément de patrimoine lui permet d'exécuter les obligations qui lui incombent en fonction du règlement ou du contrat de gestion ;</p> <p>3° si cet élément de patrimoine dans le cas d'un échange est remplacé par un élément de patrimoine dont la valeur, la superficie ou la situation permet la réalisation d'un des objectifs déterminés par le règlement ou le contrat de gestion.</p> <p>Le produit de l'aliénation doit être intégralement affecté à sa politique d'investissement dans le respect des objectifs du secteur du logement social et de la politique budgétaire arrêtée dans le contrat de gestion.</p> <p>Les mesures de publicité visées à l'article 4 de l'ordonnance du 12 novembre 1992 relative à l'aliénation d'immeubles domaniaux s'appliquent à ces opérations.</p> <p>Article 75. En vue d'assainir, d'améliorer ou d'adapter des immeubles résidentiels, les SISP peuvent, avec l'approbation et l'aide financière de la SLRB, donner en location, conformément au contrat-type de bail à réhabilitation, des habitations pour plus de neuf ans, ou acquérir sur elles des droits autres que la propriété. »</p> <p>1.1.1 Les types de financements</p> <p>La politique d'investissement s'établit sous la forme de deux types de financements complémentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Crédits remboursables sur des périodes variables suivant les travaux concernés ; - Subsidés (crédits non remboursables) : taux variable en fonction du programme d'investissement (de 25 à 50 % des montants octroyés). <p>Le programme d'investissements du secteur comprend trois volets essentiels :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'extension du parc locatif par la construction de nouveaux logements ; - La rénovation du parc et sa mise en conformité aux normes de
--	---

	<p>qualité, de sécurité et de confort (dispositions légales) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'acquisition de foncier et d'immeubles¹³. <p>De plus, depuis 2010, toute nouvelle construction se doit d'être passive et tout nouvelle rénovation, basse énergie.</p> <p><i>1.1.2 Prix de référence</i></p> <p>Prix de référence pour la construction de nouveaux logements dans la Région de Bruxelles-Capitale¹⁴ :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le prix au m² de surface brute hors sol est de 1.250 €/m² ; - le prix au m² de surface logement est de 1.500 €/m² ; <p>Les opérations de rénovation concernent des situations trop hétérogènes pour pouvoir permettre le même type d'encadrement des coûts que les logements neufs.</p> <p><i>1.1.3 Mécanismes des programmes d'investissements</i></p> <p>L'extension, la réhabilitation et la rénovation du parc de logements sociaux se concrétisent par la mise en œuvre de programmes d'investissements proposés par la SLRB à l'approbation du Gouvernement régional et élaborés en collaboration avec les SISP.</p> <p>Suivant les dispositions du contrat de gestion deux dernières générations, les investissements sont définis de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Concernant l'extension du parc, cela concerne : <ul style="list-style-type: none"> - Le Plan Régional du Logement qui est subsidié à concurrence de 50% pour les logements sociaux et 33% pour les logements moyens ; - Le programme Alliance Habitat qui est subsidié à concurrence de 50% pour les logements sociaux et 33% pour les logements moyens ; - L'acquisition de foncier et d'immeubles. ▪ Concernant les programmes d'investissements <ul style="list-style-type: none"> - Une programmation d'investissements régionaux de rénovation sur quatre ans (détermination des projets précis des SISP). Cette programmation représente 80% des investissements annuels ; - Des travaux urgents non prévisibles lors de l'adoption du plan quadriennal (4%) ; - L'intégration d'œuvres d'art, en concertation avec les habitants (1%) ; - Des travaux sélectionnés par les SISP selon un système de droit de tirage (15%) et qui sont répartis entre les SISP signataires d'un contrat de gestion selon l'importance de leur patrimoine avec diverses conditions d'encadrement. <p>Notons que le pourcentage de subsidiation est de l'ordre de 50 % pour les travaux de rénovation.</p> <p>Les programmes pluriannuels d'investissements sont principalement des programmes quadriennaux.</p> <p>Un programme quadriennal est constitué d'une série d'opérations ou de travaux dont les initiations doivent, en principe, s'étaler durant quatre</p>
--	---

¹³ L'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les conditions d'octroi et les règles de procédures applicables à la SLRB, aux SISP, communes et CPAS, et propres au financement des projets d'acquisition, d'expropriation, de réhabilitation, de démolition et de reconstruction d'immeuble du 04 février 2016 a été publié au Moniteur belge le 03 mars 2016.

¹⁴ Prix de référence fixé au 23/03/2010 sera modifié en 2018.

	<p>ans et dont le montant global est réservé – ou engagé – par la Région dans le cadre de ses décisions budgétaires en matière de dépenses. Les programmes quadriennaux sont présentés pour approbation au Gouvernement régional bruxellois et mis en œuvre par la SLRB.</p> <p>Chaque année, la SLRB peut proposer à la Région un ajustement du plan d'investissement quadriennal ou de la répartition des enveloppes affectées annuellement.</p> <p>La SLRB peut accorder, complémentirement au programme d'investissement régional, des prêts à long terme aux SISP pour le financement de travaux imprévus qui ne peuvent être repris dans le programme d'investissement.</p> <p>Le schéma « opérationnel » de la SLRB relatif aux missions liées tant à la réalisation d'investissements qu'à la transparence financière s'articule, principalement, autour des éléments prioritaires suivants¹⁵ :</p> <p>« Article 52 : procédure de réalisation des investissements visant la responsabilisation des acteurs et exercice de la tutelle »</p> <p><i>Pour tout projet, la SISP veille à respecter les critères définis dans le cahier des charges type actualisé qui sera concerté avec les Fédérations, dans les 6 mois de la signature du présent contrat.</i></p> <p><i>Les 8 étapes suivantes sont attachées à la réalisation de travaux d'investissement :</i></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Dossier de mise en concurrence des études ; 2. Choix des bureaux d'études (Bureau d'études principal et autres intervenants) ; 3. Avenants à la mission principale des bureaux d'études ; 4. Avant-projet et mode de passation du marché de travaux ; 5. Dossier de mise en concurrence des travaux ; 6. Choix de l'entreprise ; 7. Décomptes/modifications des travaux ; 8. Décompte final. <p><i>Les types de tutelle pouvant être appliqués sont déterminés par le montant des projets de rénovation, équivalent à 100% de la valeur nette.</i></p> <p><i>Le type de tutelle est fixé au moment de l'approbation du mode de financement. Il pourra être soumis à révision, notamment à partir d'un dépassement de 10% du plafond.</i></p> <p><i>Les types de tutelle sont au nombre de quatre, ils sont repris ci-dessous et présentés de manière détaillée en annexe 7 du présent contrat.</i></p> <p>1. La tutelle a posteriori</p> <p><i>Les projets dont le montant des travaux est inférieur ou égal à 200.000€ sont soumis à une <u>tutelle a posteriori</u> ; Néanmoins, la SISP devra transmettre à la SLRB les documents liés aux projets, au moment de la demande de paiement de la première facture. Le contrôle de leur correcte exécution pourra être effectué par coup de sonde.</i></p> <p>2. La tutelle allégée</p> <p><i>Les projets de rénovation dont les montants des travaux sont</i></p>
--	--

¹⁵ Extrait du contrat de gestion de troisième génération SLRB-SISP entré en vigueur le 21 mars 2017, dans sa version coordonnée au 21 mars 2018 et disponible sur le site <http://www.slrbrb.be/fr/professionnel/qui-sommes-nous/nos-contrats-de-gestion/niveau-2>

supérieurs 200.000€ et inférieurs ou égal à 2 millions d'€ sont soumis à une tutelle d'approbation allégée.

Seule la phase d'avant-projet est soumise à la tutelle de la SLRB.

Pour les autres étapes, la SISP doit néanmoins communiquer, pour information à la SLRB, les documents relatifs à l'étape en question, dès qu'elle est réalisée.

Des mécanismes correctifs sont également proposés :

- en cas de dépassement du budget initial, le dossier est soumis pour approbation de l'imputation du solde débiteur au CA de la SLRB, sur la base d'une motivation détaillée de l'augmentation par l'auteur de projet et la SISP, assortie d'une proposition de financement, notamment au moyen des droits de tirage ;
Le CA de la SLRB pourra décider que le projet peut être poursuivi ou non avec un éventuel financement sur les fonds propres de la SISP.
- en cas de modification de la nature ou de l'objet du projet, le dossier est soumis à l'approbation du CA de la SLRB assortie d'une proposition de financement, notamment au moyen des droits de tirage.

3. La tutelle lourde

Les projets de rénovation dont les montants des travaux sont supérieurs à 2 millions d'euros sont soumis à une tutelle lourde. Dès lors, toutes les étapes doivent être soumises à la SLRB pour approbation.

4. La tutelle différenciée

Pour autant que les critères objectifs repris ci-dessous sont respectés, la SISP peut demander l'application d'une tutelle différenciée.

Ce type de tutelle permet à la SISP, au dépôt de l'avant-projet, d'être dispensée d'une approbation de la SLRB pour les étapes de mise en concurrence des travaux, désignation du marché de travaux et exécution du chantier pour tous les projets en tutelle lourde de moins de 5 millions d'euros.

Critères d'application de la tutelle différenciée :

- la SISP ne doit pas avoir reçu d'accusé de réception négatif pour les étapes 1 à 4 du projet concerné ;
- l'avant-projet doit avoir reçu une approbation sans réserve de la part du CA de la SLRB ;
- le ratio « nombre de dossiers avec financement suffisant ne nécessitant pas de prêts à long terme / nombre total de dossiers actifs, c'est-à-dire pour lesquels la réception provisoire n'a pas encore été accordée » doit être supérieur ou égal à 80%. Ce ratio sera calculé pour les dossiers à partir du quadriennal 2010-2013.

En cas d'application de la tutelle différenciée, la SISP doit cependant communiquer, pour information à la SLRB, les documents relatifs aux étapes pour lesquels une dispense d'approbation a été accordée.

Les délais

Les délais d'approbation de la SLRB sont repris en annexe 7.

Ces délais sont suspendus entre le 15 juillet et le 15 août et durant les

congés scolaires d'Hivers et de Printemps.

Ces délais courent dès réception d'un dossier complet et analysable. Un accusé de réception est transmis à la SISP dans les 15 jours calendrier de la réception du dossier par la SLRB.

Des listes de vérification pour un dossier complet sont mises à disposition de la SISP sur le site internet de la SLRB.

En cas de dépassement des délais de traitement des dossiers par la SLRB, la SISP a un droit de recours au Conseil d'administration de la SLRB.

Principes applicables à la tutelle allégée, lourde et différenciée

En absence de transmis des informations relatives aux différentes étapes reprises en annexe 7, sous les canevas prévus, la SISP sera soumise à la tutelle lourde pour la suite des étapes de la réalisation du projet.

Les décomptes ou modifications de travaux devront être approuvé par la SLRB, en cas de dépassement de plus de 6% de la valeur de la commande.

Si la SISP enregistre 25% de projets pour lesquels un retour à une tutelle lourde a été imposé, elle sera soumise à une tutelle lourde pour l'ensemble de ses projets.

Le régime de tutelle décrit dans le contrat de gestion de second niveau 2011-2016 reste d'application pour les étapes en cours de traitement par la SLRB à la date de signature du présent contrat de gestion.

Les nouveaux principes de tutelle présentés à l'article 7 entrent en application pour les nouvelles étapes introduites à la SLRB à partir de la date de signature du présent contrat de gestion.

Des formations concernant les nouveaux principes de tutelle seront organisées par la SLRB. »

Le processus de réalisation de la politique d'investissement comporte les opérations suivantes :

1.1.4 La notification des programmes

Après son approbation par le Gouvernement, le programme quadriennal est alors notifié aux SISP ; celles-ci sont averties par lettre du contenu des éléments de programmes qui leur sont destinés.

1.1.5 Les rapports d'avancement des programmes

Des relevés d'avancement des engagements sur programmes sont réalisés plusieurs fois par an à l'attention des décideurs : Ministre, Conseil d'administration, Direction générale.

Ces états d'avancement révèlent dans quelle mesure les programmes s'exécutent et permettent d'évaluer les moyens nécessaires ou de justifier des mesures particulières d'application.

*Outre ces états d'avancement, les **contrats de gestion** de quatrième génération prévoient formellement la mise en place de différents dispositifs (comité de suivi des investissements, plans stratégiques, plans stratégiques actualisés, session annuelle d'évaluation entre partenaires, ...) permettant d'apprécier l'état d'avancement notamment des réalisations d'investissements. Le cas échéant, des dispositions contractuelles sont également prévues en cas de non-respect des obligations (mécanismes de remédiations, retour éventuel à un contrôle a priori, sanctions, ...).*

*Le **reporting d'avancement des programmes d'investissement** est énoncé à l'article 20 du contrat de gestion de niveau 2 :*

Pour permettre à la Région de suivre l'avancement des investissements,

	<p>les parties s'engagent à maintenir le comité de suivi des projets d'investissements financés par la Région. Ce comité a pour objet de favoriser l'échange d'informations entre la SLRB et les SISP et d'identifier les pistes de solution pour résoudre d'éventuels problèmes dans la réalisation des projets de la SISP. La SLRB s'engage également à informer périodiquement la Région sur l'état d'avancement des projets d'investissements.</p> <p><i>« Article 20 : Le PIG constitue le principal outil commun de suivi stratégique de l'avancement des projets d'investissements, il sera discuté lors des comités de suivi. Il permet à la SLRB et à la SISP de disposer d'une vision globale de l'ensemble des projets gérés et des capacités d'absorption et de gestion des projets de la SISP. Le PIG devra être actualisé de sorte que tous les nouveaux projets devront être au stade de l'avant-projet dans les 24 mois de la signification à la SISP de l'octroi des crédits. Les chantiers, quant à eux, devront avoir démarré dans un délai de maximum 48 mois après l'octroi des crédits. De plus, le PIG pourra être actualisé sur base de facteurs exogènes et des conclusions du comité de suivi prévu dans le présent article.</i></p> <p><i>Dès que le nouveau PIG prévu à l'article 19 sera conclu, des mesures transitoires seront définies afin d'intégrer l'ensemble des projets à celui-ci.</i></p> <p><i>Dès l'octroi des crédits, la SISP devra déterminer si elle agit comme auteur de projet. Dans ce cadre et sur base de l'analyse de son PIG, la SLRB se réserve le droit de ne pas autoriser la SISP à agir en tant qu'auteur de projet.</i></p> <p><u>Mesures en cas de retard d'avancement des projets d'investissement financés par la SLRB</u></p> <p><i>Les parties s'engagent à mettre en place des mesures proactives (présentation des projets, rencontres régulières avec les référents uniques, ...) afin de prévenir les éventuels retards dans l'exécution des projets.</i></p> <p><i>Néanmoins, dès que la SLRB constate que 20% des projets en termes de montant financier sont en retard par rapport aux plannings initiaux globaux des différents programmes d'investissement approuvés par le CA de la SLRB ou que les conditions d'octroi des crédits de rénovation ne sont pas respectées, elle transmet un rapport à son Conseil d'administration qui a 60 jours pour prendre sa décision et cela après audition de la SISP. Les éléments de justification éventuels, y compris les situations d'exception, apportés par la SISP, seront annexés au rapport de l'administration.</i></p> <p><i>Le Conseil d'administration de la SLRB a la possibilité d'imposer une ou plusieurs des mesures suivantes, tenant compte de la gravité de la situation, selon des modalités définies par la SLRB et en motivant sa décision :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>- Prendre acte de la situation et des explications données et accepter une révision du planning d'investissement proposé par la SISP ;</i> <i>- Demander à la SISP de fournir un planning révisé, éventuellement sur base de balises fixées par la SLRB ;</i> <i>- Adresser à la SISP une mise en demeure ;</i> <i>- Imposer à la SISP de nouvelles conditions au maintien et à l'utilisation des crédits octroyés, par exemple sous forme de mobilisation des services d'appui mis à disposition par la SLRB ou d'autres</i>
--	--

	<p><i>institutions régionales (facilitateurs, BMA, ...) ;</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Reprendre à la SISP la maîtrise d'ouvrage d'un ou plusieurs projets (art.41,4° et 42,1° du CBL) ;</i> - <i>Retirer les crédits octroyés pour un ou plusieurs projets en vue d'une proposition de réaffectation de ces crédits à une autre SISP, selon des modalités fixées par le CA de la SLRB. »</i> <p>1.1.6 Le suivi budgétaire de la politique d'investissement</p> <p>La mise en œuvre des programmes implique la perception par la SLRB des dotations prévues au budget régional.</p> <p>Les principes qui avaient été définis dans le contrat de gestion de niveau 1 conclu en octobre 2010 qui lie la SLRB à la Région de Bruxelles-Capitale ont été maintenus dans le contrat conclu en septembre 2015.</p> <p>Notons que l'article 20 du contrat de gestion dit de niveau 1 prévoit que la SLRB transmet périodiquement à la Région l'état d'avancement des projets d'investissements.</p> <p>« Article 20 : Réduire les délais d'exécution des travaux de rénovation</p> <p><i>Maintenir le comité de suivi des investissements permettant à la Région de suivre l'avancement des investissements. Dans ce cadre, la SLRB mettra sur pied pour chaque SISP un comité de suivi des projets d'investissements financés par la Région. Il aura pour objet de favoriser l'échange d'informations entre la SLRB et les SISP et d'identifier les pistes de solution pour résoudre d'éventuels problèmes dans la réalisation des projets de la SISP. La SLRB s'engage également à informer périodiquement la Région sur l'état d'avancement des projets d'investissements. »</i></p> <p>La politique sociale du secteur du logement social bruxellois concerne trois objets principaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une prise en charge financière régionale du coût pour les SISP de l'application de la politique sociale du secteur à travers deux systèmes différents : <ul style="list-style-type: none"> ○ Le régime de réduction sociale pour enfants à charge ou personnes handicapées : ces réductions concernent une réduction du loyer réel liée au nombre d'enfants à charge du ménage locataire ou de personne(s) handicapée(s) qui en font partie : cette réduction est calculée sur base d'un pourcentage du loyer de base¹⁶ et augmente au prorata du nombre d'enfants ou de personnes concernées. Elle est cependant plafonnée. C'est l'article 59 de l'arrêté du 26 septembre 1996 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale¹⁷ organisant la location des habitations gérées par la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale ou par les sociétés immobilières de service public qui règle les différentes modalités concernées par ce régime. ○ Le système d'allocation de solidarité par lequel la Région accorde aux SISP une dotation couvrant 75 % de leur déficit de recettes locatives de l'année précédente eu
--	--

¹⁶ Le calcul du loyer réel annuel mobilise deux notions essentielles : le **loyer de base**, la part immobilière de la formule, qui est calculé à partir d'un pourcentage défini de l'actualisation de la valeur de l'investissement initial que représente le logement, éventuellement augmentée de la valeur, actualisée également, des travaux qui ont concerné ce logement et les **revenus du ménage**, la part sociale de la formule, qui vont pondérer la valeur du loyer à la hausse ou à la baisse selon le niveau des revenus du ménage concerné.

¹⁷ Dans sa version coordonnée au 1^{er} mars 2018.

	<p>égard à la politique sociale qu'elles doivent appliquer. Formellement sa fonction est de permettre une compensation financière aux SISP qui connaissent un manque de rentrées locatives eu égard au niveau de revenus des ménages-locataires accueillis dans leurs logements : ces SISP connaissent ce qui est appelé un « déficit social » qui est compensé annuellement par l'octroi de ladite allocation de solidarité. Le montant octroyé aux SISP peut être affecté :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ soit à leur charge d'annuités correspondant au remboursement annuel de leurs investissements antérieurs ; ▪ à des travaux de gestion de patrimoine ; ▪ ou à l'accompagnement social des locataires. <p>Vu la paupérisation croissante de la population accueillie dans le secteur du logement social, les montants affectés dans le cadre de ce régime ont augmenté sensiblement ces dernières années.</p> <p>Ce régime d'allocation de solidarité est consacré à l'article 41, 5°, du Code bruxellois du Logement.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une mise à disposition des SISP de personnel destiné au travail social par le Service d'accompagnement social aux locataires sociaux (SASLS). - Un développement de projets de cohésion sociale également financés par la Région. On en répertorie actuellement 32 projets de cohésion sociale dans la région bruxelloise.
<p>Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter les surcompensations.</p>	<p>Il n'y a pas de surcompensation, du fait que les subventions correspondent aux frais réels et qu'ils doivent être justifiés sur base de pièces justificatives.</p> <p>De plus, les articles 57 à 59 et l'article 63 du Code bruxellois du Logement définissent les modalités de fonctionnement et également les modes de contrôle devant être mis en place par les SISP (système de contrôle interne, réviseur d'entreprise membre de l'Institut des réviseurs d'entreprises et le régime des délégués sociaux).</p> <p>Les mesures complémentaires de transparence des activités des SISP sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les comptes annuels des SISP qui sont obligatoirement communiqués à la SLRB chaque année ; - Les rapports annuels : chaque année, la SLRB établit son rapport annuel qui reprend les éléments essentiels de la situation du secteur des points de vue patrimonial, financier, administratif et social.

2 MONTANT DES AIDES OCTROYÉES ET STATISTIQUES GÉNÉRALES

Tableau 1 : Crédits affectés aux divers programmes du logement social (en millions d'€)

Le tableau ci-dessous reprend les principaux crédits affectés sur la période 2016-2017. Les données concernent les crédits d'ordonnancement (co), soit des dépenses réellement effectuées dans l'année, sauf lorsque la mention (ce) apparaît : il s'agit alors de crédits d'engagement, c'est-à-dire des crédits réservés pour une dépense définie mais qui pourront être dépensés éventuellement plus tard que l'année où ils ont octroyé.

	2016 Ajusté	2017 Ajusté
Investissements		

Crédits d'ordonnancement	100,591	127,91
Dont : Subsidés	35,51	46,27
Crédits d'engagement	357,713	50,03
Dont : Subsidés	224,977	0
Politique sociale		
Allocation de solidarité	25,54	28,63
Réduction sociale	18,29	16,903
Mise à disposition de pers. aux SISP	3,025	3,025
Projet de cohésion sociale	2,14	2,2
Remboursements des services pour personnes handicapées	0,07	0,57
Sous-total (co)	49,065	51,328
Autres		
Frais de fonctionnement SLRB	9,046	10,803
Divers ¹⁸	3,896	3,5
Sous-total (co)	12,942	14,303
TOTAL (Co)	162,598	193,541

Tableau 2 : Programmation budgétaire du contrat de gestion de niveau 1 (2015-2020) (en milliers d'€)

	2016	2017	2018	2019	2020
Subvention Observatoire de l'habitat	200	200	200	200	200
Subvention de fonctionnement de la SLRB	9.110	9.397	9.557	9.788	9.934
Pôle d'expertise d'appui aux SISP	2.146	1.046	1.067	1.088	1.110
Dotation de fonctionnement complémentaire ¹⁹	497	507	518	528	539
Total des dotations	11.953	11.150	11.342	11.604	11.783

¹⁸ Comprend les subventionnements des Cocolos, de l'Observatoire des loyers, du pôle d'expertise, des moyens pour le PRL et l'Alliance-Habitat et de la mission d'accompagnement des fusions. En 2015 est ajoutée la provision pour les sols pollués.

¹⁹ Dotation annuelle, ici additionnée, pour le Plan Régionale du Logement et l'Alliance Habitat.

Tableau 3 : Programmation des crédits d'ordonnancement pour les Quadriennaux en cours (en milliers d'€)

	2015	2016	2017	2018	2019
Quadri 2002-2005 (avances)	-	-	-	-	-
Quadri 2002-2005 (subsides)	-	-	5.331	-	-
Quadri 2006-2009 (avances)	-	-	-	-	-
Quadri 2006-2009 (subsides)	5.000	-	-	-	-
Quadri 2010-2013 (avances)	16.750	10.000	6.750	14.853	14.853
Quadri 2010-2013 (subsides)	5.000	8.000	7.000	11.000	5.000
Quadri 2014-2017 (avances)	20.000	30.282	30.000	20.000	20.000
Quadri 2014-2017 (subsides)	20.000	20.000	22.830	20.000	15.000
Quadri bis 2016-2017	-	-	-	20.000	20.000
Quadri 2018-2021 (avances)			-	-	5.000
Quadri 2018-2021 (subsides)			-	-	6.000
Plan Régional du Logement	16.297	16.297	16.297	6.000	6.000
Alliance Habitat	-	14.784	19.749	15.000	15.000
TOTAL	83.047	99.363	107.957	106.853	106.853

1.1 Le « marché » de l'offre et de la demande de logements sociaux : éléments d'appréciation

En Région bruxelloise (1.191.604 habitants²⁰ au 01/01/2017), on compte 545.394 logements au 31/12/2016 – données IBSA estimées sur base du nombre de ménages – dont 39.763 unités relevant du secteur public du logement social.

Le parc de logements gérés par les SISP agréées par la SLRB représente 7,29 % du parc total en Région de Bruxelles-Capitale, ce qui est bien en deçà de la moyenne relevée dans l'ensemble des Etats membres de l'Union Européenne.

L'accession à ces logements est régulée principalement selon les revenus et la situation sociale des demandeurs.

Le loyer mensuel moyen se situe²¹ à 328,92 € et le coût mensuel des charges est de 105,54 €.

Ces dernières années, le secteur a connu un appauvrissement des ménages locataires qui est en relation avec l'évolution générale de la population bruxelloise qui voit ses ressources financières, relativement aux populations des deux autres Régions de Belgique, diminuer. Cette situation trouve une de ses expressions dans le volume de la demande de logements sociaux qui s'est accrue ces dernières années et les sources de revenus

²⁰ Source : http://ibsa.brussels/chiffres/chiffres-cles-par-commune/ville-de-bruxelles#.WsYzG5c6_IU

²¹ Source : Rapport annuel de la SLRB - Statistiques au 31.12.2016

des ménages candidats-locataires, relevées respectivement aux tableaux 4 et 5. Toutefois, nous pouvons constater une diminution du volume des demande de logements pour les années 2014 et 2017.

Tableau 4 - Nombre de ménages candidats-locataires : évolution jusqu'en 2017

Année	Nombre de ménages candidats-locataires
2003	24.792
2008	33.006
2009	36.867
2010	37.825
2011	38.928
2012	41.461
2013	44.332
2014	42.540
2015	45.742
2016	48.804
2017	43.170

Tableau 5 – Provenance des revenus des chefs de famille des ménages candidats-locataires (au 31.12)

	Origine des revenus des chefs de ménage des candidats-locataires			
	2016	%	2017	%
Aucun	15.863	23,24%	14.480	23,87%
Salarié	14.080	20,68%	12.536	20,67%
Indépendant	455	0,67%	426	0,70%
Pension	2.905	4,27%	2.402	3,96%
Chômage	14.192	20,84%	12.188	20,09%
Mutualité	4.370	6,42%	4.085	6,73%
Handicapé	1.358	1,99%	1.326	2,19%
RIS/CPAS	14.618	21,47%	12.949	21,35%
Autres	296	0,43%	267	0,44%
Total	68.097	100,00%	60.659	100,00%

Tableau 6 – Création de logements en 2016 et 2017

	2016	2017	TOTAL
« Alliance Habitat »			
Logements sociaux et moyens neufs	111	89	200

« Plan Régional du Logement »			
Logements sociaux et moyens neufs	0	32	32

Tableau 7 – Mouvements des locataires du logements social bruxellois en 2015 et 2016

	2015	2016
Entrées	1.648	1.361
Sorties	1.875	1.506
Mutations internes	520	633

1.2 Statistiques financières concernant les SISP

Tableau 8 - Ratio d'endettement : 2012 à 2016

		2012	2013	2014	2015	2016	<i>Croissance annuelle moyenne</i>
Annuités	<i>Milliers d'€</i>	42.436	44.912	45.470	46.456	47.284	2,2%
Recettes locatives	<i>Milliers d'€</i>	150.214	160.198	168.354	172.605	178.552	3,5%
Ratio d'endettement	%	28,3%	28,0%	27,0%	26,9%	22,1%	-4.8%

Tableau 9 - Ratio de liquidité : 2012 à 2016

		2012	2013	2014	2015	2016	<i>Croissance annuelle moyenne</i>
Actifs circulants	<i>Milliers d'€</i>	164.802	179.744	174.052	176.528	187.551	2,6%
Dettes à court terme	<i>Milliers d'€</i>	129.301	130.765	133.377	131.514	138.256	1,3%
Ratio de liquidité stricte	%	124,8%	137,5%	130,5%	134,2%	135,7%	1,2%

Tableau 10 - Cash-flow : 2012 et 2016

		2012	2013	2014	2015	2016	<i>Croissance</i>
Résultat net	<i>Milliers d'€</i>	7.967	9.977	12.870	16.754	15.893	14,8%
Cash-flow net	<i>Milliers d'€</i>	43.939	47.192	51.313	56.313	60.308	6,5%
Cash-flow net après service de la dette	<i>Milliers d'€</i>	15.181	17.559	20.960	24.207	26.863	12,1%

Tableau 11 - Rentabilité – Résultat d'exercice : 2012 à 2016

	<i>Codes</i>	<i>2012</i>	<i>2013</i>	<i>2014</i>	<i>2015</i>	<i>2016</i>	<i>Croissance annuelle moyenne</i>
<i>Ventes et prestations</i>	<i>70/74</i>	212.450	224.470	237.044	238.055	242.535	<i>2,7%</i>
<i>Coût des ventes et prestations</i>	<i>60/64</i>	-194.773	-207.700	-217.729	-215.639	-225.046	<i>2,9%</i>
<i>Résultat d'exploitation</i>	<i>70/64</i>	17.678	16.770	19.315	22.416	17.489	<i>-0,2%</i>
<i>Produits financiers</i>	<i>75</i>	8.288	9.660	11.559	12.705	15.497	<i>13,3%</i>
<i>Charges financières</i>	<i>65</i>	-16.952	-17.287	-17.086	-17.300	-16.302	<i>-0,8%</i>
<i>Résultat courant avant impôts</i>	<i>70/65</i>	9.012	9.143	13.788	17.821	16.684	<i>13,1%</i>
<i>Résultat avant impôts</i>	<i>70/66</i>	8.489	10.288	13.411	36.831	15.680	<i>13,1%</i>
<i>Résultat d'exercice</i>	<i>70/67</i>	7.967	9.977	12.870	16.754	15.893	<i>14,8%</i>

3 DIFFICULTÉS RENCONTRÉES LORS DE L'APPLICATION DE LA DÉCISION SIEG OU DE L'ENCADREMENT SIEG

Néant

4 PLAINTES DE TIERS INTÉRESSÉS

Néant

5 DIVERS

Néant

ANNEXE

Services d'intérêt économique général: orientations concernant le rapport à présenter conformément à la décision SIEG de 2012 et à l'encadrement SIEG de 2012

Les obligations en matière de présentation de rapports sont énoncées à l'article 9 de la décision SIEG de 2012:

Tous les deux ans, chaque État membre remet à la Commission un rapport sur la mise en œuvre de la présente décision. Ces rapports comprennent une description détaillée de l'application de la présente décision en ce qui concerne les différentes catégories de services visées à l'article 2, paragraphe 1, exposant notamment:

- i une description de l'application de la présente décision aux services relevant de son champ d'application, y compris les activités internes;*
- ii le montant total des aides octroyées conformément à la présente décision avec une ventilation selon le secteur économique des bénéficiaires;*
- iii si, pour un type donné de service, l'application de la présente décision a entraîné des difficultés ou des plaintes de la part de tiers; et*
- iv fournissent, sur demande de la Commission formulée en temps utile avant la présentation du rapport, toute autre information concernant l'application de la présente décision.*

Le point 62 de l'encadrement SIEG de 2012 définit, en principe, des obligations en matière de présentation de rapports identiques pour les aides octroyées au titre de cet encadrement.

Veillez structurer votre rapport de la manière suivante:

1. VUE D'ENSEMBLE DES DÉPENSES

Veillez remplir le tableau suivant:

Dépenses totales des administrations publiques par base juridique (millions d'EUR)		
	2016	2017
<i>Compensation des services d'intérêt économique général (1+2)</i>		
(1) Compensation octroyée sur la base de la décision SIEG	€11 117 000	11 325 000
(2) Compensation octroyée sur la base de l'encadrement SIEG		

Non obligatoire: si votre État membre n'a pas octroyé d'aides d'État pour la prestation de SIEG dans certains secteurs, sur la base de la décision SIEG ou de l'encadrement SIEG, il serait très utile d'obtenir des informations concernant d'autres instruments permettant d'assurer la prestation de ces services. Le cas échéant, veuillez décrire brièvement ces instruments (par exemple, aides directes aux utilisateurs, compensations conformes aux quatre critères Altmark, aides de minimis...) et les secteurs dans lesquels ils sont utilisés.

/

2. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DÉCISION SIEG DE 2012

Veuillez structurer cette partie de votre rapport en reprenant les catégories suivantes:

- 1) les hôpitaux [article 2, paragraphe 1, point b)];
- 2) les services sociaux [article 2, paragraphe 1, point c)]:
 - a) les soins de santé et de longue durée;
 - b) la garde d'enfants;
 - c) l'accès et la réinsertion sur le marché du travail;
 - d) le logement social;
 - e) les soins et l'inclusion sociale des groupes vulnérables;
- 3) les liaisons aériennes ou maritimes avec les îles dont le trafic annuel moyen ne dépasse pas la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d);
- 4) les aéroports et ports dont le trafic annuel moyen ne dépasse pas la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d);
- 5) les compensations de SIEG ne dépassant pas un montant annuel de 15 millions d'EUR [article 2, paragraphe 1, point a)]:
 - i . les services postaux;
 - ii . l'énergie;
 - iii . la collecte des déchets;
 - iv . l'approvisionnement en eau;
 - v . la culture;
 - vi . les services financiers;
 - vii . d'autres secteurs (à préciser).

Pour chacune des catégories énoncées ci-dessus, veuillez fournir des informations en utilisant le tableau suivant:

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre¹
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .
Mettre à la disposition des usagers de la voie d'eau et des concessionnaires l'infrastructure, les outils, les entrepôts et les services adéquats et nécessaires. <ul style="list-style-type: none"> ➤ Infrastructure : terrains industriels ; entrepôts ; ➤ Outils : équipements (transbordement, multi-modaux, distribution gaz-électricité...) ; ➤ Services : mise à disposition d'un équipement suffisant (tél., sanitaires, conteneurs à déchets, sécurité, entretien...)
Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 27-5-1993 arrêtant le cahier des charges auquel est soumis le Port de Bruxelles
Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
Permanent mais le Port rend compte à l'Exécutif dans le cadre de son contrat de gestion valable pour 5 ans
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.
Occupation privative/usage privatif du domaine public.
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Des dotations et des subsides européens
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
Avis de l'inspection des finances et accord du ministre de budget avant approbation des dotations par le gouvernement

¹ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.

Chaque année l'exécution du budget et les comptes sont envoyés au ministre de tutelle et approuvés par le gouvernement

<p>Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).</p>	
<p>Montant des aides octroyées</p>	
<p>Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)². Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)</p>	
2016	2017
<p>A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales³</p>	
2016	2017
<p>B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales⁴</p>	
2016	2017
<p>C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales⁵</p>	
2016	2017
<p>Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)</p>	
2016	2017

² Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

³ Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

⁴ Voir la note de bas de page 3.

⁵ Voir la note de bas de page 3.

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises) ⁶	
2016	2017

3. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE L'ENCADREMENT SIEG DE 2012

Veuillez structurer cette partie de votre rapport en reprenant les catégories suivantes:

- 1) Compensations de SIEG supérieures à 15 millions d'EUR qui ne relèvent pas de la décision SIEG (veuillez préciser la décision de la Commission autorisant chaque mesure s'il y a lieu):
 - i. les services postaux;
 - ii. l' énergie;
 - iii. la collecte des déchets;
 - iv. l' approvisionnement en eau;
 - v. les liaisons aériennes ou maritimes avec les îles dont le trafic annuel moyen est supérieur à la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d), de la décision SIEG;
 - vi. les aéroports et ports dont le trafic annuel moyen est supérieur à la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d), de la décision SIEG;
 - vii. la culture;
 - viii. les services financiers;
 - ix. d'autres secteurs (à préciser).

Pour chacune des catégories énoncées ci-dessus, veuillez fournir des informations en utilisant le tableau suivant:

⁶ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre⁷
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .
Nihil Port
Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations .
Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir le point 60 de l'encadrement SIEG de 2012) sont respectées. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

⁷ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

Montant des aides octroyées	
Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)⁸. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)	
2016	2017
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales⁹	
2016	2017
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales¹⁰	
2016	2017
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales¹¹	
2016	2017
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2016	2017
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)¹²	
2016	2017

⁸ Comme indiqué au point 62, sous b), de l'encadrement SIEG de 2012.

⁹ Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

¹⁰ Voir la note de bas de page 9.

¹¹ Voir la note de bas de page 9.

¹² La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de l'encadrement SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

4. PLAINTES DE TIERS

Veillez fournir un aperçu des plaintes déposées par des tiers, en particulier des actions engagées devant des juridictions nationales au sujet de mesures relevant du champ d'application de la décision SIEG de 2012 ou de l'encadrement SIEG de 2012. Veillez être aussi précis que possible dans votre réponse et mentionner le secteur dans lequel vous avez reçu des plaintes, le contenu de celles-ci et les suites éventuelles données par vos autorités ou l'issue probable de la procédure judiciaire.

Nihil Port

5. QUESTIONS DIVERSES

- a. Nous vous prions de bien vouloir indiquer si vos autorités ont rencontré des difficultés dans l'application de la décision SIEG de 2012, en accordant une attention particulière aux points suivants:

- l'élaboration d'un mandat répondant aux exigences de l'article 4 de la décision SIEG;
- la détermination du montant de la compensation conformément à l'article 5 de la décision SIEG;
- la détermination du niveau de bénéfice raisonnable conformément à l'article 5, paragraphes 5 à 8, de la décision SIEG;
- le contrôle régulier d'une éventuelle surcompensation conformément à l'article 6 de la décision SIEG;

Veillez être aussi précis que possible et inclure des exemples pertinents et, le cas échéant, le secteur dans lequel les difficultés sont (les plus) significatives.

- b. Nous vous prions de bien vouloir indiquer si vos autorités ont rencontré des difficultés dans l'application de l'encadrement SIEG de 2012, en accordant une attention particulière aux points suivants:

- l'organisation d'une consultation publique conformément au point 14 de l'encadrement SIEG;
- le respect des règles en matière de marchés publics conformément au point 19 de l'encadrement SIEG;
- la détermination du coût net évité conformément aux points 25 à 27 de l'encadrement SIEG;
- la détermination du niveau de bénéfice raisonnable conformément aux points 33 à 38 de l'encadrement SIEG;

Veillez être aussi précis que possible et inclure des exemples pertinents et, le cas échéant, le secteur dans lequel les difficultés sont (les plus) significatives.

- c. Si, dans votre rapport, vous souhaitez formuler d'autres observations sur l'application de la décision SIEG et de l'encadrement SIEG au sujet d'éléments non couverts par les questions ci-dessus, n'hésitez pas à le faire.

PORT DE BRUXELLES - Vision détaillée des dotations

(en milliers d'EUR)

	exécution 2016	exécution 2017
Dotations prévues dans le contrat de gestion	13,403	14,404
Dotation de base		
Dotation de base: fonctionnement	5,267	6,028
Dotation de base: Investissement	2,718	2,578
Dotation dragage	2,635	2,687
Dotation intégration urbaine: fonctionnement	25	25
Dotation intégration urbaine: Investissement	858	1,058
Dotation Carcoke: Emprunt	1,042	1,068
Soutien transfert modal voie d'eau	425	510
Bonus/malus: fonctionnement	50	50
Bonus/malus: investissements	383	400
Dotations non prévues dans le contrat de gestion	5,273	4,993
Dotation spéciale Meudon	1,574	820
dotation spéciale village de la construction	3,699	3,216
dotation spéciale route TACT		957
TOTAL	18,676	19,397

Dotations non-retenues dans le calcul => intégralement SIG

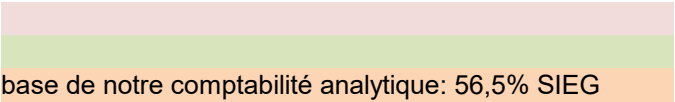
Dotations reprises à 100% (SIEG)

Dotations sur lesquelles nous avons appliqué une clé de répartition sur

MONTANT SIEG

11,117

11,325



Description de l'application de la décision SIEG de 2012

Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale (citydev.brussels) – années 2016-2017

Catégories :

2) les services sociaux [article 2, paragraphe 1, point b)]

- ~~a) les soins de santé et de longue durée;~~
- ~~b) la garde d'enfants;~~
- ~~c) l'accès et la réinsertion sur le marché du travail;~~
- d) le logement social;
- ~~e) les soins et l'inclusion sociale des groupes vulnérables.~~

5) les compensations de SIEG ne dépassant pas un montant annuel de 15 millions d'EUR [article 2, paragraphe 1, point a)]

- ~~i. les services postaux ;~~
- ~~ii. l'énergie ;~~
- ~~iii. la collecte des déchets ;~~
- ~~iv. l'approvisionnement en eau ;~~
- ~~v. la culture ;~~
- ~~vi. les services financiers ;~~
- vii. d'autres secteurs (à préciser) :

- 1. expansion économique
- 2. rénovation urbaine
- 3. missions déléguées

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés en Région de Bruxelles-Capitale :

*Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné en Région de Bruxelles-Capitale. Enumérer aussi clairement que possible le **contenu des services confiés en tant que SIEG** :*

1. Expansion économique

En matière d'expansion économique, la finalité de l'action de la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale (SDRB), ci-après « citydev.brussels », est de favoriser le développement économique régional et la création ou le maintien d'emplois directs ou indirects pour les Bruxellois en mettant à disposition des entreprises des infrastructures bâties ou non

bâties, en particulier là où des défaillances du marché apparaissent.

Le Gouvernement reconnaît citydev.brussels comme un opérateur immobilier public régional de référence en matière d'expansion économique.

Prioritairement dans l'EDRLR (future Zone de Rénovation Urbaine) et sur base des premières expériences déjà réalisées dans le cadre de ses missions d'expansion économique, citydev.brussels continue à développer le métier de Maîtrise d'ouvrage des Projets mixtes sur les friches urbaines et les sites de grande taille et s'organiser en conséquence.

2. Rénovation urbaine et logement social

Le Gouvernement reconnaît citydev.brussels comme un opérateur régional de Rénovation urbaine actif notamment dans le cadre de la Politique sociale du logement conformément au Code Bruxellois du Logement.

La finalité de l'action de citydev.brussels en fait de rénovation urbaine consiste à renforcer la qualité de vie en ville en produisant, à titre principal, du logement moyen acquisitif. Pour ce faire, elle développe des opérations de haute qualité environnementale, architecturale et urbanistique qui restructurent des espaces urbains fragilisés, en y réalisant des logements et les équipements collectifs, les espaces publics et les commerces nécessaires aux nouveaux habitants et au quartier existant. L'activité de rénovation urbaine de citydev.brussels consiste également à la mise en œuvre de projets qui peuvent inclure des logements sociaux.

Citydev.brussels s'engage à favoriser une mixité et une diversité d'offre de logements et pour ce faire, à mettre en place, avec l'accord du Gouvernement, des partenariats avec les autres opérateurs publics du logement.

Quand c'est possible, afin de favoriser l'équilibre des fonctions, les opérations réalisées intègrent des affectations de types économiques liées à la mission de l'Expansion économique de citydev.brussels.

Citydev.brussels visera également la production de projets dans le cadre d'appels à projets c'est-à-dire sur des terrains dont elle n'est pas propriétaire. Les sites à acquérir par citydev.brussels doivent préalablement être repris au Plan pluriannuel, approuvé par le Gouvernement.

Prioritairement dans l'EDRLR (future Zone de Rénovation Urbaine) et sur base des premières expériences déjà réalisées dans le cadre de ses missions de rénovation urbaine, citydev.brussels doit continuer à développer le métier de Maîtrise d'ouvrage des Projets mixtes sur les friches urbaines et les sites de grande taille et s'organiser en conséquence.

3. Missions déléguées

Citydev.brussels peut être chargé, par le Gouvernement ou par les communes, de missions déléguées servant la finalité générale poursuivie par l'institution.

Ces missions déléguées font l'objet :

- après décision du mandant, d'une convention fixant les règles de la collaboration, le budget, ...
- de postes budgétaires distincts reprenant les dépenses et les recettes strictement attachées à ces missions.

Seront entre autres reprises sous les recettes spécifiques des missions déléguées les dotations accordées par la Région ou par les communes pour la bonne réalisation de ces missions.

*Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.*

Le mandat à citydev.brussels a été conféré par l'ordonnance du 20 mai 1999 relative à la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale¹.

Il a été concrétisé dans un contrat de gestion quinquennal. Le contrat de gestion actuel couvre les années 2013 à 2018 et a été conclu le 16 octobre 2013 entre le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale (citydev.brussels).

***Durée moyenne du mandat (en années)** et proportion de mandats d'une durée de **plus de 10 ans** (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieur à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.*

Le contrat de gestion a une durée de cinq ans et est renouvelable.

*Expliquer si des **droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux** sont accordées aux entreprises*

Il n'existe pas de droits exclusifs ou spéciaux.

***Quels instruments d'aide** ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.) ?*

L'activité de citydev.brussels est financée par deux types d'instruments d'aide :

- des dotations
- des subsides d'investissements

En outre, les fonds pour le financement des missions spécifiques déléguées à citydev.brussels par la Région ou par une Commune sont définis dans une convention conclue préalablement à chaque mission par les parties.

Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une

¹ MB 29 juillet 1999.

méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.

Citydev.brussels produit et tient à jour deux plans pluriannuels d'investissements soumis à l'approbation du Gouvernement couvrant respectivement les activités d'Expansion Economique en de Rénovation Urbaine. Ces plans pluriannuels indiquent clairement pour chaque projet, par année, les engagements et les liquidations y relatifs, jusqu'au terme de leur réalisation et précisent les modalités et les sources de financement envisagées.

L'arrêté du 1^{er} juin 2006 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'octroi de subsides pour la mission de rénovation urbaine de la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale², et le contrat de gestion prévoient que

- les subsides sont octroyé à titre de provision et sur présentation de déclarations de créance et de justificatifs des dépenses à effectuer, et
- à la fin de la réalisation d'un projet, soit dans les 6 mois après le paiement de la dernière tranche de subside, citydev.brussel présente un rapport final de toutes les opérations menées.

Le contrat de gestion prévoit également que conformément à l'Article 5 de la Décision SIEG de la Commission, la compensation financière accordée à citydev.brussels ne peut excéder ce qui est nécessaire pour couvrir les coûts occasionnés par l'exécution des obligations de service public telles que mentionnées par le présent contrat de gestion.

La compensation doit également tenir compte des recettes relatives à l'exécution de ces obligations de service public ainsi que d'un bénéfice raisonnable sur les capitaux propres nécessaires à l'exécution de ces obligations.

Une méthodologie fondée sur la répartition des coûts est utilisée.

Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations ?

L'arrêté du 1^{er} juin 2006 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'octroi de subsides pour la mission de rénovation urbaine de la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale³, et le contrat de gestion prévoient

- un système qui vise à éviter les surcompensations en veillant à ce que tous excès éventuels des montants des subventions sont remboursés ou réaffectés au prochain projet, et
- que citydev.brussels tient une comptabilité projet par projet

Le contrat de gestion prévoit que citydev.brussels tient « une comptabilité analytique informatisée pertinente, notamment dans le but de structurer citydev.brussels selon les missions décrites dans le contrat de gestion (activités d'expansion économique, de rénovation urbaine et de missions déléguées) et permettant une gestion financière par projet ».

Le contrat de gestion prévoit également que « lorsque citydev.brussels réalise des activités qui se situent à la fois dans le cadre du service d'intérêt général et en dehors de celui-ci, sa

² MB 5 juillet 2006.

³ MB 5 juillet 2006.

comptabilité interne indique séparément les coûts et les recettes liés à ce service et à d'autres services, ainsi que les paramètres de répartition des coûts et des recettes.

Afin de satisfaire à l'Article 6 de la Décision SIEG de la Commission, toute surcompensation dépassant de 10% la compensation adéquate devra être remboursée par citydev.brussels. Une surcompensation inférieure à 10% pourra être reportée sur la période suivante et sera déduite du montant de la compensation due pour cette période. »

Le contrat de gestion comprend également un chapitre consacré aux modalités de mise en œuvre, suivi, évaluation et révision du contrat.

*Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre Etat membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).*

Non applicable.

Montant des aides octroyées

Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR). Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)

2016	2017	
Missions citydev.brussels	2016	2017
	€	
SIEG - Expansion Economique	9.012.620,00	€ 9.475.523,00
	€	
SIEG - Rénovation Urbaine et logement social	11.629.423,08	€ 17.967.421,28
Financement spécifique - Projet Jules Cockx	€ -	€ 4.475.000,00
Financement spécifique - Projet Blue Star	€ -	€ 1.355.575,64
	€	
FEDER	3.206.046,03	€ -

A : Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales

2016	2017
2016 : néant	
2017 : citydev.brussels s'est vu confier une nouvelle mission déléguée, à savoir le	

développement d'une école régionale des métiers de la sécurité. Pour cette mission, le complexe Jules Cockx a été acquis et un subside de 4.475.000 euros a été reçu.

B : Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales

2016	2017
------	------

Pour le **SIEG de l'Expansion économique**, citydev.brussels a reçu les montants suivants en 2016 et 2017 :

2016 : 9.012.620 euros

2017 : 9.475.523 euros

Pour les **SIEG Rénovation urbaine et logement social**, citydev.brussels a reçu les montants suivants en 2016 et 2017 :

2016 : 11.629.423,08 euros

2017 : 17.967.421,28 euros

La majeure partie (14.827.000 euros) des subsides sont des subsides à rétrocéder aux promoteurs.

Pour la **mission déléguée** du Projet Blue Star, citydev.brussels a reçu en **2017** le montant de 1.355.575,64 euros.

C : Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales

2016	2017
------	------

2016 et 2017 : néant

Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)

2016	2017
------	------

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)

2016	2017
------	------

Plaintes de tiers

Veuillez fournir un aperçu des plaintes déposées par des tiers, en particulier des actions engagées devant des juridictions nationales au sujet de mesures relevant du champ d'application de la décision SIEG de 2012 ou de l'encadrement SIEG de 2012. Veuillez être aussi précis que possible dans votre réponse et mentionner le secteur dans lequel vous avez reçu des plaintes, le contenu de celles-ci et les suites éventuelles données par vos autorités ou l'issue probable de la procédure judiciaire.

citydev.brussels n'est pas au courant de plaintes.

Questions diverses

a. Nous vous prions de bien vouloir indiquer si vos autorités ont rencontré des difficultés dans l'application de la décision SIEG de 2012 en accordant une attention particulière aux points suivants :

- *l'élaboration d'un mandat répondant aux exigences de l'article 4 de la décision SIEG ;*
- *la détermination du montant de la compensation conformément à l'article 5 de la décision SIEG ;*
- *la détermination du niveau de bénéfice raisonnable conformément à l'article 5, paragraphes 5 à 8, de la décision SIEG ;*
- *le contrôle régulier d'une éventuelle surcompensation conformément à l'article 6 de la décision SIEG ;*

Veillez être aussi précis que possible et inclure des exemples pertinents et, le cas échéant, le secteur dans lequel les difficultés sont (les plus) significatives.

Citydev.brussels n'a pas rencontré de difficultés dans l'application de la décision SIEG de 2012.

b. Nous prions de bien vouloir indiquer si vos autorités ont rencontré des difficultés dans l'application de l'encadrement SIEG de 2012, en accordant une attention particulière aux points suivants :

- *l'organisation d'une consultation publique conformément au point 14 de l'encadrement SIEG ;*
- *le respect des règles en matière de marchés publics conformément au point 19 de l'encadrement SIEG ;*
- *la détermination du coût net évité conformément aux points 25 à 27 de l'encadrement SIEG ;*
- *la détermination du niveau de bénéfice raisonnable conformément aux points 33 à 38 de l'encadrement SIEG ;*

Veillez être aussi précis que possible et inclure des exemples pertinents et, le cas échéant, le secteur dans lequel les difficultés sont (les plus) significatives.

Non applicable.

c. Si, dans votre rapport, vous souhaitez formuler d'autres observations sur l'application de la décision SIEG et de l'encadrement SIEG au sujet d'éléments non couverts par les questions ci-dessus, n'hésitez pas à le faire.

Citydev.brussels ne souhaite pas formuler d'autres observations.

Votre correspondante:

Mylène LAURANT, Attachée principale

☎ 02 800 83 38

mlaurant@spfb.brussels

nos références : 2018/RI/0262-S

Annexe(s) : Néant

***RAPPORT DE LA
COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANCAISE
RELATIF AUX AIDES D'ETAT***

Vue d'ensemble des dépenses 2016-2017

Dépenses totales des administrations publiques par base juridique (millions d'EUR)		
	2016	2017
Compensation des services d'intérêt économique général (1+2)	295612000	310927000
(1) Compensation octroyée sur la base de la décision SIEG	295612000	310927000
(2) Compensation octroyée sur la base de l'encadrement SIEG		

FICHE COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANCAISE N°1

CATEGORIE	Services sociaux
SECTEUR	Les soins et l'inclusion sociale des groupes vulnérables

1. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DECISION SIEG ET DE L'ENCADREMENT SIEG ET MONTANTS OCTROYES

Base légale :

5 mars 2009 - Décret relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé.

- 4 juin 2009. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française portant application du décret du 5 mars 2009 relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé.

Décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil.

- Arrêté du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil ;
- Arrêté du 27 février 2003 portant règlement de l'octroi de subventions à l'investissement aux maisons d'accueil.

Décret du 13 mai 2004 relatif aux subventions pour l'achat, la construction, la rénovation, l'aménagement, l'équipement, l'extension et l'ameublement de certains centres, services, maisons, organismes ou initiatives d'habitations protégées relevant de la politique de l'action sociale, de la famille et de la santé

- Arrêté du 14 avril 2005 portant application du décret relatif aux subventions pour l'achat, la construction, la rénovation, l'aménagement, l'équipement, l'extension et l'ameublement de certains centres, services, maisons, organismes ou initiatives d'habitations protégées relevant de la politique de l'action sociale, de la famille et de la santé.

Décret du 22 mars 2007 relatif à la politique d'hébergement et d'accueil à mener envers les personnes âgées.

- Arrêté 2008/1561 du Collège de la Commission communautaire française du 2 avril 2009 portant application du décret du 22 mars 2007 relatif à la politique d'hébergement et d'accueil à mener envers les personnes âgées.

Décret de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 27 mai 1999 relatif à l'agrément et au subventionnement des centres de formation d'aides familiaux.

Arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 21 octobre 1999 relatif à l'agrément et au subventionnement des centres de formation d'aides familiaux.

Description du mode d'organisation des services concernés	
<p>Type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné.</p> <p>Contenu des services considérés comme des SIEG.</p>	<p>1. Les centres de planning familial : 27 agréés</p> <p>Le centre de planning familial exerce les missions suivantes :</p> <p>1° l'accueil, l'information et l'accompagnement des personnes, des couples et des familles.</p> <p>A cet effet, il est tenu :</p> <p>a) d'accueillir toute personne en situation de détresse affective, relationnelle, sexuelle et administrative et de lui apporter écoute, réponse et orientation;</p> <p>b) d'organiser des consultations médicales, psychologiques, sociales et juridiques;</p> <p>c) d'assurer le suivi des grossesses et les consultations prénatales et d'aider les femmes enceintes en difficulté;</p> <p>d) d'organiser des activités de prévention, afin de préparer les jeunes à la vie affective, relationnelle et sexuelle, d'assurer l'information et de susciter la réflexion auprès des adultes, sur ce thème;</p> <p>e) d'informer les personnes et les groupes sur tout ce qui concerne la contraception, la grossesse désirée ou non et l'interruption volontaire de grossesse.</p> <p>Dans le respect de la loi, le centre peut développer des activités dans le domaine spécialisé de la pratique d'interruption volontaire de grossesse réalisée.</p> <p>Le centre de planning familial peut développer des activités spécifiques dans des domaines plus spécialisés liées aux missions notamment dans le cadre de la consultation conjugale, de la médiation familiale.</p> <p>2° le développement d'une politique de prévention en coordination avec les acteurs socio-sanitaires.</p> <p>2. Services d'aide à domicile : 7 agréés</p> <p>Le service d'aide à domicile exerce les missions suivantes :</p> <p>1° permettre aux bénéficiaires de mieux vivre à domicile, d'acquérir et de préserver leur autonomie, avec le soutien d'aides familiaux, seniors et ménagers, en concertation avec l'environnement familial et de proximité et les autres intervenants professionnels s'il échoit;</p> <p>2° accorder l'aide par priorité à ceux qui en ont le plus besoin et qui sont les plus démunis sur le plan financier, de la santé physique ou psychique ainsi que sur le plan social.</p> <p>3. Maisons d'accueil : 15 agréées</p> <p>La maison d'accueil a pour missions l'accueil, l'hébergement et l'aide psychosociale adaptée aux bénéficiaires afin de promouvoir leur autonomie, leur bien-être physique et leur réinsertion dans la société. On entend par bénéficiaires : les adultes, les mineurs émancipés, les mères mineures, les mineures enceintes, caractérisés par une fragilité relationnelle, sociale ou matérielle se trouvant</p>

	<p>dans l'incapacité de vivre de manière autonome, ainsi que les enfants à charge qui les accompagnent. On entend par enfants à charge, les enfants dont les bénéficiaires s'occupent habituellement.</p> <p>4. Services d'accueil de jour pour personnes âgées : 4 centres agréés</p> <p>Un service d'accueil de jour (SAJ) est un service destiné à accueillir en journée des personnes âgées d'au moins 60 ans afin de les aider à maintenir ou à rétablir un lien social, à favoriser leur autonomie et à les guider dans leurs démarches socio-sanitaires. Ce service est destiné prioritairement aux personnes âgées ne résidant pas dans un établissement résidentiel destiné aux personnes âgées. Les résidents d'une maison de repos ou maison de repos et de soins n'y ont pas accès. Passerelles entre le logement privé et la maison de repos, ces centres accueillent toute personne âgée en perte d'autonomie et ayant besoin d'un accompagnement psychologique, paramédical ou social. Ils accueillent un maximum de vingt personnes par jour et sont ouverts cinq jours par semaine. Ils mettent à disposition un service social, un service d'ergothérapie, une assistance en matière d'hygiène corporelle, un encadrement paramédical, des animations (jeux, chant, repas, sorties spectacles, etc.), un service de transport entre le centre et le domicile, le déplacement vers l'hôpital, etc.</p> <p>5. Centres de formation d'aides familiales : 3 agréés</p> <p>dispensent une formation qualifiante s'étalant sur 10 mois comprenant des cours théoriques et des stages pratiques. Le stagiaire sortant de la formation qualifiante d'aide familial peut, grâce à la certification, porter le titre d'auxiliaire polyvalent des services à domicile et en collectivités.</p> <p>6. Les Services de Télé-vigilance : 2 agréés</p> <p>Un service de télé-vigilance (STV) est un service offrant une assistance à distance et une possibilité d'intervention urgente 24 heures sur 24 heures aux personnes âgées d'au moins 60 ans.</p> <p>7. Initiatives : 10 projets</p> <p>soutien aux actions visant à promouvoir, améliorer, protéger, évaluer, maintenir ou rétablir la qualité de vie de la population par une approche interdisciplinaire et en partenariat avec d'autres acteurs socio-sanitaires.</p>
Formes de mandat	<ul style="list-style-type: none"> - Arrêté ministériel portant agrément - Arrêté de catégorisation - Arrêté de subventionnement pour les Initiatives

Durée du mandat	<p>Services ambulatoires (centres de planning familial, services d'aide à domicile) - deux ans, renouvelable maximum une fois, pour l'agrément provisoire - indéterminé pour l'agrément définitif</p> <p>Maisons d'accueil 5 ans renouvelable</p> <p>Services d'accueil de jour pour personnes âgées six ans renouvelable</p> <p>Services de télé-vigilance six ans renouvelable</p> <p>Centres de formation d'aides familiales cinq ans renouvelable</p> <p>Initiatives maximum 1 an, renouvelable</p>
Droits exclusifs ou spéciaux accordés	Définis dans le décret relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé.
<p>Mécanisme de compensation pour les services concernés y compris l'instrument d'aide utilisé.</p> <p>Méthodologie utilisée pour déterminer la compensation</p>	<p>1. Centres de planning familial L'équipe minimale dispose, au moins, de 0.16 ETP psychologue, de 0.16 ETP assistant social, de 0.16 ETP juriste et de 0.16 ETP médecin. La subvention relative aux frais de fonctionnement est fixée à 5.140 euros par travailleur ETP subventionné. Toutefois un montant minimum annuel de 24.230 euros est garanti à chaque centre de planning familial. Tous les cinq ans une intervention pour les frais d'informatisation est octroyée à chaque centre de planning familial pour couvrir les frais d'achat du matériel informatique à concurrence d'un montant maximum de 3.850 euros. Une subvention de 21 euros par heure est octroyée pour les heures de consultation autres que de consultation médicale, ainsi que pour les heures de réunion, d'accueil et de prévention prestées par les membres de l'équipe du centre de planning familial qui travaillent sous le statut d'indépendant.</p> <p>2. Services d'aide à domicile Les modalités d'octroi des subventions aux services d'aide à domicile sont les suivantes : 1° La subvention relative aux activités des aides familiaux et seniors comporte : a) un montant forfaitaire par heure prestée à titre d'intervention dans les charges salariales des aides</p>

	<p>familiaux et seniors. La contribution du bénéficiaire est déduite de ce montant.</p> <p>Pour la distribution des repas à domicile, un seul montant de 1,24 euros par heure prestée est déduit du montant forfaitaire. La distribution de repas ne peut excéder 4 heures par jour;</p> <p><i>b)</i> un montant forfaitaire par heure prestée à titre d'intervention dans les charges salariales du personnel administratif;</p> <p><i>c)</i> un montant forfaitaire par heure prestée à titre d'intervention dans les frais de fonctionnement;</p> <p><i>d)</i> un montant forfaitaire par prestation à titre d'intervention dans les charges salariales du responsable de service (ou du coordinateur général) et des responsables d'équipe;</p> <p><i>e)</i> un montant forfaitaire pour un ETP à titre d'intervention dans les charges salariales pour le personnel de direction lorsque le service comporte plus de 100 ETP.</p> <p>2° Un montant forfaitaire supplémentaire par prestation d'aide familial ou senior est octroyé à titre d'intervention dans les charges salariales du responsable de service (ou du coordinateur général) et des responsables d'équipe pour les prestations effectuées le samedi, le dimanche, les jours fériés légaux et pour toute prestation avant 7 heures et le soir après 18 heures pour autant que ces heures représentent au moins 4 % du volume total d'heures prestées à domicile;</p> <p>3° La subvention relative aux activités des aides ménagers comporte :</p> <p><i>a)</i> un montant forfaitaire par heure prestée à titre d'intervention dans les charges salariales des aides ménagers. La contribution du bénéficiaire est déduite de ce montant.</p> <p>Pour la distribution des repas à domicile, un seul montant de 1,24 euros par heure prestée est déduit du montant forfaitaire. La distribution de repas ne peut excéder 4 heures par jour;</p> <p><i>b)</i> un montant forfaitaire par heure prestée à titre d'intervention dans les charges salariales du personnel administratif;</p> <p><i>c)</i> un montant forfaitaire par heure prestée à titre d'intervention dans les frais de fonctionnement;</p> <p><i>d)</i> un montant forfaitaire par prestation à titre d'intervention dans les charges salariales du responsable de service (ou du coordinateur général) et des responsables d'équipe.</p> <p>4° Les subventions pour les heures prestées par les aides familiaux, seniors et ménagers le dimanche, les jours fériés légaux ou le matin avant 7 heures et le soir après 18 heures sont majorées d'un supplément horaire de 50 %, les subventions pour les heures prestées le samedi sont</p>
--	---

	<p>majorées d'un supplément horaire de 35 %. Pour les aides ménagers, ces subventions ne sont octroyées que pour la distribution de repas à domicile;</p> <p>5° La durée de déplacement est prise en considération dans le calcul des subventions à raison d'un quart d'heure par prestation.</p> <p>Lorsqu'une aide intensive est accordée, la subvention, par prestation, prévue pour couvrir la rémunération du responsable de service et des responsables d'équipe est multipliée par deux pour une prestation de 6 heures et par trois pour une prestation de 8 heures;</p> <p>7° L'indexation des montants forfaitaires est effectuée de la manière suivante :</p> <p>Chaque fois que la moyenne des indices quadrimestriels des prix à la consommation de deux mois consécutifs atteint l'un des indices pivots ou est ramené à l'un d'eux, les montants forfaitaires sont calculés en les affectant d'un coefficient 1,02n représentant le rang de l'indice de pivot atteint. Les montants sont toujours adaptés au début d'un trimestre.</p> <p>La subvention relative aux prestations des aides familiaux et seniors est plafonnée à 4/5 du nombre maximum d'heures de prestations subventionnées fixé annuellement par l'autorité régionale. Elle est plafonnée à 2/5 de ces heures pour les aides ménagers.</p> <p>Les heures de réunions syndicales prestées par les aides peuvent être assimilées à des heures de prestations à concurrence de :</p> <p>1° quatre heures par mois et par délégué destinées aux réunions du Conseil d'Entreprise;</p> <p>2° quatre heures par mois et par délégué destinées aux réunions du Comité de Prévention et de Protection du Travail – CPPT;</p> <p>3° quatre heures par mois et par délégué destinées aux réunions de la délégation syndicale.</p> <p>Les heures destinées aux examens médicaux effectués conformément à la Loi sur le bien-être au travail peuvent être assimilées à des heures de prestation.</p> <p>Les réunions de coordination interne ne sont prises en considération pour le calcul de la subvention qu'à concurrence d'une moyenne de deux heures par aide et par semaine.</p> <p>Les réunions de coordination externe ne sont prises en considération pour le calcul de la subvention qu'à concurrence d'une moyenne de vingt heures par an et par aide.</p> <p>La subvention pour frais de formation continuée du responsable de service, des responsables d'équipe et du personnel administratif et de direction s'élève à 1 % de la masse salariale de ce personnel.</p>
--	--

	<p>3. Maisons d'accueil</p> <p>Une maison d'accueil peut être agréée pour une ou plusieurs des catégories d'activité suivantes : catégorie 1 : accueil d'adultes isolés; catégorie 2 : accueil d'adultes isolés avec enfants; catégorie 3 : accueil de familles.</p> <p>Une capacité maximale d'accueil est déterminée pour chaque catégorie d'activité lors de l'agrément. Le montant de la subvention est lié à la catégorie dans laquelle la maison est agréée et à ses possibilités d'accès pour les bénéficiaires. Les subventions sont destinées à couvrir, d'une part, des frais de rémunération du personnel, (des frais de formation du personnel,) des frais de fonctionnement et, d'autre part, des frais d'infrastructures de la maison d'accueil selon les critères et les modalités fixés par l'autorité régionale. Il détermine le pourcentage des frais de personnel admis aux subventions octroyées pour les frais de formation continuée des travailleurs. Les frais de fonctionnement comprennent les frais liés au fonctionnement de la maison ainsi que les frais liés aux tâches de gestion comptable et administrative.</p> <p>4. Services d'accueil de jour pour personnes âgées :</p> <p>Subvention forfaitaire annuelle à titre d'intervention dans les frais de personnel et de fonctionnement: 60.000 €. Par subsidies de fonctionnement, on entend toute dépense n'entraînant pas d'amortissement (salaires, formations, achats consommables, ...).</p> <p>5. Centres de formation d'aides familiales</p> <p>La subvention comprend par cycle de formation réalisé :</p> <p>1° une subvention forfaitaire de 18 592,01 euros à titre d'intervention dans les frais de rémunération d'un coordinateur, employé, au moins à mi-temps et titulaire d'un diplôme ou certificat du niveau de l'enseignement secondaire supérieur ou, à défaut, pouvant justifier d'une ancienneté de 10 ans dans le secteur non marchand.</p> <p>2° une subvention forfaitaire de 22,31 euros par heure de cours. Le total des heures ne peut dépasser 500 heures par cycle.</p> <p>Toutefois, lorsque le centre de formation agréé répartit les élèves d'un même cycle de formation en plusieurs groupes, le nombre maximum de 500 heures peut être dépassé, la subvention allouée pour les cours d'hygiène et premiers soins et de formation ménagère étant calculée à raison du nombre d'heures dédoublées.</p> <p>3° une subvention forfaitaire de 22,31 euros par heure de réunion d'accompagnement. Le total des heures de</p>
--	---

	<p>réunions d'accompagnement ne peut dépasser 50 heures par cycle.</p> <p>4° une subvention forfaitaire annuelle de 3 966,30 euros à titre d'intervention dans les frais de fonctionnement incluant notamment des frais de documentation et de matériel pédagogique.</p> <p>Les montants sont révisables et liés à l'indice-santé. Ils sont adaptés annuellement chaque premier janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation.</p> <p>6. Services de télé-vigilance</p> <p>Le Collège de la Cocof octroie une subvention au STV lorsque celui-ci applique une réduction tarifaire de 15 € par mois minimum aux bénéficiaires répondant aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le bénéficiaire est une personne âgée d'au moins 60 ans, reconnue comme handicapée, et dont les revenus ne dépassent pas le montant donnant accès au statut 'BIM' ou 'OMNIO' dans le cadre de l'assurance soins de santé - le bénéficiaire est une personne de 75 ans au moins, dont les revenus ne dépassent pas le montant donnant accès au statut 'BIM' ou 'OMNIO' dans le cadre de l'assurance soins de santé. <p>Une subvention de 1,25 € indexés est également octroyée pour les frais de gestion par mois et par dossier.</p> <p>7. Initiatives :</p> <p>Octroi de la compensation par appel à projets</p> <p>Intervention dans les frais de personnel et de fonctionnement sur base d'un budget prévisionnel.</p>
Modalités de remboursement des éventuelles surcompensations et moyens de les éviter	<p>Services agréés</p> <p>contrôle et inspection des services par des agents habilités : respect des conditions d'agrément et des normes imposées, consultation sur place des pièces et documents nécessaires à l'accomplissement de la mission</p> <p>Sur base d'un dossier justificatif annuel et de pièces justificatives</p> <p>Remboursement du trop perçu sur base des dépenses admissibles</p> <p>Initiatives</p> <p>Introduction de pièces justificatives au terme de l'activité</p> <p>Contrôle des pièces justificatives fournies</p> <p>Visite et contrôle sur place</p> <p>Remboursement du trop-perçu sur la base du dossier justificatif accepté.</p>
Montant de l'aide octroyée 2016	
Montant total de l'aide octroyée	46.790.987,32 € dont

	Centres de planning familial : 7.181.369,75 € Services d'aide à domicile : 28.387.342,88 € Maisons d'accueil : 10.545.818,07 € Services d'accueil de jour pour personnes âgées : 266.359,04 € Centres de formation d'aides familiales : 172.751,36 € Services de télé-vigilance : 153.996,22 € Initiatives : 83.350 €
Autres informations quantitatives	

2. DIFFICULTES RENCONTREES LORS DE L'APPLICATION DE LA DECISION SIEG OU DE L'ENCADREMENT

a) Les difficultés conceptuelles

- les notions de SIGNE et de SIEG telles que définies par la Commission européenne souffrent d'un manque de clarté sur le plan terminologique
- la marge de manœuvre laissée par la Commission européenne aux Etats membres pour définir ce qu'est une mission d'intérêt général qui relève d'un pouvoir discrétionnaire des autorités subsidiaires crée une insécurité juridique
- la difficulté d'identifier avec précision l'existence d'une rémunération correspondant à une contrepartie économique du service fourni
- la difficulté d'établir l'existence d'un marché donné caractérisé par la confrontation d'une offre et d'une demande
- la difficulté, en l'absence de plaintes, d'établir si les appels à proposition qui sont sélectifs par nature peuvent également aboutir à des distorsions de concurrence
- la notion de « mission d'intérêt général » se confond souvent avec un ensemble d'activités spécifiques à remplir

b) Les difficultés méthodologiques

- la difficulté d'identifier au sein d'une même entreprise, les activités qui relèvent d'un SIGNE, d'un SIEG ou d'un SSIG
- Une entreprise poursuivant le même objet social peut recevoir des aides publiques de différents niveaux de pouvoir. Il est parfois compliqué d'identifier si ces activités relèvent de la même mission d'intérêt général.
- Lorsqu'un niveau de pouvoir octroie une mission d'intérêt général par le biais d'un mandatement et des aides publiques, un autre niveau de pouvoir peut financer des activités par appel à propositions. La distinction dans ce cas entre l'aide « de minimis » (- de 500.000 € sur 3 ans) et l'aide d'état compatible avec le marché n'est pas aisée (jusqu'à 15 M par an)
- Pour certaines entreprises, un niveau de pouvoir octroie un agrément, mais pas d'aides publiques. Ce découpage des compétences par niveau de pouvoir complique l'application de la décision

c) Les difficultés concrètes d'analyse

- La définition d'un seuil de contribution financière permettant de considérer s'il y a activité économique ou non (cotisations, PAF, contributions minimales acceptables)
- l'absence de transmission régulière d'informations entre les différents niveaux de pouvoir relative aux aides publiques accordées aux entreprises situées dans une même région (nécessité d'analyser à partir des bilans)
- la difficulté de distinguer dans les bilans le montant total des aides publiques dévolues à un

- même SIEG ou à plusieurs (d'où globalisation des aides publiques perçues)
- la difficulté de distinguer dans les bilans les montants qui relèvent d'un SIGNE (dont le financement n'est pas considéré comme relevant d'une aide de minimis) et ceux qui relèvent d'un règlement de minimis
- la difficulté d'identifier et de pondérer sur le plan financier les aides en nature et les financements indirects dont bénéficient les entreprises (mise à disposition de locaux, de personnel, de matériel)

3. PLAINTES DE TIERS INTERESSES

Néant

4. DIVERS

Néant

FICHE COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANCAISE N°2

CATEGORIE	Services sociaux
SECTEUR	Les soins de santé et de longue durée

1. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DECISION SIEG ET DE L'ENCADREMENT SIEG ET MONTANTS OCTROYES

Base légale :

5 mars 2009 - Décret relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé modifié par le décret du 9 juillet 2010 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination et à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement et par le Décret de la Commission communautaire française du 20 juillet 2016 ;

4 juin 2009. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française portant application du décret du 5 mars 2009 relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé modifié par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française des 23 décembre 2010, 20 octobre 2011, 19 juillet 2012 et 8 juin 2017 ;

18 février 2016. — Décret relatif à la promotion de la santé

17 février 2017 – Arrêté 2016/732 du Collège de la Commission communautaire française portant exécution du décret de la Commission communautaire française du 18 février 2016 relatif à la promotion de la santé

NB : Mise en œuvre du Décret et de son arrêté d'application au 1^{er} janvier 2018.

Description du mode d'organisation des services concernés

Type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné.

Contenu des services considérés comme des SIEG.

1. Services de santé mentale : 22 agréés

Le service de santé mentale exerce les missions générales suivantes :

- 1° offrir un premier accueil, analyser et, le cas échéant, orienter la demande de tout bénéficiaire;
- 2° poser un diagnostic et assurer le traitement psychiatrique, psychologique, psychothérapeutique et psychosocial de problèmes de santé mentale. Le diagnostic et le traitement de problèmes de santé mentale intègrent les aspects médicaux, psychiatriques, psychologiques et sociaux. Ils visent essentiellement à améliorer le bien-être psychique du patient dans ses milieux habituels de vie.
- 3° organiser, élaborer ou collaborer à des activités de prévention.

2. Services en matière de toxicomanies : 14 agréés

Le service actif en matière de toxicomanies exerce les missions d'accueil et d'information pour les usagers de drogues, leur famille et leur entourage et au moins une des missions générales suivantes :

- 1° l'accompagnement

Le service actif en matière de toxicomanies accompagne la demande des bénéficiaires et assure, en son sein, par un suivi individualisé, la guidance psychosociale et

	<p>administrative en concertation avec les personnes et institutions concernées, notamment les acteurs sociosanitaires, scolaires et socio-culturels. Il peut ensuite orienter ou réorienter les bénéficiaires en fonction de leurs besoins vers des personnes ou institutions plus appropriées;</p> <p>2° les soins</p> <p>a) Le service actif en matière de toxicomanies pose un diagnostic et assure le traitement des bénéficiaires rencontrant des problèmes liés à l'usage de drogues. Le traitement de ces problèmes intègre les aspects médicaux, psychiatriques et psychologiques. Il vise à assurer le mieux-être des bénéficiaires dans leur milieu habituel de vie, ce qui n'implique pas nécessairement leur sevrage.</p> <p>b) Le service associe au traitement du bénéficiaire, avec l'accord de celui-ci, le médecin généraliste désigné par le bénéficiaire et, dans la mesure du possible, tous les professionnels extérieurs à l'équipe du service, susceptibles de contribuer au traitement.</p> <p>3° la prévention</p> <p>a) Le service actif en matière de toxicomanies organise des activités de prévention ou collabore à l'organisation d'activités ayant pour objet la prévention, notamment la prévention des dommages encourus par les usagers de drogues.</p> <p>b) Les activités de prévention peuvent notamment consister en :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. l'information, la sensibilisation et l'éducation de la population ainsi que des acteurs sociosanitaires, psychosociaux, scolaires et socioculturels en matière de toxicomanies et de prévention des dommages encourus par les usagers de drogues; 2. les interventions spécifiques de prévention envers des groupes ciblés, notamment envers des personnes confrontées ou susceptibles d'être confrontées à des problèmes de toxicomanies. <p>4° La réduction des risques</p> <p>a) Le service actif en matière de toxicomanie organise des activités de réduction des risques.</p> <p>b) Les activités de réduction des risques peuvent notamment consister en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'information, la sensibilisation et l'éducation des usagers de drogues, de la population en général et des acteurs socio-sanitaires, psychosociaux, scolaires et socioculturels en matière de risques liés à l'usage de drogues et des moyens de les réduire;
--	---

	<p>- les interventions spécifiques visant en la mise à disposition de matériel de réduction des risques, le travail dans les milieux de vie, la participation des usagers de drogues.</p> <p>Le service actif en matière de toxicomanies peut, en outre, exercer une ou des missions particulières suivantes :</p> <p>1° La réinsertion Le service actif en matière de toxicomanies effectue un travail d'encadrement nécessaire à la réinsertion sociale, familiale, scolaire et professionnelle des bénéficiaires. Il travaille en collaboration avec les personnes et institutions concernées, notamment les acteurs sociosanitaires administratifs, scolaires et socioculturels et le monde du travail.</p> <p>2° La liaison Le service actif en matière de toxicomanies mène une action de liaison entre différents intervenants ou entités qui accueillent des usagers de drogues. Il organise les collaborations de façon à ce que les besoins des bénéficiaires soient rencontrés de manière adéquate.</p> <p>3° La formation Le service actif en matière de toxicomanies assure la sensibilisation, la formation, la formation continuée ou la supervision d'intervenants confrontés ou susceptibles d'être confrontés aux problèmes rencontrés par les usagers de drogues.</p> <p><u>3. Maisons médicales : 38 agréées (2 nouvelles maisons médicales seront agréées provisoirement dans le courant de l'année 2018)</u></p> <p>La maison médicale exerce, dans le cadre du développement des soins de santé intégrée, les missions suivantes :</p> <p>1° dispenser des soins de santé primaires, soit des soins de première ligne dispensés en consultation et à domicile et le suivi préventif;</p> <p>2° assurer des fonctions de santé communautaire, soit développer des activités coordonnées avec l'ensemble du réseau psycho-médico-social et créer des conditions de participation active de la population à la promotion de sa santé;</p> <p>3° assurer des fonctions d'observatoire de la santé en première ligne, soit recueillir des données permettant une description épidémiologique de la population desservie, l'évaluation des objectifs et l'auto-évaluation des activités de la maison médicale en vue d'une amélioration de la qualité des soins;</p>
--	--

	<p>4° assurer des fonctions d'accueil.</p> <p>Le service comprend une équipe pluridisciplinaire d'au minimum deux médecins généralistes, de personnel d'accueil et de secrétariat et de personnel paramédical. L'activité principale du service s'exerce dans le cadre du développement des soins de santé intégrée.</p> <p>Le cadre minimal comprend un équivalent temps plein de fonction d'accueil et d'un demi équivalent temps plein de fonction de santé communautaire.</p> <p>Le service assure la collaboration de travailleurs sociaux et de psychothérapeutes.</p> <p><u>4. Centres de coordination de soins et de services à domicile : 5 agréés</u></p> <p>Le centre de coordination de soins et de services à domicile :</p> <p>1° organise, à la demande du bénéficiaire ou de son représentant et en collaboration avec son médecin traitant, l'ensemble des soins et des services nécessaires. à son maintien à domicile;</p> <p>2° organise à la demande du bénéficiaire ou de son représentant et en collaboration avec son médecin traitant, l'ensemble des soins et des services permettant d'assurer la continuité des soins et des services ainsi qu'une surveillance vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept, afin d'éviter ou de raccourcir l'hospitalisation.</p> <p><u>5. Services de soins palliatifs et continués : 7 agréés</u></p> <p>Le service de soins palliatifs et continués exerce tout ou parties des missions suivantes :</p> <p>1° organiser et coordonner, à la demande du patient ou de son représentant, en collaboration avec son médecin traitant et en liaison notamment avec l'équipe hospitalière et tout centre de coordination, l'ensemble des soins et des services à domicile permettant d'assurer la continuité des soins et des services ainsi que la surveillance vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept;</p> <p>2° organiser et dispenser des soins palliatifs et continués, en étroite collaboration avec le médecin traitant et toute coordination;</p> <p>3° assurer l'organisation et les interventions psychosociales, notamment psychiatriques que nécessite un patient atteint d'une maladie à pronostic fatal ainsi que le soutien à son entourage, en étroite collaboration avec le médecin traitant;</p> <p>4° sensibiliser, assurer la formation, théorique ou pratique, la formation continue ou la supervision d'intervenants</p>
--	--

	<p>professionnels ou bénévoles, extérieurs au service amenés à traiter ou à soutenir les patients atteints d'une maladie à pronostic fatal et leur entourage.</p> <p><u>6. Centres d'accueil téléphonique : 2 agréés</u></p> <p>Le centre d'accueil téléphonique est un service ambulatoire qui offre, par le biais du téléphone et, le cas échéant par tout autre moyen technique, en respectant l'anonymat et le secret du dialogue, une aide à toute personne en état de crise ou de détresse psychologique.</p> <p>Le centre d'accueil téléphonique exerce les missions suivantes :</p> <p>1° Il organise, suivant les modalités fixées par le Collège, vingt-quatre heures sur vingt-quatre et tous les jours de l'année, un accueil téléphonique et, le cas échéant, une orientation qui répond le mieux à la situation ou aux difficultés qui ont motivé l'appel. Cet accueil peut également se faire via tout autre moyen respectant l'anonymat et le secret du dialogue.</p> <p>2° Il assure la supervision de l'activité des écoutants.</p> <p>§ 2. Le centre d'accueil téléphonique peut également mener des activités :</p> <p>1° de prévention et de sensibilisation envers le public en général ou les professionnels concernant les problématiques rencontrées lors de l'accueil visé au § 1er, 1° ;</p> <p>2° de promotion du volontariat;</p> <p>3° d'observatoire social de la parole;</p> <p>4° de formation à l'écoute.</p> <p><u>7. Réseaux : 14 agréés</u></p> <p>La finalité du réseau est d'améliorer la coordination, la complémentarité, la pluridisciplinarité, la continuité et la qualité des prestations et activités en faveur du bénéficiaire et/ou de la population du territoire desservi. Le 14^{ème} réseau a été agréé en 2015.</p> <p><u>8. Initiatives : 80 projets</u></p> <p>Soutien aux actions visant à promouvoir, améliorer, protéger, évaluer, maintenir ou rétablir la santé de la population.</p> <p><u>9. Promotion de la Santé : 53 associations</u></p> <p>Matière transférée de la Communauté Française suite à la VI réforme de l'Etat en 2015. Soutien aux services de support, d'appui et d'accompagnement en promotion de la</p>
--	--

	<p>santé et aux différents opérateurs que sont les acteurs et réseaux de promotion de la santé.</p> <p><u>10. Institutions qui ont fait le choix de la Cocof suite à la 6^{ème} réforme de l'Etat : 1 structure psychosociothérapeutique mixte et 1 Initiative d'Habitations protégées</u></p> <p>Conventions transférées de la Communauté Française suite à la VI réforme de l'Etat en 2015. Il s'agit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit d'une structure psychosociothérapeutique mixte qui bénéficiait au 30 juin 2014, de plusieurs conventions de rééducation fonctionnelle conclues avec l'Inami. Celle-ci offre, outre des soins dans le cadre d'une pratique ambulatoire pluridisciplinaire, des possibilités d'accueil et d'hébergement thérapeutique pour des personnes atteintes de troubles psychiques. • soit d'une Initiative d'Habitations protégées bénéficiant d'un agrément délivré, notamment sur pied de la loi du 7 août 1987 relative aux hôpitaux. Celle-ci offre un hébergement et un accompagnement à des personnes qui ne nécessitent pas un traitement continu en hôpital et qui, pour des raisons psychiatriques doivent être aidées dans leur milieu de vie et de logement pour l'acquisition d'aptitudes sociales et pour lesquelles des activités de jour adaptées doivent être organisées.
Formes de mandat	<p>1 à 7 : Arrêté ministériel portant agrément et subventionnement</p> <p>8 et 9 : Arrêté de subventionnement</p> <p>10 : Arrêté ministériel portant agrément et subventionnement + conventions</p>
Durée moyenne du mandat (en années)	<p>Principe général</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux ans, renouvelable maximum une fois, pour l'agrément provisoire - indéterminé pour l'agrément définitif <p>Pour les Initiatives</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 an renouvelable <p>Pour la Promotion de la Santé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 an renouvelable
Droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux accordés	<p>Les missions confiées aux services ambulatoires sont définies dans le décret du 5 mars 2009.</p>
Instruments d'aide (subventions directes, garanties, etc...)	<p>1 à 7 : Subventions forfaitaires liquidées en 4 avances trimestrielles (3* 25% et 20%) et un solde (5%). Les avances sont liquidées pour le 15 février, 15 mai, 15 août et 15</p>

	<p>novembre. Le solde est liquidé pour le 31 octobre de l'année suivante.</p> <p>8 : Subventions forfaitaires liquidées en 1 tranche (80%) et 1 solde (20%).</p> <p>9 : Subventions forfaitaires liquidées en 2 ou 3 tranches : Une avance égale à 85 % de la subvention est liquidée au plus tard le 20 février de l'année civile concernée, au profit des acteurs et des organismes piliers dont la subvention globale ne dépasse pas 10.000 S. Le solde est liquidé sur la base d'un décompte final selon les modalités fixées par le Collège.</p> <p>Les acteurs et les organismes pilier dont la subvention globale est supérieure à 10.000 S reçoivent, au plus tard le 20 février de l'année civile concernée, une première avance de 85 % de la subvention, et au plus tard le 30 juin, une deuxième avance égale à 10 % de la subvention. Le solde est liquidé sur la base d'un décompte final selon les modalités fixées par le Collège.</p> <p>10 : Subventions forfaitaires liquidées en 4 avances trimestrielles (3* 25% et 20%) et un solde (5%). Les avances sont liquidées pour le 15 février, 15 mai, 15 août et 15 novembre.</p>
<p>Mécanisme de compensation pour les services concernés y compris l'instrument d'aide utilisé.</p> <p>Méthodologie utilisée pour déterminer la compensation</p>	<p><u>Principes généraux</u></p> <p>Compensation forfaitaire déterminée par l'autorité régionale en fonction :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un nombre d'équivalent temps plein nécessaire à l'accomplissement de la mission - d'un pourcentage des frais de personnel octroyés pour les frais de formation continue des travailleurs, - de montants maximaux admissibles pour les frais de fonctionnement (fonctionnement du service ainsi que les frais liés aux tâches de gestion comptable et administrative). <p>Soixante pour cent de la compensation doivent être justifiés par des frais de personnel.</p> <p>L'autorité régionale détermine, tous les 5 ans, une programmation incluant un nombre de services par secteur en tenant compte de l'offre existante et des besoins constatés d'un point de vue sociologique, géographique, épidémiologique et socio-économique.</p> <p><u>1. Services de santé mentale</u></p> <p>L'équipe minimale dispose, au moins, d'un ETP psychologue, d'un ETP assistant social et d'un ETP médecin spécialiste en psychiatrie. L'ETP médecin spécialiste en psychiatrie peut être occupé pour 0.5 ETP maximum par un médecin en maîtrise complémentaire en psychiatrie de l'adulte.</p>

	<p>Le mode de calcul et les montants maximaux admissibles pour les frais de fonctionnement sont :</p> <p>1° 17.800 euros pour 4 équivalents temps plein; 2° 19.250 euros pour 5 et 6 équivalents temps plein; 3° 20.700 euros pour 7 et 8 équivalents temps plein; 4° 22.150 euros pour 9 et 10 équivalents temps plein; 5° 23.600 euros pour 11 équivalents temps plein et plus. Un montant supplémentaire de 3.100 euros est octroyé par siège d'activités supplémentaire agréé</p> <p><u>2. Services en matière de toxicomanies :</u></p> <p>Le montant de base des frais de fonctionnement est de 14.750 euros.</p> <p>Les moyens complémentaires pour frais de fonctionnement et pour frais de personnel sont calculés en fonction des critères suivants :</p> <p>1° le nombre de bénéficiaires :</p> <p>a) de 201 à 500 + 0,5 ETP; b) de 501 à 1.000 + 1 ETP; c) + de 1.000 + 1,5 ETP.</p> <p>Les bénéficiaires retenus dans le calcul des moyens complémentaires sont ceux pour lesquels l'exercice d'au moins une mission a été sollicitée.</p> <p>2° le nombre de sièges d'activités :</p> <p>On entend par siège d'activité les lieux dans lesquels au moins une des missions est mise en oeuvre à mi-temps.</p> <p>a) deux sièges d'activités + 0,5 ETP; b) trois sièges d'activités et plus + 1 ETP.</p> <p>3° Lorsque le personnel preste :</p> <p>a) à mi-temps dans deux sièges d'activités, il ouvre le droit à 2.950 euros de frais de fonctionnement; b) à mi-temps dans trois sièges d'activités et plus il ouvre le droit à 5.900 euros de frais de fonctionnement; c) à temps plein dans deux sièges d'activités il ouvre le droit à 5.900 euros de frais de fonctionnement; d) à temps plein dans trois sièges d'activités et plus il ouvre le droit à 11.800 euros de frais de fonctionnement.</p> <p>4° l'importance des participations financières émanant d'autres institutions : l'absence de participation financière émanant d'autres institutions ouvre le droit à 0,5 ETP complémentaire et à 2.950 euros de frais de fonctionnement.</p>
--	--

	<p>5° la spécificité du projet et du public visé, telle que la permanence vingt-quatre heures sur vingt-quatre, la mobilité de l'équipe, l'exercice des missions dans les hôpitaux et les prisons, ouvre le droit à un maximum de 2 ETP complémentaires et un maximum 35.400 euros de frais de fonctionnement.</p> <p>6° L'exercice, cumulé simultanément, de plusieurs missions et le nombre total d'ETP des services agréés ouvrent le droit à : a) pour 4 missions à 0,5 ETP; b) pour 5 missions à 1 ETP; c) pour 6 missions à 1,5 ETP.</p> <p>Lorsque l'équipe subventionnée comprend de deux à trois ETP, les frais de fonctionnement complémentaires sont de 2.950 euros.</p> <p>Lorsque l'équipe subventionnée comprend plus de trois ETP, les frais de fonctionnement complémentaires sont de 5.900 euros.</p> <p>Les frais de fonctionnement complémentaires sont limités à un montant de 44.250 euros par service.</p> <p><u>3. Maisons médicales</u></p> <p>La subvention relative aux frais de fonctionnement est plafonnée à 9.640 euros. Cette subvention est indexée et donc adaptée annuellement à chaque 1er janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation.</p> <p><u>4. Centres de coordination de soins et de services à domicile</u></p> <p>La détermination de la catégorie est fonction :</p> <p>1° de la moyenne annuelle du nombre de bénéficiaires pour lesquels un plan de soutien a été établi; catégorie 1 : 80 catégorie 2 : 160 catégorie 3 : 240</p> <p>2° du pourcentage de prestations effectuées en dehors des heures et jours ouvrables (par type de prestations); catégorie 1 : 3 % catégorie 2 : 6 % catégorie 3 : 9 %</p> <p>3° du choix des menus et de la possibilité de menus adaptés; catégorie 1 : facultatif</p>
--	---

	<p>catégorie 2 : facultatif catégorie 3 : obligatoire</p> <p>4° de l'utilisation d'un questionnaire à usage du bénéficiaire ou de son entourage sur les soins et services prestés. catégorie 1 : obligatoire catégorie 2 : obligatoire catégorie 3 : obligatoire</p> <p>Le temps de travail subventionné est</p> <p>1° catégorie 1 dispose de 2 ETP coordinateur. La durée du temps de travail prise en compte pour le calcul de la subvention ne peut être inférieure à 0.5 ETP;</p> <p>2° catégorie 2 dispose de 3 ETP coordinateur et d'1 ETP administratif ainsi que 0.5 ETP de personnel de direction. La durée du temps de travail prise en compte pour le calcul de la subvention ne peut être inférieure à 0.5 ETP;</p> <p>3° catégorie 3 dispose de 4 ETP coordinateur de jour et de 4 ETP coordinateur de nuit et d'1 ETP administratif ainsi que d'1 ETP de personnel de direction. La durée du temps de travail prise en compte pour le calcul de la subvention ne peut être inférieure à 0.5 ETP.</p> <p>Le montant forfaitaire annuel total pour frais de fonctionnement, qui peut être justifié en totalité par des frais de fonctionnement, est fixé comme suit :</p> <p>1° 17.700 euros pour un centre de catégorie 1; 2° 35.400 euros pour un centre de catégorie 2; 3° 66.650 euros pour un centre de catégorie 3.</p> <p>L'indemnité forfaitaire par prestataire et par réunion est fixée à 15 euros.</p> <p>Le montant maximal annuel de ces indemnités est fixé à :</p> <p>1° 2.950 euros pour un service de catégorie 1; 2° 5.900 euros pour un service de catégorie 2; 3° 8.850 euros pour un service de catégorie 3.</p> <p>L'indemnité de garde à domicile du personnel infirmier du service de catégorie 3 est fixée à 26 euros par nuit ou par jour férié au cours duquel le prestataire est callable.</p> <p><u>5. Services de soins palliatifs et continués</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - pour la catégorie 1 : 0,25 ETP universitaire et 0,5 ETP secrétaire; - pour la catégorie 2 : 0,75 ETP universitaire et 0,5 ETP secrétaire; - pour la catégorie 3 : 0,5 ETP universitaire et 1 ETP ESNU; - pour la catégorie 4 : 1,5 ETP ESNU et 0,5 ETP secrétaire;
--	--

	<p>- pour la catégorie 5 : 0,75 ETP universitaire et 2,5 ETP ESNU et 1 ETP secrétaire. En application de l'article 25 du décret, si un hébergement on hospitalier de 15 lits minimum, dont le taux d'occupation est de 80% minimum, est organisé : 0,5 ETP universitaire, 6,5 ETP infirmier bachelier ou breveté</p> <p>Les frais de fonctionnement sont de 10.000 euros minimum auxquels s'ajoutent 7.500 euros par mission supplémentaire. Si un hébergement non hospitalier de 15 lits minimum, dont le taux d'occupation est de 80% minimum, est organisé, s'ajoutent 8.960 € aux montants maximaux admissibles de la subvention relative aux frais de fonctionnement par service. Une partie des frais de fonctionnement peut être affectée aux frais de garde.</p> <p><u>6. Centres d'accueil téléphonique</u></p> <p>Le cadre minimum est de trois équivalents temps plein dont une fonction de direction, un responsable de la formation et une fonction de secrétariat.</p> <p>les frais de fonctionnement, de promotion, de formation ou de personnel supplémentaire au cadre minimum et qui sont liées aux missions visées au § 1er, 1° et 2° ainsi que § 2, 1° et 2° s'élèvent à 132.760 euros.</p> <p>les frais de fonctionnement, de promotion, de formation ou de personnel supplémentaire au cadre minimum et qui sont liées aux missions visées au § 2, 3° et 4° s'élèvent respectivement à 50.200 euros.</p> <p>la subvention porte également sur des frais relatifs aux volontaires écoutants. Ces frais ont trait au recrutement, à la sélection, à la formation et à la supervision des écoutants volontaires.</p> <p><u>7. Réseaux</u></p> <p>La subvention forfaitaire minimale octroyée au réseau agréé s'élève à 20.810 euros.</p> <p><u>8. Initiatives</u></p> <p>Intervention dans les frais de personnel et de fonctionnement sur base d'un budget prévisionnel et du formulaire - Initiatives Santé - dûment complété, daté et signé par l'ASBL. Ce formulaire est disponible sur le site du Service Public Francophone Bruxellois (SPFB). La liquidation de la subvention s'opère en deux tranches. La première tranche de 80% est liquidée sur présentation d'une déclaration de créance. La seconde tranche de 20%</p>
--	---

	<p>est liquidée sur présentation d'une seconde déclaration de créance, d'une attestations sur l'honneur, d'un rapport d'activités, des comptes et bilan approuvés par l'Assemblée générale et déposés au Greffe du Tribunal de Commerce et/ou à la Banque nationale (BNP) et des pièces justificatives.</p> <p><u>9. Promotion de la Santé</u></p> <p>Octroi de la compensation par appel à projets Intervention dans les frais de personnel et de fonctionnement sur base d'un budget justificatif</p> <p><u>10. Institutions qui ont fait le choix de la Cocof suite à la 6^{ème} réforme de l'Etat : 1 structure psychosociothérapeutique mixte et 1 Initiative d'Habitations protégées</u></p> <p>La subvention forfaitaire octroyée pour frais de fonctionnement, de formation et de personnel. Le montant a été arrêté définitivement au 31 décembre 2014 dans le cadre de la 6^{ème} réforme de l'Etat. Ce montant est stable pendant 10 ans et dégressif pendant les 10 autres années.</p>
Modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et moyens de les éviter	<p>Contrôle et inspection des services par des agents habilités : respect des conditions d'agrément et des normes imposées, consultation sur place des pièces et documents nécessaires à l'accomplissement de la mission Sur base d'un dossier justificatif annuel et de pièces justificatives Remboursement du trop perçu</p>
Dépenses totales des administrations publiques par base juridique (millions d'EUR)	
Compensation des services d'intérêt économique général 2017	<p>Services de santé mentale : 15.630.000 € Services en matière de toxicomanies : 4.942.000 € Maisons médicales : 3.702.000 € Centres de coordination et de services à domicile : 1.582.000 € Services soins palliatifs et continués: 1.361.000 € Centres d'accueil téléphonique : 830.000 € Réseaux : 691.000 € Initiatives : 1.593.993 € Promotion de la Santé : 4.231.000 € Institutions 6^{ème} réforme : 7.715.000 €</p>
Compensation des services d'intérêt économique général 2016	<p>Services de santé mentale : 15.135.000 € Services en matière de toxicomanies : 4.779.000 € Maisons médicales : 3.626.000 € Centres de coordination de soins et de services à domicile : 1.524.000 € Services de soins palliatifs et continués : 1.322.000 €</p>

	Centres d'accueil téléphonique : 810.000 € Réseaux : 713.000 € Initiatives : 2.152.000 € Promotion de la Santé : 4.228.000 € Institutions 6 ^{ème} réforme : 7.701.000 €
--	--

2. DIFFICULTES RENCONTREES LORS DE L'APPLICATION DE LA DECISION SIEG OU DE L'ENCADREMENT

a) Les difficultés conceptuelles

- les notions de SIGNE et de SIEG telles que définies par la Commission européenne souffrent d'un manque de clarté sur le plan terminologique
- la marge de manœuvre laissée par la Commission européenne aux Etats membres pour définir ce qu'est une mission d'intérêt général qui relève d'un pouvoir discrétionnaire des autorités subsidiaires crée une insécurité juridique
- la difficulté d'identifier avec précision l'existence d'une rémunération correspondant à une contrepartie économique du service fourni
- la difficulté d'établir l'existence d'un marché donné caractérisé par la confrontation d'une offre et d'une demande
- la difficulté, en l'absence de plaintes, d'établir si les appels à proposition qui sont sélectifs par nature peuvent également aboutir à des distorsions de concurrence
- la notion de « mission d'intérêt général » se confond souvent avec un ensemble d'activités spécifiques à remplir

b) Les difficultés méthodologiques

- la difficulté d'identifier au sein d'une même entreprise, les activités qui relèvent d'un SIGNE, d'un SIEG ou d'un SSIG
- Une entreprise poursuivant le même objet social peut recevoir des aides publiques de différents niveaux de pouvoir. Il est parfois compliqué d'identifier si ces activités relèvent de la même mission d'intérêt général.
- Lorsqu'un niveau de pouvoir octroie une mission d'intérêt général par le biais d'un mandatement et des aides publiques, un autre niveau de pouvoir peut financer des activités par appel à propositions. La distinction dans ce cas entre l'aide « de minimis » (- de 500.000 € sur 3 ans) et l'aide d'état compatible avec le marché n'est pas aisée (jusqu'à 15 M par an)
- Pour certaines entreprises, un niveau de pouvoir octroie un agrément, mais pas d'aides publiques. Ce découpage des compétences par niveau de pouvoir complique l'application de la décision

c) Les difficultés concrètes d'analyse

- La définition d'un seuil de contribution financière permettant de considérer s'il y a activité économique ou non (cotisations, PAF, contributions minimales acceptables)
- l'absence de transmission régulière d'informations entre les différents niveaux de pouvoir relative aux aides publiques accordées aux entreprises situées dans une même région (nécessité d'analyser à partir des bilans)
- la difficulté de distinguer dans les bilans le montant total des aides publiques dévolues à un même SIEG ou à plusieurs (d'où globalisation des aides publiques perçues)
- la difficulté de distinguer dans les bilans les montants qui relèvent d'un SIGNE (dont le financement n'est pas considéré comme relevant d'une aide de minimis) et ceux qui relèvent d'un règlement de minimis
- la difficulté d'identifier et de pondérer sur le plan financier les aides en nature et les financements indirects dont bénéficient les entreprises (mise à disposition de locaux, de

personnel, de matériel)

3. PLAINTES DE TIERS INTERESSES

Néant

4. DIVERS

Néant

FICHE COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANCAISE N° 3

CATEGORIE	Services sociaux
SECTEUR	L'inclusion sociale des groupes vulnérables
SOUS-SECTEUR	Cohésion sociale

1. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DECISION SIEG ET DE L'ENCADREMENT SIEG ET MONTANTS OCTROYES

Base légale :

15 mai 2004 - Décret relatif à la cohésion sociale (version consolidée mise à jour au 13-02-09)

26 mai 2005. - Arrêté 2005/9 du Collège de Cocof portant exécution du décret de Cocof du 13 mai 2004 relatif à la cohésion sociale

Description du mode d'organisation des services concernés	
<p>Type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné.</p> <p>Contenu des services considérés comme des SIEG.</p>	<p>1. Le contrat communal de cohésion sociale : 13 contrats communaux pour 227 (2016) et 230 (2017) conventions spécifiques</p> <p>Le Collège propose aux communes relevant de « l'Espace de développement renforcé du logement et de la rénovation » la négociation et la signature d'un contrat communal de cohésion sociale répondant à une des priorités suivantes pour le quinquennat 2016-2020 :</p> <p>1 Le soutien et l'accompagnement à la scolarité</p> <p>2 L'apprentissage et l'appropriation de la langue française en tant que citoyen actif</p> <p>3 La citoyenneté interculturelle</p> <p>4 Le « vivre ensemble »</p> <p>Par ailleurs, les actions menées doivent concourir à la mixité culturelle, la mixité de genre, la mixité d'âge et la mixité sociale.</p> <p>Afin de garantir la bonne exécution de ces contrats, le Collège peut financer une coordination locale chargée, en concertation avec les Services du Collège, de sélectionner les projets du milieu associatif après appel public à projets, d'en organiser la coordination, de les accompagner au niveau administratif et de les évaluer.</p> <p>2. Le contrat régional de cohésion sociale : 60 (2016 et 59 (2017) contrats régionaux</p> <p>Le contrat régional de cohésion sociale détermine, pour une durée maximale de cinq ans, la manière dont les objectifs fixés par le Collège seront poursuivis par les associations.</p> <p>Il fixe un ou plusieurs objectifs spécifiques aux associations concernées, et détermine le projet qu'elles entendent développer, le public qu'elles visent, la finalité de leur action, le</p>

	<p>budget qui leur est alloué, ainsi que les critères et modalités d'évaluation de leur travail.</p> <p>Les contrats régionaux de cohésion sociale sont précédés d'un appel à projet lancé par le Collège.</p> <p>3. Le Centre régional d'appui à la cohésion sociale : 1 centre régional agréé</p> <p>Le Centre régional est chargé d'élaborer, en concertation avec les coordinations locales, un rapport annuel sur l'application du décret dans l'ensemble de la Région, et de proposer au Collège des orientations nouvelles pour cette politique. Ce rapport est communiqué à l'Assemblée de la Commission communautaire française.</p> <p>Il organise la rencontre des acteurs de la cohésion sociale au niveau régional.</p> <p>4. Centre régional pour le développement de l'alphabétisation et l'apprentissage du français : 1 centre régional agréé</p> <p>Ce centre régional est chargé de :</p> <p>1° accueillir et orienter les adultes francophones et non francophones vers les dispositifs d'alphabétisation et d'apprentissage du français les plus adéquats;</p> <p>2° coordonner sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale les dispositifs d'alphabétisation pour les adultes francophones et d'alphabétisation et d'apprentissage du français pour les adultes non francophones et apporter, à la demande de ses partenaires, son expertise méthodologique et pédagogique en cette matière;</p> <p>3° dispenser des cours d'alphabétisation aux personnes adultes, quelle que soit leur origine, qui ne disposent pas d'une maîtrise suffisante de l'écrit en français;</p> <p>4° dispenser des cours d'alphabétisation et d'apprentissage du français aux personnes adultes peu ou non scolarisées dont la langue maternelle n'est pas le français et qui ne disposent pas d'une maîtrise suffisante de l'oral et de l'écrit en français;</p> <p>5° former les personnes chargées de dispenser les cours d'alphabétisation et d'apprentissage du français visés aux points 3° et 4° ainsi que les autres professionnels nécessaires à l'organisation de ces formations;</p> <p>6° détacher auprès de ses partenaires associatifs et publics des formateurs qualifiés pour dispenser des cours d'alphabétisation et d'apprentissage du français aux personnes peu ou non scolarisées.</p> <p>5. Centre Bruxellois d'Action Interculturelle</p>
--	---

	<p>Le Centre Bruxellois d'Action Interculturelle est une association-relais entre les associations du terrain, les pouvoirs publics régionaux et les médias. Il constitue un soutien et un encouragement de la vie associative.</p> <p>La subvention annuelle allouée par le Collège permet d'intervenir dans les missions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soutien des associations par une aide logistique ; - organisation des manifestations propres à la cohésion sociale en suscitant une synergie entre les productions sociales et culturelles des différentes communautés ; - organisation de formations de personnes issues de l'immigration et de professionnels des secteurs non-marchand dans le but d'améliorer l'implication de tous dans une société multiculturelle ; - sensibilisation du public régional aux aspects positifs et constructifs d'une société interculturelle. <p>6. Fonds d'impulsion à la politique des Immigrés (FIPI) : 73 (2016) et 103 (2017) projets locaux</p> <p>Le Fonds d'impulsion à la politique des immigrés (F.I.P.I.) a été créé en 1991 par le Gouvernement fédéral. Son objectif est de soutenir des projets favorisant l'intégration sociale des personnes d'origine étrangère, la prévention des discriminations et le dialogue interculturel.</p> <p>Depuis 1993, le secrétariat du FIPI était assuré par le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme. Suite à la sixième réforme de l'État et la régionalisation/communautarisation des moyens FIPI, les Communautés et Régions exercent pleinement la compétence sur les moyens transférés en la matière. Les projets ou les organismes soutenus par le FIPI doivent concourir à l'amélioration du cadre de vie et à l'égalité des chances dans les zones d'action définies par les Régions comme prioritaires. Les cinq grandes villes du pays et leur agglomération (Anvers, Bruxelles, Charleroi, Gand et Liège) bénéficient de 75% des crédits disponibles.</p> <p>Les demandes introduites doivent participer à la réalisation d'une ou plusieurs dimensions de l'intégration décrites ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la promotion de l'égalité et de la diversité dans l'ensemble des secteurs de la vie sociale et culturelle et économique ; • la participation à la vie sociale, culturelle, économique et politique, et l'acquisition de ressources utiles à l'exercice du libre choix et de l'autonomie de la personne ; • l'amélioration de l'échange et de la connaissance mutuelle entre les différentes communautés, ainsi que le dialogue interculturel ; • le soutien aux dynamiques locales favorisant la cohésion sociale ;
--	---

	<ul style="list-style-type: none"> la mixité sociale, culturelle, intergénérationnelle et de genre du public; l'émancipation des femmes et des jeunes filles ; la lutte contre le racisme et les discriminations. <p>Les activités subsidiées par le FIPI doivent être destinées à titre principal à des personnes d'origine ou de nationalité étrangère, avec une attention particulière pour les primo-arrivants et pour les femmes. Elles concourront à renforcer la mixité sociale et culturelle. Pour ce faire, le Fonds d'impulsion soutient la mise en œuvre de programmes relevant d'une des activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> la promotion de la réussite scolaire (mise à niveau, orientation, prévention du décrochage et de l'absentéisme) ; l'amélioration des opportunités de formation des personnes d'origine étrangère et de leur position sur le marché du travail ; l'enseignement des langues nationales ; la promotion sociale (la mise à niveau des connaissances et l'alphabétisation) ; les activités socioculturelles et les activités sportives ; l'assistance psychologique, sociale ou médicale adaptée aux publics issus de l'immigration ; la formation des professionnels travaillant avec un public multiculturel ; la coordination d'un partenariat local oeuvrant à la cohésion sociale ; la traduction et l'interprétariat social. <p>7. Initiatives : 64 (2016) et 63 (2017) projets locaux</p> <p>Le Collège peut soutenir, dans la limite des moyens financiers inscrits au budget général des dépenses de la CoCof des projets ponctuels dits « d'initiatives » s'inscrivant dans des processus sociaux qui contribuent à assurer à tous les individus ou groupes d'individus, sans discrimination , l'égalité des chances et des conditions, le bien-être économique, social et culturel, afin de permettre à chacun de participer activement à la société et d'y être reconnu.</p> <p>Ces processus visent en particulier la lutte contre toute forme de discrimination et d'exclusion sociale par le développement de politiques d'intégration sociale, d'interculturalité, de diversité socioculturelle et de cohabitation des différentes communautés locales.</p>
Formes de mandat	<ul style="list-style-type: none"> - Contrat communal : Convention spécifique signée entre l'association, l'autorité locale et l'autorité régionale - Contrat régional : Contrat spécifique signé entre l'association et l'autorité régionale

	<ul style="list-style-type: none"> - Centre régional d'appui à la cohésion sociale et Centre régional de développement de l'alphabétisation : Arrêté de désignation du Collège de la CoCof pour mener les missions décrétales - Centre Bruxellois d'Action Interculturelle : Arrêté de subventionnement - FIPI communal: Convention signée entre la commune et la COCOF - Initiatives : Arrêté de subventionnement
Durée du mandat	5 ans pour les contrats communaux, régionaux, le Centre régional d'appui et le Centre régional d'alphabétisation 1 an pour le CBAI, le FIPI et pour les Initiatives
Droits exclusifs ou spéciaux accordés	Uniquement pour le Centre régional d'appui à la cohésion sociale, le Centre Bruxellois d'Action Interculturelle et pour le Centre régional de développement de l'alphabétisation
Mécanisme de compensation pour les services concernés y compris l'instrument d'aide utilisé. Méthodologie utilisée pour déterminer la compensation	<p>1. Le Contrat communal de cohésion sociale 80 % du budget de la cohésion sociale sont répartis entre les communes. Le Collège fixe et pondère les critères qui déterminent la répartition du montant entre elles. Certaines communes cofinancent le dispositif de cohésion sociale. Les subventions ne permettent, généralement pas, de couvrir la totalité des besoins financiers occasionnés lors de la réalisation des projets.</p> <p>2. Le contrat régional de cohésion sociale. 20 % du budget alloué à la cohésion sociale sont consacrés aux projets régionaux ou intercommunaux, à des projets qui n'ont pas été inclus dans un contrat communal de cohésion sociale Le financement des contrats de cohésion sociale s'opère par la liquidation de subventions aux associations.</p> <p>Les subventions ne permettent, généralement pas, de couvrir la totalité des besoins financiers occasionnés lors de la réalisation des projets.</p> <p>3. FIPI : Sont pris en charge : 1°/ les frais de fonctionnement et de personnel Ou 2°/ les frais d'investissement et/ou d'infrastructure : investissement pour l'acquisition, la rénovation ou l'aménagement d'une infrastructure ouverte au public pour des activités socioculturelles, éducatives, artistiques ou sportives Les subventions ne permettent, généralement pas, de couvrir la totalité des besoins financiers occasionnés lors de la réalisation des projets.</p>

	<p>4. Initiatives :</p> <p>Octroi de la compensation suite à des demandes individuelles et ponctuelles adressées auprès du Membre du Collège ou de l'Administration</p> <p>L'intervention financière porte sur des frais de personnel et de fonctionnement et est fonction du budget prévisionnel.</p>
Modalités de remboursement des éventuelles surcompensations et moyens de les éviter	<p>Pour les contrats communaux et régionaux, une avance égale à 90 % de la subvention est liquidée au plus tard le 20 février de l'année civile concernée, au profit des associations dont la subvention globale ne dépasse pas 10.000 euros. Le solde est liquidé sur la base d'un décompte final selon les modalités arrêtées par le Collège.</p> <p>Les associations dont la subvention globale est supérieure à 10.000 euros reçoivent, au plus tard le 20 février de l'année civile concernée, une première avance de 50 % de la subvention, et au plus tard le 30 juin, une deuxième avance égale à 40 % de la subvention. Le solde est liquidé sur la base d'un décompte final selon les modalités arrêtées par le Collège.</p> <p>L'association tient une comptabilité en partie double par année budgétaire et fournit annuellement un bilan et un compte de recettes et de dépenses selon le modèle imposé par le Collège.</p> <p>Le Collège désigne les agents de l'administration chargés du contrôle de l'application des dispositions du décret et des arrêtés pris en exécution de celui-ci.</p> <p>Les coordinations locales et les associations subsidiées sont tenues de leur garantir le libre accès à leurs locaux et aux documents nécessaires à l'accomplissement de leur mission.</p> <p>Introduction d'un rapport d'activités et de pièces justificatives au terme de l'activité</p> <p>Remboursement du trop perçu sur base des pièces justificatives admissibles. Celles-ci sont établies par circulaire.</p> <p>Dans le cadre du FIPI, les instructions relatives aux modalités de justification des subsides sont établies par circulaire.</p> <p>Dans les autres cas, les arrêtés de subventionnement contiennent les modalités de justification des montants alloués.</p>

LES EXIGENCES EN MATIERE DE TRANSPARENCE : site de la CCF où sont publiés les appels à projets, les textes législatifs, les instructions pour les justificatifs...

Montant de l'aide octroyée 2016 - 2017	
Montant total de l'aide octroyée	COCOF Cohésion sociale : 12.354.385,99 € (2016) et 13.877.571 ,92 € (2017) dont : Contrats communaux : 7.202.999,99 € - (2016) et 7.328.608,46 € (2017) Contrats régionaux : 1.638.000,00 € - (2016) et 1.656.983,20 € (2017) Centre régional d'appui en cohésion sociale: 246.000,00 € (2016) et 250.270,60 € (2017) Centre régional d'alphabétisation : 884.000 € (2016) et 899.183,58 € (2017) FIPI : 1.160.244 € (2016) et 1.885.799,86 € (2017) Initiatives : 1.329.451€ (2016) et 1.026.201 € (2017) Centre Bruxellois d'Action Interculturelle : 170.000 € (2016) et 170.000 € (2017)
Autres informations quantitatives	/

2. DIFFICULTES RENCONTREES LORS DE L'APPLICATION DE LA DECISION SIEG OU DE L'ENCADREMENT

Pour chaque association subventionnée dans le cadre des programmes évoqués ci-avant, il a été procédé à l'identification du montant alloué par le Service de la cohésion sociale.

Sur base du compte de résultats, ce montant a été mis en parallèle avec le total des subventions allouées par les Services publics.

Si, pour les très grandes associations, le schéma complet BNB permet d'identifier le poste « subsides-dons et legs », les grandes associations se contentent de se référer au schéma abrégé BNB. Dans ce dernier cas de figure, seule la marge brute d'exploitation est renseignée qui contient tant le chiffre d'affaires et donc les recettes propres que les subventions perçues. Il n'est donc pas loisible de faire de distinction entre ces deux types de recettes. La marge brute d'exploitation a toutefois été reprise sous le libellé subside. Les petites associations ne présentent qu'un compte de résultats simplifié qui permet néanmoins dans la plupart des cas de faire la distinction entre subsides et recettes propres. A défaut de pouvoir identifier les recettes propres des subventions et donc de définir le ratio évoqué ci-après, le libellé « ? » ou « Indéterminé » a été précisé.

Dès lors que les recettes propres peuvent être identifiées, celles-ci ont été confrontées à la masse des subventions perçues et un ratio a été établi. Pour ce qui concerne le secteur de la cohésion sociale, on a estimé que si ce ratio dépassait les 10 %, l'association était susceptible de présenter une activité économique. A noter que le secteur de la Cohésion sociale encourage vivement les associations soutenues par ce secteur à pouvoir disposer de recettes propres afin de ne pas se retrouver en cessation de paiement au vu des délais nécessaires pour créditer les comptes des avances à percevoir.

Notons enfin que les chiffres relatifs à l'exercice 2017 ne sont pas communiqués dès lors qu'incomplets. En effet, selon la législation en vigueur, les associations disposent jusqu'au 30 juin de l'année n+1 pour faire approuver leurs comptes et bilan par les membres de leur Assemblée générale. Les associations disposent alors d'un délai d'un mois pour déposer ces documents auprès du Greffe du Tribunal du Commerce de

Bruxelles ou de la Banque Nationale de Belgique. A la date de rédaction du présent rapport, nombre d'associations n'ont pas encore fait parvenir ces chiffres.

3. PLAINTES DE TIERS INTERESSES

Néant

4. DIVERS

Néant

FICHE COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANCAISE N°4

CATEGORIE	Services sociaux
SECTEUR	Accueil de l'enfance

1. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DECISION SIEG ET DE L'ENCADREMENT SIEG ET MONTANTS OCTROYES

Base légale en 2016 et 2017 :

18 JUILLET 2013. - Décret de la Commission communautaire française visant au soutien de l'accueil de l'enfance, tel que modifié.

8 DECEMBRE 2016. - Arrêté 2016/854 du collège de la Commission communautaire française fixant les critères et modalités d'octroi de subventions visant au soutien de l'accueil de l'enfance

Description du mode d'organisation des services concernés	
Type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné. Contenu des services considérés comme des SIEG.	<p>1. Subventions en infrastructures : octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de crèches, crèches parentales, préguardiennats, maisons communales d'accueil de l'enfance et services d'accueil spécialisé qui relèvent exclusivement de la Communauté française du fait de leur organisation unilingue francophone, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'équipement et le premier ameublement de ces bâtiments</p> <p>2. L'asbl FRAJE (Formation Recherche Accueil Jeune Enfant) qui vise l'amélioration de la formation des professionnels de l'enfance.</p> <p>3. Initiatives soutien aux actions visant à promouvoir, améliorer, évaluer, maintenir l'accueil de la petite enfance en Région bruxelloise.</p>
Formes de mandat	<p>1. Subventions en infrastructures : La procédure d'octroi des subventions à l'achat de bâtiments comporte deux étapes : a) un accord de principe b) une décision définitive d'octroi de subvention.</p> <p>La procédure d'octroi de subventions à la construction, l'extension, l'aménagement, la rénovation ou les grosses réparations de bâtiments comporte cinq étapes : 1° un accord de principe; 2° un avant-projet; 3° un projet;</p>

	<p>4° une décision définitive d'octroi de subvention; 5° un compte final d'entreprise.</p> <p>La procédure d'octroi de subventions à l'équipement et l'ameublement comporte quatre étapes :</p> <p>1° un accord de principe; 2° un projet; 3° une décision définitive d'octroi de subvention; 4° un compte final des fournitures.</p> <p>2. Fraje Arrêté portant subventionnement Convention du 22 juillet 1999 entre la Cocof et le Fraje</p> <p>3. Initiatives Arrêté portant subventionnement</p>
Durée du mandat	<p>1. Subventions en infrastructures : Durée des travaux ou durée de l'acquisition dans le cas d'un achat de bâtiment.</p> <p>2. Fraje La convention est valable un an reconductible tacitement.</p> <p>3. Initiatives Maximum un an, renouvelable.</p>
Droits exclusifs ou spéciaux accordés	Normes fixées par les décrets de la Fédération Wallonie-Bruxelles (ONE)
<p>Mécanisme de compensation pour les services concernés y compris l'instrument d'aide utilisé.</p> <p>Méthodologie utilisée pour déterminer la compensation</p>	<p>1. Subventions en infrastructures : Le taux d'intervention est fixé à 60 % du prix d'achat du bâtiment ou du marché de travaux, de fourniture ou de services, pour autant que ce montant ne dépasse pas le maximum fixé par le Collège.</p> <p>Toutefois, un taux d'intervention majoré, fixé par le Collège peut être octroyé en fonction des critères suivants :</p> <p>a) sécurité des milieux d'accueil; b) faiblesse des contributions financières des parents; c) situation socio-économique du lieu d'implantation des milieux d'accueil ; d) intégration du milieu d'accueil dans un établissement d'enseignement ; e) participation du milieu d'accueil à un ensemble de services sociaux ; f) inclusion des enfants porteurs d'un handicap dans le milieu d'accueil ; g) inclusion d'enfants issus de familles fragilisées.</p> <p>Pour l'achat de bâtiment, le montant de la subvention est calculé sur base du prix d'achat majoré des droits</p>

	<p>d'enregistrement et des frais d'acte, à la condition toutefois que ce montant de l'achat ne dépasse ni la valeur vénale telle qu'elle a pu être estimée par le Comité d'Acquisition d'Immeuble ou par le Receveur de l'Enregistrement ni le montant maximum subsidiable. La subvention est calculée sur la base de la plus basse des ces trois valeurs majorée des frais d'acte et des droits d'enregistrement réduits en proportion du montant maximum pris en compte pour le calcul.</p> <p>Pour les travaux ou les fournitures, le demandeur doit passer par un marché public.</p> <p>2. Fraje Intervention dans les frais de fonctionnement sur base d'un budget justificatif et aides indirectes (mise à disposition de locaux)</p> <p>3. Initiatives Intervention dans les frais de fonctionnement sur base d'un budget justificatif</p>
Modalités de remboursement des éventuelles surcompensations et moyens de les éviter	<p>1. Subventions en infrastructures : Le demandeur :</p> <p>1° ne peut modifier l'affectation des bâtiments pendant la durée de la période d'amortissement visée à l'article 7 sans l'autorisation préalable du Collège;</p> <p>2° ne peut vendre sans autorisation préalable du Collège le bâtiment dont la construction ou l'achat a fait l'objet d'un subside et doit rembourser en cas d'aliénation de ce bâtiment avant l'expiration des délais d'amortissement fixés à l'article 7 la part non amortie du montant de la subvention, majorée de 50 % de la plus-value éventuellement réalisée sur la partie du bâtiment ayant fait l'objet de la subvention;</p> <p>3° ne peut vendre sans autorisation préalable du Collège le bâtiment dont la rénovation ou l'aménagement a fait l'objet d'un subside et doit rembourser en cas d'aliénation de ce bâtiment avant l'expiration du délai d'amortissement fixé à l'article 7 la part non amortie du montant de la subvention.</p> <p>4° maintient l'accessibilité sociale visée à l'article 2, §1^{er}, jusqu'à l'expiration du délai d'amortissement fixé à l'article 7. A défaut, il doit rembourser la part non amortie du montant de la subvention.</p> <p>2. Fraje et Initiatives Introduction d'un rapport d'activités et de pièces justificatives au terme de l'activité correspondant à la réalisation des projets déterminés dans l'arrêté d'octroi de la subvention</p>

	Visite et contrôle sur place des pièces et des documents par les agents de l'Administration et désignés par le Collège Remboursement du trop-perçu sur base des pièces justificatives éligibles
Montant de l'aide octroyée 2017	
Montant total de l'aide octroyée	1. Subventions en infrastructures : Secteur public : Liquidé en 2016 : € 2.440.000,00 Liquidé en 2017 : € 1.200.000,00 Secteur privé : Liquidé en 2016 : € 38.000,00 Liquidé en 2017 : € 1.253.000,00 2. Fraje En 2017 : 163.900,00 € engagés + aides indirectes (mise à disposition de locaux) 3. Initiatives En 2017 : 164.700,00 € engagés
Autres informations quantitatives	

2. DIFFICULTES RENCONTREES LORS DE L'APPLICATION DE LA DECISION SIEG OU DE L'ENCADREMENT

a) Les difficultés conceptuelles

- les notions de SIGNE et de SIEG telles que définies par la Commission européenne souffrent d'un manque de clarté sur le plan terminologique
- la marge de manœuvre laissée par la Commission européenne aux Etats membres pour définir ce qu'est une mission d'intérêt général qui relève d'un pouvoir discrétionnaire des autorités subsidiaires crée une insécurité juridique
- la difficulté d'identifier avec précision l'existence d'une rémunération correspondant à une contrepartie économique du service fourni
- la difficulté d'établir l'existence d'un marché donné caractérisé par la confrontation d'une offre et d'une demande
- la difficulté, en l'absence de plaintes, d'établir si les appels à proposition qui sont sélectifs par nature peuvent également aboutir à des distorsions de concurrence
- la notion de « mission d'intérêt général » se confond souvent avec un ensemble d'activités spécifiques à remplir

b) Les difficultés méthodologiques

- la difficulté d'identifier au sein d'une même entreprise, les activités qui relèvent d'un SIGNE, d'un SIEG ou d'un SSIG
- Une entreprise poursuivant le même objet social peut recevoir des aides publiques de différents niveaux de pouvoir. Il est parfois compliqué d'identifier si ces activités relèvent de la même mission d'intérêt général.
- Lorsqu'un niveau de pouvoir octroie une mission d'intérêt général par le biais d'un mandatement et des aides publiques, un autre niveau de pouvoir peut financer des activités

par appel à propositions. La distinction dans ce cas entre l'aide « de minimis » (- de 500.000 € sur 3 ans) et l'aide d'état compatible avec le marché n'est pas aisée (jusqu'à 15 M par an)

- Pour certaines entreprises, un niveau de pouvoir octroie un agrément, mais pas d'aides publiques. Ce découpage des compétences par niveau de pouvoir complique l'application de la décision

c) Les difficultés concrètes d'analyse

- La définition d'un seuil de contribution financière permettant de considérer s'il y a activité économique ou non (cotisations, PAF, contributions minimales acceptables)
- l'absence de transmission régulière d'informations entre les différents niveaux de pouvoir relative aux aides publiques accordées aux entreprises situées dans une même région (nécessité d'analyser à partir des bilans)
- la difficulté de distinguer dans les bilans le montant total des aides publiques dévolues à un même SIEG ou à plusieurs (d'où globalisation des aides publiques perçues)
- la difficulté de distinguer dans les bilans les montants qui relèvent d'un SIGNE (dont le financement n'est pas considéré comme relevant d'une aide de minimis) et ceux qui relèvent d'un règlement de minimis
- la difficulté d'identifier et de pondérer sur le plan financier les aides en nature et les financements indirects dont bénéficient les entreprises (mise à disposition de locaux, de personnel, de matériel)

3. PLAINTES DE TIERS INTERESSES

Néant

4. DIVERS

Néant

FICHE COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANCAISE N°5

CATEGORIE	Services sociaux
SECTEUR	Les soins et l'inclusion sociale des groupes vulnérables
SOUS-SECTEUR	Personnes handicapées

1. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DECISION SIEG ET DE L'ENCADREMENT SIEG ET MONTANTS OCTROYES

Base légale :

Décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée.

Décret de la Commission communautaire française du 6 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle.

Décret de la Commission communautaire française du 29 octobre 2010 relatif à l'octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de centres de jour et centres d'hébergement, de logements accompagnés et de l'organisation de loisirs pour personnes handicapées pris en charge par les services d'accompagnement, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'amélioration de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, l'équipement et le premier ameublement de ces bâtiments.

Arrêté 2017/626 du 1^{er} mars 2018 du Collège de la Commission communautaire française fixant les modalités et les procédures d'agrément des centres, services, logements ou entreprises visés à l'article 70 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée.

Arrêté 2001/549 de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle, tel que modifié.

Arrêté 99/262/E2 du Collège de la Commission communautaire française du 18 juillet 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour pour enfants scolarisés, tel que modifié.

Arrête 99/262/E4 du Collège de la Commission communautaire française du 28 novembre 2002 relatif aux normes d'encadrement dans les centres de jour pour enfants scolarisés, tel que modifié.

Arrêté n° 2006/554 du Collège de la Commission communautaire française du 21 septembre 2006 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées, tel que modifié.

Arrêté 2017/1127 du 1^{er} mars 2018 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux services d'accompagnement, mettant en œuvre la section 4 du chapitre 4 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée.

Arrêté 2017/1481 du 1^{er} mars 2018 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux services d'accueil familial, mettant en œuvre la section 3 du chapitre 6 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée.

Arrêté 2017/891 du 1^{er} mars 2018 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux services de soutien aux activités d'utilité sociale, mettant en œuvre la section 5 du chapitre 4 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée.

Arrêté 2017/1388 du 1^{er} mars 2018 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux services d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes, mettant en œuvre l'article 27 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée.

Arrêté 2008/1584 du 12 février 2009 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'agrément, aux interventions et aux subventions accordées aux entreprises de travail adapté agréées, tel que modifié.

Arrêté 2011/149 du Collège de la Commission communautaire française du 14 juillet 2011 fixant les critères et modalités d'octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de centres de jour et centres d'hébergement, de logements accompagnés et de l'organisation de loisirs pour personnes handicapées pris en charge par les services d'accompagnement, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'amélioration de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, l'équipement et le premier ameublement de ces bâtiments.

Arrêté 2017/165 du Collège de la Commission communautaire française du 23 novembre 2017 relatif aux projets particuliers et innovants, aux labels et aux associations reconnues, mettant en œuvre les sections 3 et 4 du chapitre 7 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée.

Description du mode d'organisation des services concernés	
<p>Type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné.</p> <p>Contenu des services considérés comme des SIEG.</p>	<p>Principe général :</p> <p>L'autorité régionale fixe de manière distincte pour chaque type de centres, d'entreprises ou de services spécifiques aux personnes handicapées des normes d'agrément qui portent sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1° les missions ; 2° la qualité ; 3° l'infrastructure; 4° l'organisation et le fonctionnement; 5° le nombre et le niveau de qualification du personnel ainsi que sa formation continuée; 6° le nombre et le type de personnes handicapées; 7° les relations entre le centre, l'entreprise ou le service et la personne handicapée ; 8° les relations entre le centre, l'entreprise ou le service et le service PHARE. <p>1. Les services d'accompagnement : 28 agréés</p> <p>Ils ont pour missions :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1° lorsqu'ils accueillent des enfants handicapés en bas âge et leur famille, parfois même avant la naissance, d'assurer un soutien précoce sur le plan éducatif, social,

	<p>psychologique et de la santé ;</p> <p>2° lorsqu'ils accompagnent l'enfant et le jeune handicapé, d'assurer un soutien sur le plan éducatif, social, psychologique et de la santé ; d'encadrer leur inclusion scolaire, sociale et professionnelle ;</p> <p>3° lorsqu'ils accompagnent l'adulte handicapé, de soutenir son autonomie et le maintien ou l'amélioration de sa qualité de vie en lui fournissant ainsi qu'à sa famille, si nécessaire, l'information et l'accompagnement répondant à ses besoins dans les actes et les démarches de la vie courante.</p> <p>De plus chaque service d'accompagnement, quel que soit l'âge de la personne handicapée, exerce les missions suivantes :</p> <p>1° l'accompagnement de la personne handicapée dans son projet de vie par un soutien individualisé effectué à domicile dans le cadre du service, ou dans tout autre lieu approprié ;</p> <p>2° la mise en place et la recherche avec la personne handicapée, avec sa famille et son réseau, si nécessaire, de réponses à ses besoins spécifiques ;</p> <p>3° la mise en contact de la personne handicapée et de sa famille, si nécessaire, avec les personnes, les services et les milieux d'accueil qui peuvent leur être utiles ;</p> <p>4° la participation à toutes démarches de prévention quant à l'apparition et l'aggravation des handicaps.</p> <p>2. Les entreprises de travail adapté : 12 agréées</p> <p>Les entreprises de travail adapté ont pour objectifs prioritaires :</p> <p>1° d'assurer à toute personne handicapée un travail utile et rémunérateur;</p> <p>2° de permettre à la personne handicapée de se perfectionner professionnellement et de valoriser ses compétences.</p> <p>3. Les centres de jour : 33 agréés</p> <p>Les centres de jour ont pour mission d'accueillir en journée, y compris le repas de midi, les personnes handicapées en assurant une prise en charge médicale, psychologique, paramédicale, sociale et éducative qui vise à leur permettre d'atteindre ou de préserver la plus grande autonomie possible et un niveau optimal d'intégration familiale et sociale.</p> <p>Les centres de jour accueillent soit des personnes handicapées mineures scolarisées ou non, soit des personnes handicapées majeures qui ne peuvent s'intégrer dans un lieu de formation ou de travail, adapté ou non.</p> <p>4. Les centres d'hébergement : 32 agréés</p>
--	--

	<p>Les centres d'hébergement ont pour mission d'accueillir les enfants ou les adultes handicapés, en soirée, la nuit, y compris le repas du matin ainsi que la journée lorsque l'activité de jour habituelle n'est pas organisée ou que la personne handicapée ne peut s'y rendre.</p> <p>5. Les services d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes : 1 agréé Ils ont pour missions: 1° de traiter les demandes en matière de prestations d'interprétation en langue des signes ou de translittérateurs ou de vélotypie ; 2° de mettre des interprètes, translittérateurs ou vélotypistes à la disposition des demandeurs.</p> <p>6. Les services de soutien aux activités d'utilité sociale : 1 agréé (à partir de janvier 2018) Les services de soutien aux activités d'utilité sociale ont pour mission : 1° apporter une aide et un soutien à la personne handicapée dans le cadre d'activités d'utilité sociale ; 2° rechercher l'offre d'activités d'utilité sociale accessible à la personne handicapée ; 3° promouvoir les activités d'utilité sociale de la personne handicapée dans la société.</p> <p>7. Les projets particuliers et innovants Ces projets ont pour objectif soit d'apporter une réponse à des besoins nouveaux ou non rencontrés, soit d'améliorer l'offre existante, soit de sensibiliser et d'informer. Ils se répartissent en : 1° projets particuliers de courte durée (49 projets en 2018) ; 2° projets innovants (2 projets en 2018) ; 3° projets particuliers agréés (7 projets en 2018).</p>
Formes de mandat	Arrêté d'agrément du Collège de la Commission communautaire française Arrêté de subventionnement
Durée du mandat	<p>Services agréés Cinq ans maximum, renouvelable</p> <p>Projets particuliers et innovants 1° projets particuliers de courte durée : 1 an ; 2° projets innovants : 3 ans ; 3° projets particuliers agréés : maximum 5 ans. Renouvelable</p>
Droits exclusifs ou spéciaux accordés	Définis dans le décret relatif à l'inclusion de la personne handicapée

<p>Mécanisme de compensation pour les services concernés y compris l'instrument d'aide utilisé.</p> <p>Méthodologie utilisée pour déterminer la compensation</p>	<p>1. Les services d'accompagnement</p> <p>Chaque service peut être agréé dans l'une des catégories suivantes :</p> <p>1° la catégorie 1 : le service assure l'accompagnement d'au moins 12 personnes handicapées par an.</p> <p>Le service agréé pour la première fois est repris en catégorie 1 ;</p> <p>2° la catégorie 2 : le service assure l'accompagnement d'au moins 20 personnes handicapées par an ;</p> <p>3° la catégorie 3 : le service assure l'accompagnement d'au moins 40 personnes handicapées par an ;</p> <p>4° la catégorie 4 : le service assure l'accompagnement d'au moins 60 personnes handicapées par an.</p> <p>5° la catégorie 5 : le service assure l'accompagnement d'au moins 80 personnes handicapées par an.</p> <p>Ces accompagnements se concrétisent par :</p> <p>1° au moins 288 interventions par an en catégorie 1 ;</p> <p>2° au moins 480 interventions par an en catégorie 2 ;</p> <p>3° au moins 960 interventions par an en catégorie 3 ;</p> <p>4° au moins 1.440 interventions par an en catégorie 4 ;</p> <p>5° au moins 1.920 interventions par an en catégorie 5.</p> <p>En outre, ils peuvent être agréés pour exercer une ou plusieurs des actions spécifiques suivantes :</p> <p>1° le support aux milieux d'accueil de la petite enfance :</p> <p>Il s'agit de la participation du service à une équipe itinérante de support des milieux d'accueil de la petite enfance dans le cadre d'un accueil inclusif de la petite enfance en situation de handicap. Ces milieux d'accueil situés en Région bruxelloise sont autorisés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance dans le respect du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « ONE », et de ses arrêtés d'exécution.</p> <p>2° la halte-accueil :</p> <p>Il s'agit d'un lieu d'accueil occasionnel de jour pour enfants jusqu'à 6 ans révolus, mis en œuvre dans le respect du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « ONE », et de ses arrêtés d'exécution.</p> <p>Le lieu d'accueil tient compte des spécificités des enfants en situation de handicap accueillis. Il concourt au développement de l'enfant par des activités individuelles et collectives adaptées. Il offre aux parents un temps de répit.</p> <p>3° l'aide à l'inclusion scolaire :</p> <p>Il s'agit de l'aide à l'inclusion scolaire pour des enfants et des jeunes en situation de handicap qui suivent un enseignement maternel, primaire ou secondaire ordinaire.</p>
--	---

	<p>Ces enfants et ces jeunes peuvent bénéficier d'un processus d'intégration scolaire mis en place par le décret de la Communauté française du 3 mars 2004 relatif à l'enseignement spécialisé.</p> <p>Cette aide individuelle comprend le soutien de la personne handicapée et de son entourage dans les différentes dimensions du processus d'inclusion scolaire, l'aide à l'utilisation de matériel spécifique, la coordination ou la médiation entre les divers acteurs susceptibles d'intervenir dans le processus d'inclusion, leur sensibilisation et leur information.</p> <p>4° l'extra-sitting :</p> <p>Il s'agit de l'organisation de garde active individuelle pour des personnes handicapées, notamment des personnes de grande dépendance, à domicile ou dans un autre milieu de vie.</p> <p>5° l'organisation d'activités de loisirs :</p> <p>Il s'agit de l'organisation d'activités collectives régulières de loisirs à caractère ludique, culturel, touristique, culinaire, de détente, de bien-être, d'expression sous toutes ses formes, sans que cette liste soit limitative, et/ou de séjours adaptées pour des personnes handicapées, notamment des personnes de grande dépendance.</p> <p>Certains séjours et activités peuvent se dérouler en dehors de la Région de Bruxelles-Capitale.</p> <p>6° le support aux situations critiques :</p> <p>Il s'agit de l'aide à des personnes handicapées, notamment des personnes de grande dépendance, lorsqu'elles se trouvent dans des conditions mettant en danger leur personne ou celle d'autrui ou risquent une exclusion sociale ou familiale.</p> <p>Cette aide peut consister, selon le cas, en un soutien de la personne handicapée, de son entourage (famille, milieu d'accueil), une aide à l'utilisation de stratégies spécifiques, une coordination ou une médiation entre les divers acteurs susceptibles d'intervenir, une sensibilisation et une mobilisation des équipes de professionnels.</p> <p>7° le logement accompagné :</p> <p>Il s'agit d'un logement dont le service est locataire ou propriétaire et qui est mis à la disposition d'une personne handicapée majeure pour une durée limitée éventuellement renouvelable dans le but d'accroître son autonomie et de soutenir son choix de lieu de vie futur.</p> <p>Le projet individualisé tient compte de ces objectifs et comprend principalement des interventions individuelles menées dans le cadre de la vie quotidienne.</p> <p>Des subventions</p>
--	--

	<p>La subvention annuelle des frais de personnel affecté aux missions de base visées est limitée à tout moment de l'année aux normes suivantes :</p> <p>1° service de catégorie 1 : 1,5 équivalent temps plein, dont maximum 0,25 équivalent temps plein dans la fonction de direction ;</p> <p>2° service de catégorie 2 : 2,5 équivalents temps plein, dont maximum 0,5 équivalent temps plein dans la fonction de direction ;</p> <p>3° service de catégorie 3 : 3,5 équivalents temps plein, dont maximum 0,75 équivalent temps plein dans la fonction de direction ;</p> <p>4° service de catégorie 4 : 4,5 équivalents temps plein, dont maximum 1 équivalent temps plein dans la fonction de direction ;</p> <p>5° service de catégorie 5 : 5,5 équivalents temps plein, dont maximum 1 équivalent temps plein dans la fonction de direction.</p> <p>La subvention couvre les frais de personnel encourus et est limitée au calcul établi sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM de l'arrêté NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM de l'arrêté NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM de l'arrêté NM.</p> <p>Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM de l'arrêté NM.</p> <p>Une subvention équivalente à un pour cent maximum de la subvention calculée est octroyée pour couvrir les frais justifiés de formation du personnel.</p> <p>La subvention annuelle des frais généraux est limitée aux montants suivants :</p> <p>1° service de catégorie 1 : 14.000,00 euros ;</p> <p>2° service de catégorie 2 : 25.000,00 euros ;</p> <p>3° service de catégorie 3 : 32.000,00 euros ;</p> <p>4° service de catégorie 4 : 41.000,00 euros ;</p> <p>5° service de catégorie 5 : 50.000,00 euros.</p> <p>La subvention annuelle relative aux actions spécifiques et pour lesquelles le service est agréé couvre des frais de personnel et des frais généraux qu'il a encourus selon la répartition qu'il détermine.</p> <p>Pour l'action spécifique « support aux milieux d'accueil de la petite enfance », la subvention est limitée à 14.000 €.</p> <p>Pour l'action spécifique « halte-accueil », la subvention est limitée à 16.000 €.</p> <p>Si le service ne peut justifier 90 % des nombres de personnes et de périodes d'accueil, la subvention est réduite à due concurrence.</p> <p>Pour l'action spécifique « aide à l'inclusion scolaire », la subvention est limitée aux montants suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cadre de l'article 30, 1° : 18.000 € ;
--	---

	<ul style="list-style-type: none"> - dans le cadre de l'article 30, 2° : 36.000 € ; - dans le cadre de l'article 30, 3° : 54.000 €. <p>Si le service ne peut justifier 90 % des nombres de personnes et d'interventions, la subvention est réduite à due concurrence.</p> <p>Pour l'action spécifique « extra-sitting », la subvention est limitée aux montants suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cadre de l'article 31, 1° : 80.000 € ; - dans le cadre de l'article 31, 2° : 140.000 € ; - dans le cadre de l'article 31, 3° : 180.000 €. <p>Si le service ne peut justifier 90 % des nombres d'heures repris à l'article 31, la subvention est réduite à due concurrence.</p> <p>Pour l'action spécifique « organisation d'activités de loisirs », la subvention est limitée aux montants suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cadre de l'article 32, 1° : 30.000 € ; - dans le cadre de l'article 32, 2° : 52.000 €. <p>Si le service est agréé pour accueillir des personnes qui disposent du statut de grande dépendance, ces montants sont triplés.</p> <p>Si le service ne peut justifier 90 % des nombres de périodes repris à l'article 32, la subvention est réduite à due concurrence.</p> <p>Pour l'action spécifique « support aux situations critiques », la subvention est limitée à 33.000 €.</p> <p>Si le service est agréé pour aider des personnes qui disposent du statut de grande dépendance, ce montant est porté à 99.000 €.</p> <p>Si le service ne peut justifier 90 % des nombres de personnes aidées, la subvention est réduite à due concurrence.</p> <p>Pour l'action spécifique « logement accompagné », la subvention est limitée aux montants suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cadre de l'article 34, 1° : 12.000 € ; - dans le cadre de l'article 34, 2° : 20.000 € ; - dans le cadre de l'article 34, 3° : 30.000 €. <p>2. Les entreprises de travail adapté</p> <p>Interventions dans la rémunération et les cotisations de sécurité sociale des travailleurs</p> <p>La demande d'intervention dans la rémunération des travailleurs de l'entreprise de travail adapté et dans les cotisations de sécurité sociale y relatives distingue :</p> <p>1° une première partie relative aux travailleurs handicapés ;</p> <p>2° une deuxième partie relative aux travailleurs handicapés occupés en vertu de l'article 78 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage ;</p>
--	---

	<p>3° une troisième partie relative aux personnes handicapées occupées sous contrat d'adaptation professionnelle ;</p> <p>4° une quatrième partie relative au personnel d'encadrement ;</p> <p>5° une cinquième partie relative à la cotisation au Fonds de sécurité d'existence «Fonds de sécurité d'existence pour les entreprises de travail adapté agréées par la Commission communautaire française ».</p> <p>6° une sixième partie relative à une indemnité de sécurité d'existence en cas de chômage économique</p> <p>L'entreprise détermine les membres du personnel pour lesquels elle sollicite une intervention.</p> <p>L'intervention dans la rémunération et les cotisations de sécurité sociale relatives aux travailleurs de l'entreprise de travail adapté est octroyée dans le respect des dispositions des articles 40, 71 et 72 de l'arrêté du Collège du 25 février 2000 relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées mises en oeuvre par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées. Les travailleurs handicapés sont rémunérés au minimum au revenu minimum moyen mensuel garanti</p> <p>La première partie de la demande d'intervention, relative aux travailleurs handicapés se rapporte :</p> <p>1° aux travailleurs handicapés sous contrat de travail dont la fonction correspond à un code barème des nos 21 à 24 tels que précisés à l'annexe 3 ;</p> <p>2° aux travailleurs handicapés sous contrat de travail dont la fonction correspond à un code barème des nos 13 à 20 tels que précisés à l'annexe 3.</p> <p>Le montant pris en considération pour le calcul de l'intervention dans la rémunération et les cotisations de sécurité sociale de ces travailleurs est fixé à :</p> <p>a) pour les travailleurs sous 1°, 50 % du montant de la rémunération payée à chaque travailleur handicapé et des charges sociales y afférentes plafonnées à 15% de la rémunération.</p> <p>Pour la fixation de ce montant :</p> <p>- la partie de la rémunération horaire qui excède le montant obtenu en multipliant par 1,21 le revenu minimum moyen tel que garanti par la Convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988, conclue au sein du Conseil national du travail, calculé sur une base horaire compte tenu</p>
--	--

	<p>d'une durée hebdomadaire de travail de 38 heures, n'est pas retenue ;</p> <p>- pour les employés, la rémunération horaire est le résultat de la division de la rémunération trimestrielle brute par le nombre d'heures prestées ou assimilées.</p> <p>b) pour les travailleurs sous 2°, 50 % du barème correspondant à la fonction exercée par le travailleur, tel que défini à l'annexe 3, et des charges sociales y afférentes. Le barème pris en considération est toutefois plafonné au barème 19.</p> <p>Pour la fixation de ce montant :</p> <p>pour les employés, la rémunération horaire est le résultat de la division de la rémunération trimestrielle brute par le nombre d'heures prestées ou assimilées.</p> <p>Le montant des cotisations de sécurité sociale afférentes à la rémunération du travailleur est fixé forfaitairement à 15 % de ce barème.</p> <p>La rémunération relative aux travailleurs handicapés comprend la rémunération brute totale relative aux heures effectivement prestées ainsi qu'à la rémunération garantie en cas d'incapacité de travail, en ce compris les deux premiers jours de carence supprimés au cours d'une année civile, la rémunération des jours fériés et le simple pécule de vacances pour les employés.</p> <p>Elle ne comprend pas la rémunération des heures supplémentaires, ni les primes et indemnités contractuelles.</p> <p>Elle comprend une prime de fin d'année de 3,16 % de la rémunération brute prise en considération pendant la période de référence qui s'étend du 1er octobre de l'année précédent son octroi au 30 septembre de l'année de son octroi.</p> <p>Le montant de l'intervention est égal au montant de la rémunération pris en considération multiplié par un coefficient variant, selon la catégorie de capacité professionnelle comme suit :</p> <p>1° travailleur de la catégorie A : coefficient : 0,9</p> <p>2° travailleur de la catégorie B : coefficient : 1,2</p> <p>3° travailleur de la catégorie C : coefficient : 1,55</p> <p>4° travailleur de la catégorie D : coefficient : 1,8</p> <p>5° travailleur de la catégorie E : coefficient : 1,9</p> <p>6° travailleur de la catégorie F : coefficient : 2.</p> <p>La deuxième partie de la demande d'intervention se rapporte aux travailleurs handicapés sous contrat de travail et occupés en vertu de l'article 78 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage (abrogé).</p>
--	--

	<p>Lorsque l'entreprise n'occupe pas au moins 20 % de travailleurs handicapés sous contrat de travail et dont la catégorie professionnelle est E ou F, l'administration opère sur l'intervention trimestrielle accordée à l'entreprise une retenue de 1061,21 € par travailleur handicapé non occupé, calculée sur la moyenne du trimestre considéré.</p> <p>La troisième partie de la demande d'intervention se rapporte aux personnes handicapées occupées sous contrat d'adaptation professionnelle. Elles bénéficient d'une rémunération à charge de l'entreprise composée :</p> <p>1° d'une indemnité horaire fixée selon les modalités suivantes :</p> <p>a) catégories A, B, C ou D : 0,5207 € b) catégorie E : 0,3469 € c) catégorie F : 0,1736 €</p> <p>Ces montants sont augmentés de 0,1736 euro après 24 mois d'adaptation, de 0,5207 euro après 36 mois d'adaptation et de 0,8677 euro après 48 mois d'adaptation;</p> <p>2° d'une intervention complémentaire calculée selon les modalités reprises aux articles 47, 49 et 50 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 février 2000 relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées mises en oeuvre par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées, tel que modifié.</p> <p>La rémunération est due pour les heures effectivement prestées ou assimilées.</p> <p>L'administration rembourse à l'entreprise l'intervention complémentaire ainsi que les cotisations de sécurité sociale y afférentes.</p> <p>La quatrième partie relative au personnel d'encadrement se rapporte aux membres du personnel définis ci-après et pour lesquels une intervention dans la rémunération et les cotisations de sécurité sociale est accordée à l'entreprise :</p> <p>1° en fonction de son quota :</p> <p>a) un directeur ; b) un directeur adjoint ou un assistant de direction quart temps par tranche de 25 unités au-dessus de 100 unités ;</p> <p>Si l'entreprise ne peut bénéficier d'une intervention totale ou partielle pour un membre du personnel occupant une fonction de directeur adjoint ou assistant de direction, elle peut solliciter pour cette personne une intervention correspondant à la fonction de responsable administratif ou personnel</p>
--	---

	<p>administratif niveau 1.</p> <p>c) un membre du personnel administratif mi-temps par tranche de 25 unités; Dans cette limite, l'entreprise peut bénéficier d'une intervention pour maximum un responsable administratif; si l'entreprise ne peut bénéficier d'une intervention totale ou partielle pour un membre du personnel occupant la fonction de responsable administratif, elle peut solliciter pour cette personne une intervention correspondant à la fonction de personnel administratif niveau 1 ;</p> <p>d) un membre du personnel psycho-paramédico-social quart-temps par tranche de 25 unités ;</p> <p>e) un membre du personnel moniteur mi-temps par tranche de 5 unités ; Au sein d'un groupe de 6 membres du personnel moniteur équivalents temps plein bénéficiant d'une intervention, l'entreprise peut bénéficier d'une intervention pour un chef moniteur; si l'entreprise ne peut bénéficier d'une intervention totale ou partielle pour un membre du personnel occupant la fonction de chef moniteur, elle peut solliciter pour cette personne une intervention correspondant à la fonction de moniteur niveau 1.</p> <p>f) un membre du personnel commercial ou un membre du personnel technique employé repris sous les titres 5 A à 5 G de l'annexe 3 du présent arrêté ou un membre du personnel technique ouvrier et de production repris sous les titres 7 A à 7 C de l'annexe 3 du présent arrêté, quart-temps par tranche de 25 unités ; Dans cette limite, l'entreprise peut bénéficier d'une intervention pour au maximum un responsable technique et un informaticien licencié ; si l'entreprise ne peut bénéficier d'une intervention totale ou partielle pour un membre du personnel occupant la fonction de responsable technique ou d'informaticien licencié, elle peut solliciter pour cette personne une intervention correspondant respectivement à la fonction de gestionnaire technique ou d'informaticien gradué.</p> <p>2° en fonction du nombre moyen de travailleurs handicapés ayant effectué des prestations pendant le trimestre considéré et comptés pour le quota :</p> <p>a) un membre quart temps supplémentaire du personnel moniteur ou un membre quart temps supplémentaire du personnel commercial ou un membre quart temps supplémentaire du personnel technique employé repris sous les titres 5 A à 5 G de l'annexe 3 ou un membre quart temps supplémentaire du</p>
--	--

	<p>personnel technique ouvrier et de production repris sous les titres 7 A à 7 C de l'annexe 3 est accordé par groupe de 10 travailleurs handicapés classés en capacité professionnelle E ou F.</p> <p>b) un membre mi-temps supplémentaire du personnel moniteur ou un membre mi-temps supplémentaire du personnel commercial ou un membre mi-temps supplémentaire du personnel technique employé repris sous les titres 5 A à 5 G de l'annexe 3 ou un membre mi-temps supplémentaire du personnel technique ouvrier et de production repris sous les titres 7 A à 7 C de l'annexe 3 est accordé par groupe de 10 travailleurs handicapés classés en capacité professionnelle B, C, D, E ou F dont l'activité est, par nature, réalisée à l'extérieur de l'entreprise ou en contact direct et permanent avec la clientèle.</p> <p>c) un membre temps plein supplémentaire du personnel moniteur est accordé par groupe de 50 travailleurs handicapés, classés en capacité professionnelle B, C, D, E ou F dont l'activité est, par nature, réalisée à l'extérieur de l'entreprise;</p> <p>d) un membre du personnel moniteur à quart-temps est retiré par groupe de 5 travailleurs handicapés classés en capacité professionnelle A;</p> <p>Le complément prévu sous a) n'est pas cumulable pour les travailleurs handicapés classés en capacité professionnelle E ou F avec les compléments prévus sous b) et c).</p> <p>Pour les membres du personnel d'encadrement, le montant pris en considération pour le calcul de l'intervention dans la rémunération et les cotisations de sécurité sociale est le barème correspondant au titre de la fonction admise par l'administration, tel que précisé à l'annexe 3 du présent arrêté.</p> <p>Toutefois, au delà des normes minimales d'encadrement visées par les articles 24 et 36 et par dérogation à l'article 23, § 1er, du présent arrêté, l'entreprise peut affecter un travailleur à l'exercice d'une fonction pour laquelle il ne satisfait pas aux critères de qualification fixés par l'annexe 3 du présent arrêté. Dans ce cas particulier, l'entreprise le rémunère à hauteur du barème correspondant à la fonction qu'il occupe alors que le montant pris en considération pour le calcul de l'intervention dans la rémunération et les cotisations de sécurité sociale est limité au barème de la fonction la plus haute correspondant à la qualification du travailleur.</p> <p>Les barèmes sont repris en annexe 4.</p> <p>Ce pourcentage est fixé à 61 %</p>
--	--

	<p>L'intervention est calculée au prorata du régime de travail et des prestations effectives auxquelles les prestations suivantes sont ajoutées : rémunération garantie en cas d'incapacité de travail, en ce compris les deux premiers jours de carence supprimés au cours d'une année civile, jours fériés, jours de vacances et une prime de fin d'année de 3,16 % à partir de 2010 de la rémunération brute prise en considération pendant la période de référence qui s'étend du 1er octobre de l'année précédant son octroi au 30 septembre de l'année de son octroi.</p> <p>Les heures supplémentaires, les primes et les indemnités contractuelles ne sont pas prises en considération.</p> <p>Pour déterminer l'ancienneté des travailleurs bénéficiaires d'une fonction barémisée, les règles suivantes sont d'application :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ancienneté acquise dans la même fonction et dans le secteur des entreprises de travail adapté : l'ancienneté complète est retenue ; - ancienneté acquise dans une autre fonction dans la même entreprise : l'ancienneté complète est retenue si le travailleur passe d'une fonction barémisée à une autre fonction barémisée, ou la moitié de l'ancienneté plafonnée à 10 ans est retenue s'il passe d'une fonction non barémisée à une fonction barémisée ; - ancienneté acquise dans la même fonction en dehors du secteur des entreprises de travail adapté : l'ancienneté complète est retenue et plafonnée à 10 ans ; - ancienneté acquise dans une fonction différente et en dehors du secteur des entreprises de travail adapté : la moitié de l'ancienneté est retenue et plafonnée à 10 ans. <p>En ce qui concerne les moniteurs, on entend par même fonction l'encadrement de personnes.</p> <p>Les périodes de travail et jours assimilés sont additionnés et comptabilisés en années et en mois complets.</p> <p>On entend par période de travail :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les périodes de travail effectivement prestées couvertes par un contrat de travail ou par le statut régi par le droit public ou en tant qu'indépendant; ces dispositions s'appliquent également aux chômeurs difficiles à placer et aux travailleurs reconnus en incapacité de travail primaire, ou en invalidité et bénéficiant d'une autorisation de travail à temps partiel dans le cadre de la loi coordonnée - arrêté royal du 14 juillet 1994 portant coordination de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités ;
--	--

	<p>– les jours assimilés définis à l'article 24 de l'Arrêté royal du 28 novembre 1969, les samedis, dimanches et jours de récupération, les périodes d'écartement, de congé d'accouchement et parental, les maladies, les vacances annuelles, l'interruption de carrière et le crédit temps, le congé éducation payé.</p> <p>Aucune distinction n'est faite entre les prestations à temps partiel et les prestations à temps plein.</p> <p>La cinquième partie de la demande d'intervention est relative à la cotisation de sécurité sociale versée trimestriellement par chaque entreprise au Fonds de sécurité d'existence «Fonds de sécurité d'existence pour les entreprises de travail adapté agréées par la Commission communautaire française. »</p> <p>L'administration octroie à l'entreprise une intervention trimestrielle qui tient compte du nombre de travailleurs handicapés repris au quota de l'entreprise. Les moyens affectés au Fonds de sécurité d'existence sont de 288.649,77 €.</p> <p>L'administration octroie à l'entreprise de travail adapté agréée une subvention d'un montant de 2 euros par jour de chômage temporaire pour autant que l'employeur ait indemnisé le travailleur pour ce jour.</p> <p>Le remboursement par l'administration s'effectuera trimestriellement sur base d'un document justificatif dont le modèle est fixé par l'administration et que l'entreprise transmet avec les états trimestriels.</p> <p>Une subvention pour prime exceptionnelle est octroyée annuellement à chaque travailleur handicapé occupé au quota dans les entreprises de travail adapté agréées par la Commission communautaire française. Le montant de la prime s'élève à € 49 pour un travailleur occupé à temps plein. Pour les travailleurs occupés à temps partiel ou qui n'ont pas travaillé pendant une année complète durant la période du 1^{er} octobre de l'année précédente au 30 septembre de l'année de son octroi, le montant de la prime est calculé au prorata de leurs prestations.</p> <p>L'intervention du Collège dans la couverture des cotisations de sécurité sociale est fixée à un montant correspondant à 38 % de la prime.</p> <p>Subventions à l'infrastructure</p> <p>L'administration accorde aux entreprises des subventions à l'infrastructure.</p> <p>Les dépenses qui peuvent être subventionnées sont l'achat de terrains, la construction de bâtiments, l'achat de bâtiments, la transformation de bâtiments, l'achat d'équipements.</p>
--	---

	<p>Le montant de la subvention octroyée est égal à 60 % du coût hors taxe sur la valeur ajoutée de l'investissement reconnu nécessaire par l'administration.</p> <p>Le coût d'achat d'équipements est pris en considération dans les conditions suivantes :</p> <p>1° par entreprise, un premier plafond maximum de subvention est fixé à 3082,71 € par travailleur handicapé prévu au quota, sans qu'aucune limitation dans le temps ne soit instaurée pour épuiser ce montant; pour déterminer si ce plafond est atteint, il est tenu compte des subventions accordées depuis la date d'agrément en tant qu'atelier protégé ou entreprise de travail adapté ;</p> <p>2° quand ce premier plafond est atteint, par entreprise, un deuxième plafond maximum de subvention est fixé à 285,19 € par travailleur handicapé prévu au quota, par année de demande. Si la demande de l'entreprise n'atteint pas ce montant, elle peut en reporter le solde sur l'année de demande suivante deux fois de suite.</p> <p>3 & 4. Centres de jour et Centres d'hébergement</p> <p>Une subvention annuelle est octroyée aux centres. Elle comprend :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) une subvention pour frais généraux; 2) une subvention pour frais personnalisés; 3) une subvention pour le transport collectif des personnes handicapées ; 4) une subvention pour la prise en charge du personnel. <p>La subvention annuelle pour frais généraux octroyée aux centres est destinée à couvrir les frais généraux, d'occupation d'immeubles, d'amortissement d'immeubles dont le centre est propriétaire ou emphytéote, d'amortissement du mobilier et du matériel médical et non médical.</p> <p>Le montant maximum par an équivaut pour les centres de jour à 1 314 € multipliés par la capacité agréée de base.</p> <p>Le montant maximum par an équivaut pour les centres d'hébergement à 3 248 € multipliés par la capacité agréée de base.</p> <p>La capacité agréée prise en considération pour fixer ce montant maximum est la capacité agréée de base visée au terme de la planification inscrite dans la décision d'agrément adoptée par le Collège.</p> <p>Subvention pour frais personnalisés.</p> <p>La subvention annuelle pour frais personnalisés octroyée aux centres est destinée à couvrir les frais suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soins; - éducation, rééducation et activités spécifiques; - alimentation [y compris la nourriture entérale et le
--	---

	<p>matériel indispensable à son absorption ainsi que les substituts alimentaires];</p> <ul style="list-style-type: none"> - lingerie et habillement; - transport accompagné ou non des personnes handicapées. <p>Le montant maximum par an équivaut pour les centres de jour à 1 041 euro multipliés par la capacité agréée de base, hors prises en charge légères.</p> <p>Pour les centres de jour qui accueillent des enfants, un montant complémentaire maximum par an de euro 645 est octroyé pour chacun d'eux. Le montant maximum par an équivaut pour les centres d'hébergement à 1 140 euro multipliés par la capacité agréée, hors prises en charge légères.</p> <p>Pour les centres d'hébergement dont les personnes handicapées ne sont pas inscrites en centre de jour, un montant complémentaire maximum par an de 768 euro est octroyé pour chacune d'elles.</p> <p>Par dérogation aux dispositions du présent paragraphe, pour les personnes handicapées en situation de court séjour ou de répit, la subvention forfaitaire accordée s'établit à 5 euro par demi-jour de prise en charge et à 15 euro par nuit de prise en charge.</p> <p>Le montant maximum de la subvention ainsi calculée est réduit de 4 % ou de 2 % selon que le rapport entre le nombre de personnes handicapées accueillies ou hébergées sur une base moyenne annuelle et la capacité agréée n'atteint pas respectivement 90 % ou 95 %.</p> <p>Pour les centres d'hébergement, selon que le résultat du rapport, calculé sur l'antépénultième année, entre la somme des journées de présence réelle des personnes handicapées pendant les week-ends, les vacances et les jours fériés légaux et la capacité agréée déduction faite de sa partie réservée à des prises en charge légère et multipliée par 180 en centre d'hébergement pour enfants ou par 138 en centre d'hébergement pour adultes, atteint un taux, soit compris entre 20 % et 29 %, soit compris entre 30 % et 49 %, soit compris entre 50 % et 69 %, soit égal ou supérieur à 70 %, ils peuvent bénéficier, pour l'année en cours, d'une majoration s'établissant respectivement à 15 %, 25 %, 30 % ou à 40 % de la subvention calculée en vertu de cet article. Un centre d'hébergement non agréé l'année antérieure peut bénéficier d'une majoration de 15 % de sa subvention.</p> <p>Pour l'application de cet alinéa, le week-end s'étend du vendredi à 19 heures au lundi à 7 heures et le jour férié s'étend de la veille à 19 heures au lendemain à 7 heures.</p> <p>Un jour d'absence représente toute absence de 24 heures consécutives.</p> <p>Une subvention annuelle en matière de frais de transport collectif, fixée à maximum 1,09 euro (HTVA) par kilomètre</p>
--	--

	<p>ou à maximum 3,07 euro (HTVA) par kilomètre pour un véhicule adapté est octroyée aux centres de jour.</p> <p>Subvention pour la prise en charge du personnel.</p> <p>Toute subvention pour frais de personnel couvre des frais de cette nature sans qu'ils puissent être supérieurs aux normes d'encadrement à aucun moment et quelle que soit la circonstance.</p> <p>La subvention pour frais de personnel est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe Ire NM de l'arrêté NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM de l'arrêté NM.</p> <p>Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM de l'arrêté NM. Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM de l'arrêté NM. A ces barèmes s'ajoute l'allocation Foyer-Résidence déterminée selon les principes fixés par le point 9 de l'annexe V NM de l'arrêté NM.</p> <p>Au montant ainsi obtenu est ajouté un taux de charges patronales plafonné arrêté par le Collège.</p> <p>Ce taux de charges patronales couvre les points 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10 et 11 de l'annexe V NM de l'arrêté NM.</p> <p>Cette subvention est augmentée d'un pour cent maximum pour couvrir les frais justifiés de formation et de supervision du personnel subventionné.</p> <p>L'augmentation du taux de charge patronale doit être justifiée soit par une augmentation de 25 % au moins de la proportion de personnes évaluées en C soit par un changement de palier du taux d'occupation du centre durant les week-ends, les vacances et les jour fériés.</p> <p>Pour les centres agréés après le 1er janvier 2011, le taux de charges patronales correspond à la moyenne des taux de charges patronales du même type d'agrément. Si le nouveau centre accueille ou héberge au moins 75 % de personnes évaluées en C, il bénéficie du taux moyen des centres qui accueillent ou hébergent au moins 75 % de personnes évaluées en C.</p> <p>Le supplément de salaire pour les prestations effectuées la nuit entre 20 heures et 6 heures pris en compte dans la subvention pour frais de personnel est fixé à un plafond annuel de 4 545 heures pour un centre dont la capacité agréée de base hors prises en charges légères est inférieure ou égale à 25 et dont moins de 25 % des personnes handicapées sont évaluées en catégorie C.</p> <p>La subvention pour frais de personnel est limitée aux membres du personnel repris dans le cadastre du personnel subventionné validé par le centre. A cet effet, l'Administration communique à chaque centre pour le 15 février de l'année suivante un tableau reprenant l'ensemble du personnel subventionné et non subventionné. Le centre valide ce document pour le 15</p>
--	---

	<p>mars au plus tard.</p> <p>En ce qui concerne le personnel médical, la subvention prend en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> * les activités des médecins ayant conclu une convention de collaboration avec une ASBL dont dépend au moins un centre; * les activités des médecins engagés sous contrat de travail avant le 1er janvier 2003; * le personnel médical qui entre en fonction à partir du 1er janvier 2003 est subventionné sur base d'un ETP dont le temps de travail hebdomadaire est fixé à 37 heures selon les montants maxima suivants : <ul style="list-style-type: none"> 30,85 pour le médecin généraliste; 40,92 pour le médecin spécialiste. <p>La subvention prend en compte une indemnité octroyée aux directeurs subventionnés. Elle est accordée comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les directeurs porteurs d'un diplôme universitaire ou assimilé au 31 décembre 2000, perçoivent une indemnité de 5 % calculée sur la base de leur rémunération annuelle brute; b) les directeurs qui ne sont pas porteurs d'un diplôme universitaire, perçoivent une indemnité correspondant à la différence entre leur barème et le barème d'un directeur universitaire. <p>La subvention est augmentée des frais de comptabilité à condition que la norme comptable prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.</p> <p>Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de comptable, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.</p> <p>La subvention est augmentée des frais de secrétariat social ou des frais de prestataires de service en matière de gestion des rémunérations et salaires reconnus par l'Office national de Sécurité sociale et à condition que la norme de l'équipe administrative prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.</p> <p>Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de comptable, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.</p> <p>La subvention est augmentée des frais de blanchisserie à condition que la norme du personnel technique prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit</p>
--	--

	<p>pas entièrement utilisée. Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de technicien, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an. La subvention est augmentée des frais de préparation de repas à condition que la norme du personnel technique prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée. Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de technicien, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.</p> <p>5. Centres de jour pour enfants scolarisés</p> <p>La subvention pour frais de personnel est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM de l'arrêté NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM de l'arrêté NM. Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM de l'arrêté NM. Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM de l'arrêté NM. A ces barèmes s'ajoute l'allocation Foyer-Résidence déterminée selon les principes fixés par le point 9 de l'annexe V NM de l'arrêté NM.</p> <p>Au montant ainsi obtenu est ajouté un taux de charges patronales plafonné à celui repris à l'annexe 3 du présent arrêté.</p> <p>Ce taux de charges patronales couvre les points 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10 et 11 de l'annexe V NM de l'arrêté NM.</p> <p>Cette subvention est augmentée d'un pour cent maximum pour couvrir les frais justifiés de formation et de supervision du personnel subventionné. Pour les centres agréés après le 1er janvier 2011, le taux de charges patronales correspond à la moyenne des taux de charges patronales des centres de jour pour enfants scolarisés.</p> <p>La subvention pour frais de personnel est limitée aux membres du personnel repris dans le cadastre du personnel subventionné validé par le centre. A cet effet, l'Administration communique à chaque centre pour le 15 février de l'année suivante un tableau reprenant l'ensemble du personnel subventionné et non subventionné. Le centre valide ce document pour le 15 mars au plus tard. La subvention prend en compte une indemnité octroyée</p>
--	---

	<p>aux directeurs subventionnés.</p> <p>Elle est accordée comme suit :</p> <p>a) les directeurs porteurs d'un diplôme universitaire ou assimilé au 31 décembre 2000, perçoivent une indemnité de 5 % calculée sur la base de leur rémunération annuelle brute;</p> <p>b) les directeurs qui ne sont pas porteurs d'un diplôme universitaire, perçoivent une indemnité correspondant à la différence entre leur barème et le barème d'un directeur universitaire.</p> <p>La subvention est augmentée des frais de comptabilité à condition que la norme comptable prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.</p> <p>Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de comptable, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.</p> <p>La subvention est augmentée des frais de secrétariat social ou des frais de prestataires de service en matière de gestion des rémunérations et salaires reconnus par l'Office national de Sécurité sociale et à condition que la norme de l'équipe administrative prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.</p> <p>Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de comptable, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.</p> <p>La subvention est augmentée des frais de blanchisserie à condition que la norme du personnel technique prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.</p> <p>Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de technicien,</p>
--	--

	<p>charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.</p> <p>6. Le service d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes</p> <p>Des subventions sont octroyées aux services d'interprétation pour sourds en matière de personnel et de frais généraux.</p> <p>La subvention annuelle des frais de personnel est limitée à tout moment de l'année aux normes suivantes : 2,5 équivalents temps plein, dont maximum 0,5 équivalent temps plein dans la fonction de direction et au moins 1 équivalent temps plein dans la fonction d'interprète, de translittérateur et/ou de vélotypiste.</p> <p>La subvention est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM. Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM. Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM.</p> <p>Cette subvention est augmentée d'un pour cent maximum de la subvention calculée pour les frais de personnel pour couvrir les frais justifiés de formation du personnel.</p> <p>La subvention pour les frais généraux et les frais de formation des prestataires est limitée à 75.000 euros.</p> <p>7. Les services de soutien aux activités d'utilité sociale (à partir de janvier 2018)</p> <p>Des subventions sont octroyées au service de soutien aux activités d'utilité sociale en matière de frais de personnel et de frais généraux.</p> <p>La subvention pour les frais de personnel couvre la masse salariale du personnel, à concurrence : de 1,5 équivalent temps plein, dont maximum 0,25 équivalent temps plein dans la fonction de direction, le solde relevant de la fonction d'accompagnement.</p> <p>La subvention est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM. Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM. Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM.</p> <p>Cette subvention est augmentée d'un pour cent maximum de la subvention calculée pour couvrir les frais justifiés de formation du personnel.</p> <p>La subvention pour les frais de fonctionnement du service est limitée à 14.000,00 euros.</p>
--	---

	<p>8. Les projets particuliers et innovants</p> <p>Octroi de la compensation par appel à projets</p> <p>Intervention dans les frais de personnel et de fonctionnement sur base d'un budget justificatif.</p> <p>La décision d'agrément et de subvention des projets particuliers agréés de maximum 5 ans précise l'équipe du personnel subventionnée, en nombre et en fonctions, dans le respect des dispositions de l'arrêté NM , le montant annuel maximum des frais généraux subventionnés et les frais éligibles.</p>
Modalités de remboursement des éventuelles surcompensations et moyens de les éviter	<p>1. Les services d'accompagnement</p> <p>Le Service informe le Service PHARE dans les quinze jours de toute modification relative aux conditions d'agrément et de subventionnement, ainsi que de toute modification relative au personnel.</p> <p>Pour chaque membre du personnel, le service communique au Service PHARE dans les quinze jours de son engagement la copie de son contrat de travail et toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté. Seuls les éléments indispensables au calcul des subventions sont transmis au Service PHARE.</p> <p>En matière de tenue des comptes, l'exercice comptable correspond à l'année civile.</p> <p>Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné ses comptes et bilan, tels que déposés à la Banque nationale de Belgique ou au Greffe du Tribunal du commerce. Dans ce dernier cas, la preuve du dépôt est jointe.</p> <p>Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné le dossier justificatif des subventions.</p> <p>La subvention due à un service agréé est annuelle.</p> <p>Elle est versée sous forme d'avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lesquelles elles sont octroyées.</p> <p>Elle est soldée après examen par le SPFB du dossier justificatif.</p> <p>L'avance mensuelle tient compte de la catégorie agréée visée à l'article 25, des actions spécifiques agréées visées à l'article 5, des missions conventionnées visées à l'article 6, de l'évolution du personnel repris à l'article 18 en termes de nombre, de fonction, d'ancienneté et de prestations dans les limites fixées à la section 2 du présent chapitre.</p> <p>En cas de dépassement du délai fixé à l'article 48, alinéa 2, le calcul des avances mensuelles ne prendra en compte la modification du personnel que le premier jour du mois qui suit la réception des documents.</p>

	<p>Lorsque le SPFB constate que les avances mensuelles versées au service sont supérieures aux subventions annuelles dues, il récupère le trop perçu sur une période de 12 mois maximum et après concertation avec la direction du service par compensation avec les prochaines avances mensuelles à verser pour l'année en cours. Cette récupération peut, exceptionnellement et à la demande du service, faire l'objet de termes et délais. Le SPFB établit un plan d'apurement.</p> <p>Lorsque le SPFB constate que le trop perçu obtenu par le service procède de renseignements sciemment erronés fournis par lui ou d'erreurs graves de gestion, le SPFB récupère le paiement indu en une fois.</p> <p>Dans cette hypothèse, le SPFB transmet au Membre du Collège une proposition d'ouverture de la procédure de retrait d'agrément.</p> <p>2. Les entreprises de travail adapté</p> <p>- s'engager à informer dans les quinze jours l'Administration, de toute modification relative aux conditions d'agrément et de subventionnement du service, en particulier, de toute modification relative au personnel.</p> <p>Pour chaque membre du personnel engagé pendant la période d'agrément, le service transmet à l'Administration la copie de son contrat de travail, toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté. Les états trimestriels sont introduits par l'entreprise auprès de l'administration. Ces états comprennent une déclaration détaillant pour chacun des mois du trimestre considéré et pour chaque travailleur, le type de contrat, le nombre d'heures de travail prestées et assimilées, la rémunération horaire, le montant des cotisations de sécurité sociale versées, ainsi que tout renseignement demandé par l'administration qui fixe le modèle de la déclaration et le mode de transmission des données.</p> <p>Ces états doivent être introduits avant l'expiration du deuxième mois qui suit le trimestre pour lequel l'intervention est demandée.</p> <p>Lorsque l'Administration constate que les avances mensuelles versées au service sont supérieures aux subventions trimestrielles dues, elle récupère le trop perçu par compensation avec les avances mensuelles à verser pour le trimestre en cours.</p> <p>La décision d'octroi d'une subvention pour des biens immeubles cesse d'avoir effet d'office et de plein droit si les travaux ne sont pas entamés ou les achats ne sont pas effectués avant l'expiration du</p>
--	---

	<p>trimestre qui suit le trimestre qui a été retenu pour le début des travaux et la réalisation des achats. En outre, l'entreprise doit occuper, au plus tard à l'expiration d'un délai d'un an à compter de l'occupation des bâtiments achetés, construits ou transformés pour lesquels une subvention est accordée, le nombre de travailleurs handicapés prévu au quota. En cas d'achat d'un terrain, l'entreprise doit entamer les travaux de construction dans un délai de deux ans à compter de son achat. En cas d'inobservation des exigences précisées aux deux alinéas précédents, l'entreprise doit rembourser la subvention qui lui a été octroyée. Pour les biens immeubles, les pièces justificatives permettant la liquidation des subventions doivent être introduites à l'administration dans un délai de six mois à compter, soit de la date de la notification de la décision lorsque les travaux ou achats étaient déjà réalisés à cette date, soit de la date de réalisation des travaux ou de la date des factures d'achats lorsque cette réalisation ou ces achats sont postérieurs à la notification de la décision. En ce qui concerne l'équipement, en cas de changement de l'affectation de la subvention avant l'expiration du délai d'amortissement, l'entreprise est tenue de rembourser une somme égale à la partie non amortie de la subvention sans que cette somme puisse être inférieure à 60 % du prix de vente. En cas de vente après l'expiration du délai d'amortissement, l'entreprise est tenue de rembourser 40 % du prix de vente. Cependant, si l'entreprise réinvestit le montant de la vente dans un bien d'équipement nécessaire à l'entreprise, elle n'est pas tenue de rembourser. En ce qui concerne les biens immobiliers, en cas de changement de l'affectation de la subvention, l'administration fait établir la valeur vénale des biens. L'entreprise est alors tenue de rembourser la part de la valeur vénale correspondant au pourcentage de subventionnement des biens par l'administration. Si l'entreprise réinvestit le montant de la vente dans un bien immobilier ayant la même affectation, elle n'est tenue de rembourser la plus-value qu'à concurrence du montant de la vente qui n'a pas été réinvesti.</p> <p>3 & 4. Les centres de jour et les centres d'hébergement Chaque centre agréé doit établir sa comptabilité conformément aux plans, comptes et bilans adoptés par le Collège. L'exercice comptable correspond à l'année civile. Une</p>
--	--

	<p>comptabilité analytique par agrément et le bilan de l'ASBL sont transmis à l'administration au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice comptable, accompagnés des rapports d'un réviseur d'entreprise.</p> <p>- s'engager à informer dans les quinze jours l'Administration, de toute modification relative aux conditions d'agrément et de subventionnement du service, en particulier, de toute modification relative au personnel.</p> <p>Pour chaque membre du personnel engagé pendant la période d'agrément, le service transmet à l'Administration la copie de son contrat de travail, toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté.</p> <p>La subvention annuelle est versée aux centres sous forme d'avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lequel elle est octroyée et est soldée sur base des dispositions prévues au présent chapitre.</p> <p>L'avance mensuelle tient compte de l'agrément accordé, des normes d'encadrement auxquelles peut prétendre le centre et de l'évolution du personnel engagé en terme de nombre, de qualification, de barème et d'ancienneté.</p> <p>Un dossier justificatif pour le calcul de la subvention annuelle est introduit par le centre auprès de l'administration pour le 30 juin qui suit l'année civile pour laquelle la subvention est demandée.</p> <p>Le dossier est établi conformément au modèle fixé par l'administration et comprend au minimum les pièces justificatives suivantes :</p> <p>Concernant la subvention pour frais généraux et la subvention pour frais personnalisés</p> <ul style="list-style-type: none"> - le grand livre des charges et des produits; - la balance générale; - les tableaux d'amortissement des actifs immobilisés et des dons et subsides en capital; - le nombre de personnes accueillies ou hébergées sur une base moyenne annuelle. <p>Concernant le transport collectif;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les factures accompagnées de pièces justificatives qui précisent de manière globale les dates des transports effectués, le nombre de personnes handicapées transportées, leurs noms, leurs adresses et le nombre de kilomètres parcourus. <p>Concernant la subvention pour frais de personnel :</p> <ul style="list-style-type: none"> * les comptes individuels de tous les travailleurs ventilés par agrément et par fonction; * un détail des doubles pécules de tous les travailleurs ventilés par agrément et par
--	---

	<p>fonction pour l'exercice qui suit celui pour lequel la subvention annuelle est déterminée;</p> <ul style="list-style-type: none"> * l'attestation C 450bis émanant de l'ONSS; * l'attestation prouvant le paiement du précompte professionnel; * le décompte définitif de l'assurance-loi; * pour chaque accident de travail ayant donné lieu à une indemnisation, une photocopie de la déclaration transmise par le centre; * le décompte des indemnités versées en cas de dédommagement à la suite d'un accident de travail; * le décompte définitif de la médecine du travail; * la liste des bénéficiaires de l'indemnité complémentaire de prépension accompagnée du compte individuel de chaque intéressé. <p>Concernant les contributions financières des personnes handicapées les pièces justificatives déterminées par l'administration.</p> <p>Si le nombre de personnes accueillies ou hébergées sur une base moyenne annuelle dépasse la capacité agréée de base, les contributions financières déduites de la subvention accordée au centre sont réduites proportionnellement à la capacité agréée de base.</p> <p>Lorsque l'administration constate que, pour une année considérée, les avances mensuelles versées à un centre sont supérieures à la subvention annuelle due, elle récupère sur une période maximale de 12 mois le trop perçu par compensation avec les avances mensuelles à verser pour l'année en cours.</p> <p>5. Le service d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes</p> <p>Le Service informe le Service PHARE dans les quinze jours de toute modification relative aux conditions d'agrément et de subventionnement, ainsi que de toute modification relative au personnel.</p> <p>Pour chaque membre du personnel, le service communique au Service PHARE dans les quinze jours de son engagement la copie de son contrat de travail et toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté. Seuls les éléments indispensables au calcul des subventions sont transmis au Service PHARE.</p> <p>En matière de tenue des comptes, l'exercice comptable correspond à l'année civile.</p> <p>Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné ses comptes et bilan, tels que déposés à la Banque nationale de Belgique ou au Greffe du Tribunal du commerce. Dans ce dernier cas, la preuve du dépôt est jointe.</p>
--	--

	<p>Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné le dossier justificatif des subventions.</p> <p>Les frais de prestations sont subventionnés en couvrant les frais de personnel et les frais généraux afférents aux missions décrites aux articles 3 et 4 dans les limites fixées au présent chapitre.</p> <p>La subvention due à un service agréé est annuelle. Elle est versée sous forme d'avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lesquelles elles sont octroyées.</p> <p>Elle est soldée après examen par le SPFB du dossier justificatif.</p> <p>L'avance mensuelle tient compte de l'évolution du personnel repris à l'article 15 en termes de nombre, de fonction, d'ancienneté et de prestations dans les limites fixées à la section 2 du présent chapitre.</p> <p>En cas de dépassement du délai fixé à l'article 35, alinéa 2, le calcul des avances mensuelles ne prendra en compte la modification du personnel que le premier jour du mois qui suit la réception des documents.</p> <p>Lorsque le SPFB constate que les avances mensuelles versées au service sont supérieures aux subventions annuelles dues, il récupère le trop perçu sur une période de 12 mois maximum et après concertation avec la direction du service par compensation avec les prochaines avances mensuelles à verser pour l'année en cours.</p> <p>Cette récupération peut, exceptionnellement et à la demande du service, faire l'objet de termes et délais. Le SPFB établit un plan d'apurement.</p> <p>Lorsque le SPFB constate que le trop perçu obtenu par le service procède de renseignements sciemment erronés fournis par lui ou d'erreurs graves de gestion, le SPFB récupère le paiement indu en une fois.</p> <p>Dans cette hypothèse, le SPFB transmet au Membre du Collège une proposition d'ouverture de la procédure de retrait d'agrément.</p> <p>6. Les projets particuliers et innovants</p> <p>1° Projets particuliers de courte durée</p> <p>Introduction de pièces justificatives au terme de l'activité</p> <p>Contrôle des pièces justificatives fournies</p> <p>Visite et contrôle sur place</p> <p>Remboursement du trop-perçu sur la base du dossier justificatif accepté</p> <p>2° Projets innovants</p> <p>Idem</p> <p>3° Projets particuliers agréés</p> <p>Le Service informe le Service PHARE dans les quinze jours de toute modification relative aux conditions d'agrément et de subventionnement.</p>
--	--

	<p>Pour chaque membre du personnel, le service communique au Service PHARE dans les quinze jours de son engagement la copie de son contrat de travail et toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté.</p> <p>Le service transmet au Service PHARE pour le 31 mai de l'exercice qui suit celui concerné le dossier justificatif des subventions.</p> <p>La subvention due à un service agréé est annuelle. Elle est versée sous forme d'avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lesquelles elles sont octroyées.</p> <p>Elle est soldée après examen par le SPFB du dossier justificatif.</p>
Montant de l'aide octroyée 2016	
Montant total de l'aide octroyée	<p>Services d'accompagnement : 6.855.000 €</p> <p>Entreprises de travail adapté : 27.065.000 €</p> <p>Le service d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes : 157.393 €</p> <p>Centres de jour/d'hébergement : 71.478.857,76 €</p> <p>Centres de jour pour enfants scolarisés : 27.849.337,01 €</p> <p>Projets particuliers et innovants : 2.391.972 €</p>
Montant de l'aide octroyée 2017	
Montant total de l'aide octroyée	<p>Services d'accompagnement : 7.200.000 €</p> <p>Entreprises de travail adapté : 27.625.000 €</p> <p>Le service d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes : 170.000 €</p> <p>Centres de jour/d'hébergement : 74.109.824,14 €</p> <p>Centres de jour pour enfants scolarisés : 28.304.315,44 €</p> <p>Projets particuliers et innovants : 2.436.035 €.</p>
Autres informations quantitatives	

2. DIFFICULTES RENCONTREES LORS DE L'APPLICATION DE LA DECISION SIEG OU DE L'ENCADREMENT

Les Services d'accompagnement (SA) ont été repris en SIEG car il y a une contribution financière mais qui est symbolique (1,70 € à 17,00 € par mois).

Les centres de jour, les centres d'hébergement et les centres de jour pour enfants scolarisés ont été repris en SIEG car il y a une contribution financière liée à la situation sociale des bénéficiaires.

Les montants repris sont ceux correspondant aux subventions octroyées par PHARE, ils constituent la quasi-totalité de leurs recettes.

3. PLAINTES DE TIERS INTERESSES

Néant

4. DIVERS

Néant

FICHE COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANCAISE N°6

CATEGORIE	Services sociaux
SECTEUR	L'accès et la réinsertion sur le marché du travail

1. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DECISION SIEG ET DE L'ENCADREMENT SIEG ET MONTANTS OCTROYES

Base légale :

28 OCTOBRE 1991. - Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les conditions d'agrément des Centres de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

20 FÉVRIER 1995. – Accord de coopération relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne

Décret du 27 avril 1995 de la Commission communautaire française relatif à l'agrément de certains organismes d'insertion socioprofessionnelle en vue d'accroître les chances des demandeurs d'emploi inoccupés et peu qualifiés de trouver ou de retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socioprofessionnelle.

Arrêté 2001/549 du 18 octobre 2001 de la Commission communautaire française relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle (arrêté « non-marchand »).

17 JUILLET 2003. - Décret de la Commission communautaire française relatif à la création d'un service à gestion séparée chargé de la gestion et de la promotion de la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises à Bruxelles

Arrêté 2004/144 du 18 novembre 2004 du Collège de la Commission communautaire française modifiant certaines dispositions de l'arrêté 2001/549 du 18 octobre 2001 de la Commission communautaire française relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle (arrêté « barèmes lissés »).

Circulaire n° 558 du 30 novembre 2005 du Service Public Fédéral Personnel et Organisation – Allocation de fin d'année 2005.

22 MARS 2007. - Décret relatif à l'égalité de traitement entre les personnes dans la formation professionnelle

24 OCTOBRE 2008. - Accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles le 24 octobre 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française.

1^{er} AVRIL 2010. - Arrêté 2009/758 relatif au subventionnement des centres agréés de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

Description du mode d'organisation des services concernés	
<p>Type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné.</p> <p>Contenu des services considérés comme des SIEG.</p>	<p>1. Institut Bruxellois francophone pour la Formation professionnelle (IBFFP)</p> <p>L'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle (IBFFP), connu sous la dénomination de Bruxelles Formation est l'organisme d'intérêt public chargé de la formation des adultes francophones en Région de Bruxelles-Capitale.</p> <p>Parmi les missions organiques et résiduelles attribuées à Bruxelles Formation en vertu du Décret du 17 mars 1994, du Décret du 27 avril 1995, de l'Accord de Coopération avec l'Etat fédéral, les missions prioritaires de Bruxelles Formation sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Formation des Demandeurs d'Emploi en vue de favoriser leur accès à l'emploi, avec une priorité aux Demandeurs d'Emploi de moins de 25 ans ainsi qu'aux autres catégories de Demandeurs d'Emploi concernés par un dispositif d'accompagnement obligatoire dans le chef d'ACTIRIS et dont la Construction de projet professionnel comprend une action de formation. • Formation des travailleurs afin de répondre aux défis de développement régional bruxellois. • Identification des compétences des Demandeurs d'Emploi par des processus de reconnaissance des compétences acquises en formation, de certification ou de validation des compétences, de sélection ou de screening. • Organisation et Régie des partenariats avec les autres acteurs offrant des services de formation en vue d'améliorer quantitativement et qualitativement l'offre de formation à Bruxelles et suivi de l'exécution de ces actions. • Régie des Organismes d'insertion socioprofessionnelle en vue d'accroître les chances des Demandeurs d'Emploi inoccupés et peu qualifiés de trouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socioprofessionnelle, de fournir les qualifications nécessaires à l'entrée des Demandeurs d'Emploi en formation professionnelle qualifiante ou de rechercher les complémentarités entre le secteur de l'insertion socioprofessionnelle et Bruxelles Formation. • Observation et analyse du champ de la formation afin de soutenir l'orientation des publics et l'aide à la décision, notamment en matière de services à développer sur le territoire bruxellois. <p>2. Centre de formation des PME-EFP</p>

	<p>L'EFPP est constitué en association sans but lucratif régie par la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique. Le Centre de formation en alternance des Classes moyennes prépare, en Région bruxelloise, à plus de 70 métiers (formations diplômantes), en fonction du profil du candidat et quel que soit son âge.</p> <p>Le centre a pour missions :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1° de gérer et promouvoir, avec le concours du SFPME, service à gestion séparée constitué au sein de la Commission communautaire française dont il relève, la formation permanente des Classes moyennes (l'apprentissage; la formation de chef d'entreprise; la formation continue; le perfectionnement pédagogique.) 2° d'organiser les cours, l'évaluation continue et les examens dans le cadre de l'apprentissage, de la formation de chef d'entreprise et de la formation continue; 3° d'assurer la guidance pédagogique des personnes inscrites aux cours; 4° d'élaborer les programmes et d'organiser les activités de la formation continue; 5° de délivrer les attestations, certificats et diplômes requis. <p>3. Ateliers de formation par le travail : 10 associations agréées</p> <p>organisent des opérations de formation par le travail qui procèdent par une mise en situation de travail réel dans un cadre d'activités organisées au sein même de l'organisme, donnant lieu à la production, commercialisation ou non, de biens ou de services. Elles consistent en l'acquisition des prérequis professionnels nécessaires à l'exercice d'un emploi ou la poursuite d'une formation qualifiante.</p> <p>4. Initiatives</p> <p>soutien aux actions visant à promouvoir, organiser, améliorer, analyser, évaluer, maintenir ou rétablir la formation professionnelle et l'insertion socioprofessionnelle de publics fragilisés.</p>
Formes de mandat	<p>Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle (IBFFP)</p> <p>Contrat de gestion</p> <p>Le contrat de gestion 2017-2022 de Bruxelles Formation a été signé le 30 juin 2017. Il définit les lignes directrices à suivre par l'Institut. Il entend combattre le chômage en misant sur la formation et l'encadrement des chercheurs, chercheuses d'emploi bruxellois(es).</p> <p>Le Contrat s'inspire des constats et des objectifs fixés par le Plan Formation 2020 du Gouvernement francophone bruxellois et de la Stratégie 2025 élaborée par les partenaires sociaux.</p>

	<p>Il confie à Bruxelles Formation les moyens nécessaires à poursuivre le développement de son offre de services visant à l'insertion durable des chercheurs, chercheuses d'emploi et des travailleurs, travailleuses bruxellois(es) dans des emplois de qualité.</p> <p>Il renforce également le rôle confié à Bruxelles Formation de Régisseur de l'offre de formation professionnelle, des partenariats, des parcours et de la certification.</p> <p>Une attention particulière est apportée à la collaboration avec Actiris. Par ailleurs, dans une volonté d'intensifier les politiques croisées emploi-formation, Bruxelles Formation et Actiris, à l'initiative de leur Ministre de tutelle, se sont accordés sur des objectifs communs à intégrer dans leur Contrat de gestion respectif.</p> <p>Le Contrat est un outil dynamique et prévoit de s'adapter à l'évolution du marché de l'emploi. Les signataires veilleront à communiquer au départ de ce Contrat, de telle sorte que les services rendus par Bruxelles Formation soient mieux connus encore du grand public.</p> <p>Centre de formation des PME-EFP Arrêté portant agrément du centre de formation ; Arrêté relatif au subventionnement du Centre.</p> <p>Ateliers de formation par le travail Arrêtés : - portant agrément (ou renouvellement d'agrément) des organismes d'insertion socioprofessionnelle en application du décret du 27 avril 1995 ; - fixant les catégories de subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle agréés par la Commission communautaire française en application du décret du 27 avril 1995 et de l'arrêté 2001/549 du 18 octobre 2001</p> <p>Initiatives Arrêté de subventionnement</p>
Durée du mandat	<p>Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle (IBFFP)</p> <p>La durée du Contrat de gestion est fixée à 5 ans, à compter de sa date d'entrée en vigueur. Si à l'échéance du Contrat aucun autre nouveau Contrat de Gestion n'a été conclu, ce Contrat est prorogé de plein droit pour une période d'un an après quoi le Collège peut, par arrêté, fixer des règles provisoires concernant les matières dont ce Contrat fait l'objet.</p> <p>Centre de formation des PME-EFP Mandat à durée indéterminée</p>

	<p>Ateliers de formation par le travail - agrément : 3 ans, renouvelable - arrêté fixant les catégories de subventionnement : annuel</p> <p>Initiatives un an, renouvelable</p>
Droits exclusifs ou spéciaux accordés	<p>Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle (IBFFP) Le décret du 17 mars 1994 confie à l'institution une double mission : organiser et gérer la formation professionnelle des adultes francophones en Région bruxelloise. Le cœur du métier de Bruxelles-Formation est de renforcer, par la Formation professionnelle sous toutes ses formes, la capacité des chercheurs d'emploi et des travailleurs à s'insérer durablement sur le marché du travail en développant leurs compétences, et en permettant ainsi de rencontrer les besoins de la Société et de recrutement des employeurs. Le Contrat de gestion fixe les règles et les conditions selon lesquelles Bruxelles Formation exerce les missions qui lui sont confiées et règle les obligations des Parties au Contrat.</p> <p>Centre de formation des PME-EFP Missions définies dans le cadre de l'Accord de coopération du 20 février 1995, modifié par un avenant en juin 2003.</p> <p>Ateliers de formation par le travail Décret du 27 avril 1995 de la Commission communautaire française relatif à l'agrément de certains organismes d'insertion socioprofessionnelle en vue d'accroître les chances des demandeurs d'emploi inoccupés et peu qualifiés de trouver ou de retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socioprofessionnelle.</p> <p>Initiatives Définis dans l'arrêté de subventionnement</p>
<p>Mécanisme de compensation pour les services concernés y compris l'instrument d'aide utilisé.</p> <p>Méthodologie utilisée pour déterminer la compensation</p>	<p>Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle (IBFFP) Les subventions versées par la COCOF couvrent les charges auxquelles Bruxelles Formation doit faire face en raison des missions qui lui sont attribuées, par ou en application du Décret du 17 mars 1994 ainsi que par le Contrat de gestion. Les parties conviennent de discuter annuellement de l'allocation des moyens budgétaires nécessaires à la bonne exécution du Contrat de gestion à l'aune de son évaluation et de l'évaluation du Plan de Développement.</p>

Pour les années 2012 à 2016, le Collège a marqué son accord sur le principe de l'indexation de la part des frais de personnel de Bruxelles Formation financée via la dotation de la Commission communautaire française.

Si des besoins de moyens financiers additionnels devaient apparaître pour la réussite de la mise en œuvre du Contrat de gestion, Bruxelles formation s'engage à les identifier, les quantifier et les justifier dans le cadre de l'élaboration de son Plan de Développement annuel et à adresser une demande circonstanciée au Ministre.

Centre de formation des PME-EFP

Une subvention annuelle est octroyée au Centre pour l'exercice de ses missions déterminées par l'accord de coopération de 1995, à l'exception de la formation continue et du perfectionnement pédagogique.

Le Ministre détermine annuellement le montant de la subvention octroyée au Centre.

Le Centre tient une comptabilité qui fait apparaître une distinction entre les frais couverts par le subventionnement et les frais couverts par les recettes propres du Centre.

Le Centre doit établir son budget en faisant apparaître une distinction entre les dépenses couvertes par le subventionnement et les dépenses couvertes par les recettes propres ou autres du Centre. Cette subdivision doit elle-même être subdivisée en tenant compte des types de frais.

Ateliers de formation par le travail

L'autorité finance le personnel pédagogique et de coordination pédagogique.

L'équipe de base subventionnée est définie en fonction du volume d'activité de l'organisme calculé sur la moyenne des trois dernières années et comprend les postes suivants :

- Organisme de catégorie 1 jusque 15 000 heures/an :
 - 1 ETP formateur cl 2 ou 0.75 ETP formateur cl. 1
- Organisme de catégorie 2 de 15 à 25 000 heures/an :
 - 1.5 ETP formateur cl. 2 ou 1.25 ETP formateur cl. 1
- Organisme de catégorie 3 de 25 à 35 000 heures/an :
 - 1.75 ETP formateurs cl. 2 ou 1.50 ETP formateur cl. 1
- Organisme de catégorie 4 de 35 à 45 000 heures/an :
 - 2 ETP formateurs cl. 2 ou 1.75 ETP formateurs cl.1

- Organisme de catégorie 5 de 45 à 55 000 heures/an :
 - 2.5 ETP formateurs cl. 2 ou 2.25 ETP formateurs cl.1 + 0.5 ETP coordinateur pédagogique
- Organisme de catégorie 6 Plus de 55 000 heures/an
 - 3 ETP formateurs cl. 2 ou 2.75 ETP formateurs cl. 1 + 0.5 ETP coordinateur pédagogique
- Atelier de Formation par le Travail :
 - + 0.5 ETP formateur cl. 2 en plus de l'équipe à laquelle leur donne droit leur catégorie de subventionnement
- Missions locales
 - 1 ETP coordinateur pédagogique

Des frais de fonctionnement forfaitaires sont octroyés aux organismes agréés. Ils sont modulés en fonction de la catégorie dans laquelle ils sont agréés.

Ces montants sont indexés chaque année et sont fixés comme suit :

- organisme de catégorie 1 3.718,40 euros
- organisme de catégorie 2 4.710 euros
- organisme de catégorie 3 5.949,44 euros
- organisme de catégorie 4 7.188,91 euros
- organisme de catégorie 5 8.428,38 euros
- organisme de catégorie 6 9.667.85 euros

(Arrêté 2001 /549)

Sauf modification de la décision d'agrément le concernant en fonction des dispositions de l'article 11 du décret "ISP", l'organisme reste dans la même catégorie de subventionnement durant toute la durée de l'agrément qui lui est octroyé. Aucun changement de catégorie n'est proposé tant que le volume d'activité de l'organisme ne connaît pas une modification supérieure à 10 % (à la hausse ou à la baisse). En cas de passage dans une catégorie inférieure, la modification du financement de l'organisme ne prend effet que six mois après la notification de la décision. Toute modification d'affectation d'un poste subventionné doit être immédiatement notifiée à l'administration.

La subvention pour frais de formation continuée s'élève à 1 % de la masse salariale du personnel des organismes agréés affecté à des missions d'insertion socioprofessionnelle, à l'exception du personnel des missions locales.

Initiatives

Octroi de la compensation par appel à projets

	Intervention dans les frais de personnel et de fonctionnement sur base d'un budget justificatif
Modalités de remboursement des éventuelles surcompensations et moyens de les éviter	<p>Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle (IBFFP)</p> <p>Le Ministre en charge de la Formation professionnelle et le Ministre en charge du Budget, pour chacun ce qui le concerne, doivent être tenus régulièrement informés par Bruxelles Formation de l'exécution de ces missions au titre du présent Contrat, et disposent d'un pouvoir de contrôle à l'intermédiaire des Commissaires du Collège conformément à la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains Organismes d'intérêt public. Dans le respect de ses obligations légales, Bruxelles Formation s'engage à mettre à disposition du Ministre en charge de la Formation professionnelle toute information utile en matière de définition, analyse et suivi de la politique en matière de formation et toute information budgétaire y relative au Ministre en charge du Budget.</p> <p>Conformément aux articles 6, 11 et 12 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains Organismes d'intérêt public, le Ministre en charge de la Formation professionnelle et le Ministre en charge du Budget, pour chacun ce qui le concerne, peuvent exiger de Bruxelles Formation la transmission de tous renseignements complémentaires relatifs aux rapports annuels, à la situation administrative et pécuniaire de son personnel, aux emprunts ainsi qu'aux placements des avoirs et disponibilités.</p> <p>Le Ministre en charge de la Formation professionnelle et le Ministre en charge du Budget, pour chacun ce qui le concerne, se réservent le droit de faire procéder, par leurs moyens propres ou à leurs frais, par un expert, au contrôle du respect de tous les engagements de Bruxelles Formation.</p> <p>S'il apparaît que Bruxelles Formation n'a pas rencontré les engagements qui lui sont fixés dans le cadre du Contrat de gestion, le Collège peut revoir sa dotation pour les années suivantes, en tenant compte, le cas échéant, des charges fixes et variables et de l'effet d'une éventuelle diminution de la dotation sur l'offre de services.</p> <p>Centre de formation des PME-EFP</p> <p>Toute dépense non justifiée ou dont la justification n'est pas admissible vient en déduction du solde. Si les dépenses justifiées ne couvrent pas le montant de la subvention octroyée, le solde sera limité au montant réellement justifié. Si les montants perçus à titre d'avances sont supérieurs au montant réellement justifié, le trop-versé viendra en déduction d'une des tranches de la subvention à laquelle le Centre peut prétendre lors de l'exercice suivant.</p>

	<p>Un projet de budget est rentré annuellement auprès du Service. Il est accompagné d'un tableau prévisionnel des dépenses admissibles, établi par type de frais.</p> <p>Ateliers de formation par le travail</p> <p>Aucun changement de catégorie n'est proposé tant que le volume d'activité de l'organisme ne connaît pas une modification supérieure à 10 % (à la hausse ou à la baisse). En cas de passage dans une catégorie inférieure, la modification du financement de l'organisme ne prend effet que six mois après la notification de la décision.</p> <p>Les subventions sont liquidées par avances trimestrielles. Le solde de la subvention d'une année n'est versé qu'après remise des pièces justificatives, comptes et bilan et rapport d'activités.</p> <p>L'article 13, §4 du décret du 27 avril 1995 stipule que « les organismes sont tenus de s'assurer des financements complémentaires, nécessaires à la mise en œuvre des actions, auprès des pouvoirs publics, et d'éventuels fonds professionnels, compétents en matière de formation, d'emploi et d'éducation permanente ».</p> <p>Initiatives</p> <p>Modalités de contrôle/remboursement des pièces justificatives (sur base des activités réalisées, période de couverture, types de frais éligibles).</p> <p>Si, après contrôle des pièces justificatives, le montant des justificatifs accepté est inférieur au montant octroyé, la subvention ne sera liquidée qu'à concurrence des justificatifs acceptés. Si le montant des justificatifs acceptés est inférieur au montant déjà liquidé, la Commission communautaire française réclamera la différence au bénéficiaire.</p>
Montant de l'aide octroyée 2017	
Montant total de l'aide octroyée	Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle (IBFFP) : 43.036.000,00 € Centre de formation des PME-EFP : 9.542.000,00 € Ateliers de formation par le travail : 1.459.319,06 € Initiatives : 118.381,82 €
Autres informations quantitatives	

2. DIFFICULTES RENCONTREES LORS DE L'APPLICATION DE LA DECISION SIEG OU DE L'ENCADREMENT

a) Les difficultés conceptuelles

- les notions de SIGNE et de SIEG telles que définies par la Commission européenne souffrent d'un manque de clarté sur le plan terminologique

- la marge de manœuvre laissée par la Commission européenne aux Etats membres pour définir ce qu'est une mission d'intérêt général qui relève d'un pouvoir discrétionnaire des autorités subsidiaires crée une insécurité juridique
- la difficulté d'identifier avec précision l'existence d'une rémunération correspondant à une contrepartie économique du service fourni
- la difficulté d'établir l'existence d'un marché donné caractérisé par la confrontation d'une offre et d'une demande
- la difficulté, en l'absence de plaintes, d'établir si les appels à proposition qui sont sélectifs par nature peuvent également aboutir à des distorsions de concurrence
- la notion de « mission d'intérêt général » se confond souvent avec un ensemble d'activités spécifiques à remplir

b) Les difficultés méthodologiques

- la difficulté d'identifier au sein d'une même entreprise, les activités qui relèvent d'un SIGNE, d'un SIEG ou d'un SSIG
- Une entreprise poursuivant le même objet social peut recevoir des aides publiques de différents niveaux de pouvoir. Il est parfois compliqué d'identifier si ces activités relèvent de la même mission d'intérêt général.
- Lorsqu'un niveau de pouvoir octroie une mission d'intérêt général par le biais d'un mandatement et des aides publiques, un autre niveau de pouvoir peut financer des activités par appel à propositions. La distinction dans ce cas entre l'aide « de minimis » (- de 500.000 € sur 3 ans) et l'aide d'état compatible avec le marché n'est pas aisée (jusqu'à 15 M par an)
- Pour certaines entreprises, un niveau de pouvoir octroie un agrément, mais pas d'aides publiques. Ce découpage des compétences par niveau de pouvoir complique l'application de la décision

c) Les difficultés concrètes d'analyse

- La définition d'un seuil de contribution financière permettant de considérer s'il y a activité économique ou non (cotisations, PAF, contributions minimales acceptables)
- l'absence de transmission régulière d'informations entre les différents niveaux de pouvoir relative aux aides publiques accordées aux entreprises situées dans une même région (nécessité d'analyser à partir des bilans)
- la difficulté de distinguer dans les bilans le montant total des aides publiques dévolues à un même SIEG ou à plusieurs (d'où globalisation des aides publiques perçues)
- la difficulté de distinguer dans les bilans les montants qui relèvent d'un SIGNE (dont le financement n'est pas considéré comme relevant d'une aide de minimis) et ceux qui relèvent d'un règlement de minimis
- la difficulté d'identifier et de pondérer sur le plan financier les aides en nature et les financements indirects dont bénéficient les entreprises (mise à disposition de locaux, de personnel, de matériel)

3. PLAINTES DE TIERS INTERESSES

Néant

4. DIVERS

Néant

FICHE COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANCAISE N°7

CATEGORIE	Autres compensations de SIEG ne dépassant pas 15 millions d'€
SECTEUR	Transport de personnes par route

1. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DECISION SIEG ET DE L'ENCADREMENT SIEG ET MONTANTS OCTROYES

Base légale :

- La constitution coordonnée du 17 février 1994
- De l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 relatif aux transports rémunérés de voyageurs par route effectués par autobus et par autocars.
- Loi du 29 mai 1959 « pacte scolaire »
- Loi du 26-04-1962 relative au transport en commun des élèves des établissements d'enseignement
- Arrêté royal du 28-06-1962 relatif aux autorisations de transport en commun des élèves des établissements d'enseignement
- De l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles, leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité.
- Arrêté royal du 7 février 1974 déterminant les modalités de prise en charge par l'Etat des frais de déplacement des élèves de l'enseignement spécial.
- De l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière.
- De l'arrêté royal du 15 septembre 1976 portant règlement sur la police des transports de personnes par tram, pré-métro, métro, autobus et autocar.
- Arrêté royal du 31 juillet 1980 fixant les conditions d'octroi des autorisations de services spéciaux d'autobus
- Loi du 15 juillet 1983 portant création du service national de transport scolaire.
- Arrêté royal du 16 AVRIL 1985 fixant les sanctions visées à l'article 9 de la loi du 15 juillet 1983 portant création du Service national de transport scolaire
- ARRETE ROYAL n° 468 du 9 OCTOBRE 1986 modifiant certaines dispositions légales concernant le transport scolaire
- Décrets II des 19 et 22 juillet 1993 organisant le transfert de l'exercice des compétences en matière notamment de transport scolaire.
- Arrêté du Collège de la Commission Communautaire française du 22-12-1994 déterminant la composition et le fonctionnement de la Commission consultative bruxelloise francophone du service de transport scolaire
- Arrêté n° 94/595 du 19 juillet 1994 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'accompagnement et la surveillance des élèves handicapés bénéficiant du transport scolaire et fréquentant un établissement d'enseignement organisé ou subventionné par la Fédération Wallonie Bruxelles situé dans la Région de Bruxelles-Capitale.
- De l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire.
- Décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé
- Circulaires de la CF n° 851 et 919 – mai 2004 : Nouvelles règles concernant le transport scolaire des élèves âgés de moins de 12 ans.
- De l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale arrêté royal du 21 janvier 2010 fixant les conditions d'accès à la profession de transporteur de personnes par route pour les services de transports réguliers et réguliers spécialisés.
- Du Code du bien-être au travail et Règlement Général sur la Protection du Travail (RGPT)

Description du mode d'organisation des services concernés			
Type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné. Contenu des services considérés comme des SIEG.		Transport des élèves fréquentant l'école d'enseignement spécialisé adaptée à leur état « de libre choix » la plus proche de leur domicile, tous réseaux confondus. Modes de transport pris en charge financièrement par la Commission communautaire française : <ul style="list-style-type: none">• les services de transport public ;• les circuits spéciaux en bus ;• les transports individuels.	
Formes de mandat		Marché de services La Commission communautaire française recourt à des transporteurs, en attribuant les contrats de ramassage scolaire par voie de mise en concurrence. La procédure adoptée pour la mise en concurrence est ouverte à tout opérateur, est équitable et respecte les principes de transparence et de non discrimination. Conventions de tiers-payant avec les différentes sociétés de transport en commun.	
Durée du mandat		10 ans maximum	
Droits exclusifs ou spéciaux accordés		Néant	
Mécanisme de compensation pour les services concernés y compris l'instrument d'aide utilisé. Méthodologie utilisée pour déterminer la compensation		– Prise en charge : <ul style="list-style-type: none">• des rémunérations du personnel d'accompagnement et de surveillance y compris titres-repas et abonnements STIB et SNCB (en partie).• l'équipement d'un GSM de fonction + frais de communication. – le coût du contrôle des circuits de transports scolaires organisés par la Commission Communautaire française; - le coût des marchés de service pour l'exécution des services de transport. - le coût des abonnements via des conventions de tiers-payant avec les différentes sociétés de transport en commun.	
Modalités de remboursement des éventuelles surcompensations et moyens de les éviter		Mécanisme d'indexation basé sur un prix de revient moyen calculé sur base d'index officiels (salaires, assurances, etc), négocié avec les représentants des transporteurs.	
Montant de l'aide octroyée			
2016		2017	
Montant	11.530.000 €	Montant	11.855.000 €
Autres informations	195 circuits de ramassage scolaire 182 accompagnateurs scolaires	Autres informations	204 circuits de ramassage scolaire 2.949 élèves transportés

quantitatives	2.863 élèves transportés 2.285 abonnements scolaires de transport public financés.	quantitatives	192 accompagnateurs scolaires 2.352 abonnements scolaires de transport public financés
---------------	---	---------------	---

2. DIFFICULTES RENCONTREES LORS DE L'APPLICATION DE LA DECISION SIEG OU DE L'ENCADREMENT

Néant

3. PLAINTES DE TIERS INTERESSES

Néant

4. DIVERS

FICHE COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANCAISE N°8

CATEGORIE	Autres compensations de SIEG ne dépassant pas 15 millions d'EUR
SECTEUR	Affaires culturelles / Audiovisuel

1. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DECISION SIEG ET DE L'ENCADREMENT SIEG ET MONTANTS OCTROYES

Base légale :

Dans les matières culturelles, la Commission communautaire française exerce le rôle de pouvoir subordonné, sous la tutelle de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Le soutien apporté par la Commission communautaire française vise notamment à permettre à BX1 de conserver sa vocation de télévision régionale bruxelloise et francophone.

Description du mode d'organisation des services concernés	
Type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné. Contenu des services considérés comme des SIEG.	<p>Les missions de service public de BX1 concernant la réalisation, la production et la diffusion de programmes audiovisuels à l'intention des téléspectateurs de sa zone de couverture et des habitants francophones de la périphérie bruxelloise sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Être attentif à garantir la qualité rédactionnelle et technique de ses programmes et à viser l'ensemble des publics de sa zone de couverture ; - Couvrir principalement les événements d'intérêt local et régional se déroulant dans ou concernant sa zone de couverture et la périphérie bruxelloise. BX1 réalise, produit et diffuse des programmes d'information, d'actualité générale à caractère local et régional qui rendent compte de la vie politique, culturelle, économique, sociale et sportive de sa zone de couverture. - Réaliser, produire et diffuser au minimum une émission d'information quotidienne du lundi au vendredi. BX1 réalise, produit et diffuse une émission d'information le samedi ou le dimanche. Elle peut déroger à cette obligation en période de congés scolaires selon le calendrier de la Communauté française ; - Assurer le rayonnement de Bruxelles comme Région Capitale, comme capitale de la Communauté Française, de la Belgique et de l'Union Européenne ; - Veiller à garantir une traduction gestuelle et/ou en sous-titrage d'un minimum de douze minutes de son émission d'information quotidienne ou d'un condensé hebdomadaire de celle-ci, à destination de la part de son public constituée de personnes sourdes et malentendantes, en accord avec la Fédération francophone des sourds de Belgique et de l'Association des parents d'enfants déficients auditifs francophone, l'APEDAF ; - Lors des élections communales, régionales, fédérales et européennes, produire et diffuser des émissions spécifiques d'information ou des séquences, reportages et interviews de candidats ou d'experts présentés dans les émissions d'information et permettant aux citoyens de saisir les enjeux des élections. BX1 veille, pour les élections communales et régionales, à organiser des débats et à présenter les résultats électoraux au soir du scrutin ; - Valoriser les productions des opérateurs culturels et audiovisuels liés au Gouvernement ou au Collège, en développant des synergies en matière de réalisation, de production et de diffusion ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à promouvoir des œuvres mettant en avant des auteurs, producteurs, artistes-interprètes ou distributeurs de la Communauté française dont le domicile, le siège d'exploitation ou le siège social est situé dans la région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, lorsqu'elle envisage de diffuser des œuvres cinématographiques ou télévisuelles ; - Diffuser annuellement, dans la mesure de ses moyens financiers, au moins cinq courts métrages soutenus par le Centre du cinéma et de l'audiovisuel et choisit librement parmi la production récente, moyennant le respect des exclusivités payantes de diffusion et sous réserve de l'accord du producteur. ; - Veiller, dans sa programmation et dans la mesure de ses moyens financiers, à promouvoir et à sensibiliser les téléspectateurs au patrimoine culturel, aux différents modes d'expression de création ainsi qu'à toutes les disciplines artistiques émergentes ou confirmées dans sa zone de couverture. Dans ce cadre, BX1 accorde particulièrement son attention à la culture populaire et aux jeunes talents ; - Veiller à conclure avec le plus grand nombre d'institutions ou associations culturelles de sa zone de couverture des accords de partenariat et de promotion réciproque. Dans ce cadre, BX1 s'engage à soutenir médiatiquement au moins dix événements culturels marquants de sa zone de couverture par an ; - Veiller, dans sa programmation et dans la mesure de ses moyens financiers, à contribuer à la formation et à l'éducation des téléspectateurs de sa zone de couverture. A contribuer à l'enrichissement de leurs connaissances en proposant des sujets pouvant porter notamment sur l'information du consommateur, la sensibilisation à l'environnement et au cadre de vie, l'éducation à la santé, la vulgarisation scientifique, la compréhension de la vie sociale, politique et économique, l'information des jeunes, l'éducation aux médias et à la citoyenneté ; - Veiller à collaborer avec le plus grand nombre d'institutions et d'associations installées ou œuvrant dans sa zone de couverture ; - Développer prioritairement des synergies avec les opérateurs du service public que sont les télévisions locales de Wallonie et la RTBF. Cette disposition est non exclusive et BX1 peut par ailleurs développer des partenariats éditoriaux et promotionnels avec des médias écrits, électroniques et audiovisuels privés ; - Veiller en particulier à développer une offre spécifique d'information sur ses sites internet et les réseaux sociaux.
Formes de mandat	Arrêté de subventionnement avec contrat de gestion
Durée du mandat	5 ans, renouvelable.
Droits exclusifs ou spéciaux accordés	Décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, et notamment ses articles 64,66, § 1er, 67 et 69. Sous tutelle de la Fédération Wallonie-Bruxelles
Mécanisme de compensation pour les services concernés y compris l'instrument d'aide utilisé. Méthodologie utilisée pour déterminer la compensation	<p>Budget d'initiatives dans le domaine culturel.</p> <p>Existence d'un contrat de gestion de 5 ans.</p> <p>Intervention dans les frais de personnel et de fonctionnement, sur la base d'un budget prévisionnel et d'informations comptables et administratives, dont un rapport d'activités, les comptes de résultats et les bilan et comptes.</p> <p>Cette dotation, sera liquidée, après approbation par le comité d'accompagnement qui devra s'être réuni au plus tard dans les 15 jours ouvrables qui suivent le dépôt par BX1 des documents suivants :</p> <p>une déclaration de créance, un rapport d'évaluation annuel de la mission de l'association relatif à l'exécution et au respect de ses obligations telles que reprises</p>

	<p>aux articles 1 à 7 du contrat de gestion, les bilans et comptes de l'année écoulée certifiés par un réviseur d'entreprise désigné par l'association, et le restant des pièces justificatives de l'ensemble du subside de l'année écoulée. Ce montant ne peut être liquidé que si le chiffre de volume de production propre dans la plus proche année contrôlée par le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel est également fourni avec les autres pièces justificatives.</p> <p>Au cas où les autres pouvoirs publics subsidiant BX1 réduisent leur apport financier, aucune obligation n'incombe à la Commission communautaire française de suppléer cette réduction de moyens.</p> <p>Il y a obligation de respecter la loi sur les marchés publics.</p> <p>En fonction des différents facteurs influençant le compte d'exploitation, les organes de gestion de BX1, dans le cadre de l'affectation annuelle de ses budgets, prendront les mesures requises en vue d'atteindre l'équilibre des comptes. En cas de déficit d'exploitation, un plan d'assainissement approuvé par le comité d'accompagnement sera arrêté et mis en œuvre au plus vite.</p>												
Modalités de remboursement des éventuelles surcompensations et moyens de les éviter	<p>Introduction de pièces justificatives au terme de l'activité</p> <p>Contrôle des pièces justificatives fournies</p> <p>Visite et contrôle sur place</p> <p>Remboursement du trop-perçu sur la base du dossier justificatif accepté</p>												
Montant de l'aide octroyée 2016-2017													
Montant total de l'aide octroyée	<p><u>Année 2016</u> :</p> <table> <tr> <td>- BX1 – subside de fonctionnement</td><td>2.947.000 €</td></tr> <tr> <td>- BX1 – Subside d'investissement</td><td>100.000 €</td></tr> <tr> <td>Total</td><td>3.047.000 €</td></tr> </table> <p><u>Année 2017</u> :</p> <table> <tr> <td>- BX1 – Subside de fonctionnement</td><td>3.050.000 €</td></tr> <tr> <td>- BX1 – Avenant contrat gestion</td><td>100.000 €</td></tr> <tr> <td>Total</td><td>3.150.000 €</td></tr> </table>	- BX1 – subside de fonctionnement	2.947.000 €	- BX1 – Subside d'investissement	100.000 €	Total	3.047.000 €	- BX1 – Subside de fonctionnement	3.050.000 €	- BX1 – Avenant contrat gestion	100.000 €	Total	3.150.000 €
- BX1 – subside de fonctionnement	2.947.000 €												
- BX1 – Subside d'investissement	100.000 €												
Total	3.047.000 €												
- BX1 – Subside de fonctionnement	3.050.000 €												
- BX1 – Avenant contrat gestion	100.000 €												
Total	3.150.000 €												
Autres informations quantitatives													

FICHE COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANCAISE N°9

CATEGORIE	Autres compensations de SIEG ne dépassant pas 15 millions d'EUR
SECTEUR	Tourisme

1. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DECISION SIEG ET DE L'ENCADREMENT SIEG ET MONTANTS OCTROYES

Base légale :

Arrêtés royaux des 23 janvier 1951 et 2 mars 1956 portant réglementation relative à l'allocation de subventions en vue de promouvoir les vacances ouvrières et le tourisme populaire.

Le tourisme est une matière relevant de la compétence de la Région bruxelloise depuis juillet 2014. Toutefois, la Commission communautaire française a toujours le pouvoir de financer les infrastructures touristiques sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale. (art. 6sexies de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles).

Description du mode d'organisation des services concernés	
Type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné. Contenu des services considérés comme des SIEG.	Les associations gestionnaires doivent organiser : - des activités résidentielles de durée limitée; - accueillir des jeunes en groupe ou individuellement; - favoriser la rencontre entre groupes et individus qui la fréquentent, ainsi que l'ouverture à la communauté locale et les échanges multiculturels; - communiquer aux jeunes des informations sur les différents aspects de la zone d'action où elle est située; - assister, à leur demande, les équipes d'animation des groupes accueillis dans la réalisation de leur programme; - disposer de locaux et d'équipements permettant l'accueil et l'hébergement en pension complète d'un minimum de 50 jeunes. Elles ont aussi l'obligation de ne pas dépasser en termes de prix de nuitées les 3/4 du prix d'un hôtel offrant le même type d'équipement.
Formes de mandat	Arrêté de subventionnement (suivant modalités prescrites dans les arrêtés repris supra).
Durée du mandat	En fonction de la durée des travaux (soit un an ou plus).
Droits exclusifs ou spéciaux accordés	Centres d'hébergement pour jeunes :

	Décret déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations (20 juillet 2000, MB 26 août 2000, <i>modifié par les décrets du 3 mars 2004, MB 19 avril 2004 et du 9 mai 2008, MB 30 juillet 2008</i>).
Mécanisme de compensation pour les services concernés y compris l'instrument d'aide utilisé. Méthodologie utilisée pour déterminer la compensation	Budget d'initiative en matière de subventions pour des travaux d'investissements : travaux de construction, de rénovation et d'équipement. - Obligation de respecter la loi sur les marchés publics. - Plan d'investissement, bilan, comptes, rapport d'activités et de gestion - Engagement de maintien de l'affection pendant 15 ans.
Modalités de remboursement des éventuelles surcompensations et moyens de les éviter	Introduction de pièces justificatives au terme des travaux. Visite et contrôle sur place. Remboursement du trop-perçu sur base des pièces justificatives admissibles. Remboursement au prorata en cas de non-respect du délai d'engagement.
Montant de l'aide octroyée 2016-2017	
Montant total de l'aide octroyée	<p>2016 : Auberge des Trois Fontaines : 503.136 euros (subsides CCF)</p> <p>2017 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Centre Van Gogh : 165.461 euros (subsides CCF) 55.809 euros (autres subsides non CCF) Total : 221.270 euros - Génération Europe : 128.250 euros (subsides CCF) - Auberge des Trois Fontaines : 146.257 euros (subsides CCF) - Auberge Jacques Brel : 146.322 euros (subsides CCF) 152.781,61 euros (autres subsides non CCF) Total : 299.103,61 euros
Autres informations quantitatives	

**Services d'intérêt économique général: orientations concernant le rapport à
présenter conformément à la décision SIEG de 2012 et à l'encadrement
SIEG de 2012**

Communauté française – Garde d'enfants

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre¹
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .
Service sociaux → garde d'enfants (catégorie 2b)
Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
<p>Décret du 17/07/2002 sur la réforme de l'ONE lui conférant la mission de service public d'autoriser, agréer et subventionner les milieux d'accueil 0-6 ans. http://www.gallilex.cfwb.be/document/pdf/26853_002.pdf</p> <p>Arrêté du 27/02/2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil organisant l'autorisation, l'agrément et le subventionnement des différents types de milieux d'accueil existants en communauté française de Belgique. http://www.gallilex.cfwb.be/document/pdf/27602_006.pdf</p>
Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
//
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.
//
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?

¹ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

Subventions directes pour les frais de personnel et pour du fonctionnement.
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
Cf. Modalités précisées dans l'Arrêté du 27/02/2003 du Gouvernement de la Communauté française sur la réglementation générale des milieux d'accueil.
Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.
//

Montant des aides octroyées	
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales²	
2016	2017
181.054.604,41 € octroyées par la FWB pour les milieux d'accueil 0-3 ans.	170.666.469,14 € octroyées par la FWB pour les milieux d'accueil 0-3 ans.

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)³	
2016	2017
31.067 places subventionnées par l'ONE en 2016 réparties sur 3.251 structures d'accueil.	31.758 places subventionnées par l'ONE en 2017.

² Voir la note de bas de page 3.

³ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

**Aides d'Etat - Services d'Intérêt Economique Général
2016-2017**

**Rapport de la
Communauté germanophone
pour la Commission européenne**

- Les services sociaux :
- a) Soins de santé et de longue durée
 - b) Garde d'enfants

Juin 2018

1. VUE D'ENSEMBLE DES DÉPENSES

Veuillez remplir le tableau suivant:

Dépenses totales des administrations publiques par base juridique (millions d'EUR)		
	2016	2017
Compensation des services d'intérêt économique général (1+2)	2,303	3,700
(1) Compensation octroyée sur la base de la décision SIEG	2,303	3,700
(2) Compensation octroyée sur la base de l'encadrement SIEG	N/A	N/A

2. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DÉCISION SIEG DE 2012

a) Soins de santé et de longue durée

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre ¹
<p>Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG.</p> <p>Description générale</p> <p>Les résidences-services (<i>betreute Wohnungen</i>) sont régies par le décret du 4 juin 2007 relatif aux structures d'hébergement, d'accompagnement et de soins pour personnes âgées, aux résidences pour seniors et aux maisons de soins psychiatriques et par l'arrêté du Gouvernement du 26 août 2010 relatif à la procédure d'autorisation, d'agrément et d'inspection des résidences-services.</p> <p>L'article 2 §1^{er} 2° du décret du 4 juin 2007 donne la définition suivante d'une résidence-service : « établissement offrant aux personnes âgées, dans un ou plusieurs bâtiments, des logements individuels ainsi que des occupations et des prestations ménagères auxquelles les résidents peuvent faire librement appel et un service d'intervention d'urgence assuré par le personnel soignant de la maison de repos ou de la maison de repos et de soins. De tels établissements ne peuvent assurer des prestations de soins permanentes. »</p> <p>Il existe à l'heure actuelle 25 résidences-services en Communauté germanophone.</p> <p>Autorisation</p> <p>L'autorisation des résidences-services est régie par les articles 3 et 3.1. du décret du 4 juin 2002 :</p> <p>« Article 3. Dans les cas suivants, le pouvoir organisateur d'une offre de soins ou d'une maison de soins psychiatriques demande, avant l'agrément provisoire, une autorisation au Gouvernement pour :</p> <p>1° la création ou la proposition d'une offre de soins ou d'une maison de soins psychiatriques;</p> <p>2° la transformation ou la mise en service d'un bâtiment existant en vue de la création ou la proposition d'une offre de soins ou d'une maison de soins psychiatriques;</p> <p>3° la modification de la capacité d'accueil d'une offre de soins ou d'une maison de soins</p>

¹ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

psychiatriques existante.

L'autorisation ne peut être délivrée que si le projet fait partie, au moment de la demande, d'un programme fixé par le Gouvernement de la Communauté germanophone ou le Gouvernement fédéral.

L'autorisation est délivrée pour une période de trois ans.

La demande d'autorisation complète est introduite auprès du département compétent pour le 1^{er} juillet au plus tard.

Une fois par an, le 31 janvier de l'année civile suivante, le Gouvernement statue sur l'autorisation de capacités d'accueil supplémentaires pour les offres de soins, tant nouvelles qu'existantes.

Le Gouvernement fixe la forme et le contenu de la demande visée au quatrième alinéa.

Article 3/1. Au plus tard trois mois avant l'expiration de l'autorisation, le pouvoir organisateur d'une offre de soins peut introduire une demande de prolongation pour une durée maximale d'un an.

Le Gouvernement statue sur cette demande de prolongation dans les trois mois suivant la réception de la demande complète.

Le Gouvernement fixe la forme et le contenu de la demande de prolongation de l'autorisation. »

L'arrêté du 26 août 2010 précise à ce sujet dans son chapitre 4 relatif à l'autorisation :

« Article 4. La demande d'autorisation visée à l'article 3 du décret est adressée au département et contient les documents et données suivants :

1° pour créer ou proposer une offre de soins :

- a) l'identité du demandeur;
- b) lorsqu'il s'agit d'une personne morale, les statuts de l'association ou de la société;
- c) un plan de la commune indiquant la situation géographique de l'offre de soins;
- d) le nombre d'unités de logement;
- e) une déclaration du pouvoir organisateur dont il ressort que le projet répond à un besoin réel et s'inscrit d'une part dans le programme fixé par le Gouvernement et d'autre part dans l'ensemble des offres de soins existantes et prévues;

2° pour pouvoir transformer ou mettre en service un bâtiment existant conformément à l'article 3, 2°, du décret et pour modifier le nombre d'unités de logement au sein d'une offre de soins existante conformément à l'article 3, 3°, du décret :

- a) l'identité du demandeur;
- b) le plan des bâtiments existants;
- c) les unités de logement liées à la transformation ou à la mise en service;
- d) une déclaration telle que celle visée au 1°, e).

Article 5. Dans le mois, le département transmet au Ministre la demande d'autorisation complète, accompagnée d'un avis. Si la demande est introduite en juillet ou en août, le délai d'un mois est prolongé d'un mois.

Article 6. Dans le mois suivant la réception de l'avis visé à l'article 5, le Ministre statue sur la demande d'autorisation.

L'autorisation devient caduque, lorsque les projets visés à l'article 3, 1° à 3°, du décret ne sont pas entamés dans les trois ans suivant l'octroi de l'autorisation.»

Agréation

L'agréation des résidences-services, elle, est régie à l'article 5 du décret du 4 juin 2007 :

«Article 5. § 1er. Tous les pouvoirs organisateurs d'offres de soins et de maisons de soins psychiatriques

tombant sous l'application du présent décret doivent être agréés.

§ 2. Le pouvoir organisateur d'une offre de soins ou d'une maison de soins psychiatriques peut introduire une demande d'agrément avant l'échéance de l'agrément provisoire octroyée en application de l'article 4. Le Gouvernement n'octroie cette agrément qu'à l'expiration de l'agrément provisoire.

Le Gouvernement octroie une agrément au pouvoir organisateur lorsque l'offre de soins ou la maison de soins psychiatriques remplit les conditions fixées par les autorités compétentes. Dans des cas exceptionnels particulièrement motivés, le Gouvernement peut, dans le cadre de l'agrément, autoriser des dérogations aux conditions fixées par lui. Ceci ne vaut pas pour les résidences-services.

§ 3. Les conditions d'agrément fixées par le Gouvernement se rapportent notamment :

- 1° au respect des droits personnels des résidents et utilisateurs en tenant compte des convictions idéologiques, philosophiques et religieuses;
- 2° au respect de la vie privée et de la dignité des résidents et utilisateurs;
- 3° au respect de l'indépendance et de la liberté de choix des résidents et utilisateurs ainsi qu'au droit à la réalisation de soi;
- 4° à l'accueil et à la réinsertion;
- 5° aux repas, à l'hygiène et aux soins;
- 6° à l'aménagement des locaux;
- 7° aux mesures spécifiques de sécurité;
- 8° au nombre de membres du personnel et à leur qualification;
- 9° au droit de codécision des résidents et utilisateurs, notamment en ce qui concerne l'élaboration des conditions de vie dans l'établissement;
- 10° au concept quant à l'organisation de l'offre de soins;
- 11° à la comptabilité;
- 12° aux droits et devoirs des représentants, sans préjudice de dispositions contraignantes contraires;
- 13° à la gestion des plaintes;
- 14° aux mesures visant à garantir la qualité,
- 15° au concept de l'accompagnement des mourants.

§ 4. L'agrément est octroyé pour un pouvoir organisateur précis, pour une implantation précise. La vente ou l'acquisition de places d'une offre de soins ou d'une maison de soins psychiatrique est interdite, à moins que le Gouvernement ne l'autorise explicitement, sur demande, dans des cas exceptionnels particulièrement motivés. Une reprise de places par un autre pouvoir organisateur sans changement d'implantation est toutefois permise. Le nouveau pouvoir organisateur doit alors introduire une nouvelle demande d'agrément.

§ 5. L'agrément est accordé pour une durée indéterminée. »

L'arrêté du 26 août 2010 précise dans son chapitre 5 relatif à l'agrément :

« Article 7. La demande d'agrément est introduite auprès du département et contient les documents suivants :

- 1° l'autorisation visée au chapitre 4;
- 2° l'identité du directeur de l'offre de soins et une liste nominative des membres du personnel indiquant leurs fonction, qualification et numéro d'immatriculation auprès du Service public fédéral de la Santé publique ainsi que, pour le directeur et l'ensemble du personnel occupé, un certificat de bonnes vie et mœurs qui ne peut dater de plus d'un mois lors de l'introduction de la demande;
- 3° une déclaration signée par le pouvoir organisateur et par laquelle il s'engage à adapter continuellement l'effectif aux normes de personnel en fonction du nombre de personnes effectivement accueillies;
- 4° une attestation basée sur le rapport établi par le service d'incendie compétent, signée par le

<p>bourgmestre et dont il ressort que l'offre de soins satisfait aux normes de sécurité spécifiques. L'attestation et le rapport d'incendie y annexé ne peuvent dater de plus de trois mois lors de l'introduction de la demande d'agrération;</p> <p>5° un plan de financement prouvant que le pouvoir organisateur de l'offre de soins dispose d'un capital suffisant pour satisfaire aux conditions d'agrération. Ce plan de financement doit être contresigné par un réviseur d'entreprise ou un comptable indépendant du pouvoir organisateur;</p> <p>6° un exemplaire du concept d'établissement et du règlement d'ordre intérieur;</p> <p>7° un modèle de contrat conclu entre le pouvoir organisateur de l'offre de soins et le résident;</p> <p>8° la participation aux frais prévue pour le résident.</p> <p><u>Article 8.</u> Dans les quarante jours de l'introduction de la demande complète, le Ministre statue sur l'octroi ou le refus de l'agrération provisoire en se basant sur l'avis du département.</p> <p><u>Article 9.</u> Durant la période de validité de l'agrération provisoire, l'inspection mène un contrôle pour vérifier la conformité aux normes d'agrération. Le rapport d'inspection, accompagné de la demande d'agrération, est transmis au Ministre.</p> <p><u>Article 10.</u> Le Ministre octroie ou refuse l'agrération dans les quarante jours et au plus tard avant l'expiration de l'agrération provisoire. L'agrération mentionne la capacité de logement maximale.</p> <p><u>Article 11.</u> § 1er. Durant la période de validité de l'agrération, le pouvoir organisateur de l'offre de soins agréée communique au département tout changement concernant les données mentionnées aux articles 4 et 7.</p> <p>§ 2. Tous les six ans suivant l'entrée en vigueur de l'agrération, le pouvoir organisateur transmet au département une attestation telle que visée à l'article 7, 4°. En outre, une telle attestation doit être introduite à chaque modification du bâtiment abritant l'offre de soins ou à tout moment sur demande de l'inspection. »</p>
<p>Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.</p>
<p>Le mandat se base sur le décret du 4 juin 2007 relatif aux structures d'hébergement, d'accompagnement et de soins pour personnes âgées, aux résidences pour seniors et aux maisons de soins psychiatriques et sur l'arrêté du Gouvernement du 26 août 2010 relatif à la procédure d'autorisation, d'agrération et d'inspection des résidences-services.</p> <p>Les subventions d'infrastructure sont accordées sur base du décret du 18 mars 2002 relatif à l'infrastructure (section 4), qui prévoient les conditions liées à l'obtention d'un subside.</p>
<p>Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.</p>
<p>Conformément aux dispositions du décret du 4 juin 2007 relatif aux structures d'hébergement, d'accompagnement et de soins pour personnes âgées, aux résidences pour seniors et aux maisons de soins psychiatriques et de l'arrêté du Gouvernement du 26 août 2010 relatif à la procédure d'autorisation, d'agrération et d'inspection des résidences-services, l'autorisation est accordée pour une période de 3 ans, l'agrération elle, est valable pour une durée indéterminée. Un contrôle relatif à la conformité aux normes d'agrération est effectué durant la période de l'agrération. Le pouvoir organisateur de la résidence-services transmet en outre tous les 6 ans une attestation.</p>
<p>Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.</p>
<p>N/A</p>
<p>Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?</p>

Seuls des subsides d'infrastructure sont octroyés dans le cadre des résidences services. Ils sont régis par le décret du 18 mars 2002 relatif à l'infrastructure.
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
<p>Le taux du subside est établi conformément à l'article 16 alinéa 1 du décret du 18 mars 2002 relatif à l'infrastructure, qui stipule que « Pour les projets d'infrastructure visés à l'article 2, alinéa 1er, 1° à 5° et 7° à 10°, le subside représente 60 % du montant total des dépenses pouvant être pris en considération pour une subsidiation. »</p> <p>La base de calcul des subsides en infrastructure est déterminé conformément à l'article 17 du décret du 18 mars 2002 relatif à l'infrastructure :</p> <p>« § 1er. Pour les projets d'infrastructure visés à l'article 2, alinéa 1er, 1°, 3° à 5° et 7° à 10°, le montant total des dépenses pouvant être pris en considération pour une subsidiation comprend tous les coûts réellement engagés en rapport avec les projets d'infrastructure, notamment le coût de la main d'œuvre et des matériaux, la révision de prix prévue par la loi, les coûts découlant du coordinateur en matière de sécurité prévu par la loi, de l'assurance-chantier et/ou de la surveillance du chantier, la T.V.A. lorsqu'elle n'est pas récupérée, et les honoraires des gestionnaires de projet, architectes, ingénieurs et autres experts.</p> <p>Les coûts découlant, dans le cadre des plafonds accordés, de dérogations au projet approuvé peuvent être pris en considération comme dépenses acceptables si les dérogations envisagées ont été communiquées au Gouvernement avant l'exécution des travaux et si elles ne comportent pas de modification fondamentale du projet. Des modifications fondamentales du projet nécessitent l'approbation préalable du Gouvernement.</p> <p>Au plus tard lors du décompte final, le demandeur introduit les documents suivants auprès du Gouvernement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une motivation circonstanciée de la dérogation; - les documents nécessaires pour le projet d'infrastructure, prévus à l'article 21, s'ils n'ont pas encore été remis. <p>Des dépenses acceptables encourues avant la promesse définitive du Gouvernement en vue de préparer la demande visée à l'article 21 ne sont subsidiables que lorsque le projet d'infrastructure concerné est subsidié.</p> <p>§ 2. Pour les projets d'infrastructure visés à l'article 2, alinéa 1er, 2°, le subside est calculé sur une base qui ne peut dépasser l'estimation réalisée par le receveur de l'enregistrement compétent, l'agent compétent du comité d'acquisition d'immeubles de l'Etat ou par un estimateur agréé par le Gouvernement), (majorée des frais de mesurage et de notaire et éventuellement majorée de l'indemnité de emploi ou emphytéotique prévue par la loi ou payée par les autorités.</p> <p>Le montant total des dépenses subsidiables et relatives aux projets d'infrastructure visés à l'article 2, alinéa 1er, 6°, comprend le prix de vente approuvé par le Gouvernement, la T.V.A. dans la mesure où elle n'est pas récupérée, et les honoraires des auteurs du projet.</p> <p>§ 3. Lorsqu'un projet d'infrastructure peut être subsidié par d'autres autorités, ce subside doit être sollicité. A l'exception de celui de la commune d'implantation du demandeur, ces subsides sont déduits du coût global du projet avant que ne soit calculé le subside octroyé en application du présent décret. Ceci vaut également pour chaque indemnité accordée par d'autres autorités ou établissements publics ainsi que pour toutes les participations obligatoires aux frais, sauf pour la participation aux frais payée par l'utilisateur de l'infrastructure s'il est lui-même subsidiable. »</p>

Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.	
<p>En principe, une sucompensation n'est pas possible dans la mesure où « le <i>subside est liquidé après achèvement ou réception des travaux ou après l'achat, sur la base des pièces comptables et preuves de paiement et après notification des polices d'assurance visées à l'article 13.</i> » (Article 18 § 1 du décret du 18 mars 2002 relatif à l'infrastructure).</p> <p>Par ailleurs, « le <i>subside total peut être liquidé sous forme de tranches proportionnelles. Les états d'avancement détaillés, introduits à cette fin, doivent être approuvés par le maître de l'ouvrage ou l'architecte et correspondre chaque fois à un montant minimal de euro 10.000.</i> », mais « les <i>liquidations proportionnelles ne peuvent dépasser 90 % du subside total.</i> » (Article 18 § 2 du décret du 18 mars 2002 relatif à l'infrastructure). « <i>Après achèvement ou réception des travaux, un décompte final est opéré au moyen de tous les justificatifs nécessaires, toutes les dérogations aux travaux mentionnés dans le cahier des charges faisant l'objet d'un relevé motivé.</i> » (Article 18 § 3 du décret du 18 mars 2002 relatif à l'infrastructure).</p>	
<p>Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).</p>	
N/A	
Montant des aides octroyées	
Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)². Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)	
2016	2017
N/A	1,356
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales³	
2016	2017
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales⁴	
2016	2017
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales⁵	
2016	2017
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2016	2017

² Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

³ Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

⁴ Voir la note de bas de page 3.

⁵ Voir la note de bas de page 3.

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises) ⁶	
2016	2017
N/A	1 bénéficiaire (forme juridique : ASBL)

⁶ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

b) La garde d'enfants

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre ⁷
<p>Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG.</p>
<p>L'accueil d'enfants est organisé par le décret du 31 mars 2014 relatif à l'accueil d'enfants et par l'arrêté du Gouvernement du 22 mai 2014 relatif aux services et autres formes d'accueil d'enfants.</p> <p>Selon <u>l'article 1, 12°</u> de l'arrêté du 22 mai 2014, les services d'accueil regroupent les prestataires suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - « les <u>services d'accueillants d'enfants</u> (prestataires qui assurent principalement l'accueil de jeunes enfants et, le cas échéant, l'accueil extrascolaire par le biais d'accueillants conventionnés), - les <u>crèches</u> (prestataires qui assurent l'accueil de jeunes enfants sous forme collective et a une capacité d'accueil d'au moins 18 places article 1, 9° de l'arrêté du 22 mai 2014); - les <u>minicrèches</u> (prestataires financés par des organismes publics ou privés, qui assurent l'accueil de jeunes enfants sous forme collective et ont une capacité d'accueil de six places au moins et de 14 places au plus) et - les <u>lieux d'accueil extrascolaires</u> (prestataires qui assurent l'accueil d'enfants en dehors du temps scolaire ainsi que lors des journées de conférence pédagogique). »
<p>Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.</p>
<p>Le mandat se base sur le décret du 31 mars 2014 relatif à l'accueil d'enfants. Un mandat spécifique basé sur ledit décret prend la forme d'un contrat de gestion, conformément à <u>l'article 13</u> du décret qui stipule que « la subside et les missions peuvent être fixées dans le cadre d'un contrat de gestion conclu entre un prestataire agréé et le Gouvernement conformément à l'article 105 du décret du 25 mai 2009 relatif au règlement budgétaire de la Communauté germanophone ».</p> <p>Le contrat de gestion pour la période 2016-2019 a été signé en date du 20 juin 2016 entre le Gouvernement de la Communauté germanophone et l'ASBL <i>Regionalzentrum für Kleinkindbetreuung</i>.</p>
<p>Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.</p>
<p>Selon <u>l'article 12</u> du décret du 31 mars 2014, « <i>Seuls les prestataires agréés peuvent obtenir, dans les limites des crédits budgétaires disponibles, des subsides en lien avec l'accueil d'enfants</i> ».</p> <p>Conformément à <u>l'article 13</u> du décret du 31 mars 2014, la subside peut être fixée dans la cadre d'un contrat de gestion conclu entre un prestataire agréé et le gouvernement. Ledit contrat de gestion prévoit une subside sous forme de 12 acomptes mensuels.</p>

⁷ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

Par ailleurs, l'agrération accordée par le Gouvernement conformément au chapitre 2 du décret du 31 mars 2014 implique que sont remplies les conditions suivantes (Article 7 du décret du 31 mars 2014) :

« Pour être agréés, les prestataires doivent au moins remplir les conditions suivantes :

1° les personnes actives dans l'accueil d'enfants produisent un extrait du casier judiciaire (modèle 2) pour elles-mêmes ainsi que, si l'accueil des enfants a lieu dans leur habitation, pour toutes les personnes majeures qui font partie du ménage et/ou seront régulièrement en contact avec les enfants gardés. Si ces personnes sont domiciliées à l'étranger, elles produisent un document équivalent établi par une autorité compétente et permettant l'accès à une activité relevant du domaine de l'éducation, de la guidance psycho-médicosociale, de l'aide à la jeunesse, de la protection des enfants, de l'animation ou de la garde de mineurs d'âge;

2° les personnes actives dans l'accueil d'enfants produisent un certificat médical de moins de deux mois de date et attestant qu'elles sont en mesure de garder des enfants;

3° dans la mesure où cela ne ressort pas du certificat médical mentionné au 2°, les personnes de sexe féminin actives dans l'accueil d'enfants et âgées de moins de 55 ans présentent un certificat médical attestant qu'elles-mêmes et, si l'accueil des enfants a lieu dans leur habitation, les membres féminins de leur ménage âgés de moins de 55 ans sont immunisés contre la rubéole. Le refus d'une éventuelle future vaccination n'est admis que sur présentation d'un certificat médical ad hoc dûment justifié;

4° les personnes actives dans l'accueil d'enfants s'engagent à n'exercer aucune activité, professionnelle ou non, incompatible avec l'accueil d'enfants ou qui pourrait les empêcher d'accueillir les enfants pendant les heures de prestation.

L'accueil se déroule dans un environnement adapté et dans des locaux suffisamment grands, sûrs et propres. Le Gouvernement fixe les critères applicables à cet égard et vérifie les locaux dans le cadre de la procédure d'agrération mentionnée à l'article 8. La sécurité des locaux est notamment prouvée par un avis positif en matière de sécurité incendie établi par le commandant des pompiers compétent.

L'accueil se déroule moyennant le respect de la capacité d'accueil et du nombre maximal d'enfants pouvant être accueillis simultanément. Le Gouvernement fixe le cadre général.

Le Gouvernement précise les conditions d'agrération mentionnées au premier alinéa et peut en fixer d'autres dans la mesure où elles peuvent contribuer à améliorer la qualité de l'accueil. »

Conformément à l'article 9 du décret du 31 mars 2014, « Pour conserver l'agrération, les prestataires agréés respectent les obligations mentionnées dans le présent décret, y compris les obligations mises à l'agrération, mentionnées à l'article 7.

Le Gouvernement peut déterminer d'autres obligations à remplir pour conserver l'agrération, dans la mesure où elles peuvent contribuer à améliorer la qualité de l'accueil. »

L'article 45 de l'arrêté du 22 mai 2014 précise en outre que l'agrération est octroyée pour une durée indéterminée.

Pendant la durée de l'agrération, les services d'accueil sont soumis à certaines obligations de rapportage :

« Article 33. A l'exception de la première année d'accueil, les services d'accueil introduisent auprès du département, pour le 1er février de chaque année au plus tard, une liste récapitulative reprenant le personnel effectivement occupé l'année calendrier précédente.

Cette liste reprend les données suivantes pour chacun des membres du personnel : nom, date de naissance, diplôme ou qualification, fonction, entrée en service, ancienneté effective, régime de travail, nature d'éventuels subsides accordés dans le cadre de mesures favorisant l'emploi, échelles de traitement appliquées et traitement annuel brut.

Article 34. § 1er - Sauf pour la première année d'activité, les services d'accueil introduisent auprès du département, pour le 1er juin au plus tard, un rapport d'activités relatif à l'année calendrier précédente.

Ce rapport d'activités mentionne :

- 1° le nombre de jours d'ouverture et les heures d'ouverture;
- 2° le nombre total de présences;
- 3° le nombre total des présences moyennes;
- 4° les demandes introduites pour l'accueil de jeunes enfants qui ont été satisfaites et celles qui ne l'ont pas été;
- 5° l'analyse et l'évaluation des activités;
- 6° les perspectives quant à l'avenir de la structure d'accueil;
- 7° le nombre et la fonction des personnes effectivement occupées, y compris - le cas échéant - les accueillants conventionnés;
- 8° une moyenne des formations continues fréquentées.

§ 2 - Les services d'accueil subsidiés par la Communauté germanophone introduisent auprès du département, en même temps que le rapport d'activités mentionné au § 1er, un compte de résultats et un bilan de l'année d'accueil précédente ainsi qu'une prévision budgétaire pour l'année d'accueil suivante.

§ 3 - En cas d'introduction tardive du rapport d'activités, du bilan, du compte de résultats ou de la proposition budgétaire, une retenue peut être opérée sur le subside; elle représente 5 % pour un retard d'un mois et 10 % pour un retard de deux mois ou plus.

Article 35. Les services d'accueil tiennent un registre des présences.

Pour chaque enfant gardé, ils tiennent un dossier reprenant au moins les données suivantes :

- 1° les nom, prénom et adresse de l'enfant;
- 2° les nom, adresse et numéro de téléphone de la/des personne(s) de contact;
- 3° les nom, adresse et numéro de téléphone du médecin traitant;
- 4° des données particulières quant à l'état de santé de l'enfant lorsqu'elles sont pertinentes pour les contacts quotidiens avec lui. »

Par ailleurs, les services d'accueil restent soumis au contrôle du Gouvernement :

« Article. 49. § 1er - Le département signale à l'inspection tous les cas où il présume, sur la base des informations dont il dispose, qu'un service d'accueil ne remplit pas une ou plusieurs des obligations mentionnées dans le décret ou le présent arrêté.

§ 2 - Si l'inspection conclut, sur la base d'un signalement conformément au § 1er ou de tout autre signalement ou renseignement, que le service d'accueil ne remplit pas une ou plusieurs des obligations mentionnées dans le décret ou le présent arrêté, elle l'invite à se mettre en ordre dans un délai de 30 jours.

Sur demande motivée, le service d'accueil peut, au plus tard dix jours avant l'expiration du délai mentionné au premier alinéa, demander à l'inspection une prolongation unique dudit délai pour 30 jours au plus.

§ 3 - En cas d'urgence, l'inspection peut imposer une adaptation immédiate par décision particulièrement motivée. »

Expliquer si des **droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux** sont accordés aux entreprises.

N/A

Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Sont octroyés des subsides d'infrastructure, régis par le décret du 18 mars 2002 relatif à l'infrastructure, ainsi qu'un subventionnement des frais de personnel, conformément à l'arrêté du 22 mai 2014 relatif aux services et autres formes d'accueil d'enfants.
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
<p>Subsides en infrastructure</p> <p>Le taux du subside est établi conformément à l'article 16 alinéa 1 du décret du 18 mars 2002 relatif à l'infrastructure, qui stipule que « Pour les projets d'infrastructure visés à l'article 2, alinéa 1er, 1° à 5° et 7° à 10°, le subside représente 60 % du montant total des dépenses pouvant être pris en considération pour une subsidiation. »</p> <p>La base de calcul des subsides en infrastructure est déterminé conformément à l'article 17 du décret du 18 mars 2002 relatif à l'infrastructure :</p> <p>« § 1er. Pour les projets d'infrastructure visés à l'article 2, alinéa 1er, 1°, 3° à 5° et 7° à 10°, le montant total des dépenses pouvant être pris en considération pour une subsidiation comprend tous les coûts réellement engagés en rapport avec les projets d'infrastructure, notamment le coût de la main d'œuvre et des matériaux, la révision de prix prévue par la loi, les coûts découlant du coordinateur en matière de sécurité prévu par la loi, de l'assurance-chantier et/ou de la surveillance du chantier, la T.V.A. lorsqu'elle n'est pas récupérée, et les honoraires des gestionnaires de projet, architectes, ingénieurs et autres experts.</p> <p>Les coûts découlant, dans le cadre des plafonds accordés, de dérogations au projet approuvé peuvent être pris en considération comme dépenses acceptables si les dérogations envisagées ont été communiquées au Gouvernement avant l'exécution des travaux et si elles ne comportent pas de modification fondamentale du projet. Des modifications fondamentales du projet nécessitent l'approbation préalable du Gouvernement.</p> <p>Au plus tard lors du décompte final, le demandeur introduit les documents suivants auprès du Gouvernement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une motivation circonstanciée de la dérogation; - les documents nécessaires pour le projet d'infrastructure, prévus à l'article 21, s'ils n'ont pas encore été remis. <p>Des dépenses acceptables encourues avant la promesse définitive du Gouvernement en vue de préparer la demande visée à l'article 21 ne sont subsidiables que lorsque le projet d'infrastructure concerné est subsidié.</p> <p>§ 2. Pour les projets d'infrastructure visés à l'article 2, alinéa 1er, 2°, le subside est calculé sur une base qui ne peut dépasser l'estimation réalisée par le receveur de l'enregistrement compétent, l'agent compétent du comité d'acquisition d'immeubles de l'Etat ou par un estimateur agréé par le Gouvernement), (majorée des frais de mesurage et de notaire et éventuellement majorée de l'indemnité de emploi ou emphytéotique prévue par la loi ou payée par les autorités.</p> <p>Le montant total des dépenses subsidiables et relatives aux projets d'infrastructure visés à l'article 2, alinéa 1er, 6°, comprend le prix de vente approuvé par le Gouvernement, la T.V.A. dans la mesure où elle n'est pas récupérée, et les honoraires des auteurs du projet.</p> <p>§ 3. Lorsqu'un projet d'infrastructure peut être subsidié par d'autres autorités, ce subside doit être sollicité. A l'exception de celui de la commune d'implantation du demandeur, ces subsides sont déduits du coût global du projet avant que ne soit calculé le subside octroyé en application du présent décret. Ceci vaut également pour chaque indemnité accordée par d'autres autorités ou établissements publics</p>

ainsi que pour toutes les participations obligatoires aux frais, sauf pour la participation aux frais payée par l'utilisateur de l'infrastructure s'il est lui-même subsidiable. »

Subventionnement des frais de personnel

Le montant du subventionnement des frais de personnel est déterminé sur base des dispositions de l'arrêté du 22 mai 2014 :

« Article 159. Sans préjudice d'un éventuel contrat de gestion conclu conformément à l'article 13 du décret, les centres d'accueil agréés peuvent obtenir des subsides conformément aux dispositions du présent chapitre dans les limites des crédits budgétaires disponibles.

Article 160. Les frais de personnel suivants, encourus par les centres d'accueil, peuvent être subsidiés :

- 1° 1 équivalent temps plein pour la direction mentionnée à l'article 156;*
- 2° 0,5 équivalent temps plein pour l'encadrement pédagogique mentionné à l'article 157;*
- 3° 1 équivalent temps plein pour l'assistance administrative mentionnée à l'article 157.1.*

L'arrêté du Gouvernement du 22 juin 2001 fixant les bases de calcul en ce qui concerne la subordination des frais de personnel dans les secteurs des affaires sociales et de la santé est appliqué pour le subventionnement des frais relatifs au personnel.

Seuls les frais relatifs aux membres du personnel titulaires des diplômes déterminés aux articles 156, 157 et 157.1 sont pris en considération.

Article 161. Au plus tard six semaines après la fin de chaque trimestre, le centre d'accueil introduit auprès du département les justificatifs trimestriels pour le subventionnement.

En cas d'introduction tardive des justificatifs trimestriels, 5 % des subsides peuvent être retenus si le retard est d'un mois, 10 % s'il est de deux mois ou plus.

Article 162. Sans préjudice de l'article 159 et après vérification par le département, le ministre octroie les subsides mentionnés dans la présente section au centre qui en fait la demande. Les demandes de subsides sont introduites auprès du département avec les justificatifs éventuellement requis. »

Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.

Subsides en infrastructure

En principe, une surcompensation n'est pas possible pour les subsides en infrastructure dans la mesure où « le subside est liquidé après achèvement ou réception des travaux ou après l'achat, sur la base des pièces comptables et preuves de paiement et après notification des polices d'assurance visées à l'article 13. » (Article 18 § 1 du décret du 18 mars 2002 relatif à l'infrastructure).

Par ailleurs, « le subside total peut être liquidé sous forme de tranches proportionnelles. Les états d'avancement détaillés, introduits à cette fin, doivent être approuvés par le maître de l'ouvrage ou l'architecte et correspondre chaque fois à un montant minimal de euro 10.000. », mais « les liquidations proportionnelles ne peuvent dépasser 90 % du subside total. » (Article 18 § 2 du décret du 18 mars 2002 relatif à l'infrastructure). « Après achèvement ou réception des travaux, un décompte final est opéré au moyen de tous les justificatifs nécessaires, toutes les dérogations aux travaux mentionnés dans le cahier des charges faisant l'objet d'un relevé motivé. » (Article 18 § 3 du décret du 18 mars 2002 relatif à l'infrastructure).

Subventionnement des frais de personnel

Une surcompensation n'est, ici aussi, en principe pas possible, dans la mesure où le subside est octroyé trimestriellement après dépôt des pièces justificatives et contrôle de celles-ci par le département compétent. Par ailleurs, en cas d'introduction tardive des justificatifs trimestriels, 5 à 10

% des subsides peuvent être retenus. (Article 161 et 162 de l'arrêté du 22 mai 2014)	
Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).	
N/A	
Montant des aides octroyées	
Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)⁸. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)	
2016	2017
2,303	2,344
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales⁹	
2016	2017
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales¹⁰	
2016	2017
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales¹¹	
2016	2017
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2016	2017
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)¹²	
2016	2017
1 bénéficiaire (RZKB)	1 bénéficiaire (forme juridique : ASBL)

⁸ Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

⁹ Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

¹⁰ Voir la note de bas de page 3.

¹¹ Voir la note de bas de page 3.

¹² La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

3. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE L'ENCADREMENT SIEG DE 2012

N/A

4. PLAINTES DE TIERS

N/A

5. QUESTIONS DIVERSES

N/A

ANNEXE 1

Services d'intérêt économique général: orientations concernant le rapport à présenter conformément à la décision SIEG de 2012 et à l'encadrement SIEG de 2012

Les obligations en matière de présentation de rapports sont énoncées à l'article 9 de la décision SIEG de 2012:

Tous les deux ans, chaque État membre remet à la Commission un rapport sur la mise en œuvre de la présente décision. Ces rapports comprennent une description détaillée de l'application de la présente décision en ce qui concerne les différentes catégories de services visées à l'article 2, paragraphe 1, exposant notamment:

- i une description de l'application de la présente décision aux services relevant de son champ d'application, y compris les activités internes;*
- ii le montant total des aides octroyées conformément à la présente décision avec une ventilation selon le secteur économique des bénéficiaires;*
- iii si, pour un type donné de service, l'application de la présente décision a entraîné des difficultés ou des plaintes de la part de tiers; et*
- iv fournissent, sur demande de la Commission formulée en temps utile avant la présentation du rapport, toute autre information concernant l'application de la présente décision.*

Le point 62 de l'encadrement SIEG de 2012 définit, en principe, des obligations en matière de présentation de rapports identiques pour les aides octroyées au titre de cet encadrement.

Veuillez structurer votre rapport de la manière suivante:

1. VUE D'ENSEMBLE DES DÉPENSES

Veuillez remplir le tableau suivant:

Dépenses totales des administrations publiques par base juridique (millions d'EUR)		
	2016	2017
Compensation des services d'intérêt économique général (1+2)		
(1) Compensation octroyée sur la base de la décision SIEG		
(2) Compensation octroyée sur la base de l'encadrement SIEG		

----- 7 ----- 7 -----

Non obligatoire: si votre État membre n'a pas octroyé d'aides d'État pour la prestation de SIEG dans certains secteurs, sur la base de la décision SIEG ou de l'encadrement SIEG, il serait très utile d'obtenir des informations concernant d'autres instruments permettant d'assurer la prestation de ces services. Le cas échéant, veuillez décrire brièvement ces instruments (par exemple, aides directes aux utilisateurs, compensations conformes aux quatre critères Altmark, aides de minimis...) et les secteurs dans lesquels ils sont utilisés.

2. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DÉCISION SIEG DE 2012

Veuillez structurer cette partie de votre rapport en reprenant les catégories suivantes:

- 1) les hôpitaux [article 2, paragraphe 1, point b)];
- 2) les services sociaux [article 2, paragraphe 1, point c)]:
 - a) les soins de santé et de longue durée;
 - b) la garde d'enfants;
 - c) l'accès et la réinsertion sur le marché du travail;
 - d) le logement social;
 - e) les soins et l'inclusion sociale des groupes vulnérables;
- 3) les liaisons aériennes ou maritimes avec les îles dont le trafic annuel moyen ne dépasse pas la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d);
- 4) les aéroports et ports dont le trafic annuel moyen ne dépasse pas la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d);
- 5) les compensations de SIEG ne dépassant pas un montant annuel de 15 millions d'EUR [article 2, paragraphe 1, point a)]:
 - i. les services postaux;
 - ii. l'énergie;
 - iii. la collecte des déchets;
 - iv. l'approvisionnement en eau;
 - v. la culture;
 - vi. les services financiers;

vii. d'autres secteurs (à préciser).

Pour chacune des catégories énoncées ci-dessus, veuillez fournir des informations en utilisant le tableau suivant:

1) **Ziekenhuizen**

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre¹
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .
<p>1. <u>Ziekenhuizen (art. 2, lid 1, onder b)</u></p> <p>I) Federale overheid</p> <p>Alle Belgische ziekenhuizen, ongeacht hun aard, grootte of rechtsvorm, vervullen in wezen dezelfde dienst van algemeen economisch belang (hierna DAEB genoemd), namelijk het verlenen van ziekenhuiszorg. Deze DAEB is omschreven door de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinstellingen (hierna ziekenhuiswet genoemd), en door haar uitvoeringsbesluiten. Sommige ziekenhuizen kunnen echter ook belast zijn met andere DAEB's die eventueel hun eigen financieringsmechanisme kennen.</p> <p>De opdracht toevertrouwd aan de ziekenhuizen wordt hoofdzakelijk gedefinieerd in artikel 2 van de wet op de ziekenhuizen, die bepaalt:</p> <p><i>« Met het oog op de toepassing van deze gecoördineerde wet worden als ziekenhuizen beschouwd, de instellingen voor gezondheidszorg waarin op ieder ogenblik geëigende medisch-specialistische onderzoeken en/of behandelingen in het domein van de geneeskunde, de heelkunde en eventueel de verloskunde in pluridisciplinair verband kunnen verstrekt worden, binnen het nodige en aangepaste medisch, medisch-technisch, verpleegkundig, paramedisch en logistiek kader, aan patiënten die er worden opgenomen en kunnen verblijven, omdat hun gezondheidstoestand dit geheel van zorgen vereist om op een zo kort mogelijke tijd de ziekte te bestrijden of te verlichten, de gezondheidstoestand te herstellen of te verbeteren of de letsels te stabiliseren.</i></p> <p><i>Deze ziekenhuizen vervullen een <u>opdracht van algemeen belang</u> ».</i></p> <p>Artikel 2 van de ziekenhuiswet bevat de basiskennmerken waaraan een verzorgingsinstelling moet voldoen om zich een "ziekenhuis" te kunnen noemen. Het bepaalt meteen ook, in algemene termen, de openbare dienstverlening waarvoor het ziekenhuis een financiering ontvangt. Het staat vast dat de dienstverlening in een pluridisciplinaire context en binnen een aangepaste omkadering moet gebeuren. De patiënt moet ook steeds kunnen overnachten in de instelling.</p>

¹ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

Die noodzakelijke omkadering wordt verder gedefinieerd in de zogenaamde erkenningsnormen, waarvoor sinds de zesde Staatshervorming de gefedereerde entiteiten bevoegd zijn. Deze normen garanderen een minimaal kwaliteitsniveau waaraan de openbare dienstverlening van een ziekenhuis moet voldoen. Indien de verzorgingsinstelling aan de erkenningsnormen beantwoordt, dan kan de instelling een “erkenning” bekomen van de bevoegde regionale overheid.

De erkenningsnormen bepalen de noodzakelijke medische, medisch-technische en logistieke omkadering en bestaan in hoofdzaak uit functionele, architecturale en personeelsnormen. De toegekende erkenning heeft zowel betrekking op het ziekenhuis in zijn geheel, op grond van het koninklijk besluit van 23 oktober 1964 tot bepaling van de normen die door de ziekenhuizen en hun diensten moeten worden nageleefd, als op elk van de ziekenhuisdiensten, -functies en – zorgprogramma’s die het ziekenhuis verzorgt.

Met andere woorden, de normen zorgen ervoor dat de ziekenhuizen hun opdracht van algemeen belang naar behoren uitvoeren. De gefedereerde entiteiten voeren hiervoor de nodige inspecties uit en vaardigen individuele erkenningsbesluiten uit indien de ziekenhuisdiensten aan de normen voldoen.

Voor elke ziekenhuisfunctie, - dienst of zorgprogramma zijn er specifieke normen.

Niet elke verzorgingsinstelling kan echter een financiering ontvangen. Om het financieel evenwicht van het Belgische ziekenhuissysteem in stand te houden, bestaat er een planning van het aanbod. Enkel inrichtingen die in een zogenaamde programmatie opgenomen zijn, komen principieel in aanmerking om een financiering te krijgen voor hun dienstverlening.

Samengevat wordt de dienstverlening van een ziekenhuis geregeerd door 3 grote principes uit de ziekenhuiswetgeving: programmatie, erkenning en financiering. In eerste instantie moet de verzorgingsinstelling voldoen aan de definitie van artikel 2 van de ziekenhuiswet. Daarna wordt de beslissing genomen of de dienstverlening van een ziekenhuis wel past in een programma, waarna de diensten, functies, zorgprogramma’s,... van het ziekenhuis door de bevoegde overheid kunnen erkend worden als de erkenningsnormen vervuld zijn. Pas als deze drie voorwaarden vervuld zijn, kan de financierende overheid, wat in het kader van de ziekenhuisfinanciering in hoofdzaak de federale overheid is, overgaan tot de effectieve toewijzing van de financiering.

Bovenop die unieke opdracht komt, voor de ziekenhuizen die beschikken over een functie « Mobiele Urgentiegroep » en/of « spoedgevallenzorg », een aanvullende DAEB: de dringende geneeskundige hulpverlening, in de zin van de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening.

In het algemeen blijft de federale staat bevoegd voor de organieke wetgeving, de basisregels met betrekking tot de programmering en de financiering van de exploitatie wanneer deze worden door de organieke wetgeving georganiseerd.

II) Specifiek voor de Vlaamse gemeenschap

De zesde staatshervorming heeft een dubbele impact.

Ten eerste is de Vlaamse Gemeenschap bevoegd voor het opstellen van de erkenningsnormen voor ziekenhuizen met dien verstande dat de uitgevaardigde wetgeving geen organieke wetgeving mogen inhouden, noch een invloed mogen hebben op de uitoefening van de geneeskunde.

Erkenningsnormen bepalen de criteria waaraan een ziekenhuis, ziekenhuisdienst,

zorgprogramma, functie moet voldoen om erkend te worden. Het kan hier bijvoorbeeld gaan over:

- Aard en inhoud van de zorg
- Vereiste infrastructuur
- Omgevingselementen zoals bijvoorbeeld beschikken over bepaalde functies of diensten
- Kwaliteitsnormen en -opvolging

Ten tweede werd ook A1/A3 binnen het Budget Financiële Middelen overgedragen aan VIPA (Het betreft de financiële afwikkeling van investeringen die voor de zesde staatshervorming goedgekeurd waren.)

Ingevolge de zesde staatshervorming werd de Vlaamse Gemeenschap ook volledig bevoegd voor het gezondheidsbeleid in de revalidatieziekenhuizen (geïsoleerde G-Sp-ziekenhuizen), inclusief de financiering.

III) Waals Gewest

Overeenkomstig artikel 3, 6° van het decreet van 11 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening wordt overgeheveld naar het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, oefent het Waals Gewest de bevoegdheden inzake gezondheid uit die aan de Franse Gemeenschap waren toegewezen zoals bedoeld in artikel 5, § 1, I van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen (zoals laatst gewijzigd door artikel 6 van de bijzondere wet van 6 januari 2014), met uitzondering van :

- a) de universitaire ziekenhuizen;
- b) de revalidatieovereenkomsten afgesloten met de ziekenhuizen bedoeld onder punt a) ;
- c) de Koninklijke Academie voor Geneeskunde van België;
- d) de erkenning en contingeren van de gezondheidszorgberoepen ;
- e) de activiteiten en diensten voor preventieve geneeskunde ten behoeve van zuigelingen, kinderen, leerlingen en studenten;
- f) hetgeen behoort tot de opdrachten toevertrouwd aan het Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE);
- g) de sportgeneeskundige controle;
- h) de Société scientifique de médecine générale.

Het Waals Gewest is bevoegd inzake ziekenhuisbeleid om de erkenningsnormen uit te vaardigen waaraan ziekenhuizen, ziekenhuisdiensten, zorgprogramma's en ziekenhuisfuncties moeten voldoen.

Het is eveneens bevoegd voor de financiering van de infrastructuur van de ziekenhuizen en de medisch-technische diensten (voorheen onderdelen A1 en A3 van het budget van de financiële middelen (BFM) van de ziekenhuizen).

Het vroegere financieringssysteem (reglementaire beschikkingen) werd op 1 januari 2018 afgeschaft door artikel 2 van het Besluit van de Waalse Regering van 17 december 2015 zoals gewijzigd bij Besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2017 tot opheffing en wijziging van sommige bepalingen betreffende de subsidiëring van ziekenhuisinvesteringen, genomen in uitvoering van de Wet op de ziekenhuizen en andere zorginstellingen, gecoördineerd op 10 juli

2008.

Dit vroegere financieringssysteem is echter van kracht gebleven (art. 3 van het voornoemde Besluit van de Waalse Regering van 17 december 2015) :

1° voor de financiering van de investeringen van infrastructuur en medisch-technische diensten geleverd door de Federale overheid, voor rekening van de gemeenschappen, overeenkomstig artikel 47/9, § 4, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en Gewesten, (het gaat concreet over de betaling van de subsidies toegekend op de aflossingsduur voor investeringen die de ziekenhuizen hebben gedaan voor 1 januari 2016) ;

2° voor de financiering van investeringen die vallen in de verlenging die nodig is voor de finalisering van de bouwkalender die is vastgelegd in het protocolakkoord afgesloten in het kader van de Interministeriële Conferentie Volksgezondheid van 19 juni 2006 (concreet valt er nog één ziekenhuis onder deze bepaling,, die bedoeld was om een financieringscontinuïteit te garanderen terwijl de bouwwerken nog niet waren beëindigd).

In 2017 heeft het Waals Gewest een nieuw financieringsmechanisme voor ziekenhuisinfrastructuur aangenomen (Decreet van 9 maart 2017 betreffende de verblijfkosten en de financiering van sommige apparaten van de zware medisch-technische diensten in ziekenhuizen, uitgevoerd bij besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2017 houdende uitvoering van het decreet van 9 maart 2017 betreffende de verblijfkosten en de financiering van sommige apparaten van de zware medisch-technische diensten in ziekenhuizen). Dit nieuwe mechanisme is in voege getreden op 1 juli 2017. De oproep voor investeringsprogramma's voor het eerste bouwplan werd gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad op 27 maart 2018 (ministerieel besluit van 12 maart 2018).

III bis) Franse Gemeenschap

De Franse Gemeenschap is bevoegd inzake ziekenhuisbeleid om de erkenningsnormen uit te vaardigen waaraan universitaire ziekenhuizen moeten voldoen.

De Fédération Wallonie Bruxelles is bevoegd voor het ziekenhuisbeleid van de universitaire ziekenhuizen (Cliniques universitaires Saint-Luc in Sint-Lambrechts-Woluwe, hôpital universitaire ERASME in Anderlecht , cliniques universitaires Mont-Godinne in Yvoir en het Centre hospitalier universitaire van Sart -Tilman in Luik) voor de uitvaardiging van de erkenningsnormen waaraan ziekenhuizen, ziekenhuisdiensten, zorgprogramma's en ziekenhuisfuncties moeten voldoen.

Zij is eveneens bevoegd voor de financiering van de infrastructuur van de ziekenhuizen en de medisch-technische diensten (voorheen onderdelen A1 en A3 van het budget van de financiële middelen (BFM) van de ziekenhuizen) van deze 4 universitaire ziekenhuizen.

Het vroegere financieringssysteem (reglementaire beschikkingen) werd afgeschaft op 1 januari 2016 . Voor de overname van deze bevoegdheden werd het decreet van 13 juli 2016 houdende financiering van het onderhoud en de uitrusting van de infrastructuur uitgevaardigd. (het betreft een forfaitaire financiering van het medisch en niet-medisch materiaal, rijdend materiaal en medisch-technisch materiaal).

Voor de toekomst heeft de Fédération Wallonie Bruxelles in 2017 een nieuw financieringsmechanisme voor ziekenhuisinfrastructuur aangenomen (Decreet van 19 juli 2017

betreffende de verblijfkosten en de financiering van sommige apparaten van de zware medisch-technische diensten in ziekenhuizen, uitgevoerd bij besluit van de Fédération Wallonie Bruxelles van 20 december 2017 houdende uitvoering van het decreet van 19 juli 2017 betreffende de verblijfkosten en de financiering van sommige apparaten van de zware medisch-technische diensten in ziekenhuizen). Dit nieuwe mechanisme is in voege getreden op 1 juli 2017. De oproep voor investeringsprogramma's voor het eerste bouwplan is lopende.

Algemeen genomen blijft de Federale Staat bevoegd voor de organieke wetgeving, de basisregels rond de programmering en de financiering van de exploitatie wanneer die door de organieke wetgeving wordt georganiseerd.

IV) Gemeenschappelijke gemeenschapscommissie

De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie (hierna GGC genoemd) regelt en beheert de gemeenschapsbevoegdheden in het Brusselse Gewest die gemeenschappelijk zijn voor beide gemeenschappen (Franstalig en Nederlandstalig).

In het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kunnen de instellingen die bevoegd zijn voor de zogenaamde persoonsgebonden materies (gezondheid en sociale bijstand) kiezen tot welke gemeenschap ze behoren. Of ze kunnen ervoor opteren om die keuze niet te maken. In dat laatste geval vallen ze onder de bevoegdheid van de GGC en worden ze ook wel 'bicommunautaire instellingen' of 'bipersoonsgebonden instellingen' genoemd.

Een ziekenhuis is een instelling zoals bedoeld in de artikelen 2, 3 en 7 van de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen (hierna ziekenhuiswet genoemd). Een psychiatrisch verzorgingstehuis is een doorgangstehuis ten behoeve van psychiatrische patiënten zoals bedoeld in artikel 6 van de ziekenhuiswet.

Deze instellingen vervullen een opdracht van algemeen belang.

V) Duitstalige Gemeenschap

De Duitstalige Gemeenschap is bevoegd inzake ziekenhuisbeleid om de erkenningsnormen uit te vaardigen waaraan ziekenhuizen, ziekenhuisdiensten, zorgprogramma's en ziekenhuisfuncties moeten voldoen.

De Duitstalige Gemeenschap is bovendien bevoegd voor de financiering van de ziekenhuisinfrastructuur.

Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.

I) Federale overheid

Zoals hierboven reeds werd uiteengezet, bestaat het mandaat aan de ziekenhuizen uit verschillende beslissingen die op verschillende bevoegdheidsniveaus worden genomen: de programmatie, de erkenning, de financiering.

Een ziekenhuisdienst, een ziekenhuisfunctie of een zorgprogramma is desgevallend opgenomen in een programmatie. Het is de federale overheid die de eventuele programmatie vastlegt en dus beslist **hoeveel diensten, functies, zorgprogramma's,... een financiering kunnen ontvangen**.

Niet zomaar elke medische dienst, functie, medisch-technische dienst of zorgprogramma wordt

gefinancierd. De bevoegde regionale overheden inspecteren de ziekenhuizen en reiken bij een positieve evaluatie erkenningen uit aan de geprogrammeerde diensten, functies en zorgprogramma's. De bevoegde regionale overheden bepalen met andere woorden **welke ziekenhuizen in aanmerking komen voor een financiering**. De bevoegde regionale overheid neemt daartoe individuele erkenningsbeslissingen.

Het sluitstuk wordt echter gevormd door de beslissing om financiering toe te kennen. Het zogenaamde '**budget van financiële middelen**' wordt **door de federale minister van Volksgezondheid voor ieder ziekenhuis afzonderlijk vastgesteld en toegekend**, binnen een jaarlijks (corresponderend met een kalenderjaar) globaal budget dat bij een aan de Ministerraad voorgelegd koninklijk besluit wordt vastgelegd.²

De minister deelt de individuele en met redenen omklede beslissing mee aan de beheerder van het ziekenhuis. De beslissing wordt tevens ter kennis gebracht aan de Federale Raad voor Ziekenhuisvoorzieningen.³ Deze raad bestaat uit experts, vertegenwoordigers van ziekenhuisbeheerders, vertegenwoordigers van artsen en verpleegkundigen en vertegenwoordigers van de ziekteverzekeringsinstellingen.⁴

II) Specifiek voor de Vlaamse gemeenschap

Wat de erkenning betreft worden alle hospitalisatiediensten, functies, afdelingen, medisch-technische diensten en zorgprogramma's erkend in overeenstemming met de Ziekenhuiswet, de uitvoeringsbesluiten ervan (Koninklijke Besluiten en Besluiten Vlaamse Regering). De erkenning gebeurt conform de bepalingen opgenomen in het besluit van de Vlaamse Regering van 25 april 2014 tot vaststelling van de procedures voor de gezondheidszorgvoorzieningen. Dit gebeurt onder de vorm van een besluit getekend door de administrateur-generaal van het Agentschap Zorg en Gezondheid.

III) Waals Gewest

De ziekenhuizen die vallen onder de bevoegdheden van het Waals Gewest moeten erkend zijn overeenkomstig de wet op de ziekenhuizen en zijn uitvoeringsbesluiten.

Deze erkenning krijgt de vorm van een ministerieel besluit getekend door de Waalse minister bevoegd voor gezondheid, en identificeert het geheel van diensten, functies, afdelingen, medisch-technische diensten en zorgprogramma's die in de instelling zijn erkend, alsook het aantal bedden.

Een model van verlenging van de erkenning wordt als bijlage bij dit rapport gevoegd.

III bis) Franse Gemeenschap

Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 november 1987. Krachtens een akkoord met de Fédération Wallonie Bruxelles staat het Waals Gewest in voor de administratieve behandeling van de dossiers van de 4 universitaire ziekenhuizen. De FWB gebruikt dus het verlengingsmodel van het Waals Gewest.

De besluiten worden echter getekend door de Minister-President van de Fédération Wallonie

² Art. 95, eerste lid, ziekenhuiswet

³ Art. 108 ziekenhuiswet

⁴ Art. 33 ziekenhuiswet

Bruxelles.

IV) Gemeenschappelijke gemeenschapscommissie

Ministerieel erkenningsbesluit (model in bijlage)

V) Duitstalige Gemeenschap

Erkenningsnormen:

De ziekenhuisdiensten, zorgprogramma's en ziekenhuisfuncties die vallen onder de bevoegdheden van de Duitstalige Gemeenschap moeten erkend zijn overeenkomstig de wet op de ziekenhuizen en zijn uitvoeringsbesluiten.

De erkenningsprocedure wordt beschreven in het Besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 19 april 1995.

Infrastructuurfinanciering:

De Duitstalige Gemeenschap financiert enerzijds de lasten uit het verleden van de financiering van de ziekenhuisinfrastructuur (verbintenissen aangegaan door het federale niveau voor de zesde Staatshervorming en die werden overgeheveld naar de Gemeenschappen; te betalen tot 2048) via de onderdelen A1 en A3 van het budget van de financiële middelen (BFM) en, anderzijds de nieuwe infrastructuurinvesteringen volgens de bepalingen van het decreet van 18 maart 2002 betreffende de infrastructuur.

^[1] Art. 95, eerste lid, ziekenhuiswet

^[2] Art. 108 ziekenhuiswet

^[3] Art. 33 ziekenhuiswet

Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de **plus de 10 ans** (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.

I) Federale overheid

Wat de 'programmatiebeslissing' betreft, is er geen sprake van een termijn. De programmatie wordt bepaald in functie van de behoeften van de bevolking en aldus hangt het van deze behoeften af of iets in een programmatie past.

De erkenning wordt toegekend door de bevoegde regionale overheid die ook de termijn bepaalt waarvoor de erkenning wordt gegeven:

- **Vlaamse Gemeenschap:** Een "voorlopige erkenning" wordt verleend voor een periode van zes maanden die op gemotiveerd verzoek van de beheersinstantie eenmaal met maximaal zes maanden kan worden verlengd
Een "erkenning" wordt verleend :
1° voor de algemene ziekenhuizen en voor de ziekenhuisdiensten van algemene ziekenhuizen: een termijn van onbepaalde duur;

2° voor de psychiatrische ziekenhuizen en voor de ziekenhuisdiensten van psychiatrische ziekenhuizen: een termijn van maximaal zes jaar, die kan worden verlengd.

Dit in uitvoering van het Besluit Vlaamse Regering van 25.04.2014.

- **Waals Gewest:** voorlopige goedkeuring wordt verleend voor een periode van 6 maanden, met de mogelijkheid om deze voorlopige goedkeuring te verlengen voor een of meerdere perioden van 6 maanden. Aan het einde van de voorlopige goedkeuringsperiode wordt het ziekenhuis voor maximaal 5 jaar goedgekeurd. Deze goedkeuring wordt om de 5 jaar verlengd.
- **Franse Gemeenschap:** voorlopige goedkeuring wordt verleend voor een periode van 6 maanden, met de mogelijkheid om deze voorlopige goedkeuring te verlengen voor een of meerdere perioden van 6 maanden. Aan het einde van de voorlopige goedkeuringsperiode wordt het ziekenhuis voor maximaal 5 jaar goedgekeurd. Deze goedkeuring wordt om de 5 jaar verlengd.
- **GGC :** een "voorlopige erkenning" voor een periode van zes maanden die kan worden verlengd en/of een "erkenning" voor een periode van maximum zes jaar die kan worden verlengd.
- **Duitstalige Gemeenschap:** eerste voorlopige goedkeuring voor 6 maanden + verlenging van voorlopige goedkeuring + definitieve goedkeuring (vaak voor 5 jaar) + uitbreiding van de definitieve goedkeuring.

De financiering gebeurt via de toekenning van het budget van financiële middelen aan elk ziekenhuis, dat telkens loopt vanaf 1 juli tot en met 30 juni van het volgende jaar.

In het kader van de ziekenhuisfinanciering worden er dus geen mandaten aan ziekenhuizen toegekend voor een periode langer dan 10 jaar. Dit is ook wettelijk vastgelegd in de ziekenhuiswet.^[1]

ii) specifiek voor de Vlaamse gemeenschap

Voor de duur van de onderliggende subsidies dient ten opzicht van de vorige bevraging, naast de lopende alternatieve subsidies, ook rekening gehouden te worden met de nieuwe forfaitaire subsidiëring.

Alternatieve subsidies:

De gebruikstoelage wordt gedurende twintig opeenvolgende jaren toegekend (artikel 12 van het BVR van 18 maart 2011 tot regeling van de alternatieve investeringssubsidies, verstrekt door het VIPA). Een aantal voorzieningen kozen in 2015 ook voor de eenmalige uitbetaling van het kapitaalsaldo (BVR van 11 september 2015 tot regeling van de eenmalige uitbetaling van de alternatieve investeringssubsidies, verstrekt door het Vlaams Infrastructuurfonds voor Persoonsgebonden Aangelegenheden).

In beide gevallen bestaat er de verplichting om het gebouw voor minimaal 25 jaar te betrekken (artikel 87 van het BVR van 18 maart 2011).

De lange termijn van de subsidiëring kan gerechtvaardigd worden door de bijzondere investeringen die gevraagd worden van de ziekenhuizen die over een langere periode dan 10 jaar moeten worden afgeschreven.

Forfaits:

Daarnaast worden sinds 2017 ook forfaits uitbetaald (zie verder) voor investeringen en onderhoud. Hoewel deze forfaits onbeperkt in de tijd worden uitbetaald, bestaat er een verband met de duur van de openbare dienstverplichting. De forfaitbedragen houden bij de onderliggende berekening rekening met de economische levensduur gedurende de levenscyclus van de onderliggende activa. Daarnaast worden de forfaits elk jaar geactualiseerd op basis van de determinerende parameters zoals aantal bedden, operatiekwartieren... Indien wegens ontoereikende investeringen niet meer voldaan wordt aan de erkenningsnormen, valt ook de erkenning alsook de subsidiëring weg. Hierdoor zijn de subsidies de facto beperkt in de tijd in functie van het voldoen aan de openbare dienstverplichting. De lange termijn van de subsidiëring kan hier dus ook gerechtvaardigd worden door de bijzondere investeringen die gevraagd worden van de ziekenhuizen die over een langere periode van 10 jaar moeten worden afgeschreven.

Ook hier geldt de verplichting om de onroerende investeringen voor minimaal 25 jaar te betrekken.

III) Waals Gewest

- Een voorlopige erkenning van zes maanden wordt toegekend aan het ziekenhuis dat een ontvankelijke erkenningsaanvraag indient;
- Deze voorlopige erkenning kan gedurende één of meerdere identieke termijnen worden verlengd;
- Tijdens de geldigheidsduur van de voorlopige erkenning wordt er een inspectie gedaan om na te gaan of het ziekenhuis aan de geldende erkenningsnormen voldoet;
- Ingevolge deze inspectie kan de Minister het ziekenhuis een erkenning toekennen voor een maximumduur van 5 jaar;
- Na deze vijf jaar wordt een vragenlijst bezorgd aan het ziekenhuis met het oog op de verlenging van zijn erkenning (procedure omzendbrief).
- Er kunnen punctuele inspecties worden gedaan in de erkende ziekenhuizen om na te gaan of de erkenningsnormen worden nageleefd.

III bis) Franse Gemeenschap

- Een voorlopige erkenning van zes maanden wordt toegekend aan het ziekenhuis dat een ontvankelijke erkenningsaanvraag indient;
- Deze voorlopige erkenning kan gedurende één of meerdere identieke termijnen worden verlengd;
- Tijdens de geldigheidsduur van de voorlopige erkenning wordt er een inspectie gedaan om na te gaan of het ziekenhuis aan de geldende erkenningsnormen voldoet;
- Ingevolge deze inspectie kan de Minister het ziekenhuis een erkenning toekennen voor een maximumduur van 5 jaar;

- Na deze vijf jaar wordt een vragenlijst bezorgd aan het ziekenhuis met het oog op de verlenging van zijn erkenning (procedure omzendbrief).
- Er kunnen punctuele inspecties worden gedaan in de erkende ziekenhuizen om na te gaan of de erkenningsnormen worden nageleefd.

IV) Gemeenschappelijke gemeenschapscommissie

De diensten van het Verenigd College van de GGC onderzoeken de erkenning en vergewissen zich ervan dat het ziekenhuis of de ziekenhuisdienst kan werken in omstandigheden verenigbaar met de normen waaraan moet worden voldaan.

Wanneer op het einde van de procedure wordt vastgesteld dat de (erkennings)normen al dan niet worden nageleefd en dat de programmering al dan niet wordt gerespecteerd, krijgt de instelling:

- ofwel, een "voorlopige erkenning", voor een periode van zes maanden die kan worden verlengd;
- ofwel, een "erkenning" voor een periode van maximum zes jaar die kan worden verlengd;
- ofwel, een "weigering van erkenning"

Indien, in de loop van de voorlopige erkenning of erkenning, wordt vastgesteld dat de (erkennings)normen niet meer worden nageleefd, dan kan een procedure tot "intrekking van erkenning" opgestart worden.

V) Duitstalige Gemeenschap

Erkenningsnormen:

- Een voorlopige erkenning van zes maanden wordt toegekend aan het ziekenhuis dat een ontvankelijke erkenningsaanvraag indient;
- Deze voorlopige erkenning kan gedurende één identieke termijn worden verlengd;
- Tijdens de geldigheidsduur van de voorlopige erkenning wordt er een inspectie gedaan om na te gaan of het ziekenhuis aan de geldende erkenningsnormen voldoet (indien een inspectie niet mogelijk is dan wordt een omstandig werkingsverslag gevraagd);
- Ingevolge deze inspectie kan de Minister het ziekenhuis een erkenning toekennen voor een maximumduur van 5 jaar;
- Er kunnen punctuele inspecties worden gedaan in de erkende ziekenhuizen om na te gaan of de erkenningsnormen worden nageleefd.

Er is geen enkele erkenning van langer dan 10 jaar.

Infrastructuurfinanciering:

De infrastructuurfinanciering gebeurt:

- enerzijds via het BFM dat wordt berekend en medegedeeld door de FOD Gezondheid en

aanvaard en betaald door de Duitstalige Gemeenschap.

Het BFM wordt medegedeeld op 1 januari en op 1 juli van elk jaar. Een financieringsperiode begint op 1 juli van het jaar T en is geldig tot 30 juni van het jaar T+1. Vaak gebeurt er een actualisering van het BFM op 1 januari van het jaar T+1.

- anderzijds via subsidies volgens de bepalingen van het decreet van 18 maart 2002 betreffende de infrastructuur.

De subsidies worden helemaal aan de ziekenhuizen betaald op voorlegging van de stukken tot staving.

In het kader van de financiering van de ziekenhuisinfrastructuur wordt aan de ziekenhuizen geen enkel mandaat van langer dan 10 jaar toegekend.

^[1] **Art. 105, § 1, tweede lid, onder a), ziekenhuiswet**

Expliquer si des **droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux** sont accordés aux entreprises.

I) Federale overheid

Artikel 81 van de ziekenhuiswet voorziet de mogelijkheid om bepaalde medische handelingen te omschrijven die verplicht de omkadering van een ziekenhuis vereisen.⁵ Deze bepaling is tot nog toe nooit uitgevoerd. Aldus zijn er geen medische handelingen bepaald die uitsluitend door een ziekenhuis in de zin van de ziekenhuiswet mogen uitgevoerd worden.

Daarnaast moet ook nog de zogenaamde lijst van zware medische apparatuur vermeld worden.⁶ Deze lijst bevat toestellen of uitrustingen voor onderzoek en behandeling die duur zijn hetzij door hun aankoopprijs, hetzij door de bediening ervan door hoog gespecialiseerd personeel.⁷ Apparaten die op deze lijst voorkomen kunnen opgesteld noch uitgebaat worden dan na de voorafgaande toestemming van de bevoegde regionale overheid. Deze voorwaarde is ook van toepassing op apparaten die buiten een ziekenhuisomgeving opgesteld worden en op apparaten waarbij niet tussengekomen wordt in de investeringskosten.

Deze beperking wordt gemotiveerd vanuit de doelstelling om de kwaliteit van de zorg te bewaken, de stralingsbelasting van de bevolking onder controle te houden, expertise te centraliseren en het financieel evenwicht van het gezondheidszorgsysteem te handhaven.

De lijst van zware medische apparatuur bevat volgende toestellen of uitrustingen:

- de computer tomograaf (CT);
- de computer tomograaf met emissie van enkelvoudige fotonen in combinatie met computer tomograaf (SPECT-CT);
- de positron emissie tomograaf (PET);
- de positron emissie tomograaf in combinatie met computer tomograaf (PET-CT);

⁵ Het artikel laat echter ook toe om medische handelingen te bepalen die buiten het kader van een ziekenhuis dienen te gebeuren.

⁶ Art. 52 ziekenhuiswet

⁷ Art. 51 ziekenhuiswet

- de positron emissie tomograaf in combinatie met magnetisch resonantie tomograaf (PET – NMR);
- de magnetische resonantie tomograaf (NMR), inclusief de ‘extremity only’ magnetische resonantie tomograaf;
- radiotherapietoestellen met emissie van fotonen, protonen, elektronen of hadronionen met inbegrip van therapie met carbonionen.

Voor wat betreft de PET-scanner en de NMR bestaan er bovendien programmatiecriteria. Dit brengt met zich mee dat de federale overheid het maximaal aantal toestellen dat opgesteld en uitgebaat mag worden, heeft vastgelegd. Het zijn echter de bevoegde regionale overheden die beslissen welke ziekenhuizen een erkenning ontvangen om een dienst met een PET- of NMR-scanner uit te baten. Daarenboven komen enkel ziekenhuizen in aanmerking om een dergelijke dienst uit te baten.

Quels **instruments d'aide** ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?

I) Federale overheid

Zoals reeds eerder gesteld bepaalt artikel 95 van de ziekenhuiswet dat het budget van financiële middelen voor elk ziekenhuis apart wordt vastgesteld door de minister van Volksgezondheid binnen een globaal budget voor het hele land. Er wordt dus met ander woorden jaarlijks een budget voor de Belgische ziekenhuizen vrijgemaakt in het nationale budget. Vervolgens wordt dat bedrag onder de ziekenhuizen verdeeld volgens voorwaarden en berekeningsmodaliteiten die in de wet op de ziekenhuizen en haar uitvoeringsbesluiten zijn opgenomen. Het toegekende bedrag zal onder meer afhangen van de grootte en het activiteitsniveau van het ziekenhuis, de eventuele bijzondere opdrachten die het ziekenhuis toegekend heeft gekregen (bv. universitaire ziekenhuizen die een onderwijs- en onderzoeksopdracht hebben), het aantal erkende diensten waarover het ziekenhuis beschikt, ...

De grondslag voor de verdeling wordt omschreven in artikel 105 van de wet op de ziekenhuizen. Dat artikel preciseert dat de voorwaarden en de parameters voor de berekening van de compensatie bij koninklijk besluit moeten worden vastgelegd. In het koninklijk besluit moeten onder meer de volgende zaken worden vastgelegd:

"(...)

a) de periode voor dewelke het budget wordt toegekend en dewelke niet langer mag duren dan tien jaar, behalve voor die bestanddelen van het budget van financiële middelen die kosten dekken van aanzienlijke investeringen van het ziekenhuis die, in overeenstemming met algemeen aanvaarde boekhoudkundige beginselen, over een langere periode moeten worden afgeschreven;

b) de splitsing van het budget in een vast gedeelte en variabel gedeelte;

c) de criteri en modaliteiten van berekening, met inbegrip van de vaststelling van de verantwoorde activiteiten en de indexeringsmodaliteiten;

d) wat het variabel gedeelte betreft: de vergoeding van de activiteiten, ten aanzien van een referentieaantal die meer gerealiseerd zijn of niet zijn gerealiseerd;

e) de vaststelling van het referentieaantal bedoeld in het vorige lid met betrekking tot de

*activiteitenparameters die in rekening worden gebracht;
f) de voorwaarden en modaliteiten ter herziening van bepaalde bestanddelen;
g) de verrekening met de vorige jaren, zoals bedoeld in artikel 116 van de wet betreffende de ziekenhuizen (...)"⁸*

De details van die modaliteiten staan vermeld in het koninklijk besluit van 25 april 2002 betreffende de vaststelling van het budget van financiële middelen van de ziekenhuizen. De berekeningsparameters en modaliteiten van het budget van financiële middelen zijn bestemd om, overeenkomstig artikel 100 van de wet op de ziekenhuizen⁹, de kosten te dekken voor de ziekenhuisopname, en overeenkomstig artikel 101 van de wet op de ziekenhuizen de kosten voor de dienstverlening ingevolge rampen of catastrofes (en overeenkomstig artikel 102 van de wet op de ziekenhuizen niet om een reeks kosten te dekken die wettelijk werden vastgesteld). De bovenvermelde wet vermeldt in haar artikel 95 dat het budget van financiële middelen de financiering van de exploitatiekosten dekt. Bovendien houden die kosten, krachtens de opdracht van algemeen belang die werd gegeven door de wet, zoals dat artikel 95 aangeeft, "enkel rekening met de ziekenhuisverpleging".

Samengevat, alle ziekenhuizen worden gefinancierd op basis van identieke regels. De financiering heeft enkel betrekking op het gedeelte "hospitalisatie".

Het compensatiemechanisme bestaat uit het toekennen van een financiële tussenkomst (het BFM) in de ziekenhuiskosten die a priori berekend wordt op basis van de op dat moment laatst gekende gegevens (boekhoudkundige en financiële gegevens van de voorbije jaren, gegevens met betrekking tot de berekening van de verantwoorde activiteit). Later wordt de compensatie herzien op basis van de reële cijfers, maar daar wordt in het volgende onderdeel dieper op ingaan.

De compensatie is forfaitair en heeft enkel betrekking op de hospitalisatie, met inbegrip van de chirurgische daghospitalisatie, voor:

- de investeringskosten (onroerend goed, medisch en niet-medisch materiaal) en bijhorende financiële kosten
[A1 en A2] (Naar aanleiding van de Zesde Staatshervorming werd de financiering van de investering onder het luik A1 overgedragen aan de gefedereerde entiteiten.)
- de investeringskosten en werkingskosten van het zwaar medisch materiaal
[A3 en B3] (Naar aanleiding van de Zesde Staatshervorming werd de financiering van de investering onder het luik A3 overgedragen aan de gefedereerde entiteiten.)
- de werkingskosten van de ziekenhuisdiensten en "gemeenschappelijke" diensten en dekking van de kosten van de bijhorende wettelijke verplichtingen
[B1, B4, B6, B9]
- de kosten van het verplegend en verzorgend personeel
[B2]
- de werkingskosten van de ziekenhuisapotheek

⁸ Art. 105 wet op de ziekenhuizen.

⁹ art. 100 van de wet op de ziekenhuizen bepaalt het volgende:
"Onverminderd artikel 97, dekt het budget van financiële middelen op forfaitaire wijze de kosten die verband houden met het verblijf in een gemeenschappelijke kamer en de verstrekking van zorgen aan de patiënten in het ziekenhuis, met inbegrip van de patiënten in daghospitalisatie zoals omschreven door de Koning."

[B5]

De "compensatie" gegeven door de Staat is dus een staatssteun in die verschillende posten, die rechtstreeks verband houden met de uitoefening van de toevertrouwde opdrachten.

II) Specifiek voor de Vlaamse gemeenschap

De staatshervorming van 2014 droeg de financiering van de investering onder het luik A1-A3 over aan de Vlaamse overheid.

We onderscheiden dan ook de ondersteuning vanuit VIPA die reeds bij de vorige DAEB-rapportering (2014-15) aanwezig was, en de subsidiestromen die ten gevolge van de 6^e staatshervorming erbij gekomen zijn.

Reeds aanwezige financiële kader bij de vorige DAEB-rapportering

Tot 2014 konden ziekenhuizen voor welbepaalde investeringen bij de Vlaamse overheid aanvragen indienen voor de gespreide subsidiëring met 20 gelijke, jaarlijkse gebruikstoelagen. Deze projecten werden aangeduid als "bouwkalenderprojecten" en werden deels ook door de federale overheid gesubsidieerd (via het Budget voor Financiële Middelen).

Vanaf 2014 werden er geen nieuwe engagementen aangegaan. In 2014 legde het INR op dat het kapitaalsaldo van alle gebruikstoelagen ineens budgettair diende aangerekend te worden. Gezien die budgettaire volledige aanrekening, kregen de ziekenhuizen ook de mogelijkheid om het openstaande kapitaalsaldo van de gebruikstoelagen ineens uitbetaald te krijgen.

In zoverre dat er niet gekozen werd voor de eenmalige subsidiebetaling (meeste eenmalige subsidies dateren van 2015), zijn er wel nog jaarlijkse betalingen tot de twintigste gebruikstoelage is uitbetaald.

De modaliteiten van toewijzing werden geregeld in het besluit van de Vlaamse Regering van 18 maart 2011 tot regeling van de alternatieve investeringssubsidies, verstrekt door het VIPA. De procedure bestaat uit 3 stappen:

- zorgstrategisch plan
- technisch-financieel plan en principieel akkoord
- gebruikstoelage

In het zorgstrategisch plan formuleert het ziekenhuis haar visie over 10 jaar m.b.t. het geplande zorgaanbod in de regio en haar geplande rol hierin. Na de goedkeuring van het zorgstrategisch plan, kan het ziekenhuis een aanvraag tot goedkeuring van het technisch-financieel plan en tot het verkrijgen van het principieel akkoord indienen bij het VIPA. Er worden drie adviezen (financieel, functioneel en bouwtechnisch) verstrekt, waarna het dossier op een coördinatiecommissie wordt gebracht. Mits gunstig advies van deze commissie, kan de minister een principieel akkoord verstrekken in functie van de beschikbare financiële middelen. Binnen de twee jaar na dit principieel akkoord, dient de instelling een aanvangsbevel te vertrekken. Ten vroegste het kalenderjaar dat volgt op dit aanvangsbevel, kan voor de eerste keer een

gebruikstoelage worden aangevraagd.

Intussen hebben alle betrokkenen reeds een aanvangsbevel gegeven en zijn er zoals gezegd geen bijkomende principiële akkoorden meer mogelijk.

Daarnaast kon de Vlaamse Gemeenschap een waarborg verstrekken voor leningen voor gesubsidieerde investeringen. Het voorgaande wordt nader geregeld in het besluit van de Vlaamse Regering van 16 juli 2010 tot vaststelling van de investeringssubsidie en de bouwtechnische en bouwfysische normen voor de verzorgingsvoorzieningen (= "sectorbesluit"), het besluit van de Vlaamse Regering van 18 maart 2011 tot regeling van de alternatieve investeringssubsidies, verstrekt door het VIPA en het besluit van de Vlaamse Regering van 8 november 2013 tot facilitering van de infrastructuurfinanciering via de alternatieve investeringswaarborg, verstrekt door het VIPA.

Mits gunstig financieel advies, kon VIPA tot een plafondbedrag leningen waarborgen. De instelling betaalt hiervoor een waarborgpremie en dient toestemming te verlenen aan VIPA tot vestiging van zekerheden. **Vanaf 2017 worden er voor de ziekenhuizen geen bijkomende leningcontracten meer gewaarborgd.**

Het basisbedrag van de subsidies voor de investeringen die door VIPA worden gedekt, wordt bepaald aan de hand van een forfaitair bedrag per m² van de subsidiabele oppervlakte, dat overeenkomt met maximaal 60% van de geplafonneerde kost (uitzondering : prioritaire investeringen voor 10%). Dit bedrag wordt uitbetaald bij wijze van 20 jaarlijkse gebruikstoelagen die ook de kost van de voorfinanciering dekken.

Voor het aanvullend deel (40% of 90% bij prioritaire investeringen) dat niet door VIPA gesubsidieerd wordt en voor bepaalde soorten investeringen die louter door de federale overheid gesubsidieerd worden aan 100% (groot onderhoud, niet-prioritaire herconditioneringswerken, investeringen duurzame ontwikkeling...) kon de aanvrager zich beroepen op het Budget Financiële Middelen.

Het bedrag van de waarborg is ook beperkt tot $(10/6) \times$ basisbedrag van de VIPA-subsidies $\times 75\%$. De waarborg zorgt voor een lagere financieringskost, zonder dat VIPA expliciet in de financieringskost tussenbeide komt (in dat opzicht kan de waarborg evenmin een overcompensatie van de financieringskost inhouden).

Subsidiestromen ten gevolge van de 6^e staatshervorming

Vanaf 2016 worden de uitgaven voor in gebruik genomen investeringen in het luik A1-A3 door de instellingen van de Sociale Zekerheid betaald voor rekening van het VIPA. Dit is een voortzetting van de vroegere stromen zoals ook reeds vermeld in de vorige DAEB-rapporteringen.

Daarnaast werden vanaf 2017 volgende subsidiemechanismen opgestart:

- het strategisch en instandhoudingsforfait: Besluit Vlaamse Regering van 14 juli 2017 betreffende de subsidiëring van infrastructuur van ziekenhuizen ("Subsidiebesluit") en BVR van 14 juli 2017 houdende de procedureregels voor de subsidiëring van infrastructuur van ziekenhuizen ("Procedurebesluit");
- de toestelfinanciering: Besluit Vlaamse Regering betreffende de subsidiëring van de uitrusting en apparatuur van de medisch-technische diensten van de ziekenhuizen en tot

wijziging van het koninklijk besluit van 25 april 2002 betreffende de vaststelling en de vereffening van het budget van financiële middelen van de ziekenhuizen, wat de financiering van de lasten van de voormelde uitrusting en apparatuur betreft.

De forfaits kenmerken zich door:

- het strategisch forfait dekt de nieuwbouw, uitbreiding en herconditionering van het ziekenhuis. Het instandhoudingsforfait dekt de uitgaven voor onderhouds investeringen;
- het strategisch forfait wordt bekomen na een aanvraag die kadert binnen een zorgstrategisch plan, terwijl het instandhoudingsforfait aan het ziekenhuis wordt ingediend zonder dat daarvoor een aanvraag moet ingediend worden;
- beide forfaits worden berekend op basis van objectieve parameters (bedden, operatiekwartieren...) met vergoeding voor intrest en beperkte indexering;
- de forfaits worden onbeperkt in de tijd uitbetaald.

Het strategisch forfait moet passen binnen het Vlaamse zorgstrategisch plan, zoals bepaald door de Vlaamse Regering. Net zoals bij de VIPA-subsidiëring via gebruikstoelagen, worden er adviezen (financieel, functioneel en bouwtechnisch) verstrekt. Hierna wordt het dossier op een coördinatiecommissie gebracht. Na advies van deze commissie, kan de minister een akkoord strategisch verstrekken in functie van de beschikbare financiële middelen. Binnen de 2 jaar na het akkoord dient de aanvrager het aanvangsbevel te geven.

Er werd tot nog toe geen zorgstrategisch plan uitgewerkt. De strategische forfaits die sinds 2017 worden uitbetaald betreffen vroegere bouwkalenderprojecten die vóór het in werking treden van het besluit nog niet in gebruik waren genomen, maar wel reeds een principieel akkoord hadden bekomen. In het kader van dit principieel akkoord voldoen ze reeds aan de vereisten met betrekking tot zorgstrategie.

De toestelfinanciering vergoedt de investeringen in pet scanners, NMR en bestralingsapparaten. De bedragen zijn forfaitair en worden verondersteld de afschrijvingen te dekken. Het betreft hier een relatief beperkter bedrag in vergelijking met de andere forfaits.

III) Waals Gewest

Vier types ondersteuning zijn voorzien :

Subsidies toegekend op basis van de aflossingen gedaan of aangevat voor 1 januari 2016. Deze subsidies worden betaald door de Federale Staat voor rekening van het Waals Gewest en afgehouden van de dotaties die de Federale Staat aan het Waals Gewest stort (deel A1 van het BFM, zie koninklijk besluit van 25 april 2002 zoals in voege gehouden door artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 17 december 2015).

De subsidies rechtstreeks toegekend aan het Waals Gewest voor bouwwerken, prioritaire herconditionering van onroerende investeringen alsook voor roerende investeringen van eerste uitrusting (art. 1925 tot 1950 van de Waalse reglementering voor sociale en gezondheidsactie, zoals in voege gehouden door artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 17 december 2015). Deze subsidies betreffen het afsluiten van de werken aangevat voor 1 januari 2016, behalve voor een ziekenhuis dat gemachtigd is om nieuwe openbare aanbestedingen te gunnen om een aangevatte bouw niet te moeten onderbreken.

De verblijfskosten ingevoerd door het Decreet van 9 maart 2017 betreffende de verblijfskosten en de financiering van sommige apparaten van de zware medisch-technische diensten in ziekenhuizen, uitgevoerd bij besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2017 Deze verblijfskosten zijn bedoeld ter dekking van de bouw, de uitbreiding en de herconditionering van de ziekenhuizen, alsook van het onderhoud van gebouwen, het materiaal en de uitrusting, de kosten voor pre-exploitatie.

De gewestelijke waarborg voor leningen aangegaan door de ziekenhuizen ter financiering van hun infrastructuurwerken (Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de voorwaarden waaronder en van de wijze waarop de waarborg van de Waalse Regering verleend kan worden voor de leningen ter financiering van de verrichtingen bedoeld in artikel 63 van de wet betreffende de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen, gecoördineerd op 10 juli 2008). Deze waarborg werd toegekend aan één ziekenhuis en heeft het voorwerp uitgemaakt van een principiële akkoord voor een ander ziekenhuis (de toekenning van de waarborg werd met het lenende organisme niet gefinaliseerd).

IIIbis) Franse Gemeenschap

Voor 2016:

Subsidies toegekend op basis van de aflossingen voor investeringen gedaan of aangevat voor 1 januari 2016. Deze subsidies worden betaald door de Federale Staat voor rekening van de Franse Gemeenschap en afgehouden van de dotaties die de Federale Staat aan de Franse Gemeenschap stort.

Het vroegere financieringssysteem (reglementaire beschikkingen) werd afgeschaft op 1 januari 2016. (het betreft een forfaitaire financiering van het medisch en niet-medisch materiaal, rijdend materiaal en medisch-technisch materiaal).

Voor de toekomst heeft de Fédération Wallonie Bruxelles in 2017 een nieuw financieringsmechanisme voor ziekenhuisinfrastructuur aangenomen (Decreet van 19 juli 2017 betreffende de verblijfskosten en de financiering van sommige apparaten van de zware medisch-technische diensten in ziekenhuizen, uitgevoerd bij besluit van de Fédération Wallonie Bruxelles van 20 december 2017 houdende uitvoering van het decreet van 19 juli 2017 betreffende de verblijfskosten en de financiering van sommige apparaten van de zware medisch-technische diensten in ziekenhuizen). Dit nieuwe mechanisme is in voege getreden op 1 juli 2017. De oproep voor investeringsprogramma's voor het eerste bouwplan is lopende.

Momenteel is er geen ziekenhuiswaarborg toegekend maar er is een reflectie aan de gang.

De hierboven beschreven regels worden behouden in 2016 en 2017. Een hervorming is aan de gang voor 2019-2020.

IV) Gemeenschappelijke gemeenschapscommissie

De GGC kan een financiële tegemoetkoming verlenen om de kosten voor de nieuwbouw-, uitbreidings- en herconditioneringswerken, de uitrusting en de apparatuur van ziekenhuizen of psychiatrische verzorgingstehuizen te dekken. Zij kan eveneens een waarborg verlenen op het saldo van het betoelaagbaar bedrag dat niet door haar financiële tegemoetkoming wordt gedekt. De gezamenlijke toepassing van de toekenning van de financiële tegemoetkoming van de GGC en

van de waarborg kan niet leiden tot tussenkomsten die de maximale kostprijs overschrijden.

De regels met betrekking tot de financiële tegemoetkoming en de waarborg van de GGC worden bepaald door het besluit van 10 oktober 2013 van het Verenigd College van de GGC tot bepaling van de regels betreffende de financiële tegemoetkoming van de GGC in de bouw, de uitbreiding, de verbouwing, de uitrusting en de apparatuur van ziekenhuizen en psychiatrische verzorgingstehuizen.

De subsidie voor de investeringen wordt bepaald aan de hand van een forfaitair bedrag per m² van de subsidieerbare oppervlakte, dat overeenkomt met maximaal 60% van de werkelijke kost (uitzondering : prioritaire investeringen voor 10%).

Deze subsidie wordt meestal uitgegaan van een **vastleggingsritme** verspreid over 3 jaar, zijnde: 40% - 40% - 20%. Voor de ordonnancerings wordt meestal uitgegaan van een vereffeningsritme verspreid over 5 jaar, zijnde: 10% - 45% - 25% - 10% - 10%.

Voor het deel (40% of 90% bij prioritaire investeringen) dat niet door GGC ten laste wordt genomen, wordt gedragen door de federale overheid. Bepaalde investeringen worden echter volledig door de federale overheid gesubsidieerd worden aan 100%.

Ge GGC kan een waarborg verlenen ten belope van het saldo van het betoelaagbaar bedrag dat niet door de subsidie wordt gedekt.

Alle instellingen worden op basis van de zelfde regels gefinancierd.

Les règles décrites ci-dessus sont maintenues en 2016 et 2017. Une réforme est en cours pour 2019-2020.

V) Duitstalige Gemeenschap

In 2016 en 2017 heeft de Duitstalige Gemeenschap enkel rechtstreekse subsidies gebruikt om de ziekenhuizen te financieren.

- Betaling van de delen A1 (investeringskosten voor gebouwen, medisch materiaal en niet-medisch materiaal) en A3 (investeringskosten en werkingskosten van het zwaar medisch materiaal) van het BFM.

Het RIZIV verdeelt de financiële middelen aan de verzekeringsorganismen die vervolgens de financiële middelen storten aan de ziekenhuizen. De FOD Financiën houdt deze middelen in op de federale dotatie van de Duitstalige Gemeenschap.

- Rechtstreekse subsidies volgens de bepalingen van het decreet van 18 maart 2002 betreffende de infrastructuur.

Algemeen genomen is de rechtstreekse subsidie gelijk aan 80% van het subsidieerbare bedrag (reële kosten). Dit subsidiepercentage is bij voorbeeld van toepassing voor de bouw van gebouwen.

Een ander subsidiepercentage (60%) wordt toegepast op de uitrustingssubsidie (medische of niet-medische uitrusting) en meubilair. Het subsidieerbare bedrag is gelijk aan de werkelijke investeringskosten.

Forfait voor gebouwonderhoud: het betreft een bedrag dat is toegekend om de onderhoudswerken te doen die bedoeld zijn om de infrastructuur in goede staat

te houden.

Het bedrag van deze forfait wordt bepaald volgens de beschikbare budgettaire middelen en wordt verdeeld onder de ziekenhuizen naargelang van het aantal erkende bedden.

^[1] Het artikel laat echter ook toe om medische handelingen te bepalen die buiten het kader van een ziekenhuis dienen te gebeuren.

^[2] Art. 52 ziekenhuiswet

^[3] Art. 51 ziekenhuiswet

^[4] Art. 105 loi sur les hôpitaux.

^[5] L'art. 100 de la loi relative aux hôpitaux précise ce qui suit: "Sans préjudice de l'article 97, le budget des moyens financiers couvre de manière forfaitaire les frais résultant du séjour en chambre commune et de la dispensation des soins aux patients de l'hôpital, en ce compris les patients en hospitalisation de jour telle que définie par le Roi."

Décrire le **mécanisme de compensation** habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.

I) Federale overheid

Zoals reeds eerder gesteld bepaalt artikel 95 van de ziekenhuiswet dat het budget van financiële middelen voor elk ziekenhuis apart wordt vastgesteld door de minister van Volksgezondheid binnen een globaal budget voor het hele land. Er wordt dus met ander woorden jaarlijks een budget voor de Belgische ziekenhuizen vrijgemaakt in het nationale budget. Vervolgens wordt dat bedrag onder de ziekenhuizen verdeeld volgens voorwaarden en berekeningsmodaliteiten die in de wet op de ziekenhuizen en haar uitvoeringsbesluiten zijn opgenomen. Het toegekende bedrag zal onder meer afhangen van de grootte en het activiteitsniveau van het ziekenhuis, de eventuele bijzondere opdrachten die het ziekenhuis toegekend heeft gekregen (bv. universitaire ziekenhuizen die een onderwijs- en onderzoeksopdracht hebben), het aantal erkende diensten waarover het ziekenhuis beschikt, ...

De grondslag voor de verdeling wordt omschreven in artikel 105 van de wet op de ziekenhuizen. Dat artikel preciseert dat de voorwaarden en de parameters voor de berekening van de compensatie bij koninklijk besluit moeten worden vastgelegd. In het koninklijk besluit moeten onder meer de volgende zaken worden vastgelegd:

"(...)

a) de periode voor dewelke het budget wordt toegekend en dewelke niet langer mag duren dan tien jaar, behalve voor die bestanddelen van het budget van financiële middelen die kosten dekken van aanzienlijke investeringen van het ziekenhuis die, in overeenstemming met algemeen aanvaarde boekhoudkundige beginselen, over een langere periode moeten worden afgeschreven;

b) de splitsing van het budget in een vast gedeelte en variabel gedeelte;

c) de criteria en modaliteiten van berekening, met inbegrip van de vaststelling van de verantwoorde activiteiten en de indexeringsmodaliteiten;

d) wat het variabel gedeelte betreft: de vergoeding van de activiteiten, ten aanzien van een referentieaantal die meer gerealiseerd zijn of niet zijn gerealiseerd;

e) de vaststelling van het referentieaantal bedoeld in het vorige lid met betrekking tot de activiteitenparameters die in rekening worden gebracht;

f) de voorwaarden en modaliteiten ter herziening van bepaalde bestanddelen;

g) de verrekening met de vorige jaren, zoals bedoeld in artikel 116 van de wet betreffende de ziekenhuizen (...)"¹⁰

De details van die modaliteiten staan vermeld in het koninklijk besluit van 25 april 2002 betreffende de vaststelling van het budget van financiële middelen van de ziekenhuizen.

De berekeningsparameters en modaliteiten van het budget van financiële middelen zijn bestemd om, overeenkomstig artikel 100 van de wet op de ziekenhuizen¹¹, de kosten te dekken voor de ziekenhuisopname, en overeenkomstig artikel 101 van de wet op de ziekenhuizen de kosten voor de dienstverlening ingevolge rampen of catastrofes (en overeenkomstig artikel 102 van de wet op de ziekenhuizen niet om een reeks kosten te dekken die wettelijk werden vastgesteld). De bovenvermelde wet vermeldt in haar artikel 95 dat het budget van financiële middelen de financiering van de exploitatiekosten dekt. Bovendien houden die kosten, krachtens de opdracht van algemeen belang die werd gegeven door de wet, zoals dat artikel 95 aangeeft, "enkel rekening met de ziekenhuisverpleging".

Samengevat, alle ziekenhuizen worden gefinancierd op basis van identieke regels. De financiering heeft enkel betrekking op het gedeelte "hospitalisatie".

Het compensatiemechanisme bestaat uit het toekennen van een financiële tussenkomst (het BFM) in de ziekenhuiskosten die a priori berekend wordt op basis van de op dat moment laatst gekende gegevens (boekhoudkundige en financiële gegevens van de voorbije jaren, gegevens met betrekking tot de berekening van de verantwoorde activiteit). Later wordt de compensatie herzien op basis van de reële cijfers, maar daar wordt in het volgende onderdeel dieper op ingaan.

De compensatie is forfaitair en heeft enkel betrekking op de hospitalisatie, met inbegrip van de chirurgische daghospitalisatie, voor:

- de investeringskosten (onroerend goed, medisch en niet-medisch materiaal) en bijhorende financiële kosten
[A1 en A2] (Naar aanleiding van de Zesde Staatshervorming werd de financiering van de investering onder het luik A1 overgedragen aan de gefedereerde entiteiten.)
- de investeringskosten en werkingskosten van het zwaar medisch materiaal
[A3 en B3] (Naar aanleiding van de Zesde Staatshervorming werd de financiering van de investering onder het luik A3 overgedragen aan de gefedereerde entiteiten.)
- de werkingskosten van de ziekenhuisdiensten en "gemeenschappelijke" diensten en dekking van de kosten van de bijhorende wettelijke verplichtingen
[B1, B4, B6, B9]
- de kosten van het verplegend en verzorgend personeel
[B2]

¹⁰ Art. 105 wet op de ziekenhuizen.

¹¹ art. 100 van de wet op de ziekenhuizen bepaalt het volgende:
"Onverminderd artikel 97, dekt het budget van financiële middelen op forfaitaire wijze de kosten die verband houden met het verblijf in een gemeenschappelijke kamer en de verstrekking van zorgen aan de patiënten in het ziekenhuis, met inbegrip van de patiënten in daghospitalisatie zoals omschreven door de Koning."

- de werkingskosten van de ziekenhuisapothek
[B5]

De "compensatie" gegeven door de Staat is dus een staatssteun in die verschillende posten, die rechtstreeks verband houden met de uitoefening van de toevertrouwde opdrachten.

II) specifiek voor de Vlaamse gemeenschap

Er is geen sprake van overcompensatie van ziekenhuis(diensten). Er kan gesteld worden dat zelfs met de VIPA-subsidies erbij gerekend er nog steeds sprake is van ondercompensatie voor ziekenhuisdiensten.

We onderscheiden de alternatieve subsidiëring, Budget Financiële Middelen (BFM) en de forfaitaire subsidiëring:

Alternatieve subsidiëring:

De controles op de goede aanwending van verleende gebruikstoelagen gebeuren door de ambtenaren van het VIPA (bouwtechnisch adviseurs en financieel analisten) en door deze van het Agentschap Zorg en Gezondheid (artsen/paramedici die instaan voor de functionele advisering). Tijdens het verloop van de bouwwerken van een door VIPA gesubsidieerde infrastructuur wordt er telkens, na de aanvraag tot uitbetaling van een gebruikstoelage, een controle ter plaatse (op de werf) georganiseerd. Het verslag en de conclusies van deze controles vormen de basis voor de uiteindelijke berekening van het bedrag van de gebruikstoelage. Immers kan het eerder berekend en vooropgestelde bedrag van de te ontvangen jaarlijkse gebruikstoelage nog wijzigen in gevolge inbreuken of tekorten die zich voordoen tijdens deze controles.

Het VIPA-sectorbesluit voorziet dat er in principe in een periode van 20 jaar na de ingebruikname van een gesubsidieerd project er geen investeringssubsidies kunnen worden verkregen voor eenzelfde project.

In de VIPA-regelgeving worden minimumperiodes opgelegd gedurende dewelke het ziekenhuis over een zakelijk recht of genotsrecht op het gesubsidieerde project dient te beschikken. Gedurende die minimumperiode dient voor elke vervreemding, bezwaring met zakelijk recht of genotsrecht of bestemmingswijziging toestemming bekomen te worden van hetzij VIPA of de minister (artikel 87, eerste lid, van het besluit van de Vlaamse Regering van 18 maart 2011 tot regeling van de alternatieve investeringssubsidies, verstrekt door het VIPA). De minimumperiode voor werken bedraagt 25 jaar (artikel 12, §1, derde lid van het decreet van 23 februari 1994 inzake de infrastructuur voor persoonsgebonden aangelegenheden).

In geval van overtreding van de VIPA-normen en voorwaarden, de regelgeving inzake overheidsopdrachten of de gebruiksnormen, worden de verleende VIPA-subsidies integraal teruggevorderd (artikel 88 van het besluit van de Vlaamse Regering van 18 maart 2011 tot regeling van de alternatieve investeringssubsidies, verstrekt door het VIPA) zoals bepaald overeenkomstig artikel 13 van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van gemeenschappen en gewesten.

A1/A3 als onderdeel van BFM:

De controles die reeds door de federale overheid werden uitgevoerd (net zoals bij de andere onderdelen van BFM), worden hier verder gezet.

Forfaitaire subsidiëring:

Voor het strategisch forfait wordt uitvoerig gecontroleerd op de projectuitvoering in functie van de DAEB-opdracht, zowel tijdens de werken als gedurende de economische levensduur van het project (Procedurebesluit):

Voor het strategisch forfait kan het fonds altijd tijdens de uitvoering van de werken een controle van de conformiteit met het akkoord strategisch forfait uitvoeren. Na de ingebruikname van de betreffende infrastructuur maakt het Fonds een opstartevaluatie van het dossier. Het Fonds doet voor het onderzoek van het dossier een beroep op de personeelsleden die ter beschikking staan van het Fonds (artikel 17).

In het jaar dat volgt op het jaar van de ingebruikname van de infrastructuur maakt de aanvrager een globale evaluatie van het gerealiseerde project. De evaluatie heeft minstens betrekking op het bouwproces, de kostprijsolutie, de gebruiksgegevens en de gebruikerstevredenheid, en ze wordt uitgevoerd op basis van een model dat het Fonds ter beschikking stelt. De aanvrager bezorgt de evaluatie aan het Fonds (artikel 20).

Ook hier dient de aanvrager over een voldoende lang genotsrecht te beschikken (artikel 3): 25 jaar voor de onroerende goederen en 5 jaar voor de roerende. Gedurende die 25 jaar voor onroerende goederen en 10 jaar voor roerende, dient elke concrete bestemmingswijziging onderworpen te worden aan de uitdrukkelijke toestemming van hetzij VIPA, hetzij de minister (artikel 25).

Voor zowel het strategisch als instandhoudingsforfait is er in het kader van de DAEB-verplichtingen een dubbele controle voorzien (Procedurebesluit):

- artikel 29: minstens elke 10 jaar vanaf de eerste toekenning van de investeringssubsidies, wordt er gecontroleerd of het ziekenhuis blijft voldoen aan de voorwaarden om haar basisziekenhuisopdracht uit te voeren conform artikel 2, 3^e lid van het subsidiebesluit. De basisziekenhuisopdracht werd vastgelegd in de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen, in het decreet van 17 oktober 2003 betreffende de kwaliteit van de gezondheids- en welzijnsvoorzieningen, in hoofdstuk VI van het decreet van 20 maart 2009 houdende diverse bepalingen betreffende het beleidsdomein Welzijn, Volksgezondheid en Gezin en in de uitvoeringsbesluiten van die wettelijke en decretale regelingen, wat de kosten betreft die verband houden met investeringen in infrastructuur die noodzakelijk is voor de uitvoering van die verplichtingen, om de toegang te waarborgen tot een kwalitatief hoogstaande en betaalbare gezondheidszorg die voor iedereen toegankelijk is, waarbij de kosten grotendeels ten laste worden gelegd van collectieve voorzieningen.

Indien de basisziekenhuisopdracht niet meer wordt vervuld, wordt de subsidiëring stopgezet en teruggevorderd voor het betaalde bedrag vanaf het ogenblik dat de basisziekenhuisopdracht niet meer werd uitgevoerd.

- artikel 30: minstens om de 3 jaar wordt ook de boekhouding van het ziekenhuis gecontroleerd. Hiertoe worden de financiële stromen die verband houden met de

infrastructuurinvesteringen van de verplichtingen die voortvloeien uit de basisziekenhuisopdracht transparant afgezonderd. Er wordt een controleraamwerk uitgewerkt waarbij uitgaven en ontvangsten van de investeringen cumulatief driejaarlijks worden vergeleken. Indien op de controlemomenten de cumulatieve ontvangsten hoger liggen dan de cumulatieve uitgaven, zal dienen aangetoond dat de overschotten naar de toekomst toe zullen worden aangewend voor de investeringen binnen de basisziekenhuisopdracht. Op die manier wordt erover gewaakt dat er geen overcompensatie plaats vindt.

III) Waals Gewest

De subsidies die rechtstreeks worden toegekend door het Waals Gewest voor bouwwerken, voor prioritaire herconditionering van onroerende investeringen en voor de roerende investeringen voor eerste uitrusting, worden in schijven ter beschikking gesteld:

- een eerste schijf van 30% van het subsidiebedrag zodra de bestelling van de werken is geplaatst en de werken daadwerkelijk werden aangevat, wat moet blijken uit de eerste voortgangsstaat begeleid door de overeenstemmende factuur;
- De tweede schijf van 30% wordt ter beschikking gesteld zodra alle voortgangsstaten en ingediende facturen samen het totaal van de eerste schijf bereiken;
- De derde schijf van 30% wordt ter beschikking gesteld zodra alle voortgangsstaten en ingediende facturen samen het totaal van de eerste twee schijven bereiken;
- Het saldo van de subsidie wordt ter beschikking gesteld van de aanvrager bij de goedkeuring van de eindafrekening.

Voor aanbestedingen voor uitrusting en meubilair wordt de subsidie betaald op voorlegging van de facturen.

Voor de verblijfskost is voorzien dat het AViQ (gewestelijke administratie voor Gezondheid) elk jaar aan de ziekenhuizen de verblijfskost meedeelt die ze mogen factureren aan de patiënten met derde betaler. Deze verblijfskost wordt door ieder ziekenhuis aan de patiënten gefactureerd, per hospitalisatiedag. Deze facturering zal via de verzekeringsorganismen gebeuren die navenant de middelen zullen ontvangen. Dit mechanisme is nog niet helemaal geïmplementeerd en er is geen enkele rechtstreekse facturatie van de verblijfskost aan de patiënt gebeurd, de teksten in verband met de erkenning van de verzekeringsorganismen moeten namelijk nog door het Waals Parlement worden goedgekeurd. In afwachting werd, in afwijking van het decreet van 9 maart 2017 en zijn uitvoeringsbesluit, in 2016 een bedrag gestort aan de ziekenhuizen tot dekking van de onderhoudsinvesteringen, alsook een verblijfskost voor de onderdelen onderhoud en vervanging in 2017, die in één keer werden vereffend.

Voor de waarborg kan het Waals Gewest borg staan bij de lenende organismen voor het geheel of een deel van de door de ziekenhuizen geleende sommen. Geen enkel lenend organisme heeft tot nu toe de borg geactiveerd.

III bis) Franse Gemeenschap

Voor de subsidies toegekend op basis van de aflossingen van investeringen gedaan of aangevat voor 1 januari 2016, wordt de storting gedaan door de Federale Staat, die bijgevolg niet meer in staat is om het mechanisme te beschrijven.

Sinds de overname van de bevoegdheden op 1 januari 2016 hebben de ziekenhuizen enkel een forfait gekregen (**11 miljoen in totaal voor 4 universitaire ziekenhuizen**) voor medische uitrusting, niet-medische uitrusting, rijdend materiaal, zware medisch-technische diensten en onderhoudswerken) overeenkomstig het decreet van de Franse Gemeenschap van 13 juni 2017.

Wat de nieuwe beschikking betreft (verblijfskost) , is er een projectoproep aan de gang maar er zal voor 1 januari 2020 geen facturatie van de verblijfskost gebeuren.

IV) Gemeenschappelijke gemeenschapscommissie

De bevoegde diensten van de GGC oefenen ter plaatse of op basis van verantwoordingstukken toezicht uit op de correcte naleving van de fysische, bouwtechnische en kwalitatieve normen, alsook op het gebruik van de gebouwen.

De bestemming en het gebruik van het goed dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een tegemoetkoming mag niet veranderen gedurende een periode die minstens gelijk is aan de duur van de boekhoudkundige afschrijving van de investering, behoudens indien het goed of de met het nog af te schrijven saldo overstemmende opbrengst van zijn verkoop bestemd blijven voor de ziekenhuisexploitatie of voor een activiteit van openbaar nut, mits uitdrukkelijke voorafgaande toestemming. Bij overtreding zullen de toegekende tegemoetkomingen naar rato worden teruggevorderd.

Bovendien worden de toegekende tegemoetkomingen teruggevorderd wanneer het project niet is uitgevoerd of niet wordt uitgebaat binnen een redelijke uitvoeringstermijn.

V) Duitstalige Gemeenschap

De procedures voor de subsidietoekenning worden geregeld door het decreet van 18 maart 2002 betreffende de infrastructuur. Voor de aanbestedingen voor uitrusting en meubilair wordt de subsidie betaald op voorlegging van de facturen. Voor aanbestedingen voor werken kan een schijf van maximum 90 % van de subsidie worden toegekend op voorlegging van de voortgangsstaten en facturen. Het saldo wordt gestort bij de oplevering van de werken.

Indien er aan de ziekenhuizen een subsidie onder de vorm van een forfait wordt toegekend, dan bepaalt de Gemeenschap de periode (vaak 3 jaar) waarbinnen de ziekenhuizen moeten bewijzen dat ze de ter beschikking gestelde financiële middelen wel degelijk hebben geïnvesteerd. De niet gebruikte middelen moeten worden terugbetaald en daar worden boete-intresten bij geteld.

^[1] Arttn. 86 à 91 loi sur les hôpitaux

^[2] Art. 127 loi sur les hôpitaux

^[3] Het betreft hier de minimale ziekenhuisgegevens (MZG) die per patiënt en per opname in het ziekenhuis worden geregistreerd. Op die manier kan de overheid onder meer nagaan hoeveel opnames en ingrepen een ziekenhuis per jaar uitvoert.

Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.

Voor wat de Federale Overheid betreft, zoals hierboven reeds werd beschreven, gebeurt de berekening van de budgetten op basis van de reeds gekende gegevens. Het betreft hier boekhoudkundige gegevens van de betrokken ziekenhuizen die in de voorgaande jaren werden verzameld. Met behulp van die gegevens kan men al een goede inschatting maken van het bedrag waarop het ziekenhuis recht zal hebben.

Vervolgens wordt de staatssteun in het budget van financiële middelen vereffend in de vorm van "twaalfden", dat wil zeggen dat elk ziekenhuis maandelijks, en dat vanaf 1 juli van elk jaar tot 30 juni van het volgende jaar, een bedrag per maand ontvangt dat overeenstemt met de staatssteun in zijn individueel budget gespreid over 12 maanden. Na herziening van de toegekende bedragen aan de hand van de achteraf verzamelde boekhoudkundige gegevens, wordt het eventuele te veel ontvangen bedrag aangerekend op het budget van het ziekenhuis in kwestie.

De controle op de ziekenhuizen die een compensatie ontvangen uit het budget van financiële middelen gebeurt op verschillende niveaus. De wet voorziet eerst en vooral in een verplichte externe controle door de bedrijfsrevisor.¹² Tot slot voorziet de wet op de ziekenhuizen in de controle door de daartoe aangestelde inspecteurs, onverminderd de bevoegdheden van de gerechtelijke politie, in geval van fraude of misdrijf.¹³

De controle door de ambtenaren gebeurt op twee niveaus. Er wordt er een financiële inspectie georganiseerd. Enerzijds controleert en valideert ze, alvorens de subsidie toegekend wordt, een aantal gegevens, en anderzijds controleert ze de ziekenhuizen ter plaatse om de juistheid van de naderhand overgemaakte financiële gegevens na te gaan.

Er vindt ook een controle plaats van de medische gegevens¹⁴, die voor een deel als basis genomen worden voor de bepaling van het activiteitsniveau van het ziekenhuis, en dus ook voor de berekening van de compensatie.

Het BFM wordt "a priori" vastgesteld op basis van de gekende gegevens. Bij kennisname van de reële gegevens van het boekjaar in kwestie, worden bepaalde elementen van het budget herzien om rekening te houden met de reële gegevens.

Artikel 92 van het 'financieringsbesluit' van 25 april 2002 stelt op een transparante manier de elementen vast die herzien moeten worden.

De wet op de ziekenhuizen voorziet ook in een mechanisme dat financiële transparantie mogelijk maakt binnen het ziekenhuis, krachtens artikel 93 van de wet op de ziekenhuizen wat betreft de Ondernemingsraad, en artikel 143 van de wet op de ziekenhuizen wat betreft de transparantie ten aanzien van de Medische Raad.

Les moyens financiers que les hôpitaux ont reçu en trop ou trop peu via le BMF seront définis par les révisions quelques années plus tard et seront ensuite déduits ou ajoutés au BMF suivant.

¹² Artikelen. 86 tot 91 wet op de ziekenhuizen

¹³ Art. 127 wet op de ziekenhuizen

¹⁴ Het betreft hier de minimale ziekenhuisgegevens (MZG) die per patiënt en per opname in het ziekenhuis worden geregistreerd. Op die manier kan de overheid onder meer nagaan hoeveel opnames en ingrepen een ziekenhuis per jaar uitvoert.

II) specifiek voor de Vlaamse gemeenschap

Voor de Vlaamse infrastructuursubsidies kan het volgende worden gesteld:

Voor de forfaitaire subsidies werd in de regelgeving ook nog eens expliciet de driejaarlijkse controle van de cumulatieve ontvangsten en uitgaven opgenomen. Voor de lopende alternatieve subsidies bestaat een bouwtechnische evaluatie, die tot nog toe aantoonde dat de subsidies beneden de bouwkost liggen.

V) Duitstalige Gemeenschap

De subsidies die aan de ziekenhuizen worden toegekend volgens de bepalingen van het decreet van 18 maart 2002 betreffende de infrastructuur worden betaald op voorlegging van de facturen en van de bewijzen van betaling daarvan. Zo voorkomt de Duitstalige Gemeenschap buitensporige subsidiëring.

Wat de forfaitaire subsidies betreft die aan de ziekenhuizen worden toegekend volgens de bepalingen van het decreet van 18 maart 2002 betreffende de infrastructuur, wordt oversubsidiëring voorkomen door zich te baseren op historische gegevens bij de bepaling van het bedrag van de subsidie en door een periode vast te leggen waarbinnen de subsidie mag worden geïnvesteerd. Na deze periode moet het gedeelte van de subsidie dat niet werd geïnvesteerd worden terugbetaald aan de Duitstalige Gemeenschap en daar worden boete-intresten bij geteld.

<p>Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).</p>	
N/A	
Montant des aides octroyées	
Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)¹⁵. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)	
2016	2017
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales¹⁶	
2016	2017
8.209.124.796,78 €	8.206.771.295,24 €
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales¹⁷	
2016	2017
Franse Gemeenschap : 11.000.000€ GCC : 10 878 413,00€ Duitstalige Gemeenschap : BMF A1 et A3 : 4.532.901 € A1: 4.408.459 € A3: 124.441 € Subsidies (décret du 18/03/02) : 3.311.500 € Constructies : 1.402.711 €	Franse Gemeenschap: 11.000.000€ GCC : 16 071 424€ Duitstalige Gemeenschap : BMF A1 et A3 : 5.369.000 € A1 : 5.265.299 € A3 : 103.700 € Subsidies (décret du 18/03/02) : 6.334.248 € Constructies : 2.700.000 €

¹⁵ Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

¹⁶ Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

¹⁷ Voir la note de bas de page 3.

<p>Uitrusting en meubilair : 1.438.789 € Onderhoud : 470.000 €</p> <p>TOTAAL : 7.844.401 € B : Directe subsidie : 100%</p> <p>Waals Gewest</p> <p>Oude financiering (budget AViQ) : 1 hôpital: 180.975 €</p> <p>Buiten bouwkalender : 1 ziekenhuis : 2.824.275€</p> <p>Nieuwe financiering : 57 ziekenhuizen : 1.725.000 €</p> <p>De onderstaande bedragen verwijzen in elk geval naar de kredieten die voor deze ziekenhuizen zijn vastgelegd</p> <p>Vlaanderen (euro) : Uitbetaald door VIPA : 82 050 182,43 A1/A3 via Sociale zekerheid: 490 523 000 Totaal bedrag : 572 573 182,43</p>	<p>Uitrusting en meubilair : 473.248 € Onderhoud : 3.161.000 €</p> <p>TOTAAL : 11.703.248 € B : Directe subsidie : 100%</p> <p>Waals Gewest</p> <p>Oude financiering (CRAC – al vooraf vastgelegd in 2015 in het kader van het bouwkalender 2006-2015) : 6 ziekenhuizen : 4.547.525 €</p> <p>Buiten bouwkalender : 1 ziekenhuis : 884.900€</p> <p>Nieuwe financiering : 57 ziekenhuizen : 4.048.117 €</p> <p>De onderstaande bedragen verwijzen in elk geval naar de kredieten die voor deze ziekenhuizen zijn vastgelegd</p> <p>Vlaanderen (euro) : Uitbetaald door VIPA : 227 480 579,36 A1/A3 via Sociale zekerheid: 429 735 166,67 Totaal bedrag : 657 215 746,03</p>
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales¹⁸	
2016	2017
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2016	2017

¹⁸ Voir la note de bas de page 3.

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises) ¹⁹	
2016	2017
Duitstalige Gemeenschap : - Aantal begunstigten in de ziekenhuissector: 2 ziekenhuizen - Gemiddeld steunbedrag van de Duitstalige Gemeenschap: 3.922.200 € - Bedrijfs grootte: Aantal erkende bedden: St. Vith : 156 Eupen : 192 Waals Gewest 37 algemene ziekenhuizen en 20 psychiatrische ziekenhuizen Federale Overheid Aantal ziekenhuizen: 177 Aantal erkende bedden : 68.688 Toegekend totaal budget : 8.395.550.950 Gemiddeld budget op 1/7 : 47.432.491 Totaal rekening 700 : 8.087.586.398 Gemiddelde van rekening 700 : 45.692.579	Duitstalige Gemeenschap : - Aantal begunstigten in de ziekenhuissector: 2 ziekenhuizen - Gemiddeld steunbedrag van de Duitstalige Gemeenschap : 5.851.624 € - Bedrijfs grootte: Aantal erkende bedden: St. Vith : 156 Eupen : 192 Waals Gewest 37 algemene ziekenhuizen en 20 psychiatrische ziekenhuizen Federale Overheid Aantal ziekenhuizen: 175 Toegekend totaal budget : 8.206.771.295 Gemiddeld budget op 1/7 : 46.895.836 Totaal rekening 700 Gemiddelde van rekening 700

Rekening 700 = omzet

Bronnen:

<http://www.health.belgium.be/nl/gezondheid/organisatie-van-de-gezondheidszorg/ziekenhuizen/cijfers-en-rapporten>

3. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE L'ENCADREMENT SIEG DE 2012

Veillez structurer cette partie de votre rapport en reprenant les catégories suivantes:

- 1) Compensations de SIEG supérieures à 15 millions d'EUR qui ne relèvent pas de la décision SIEG (veuillez préciser la décision de la Commission autorisant chaque mesure s'il y a lieu):

¹⁹ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

- i. les services postaux;
- ii. l' énergie;
- iii. la collecte des déchets;
- iv. l' approvisionnement en eau;
- v. les liaisons aériennes ou maritimes avec les îles dont le trafic annuel moyen est supérieur à la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d), de la décision SIEG;
- vi. les aéroports et ports dont le trafic annuel moyen est supérieur à la limite fixée à l'article 2, paragraphe 1), point d), de la décision SIEG;
- vii. la culture;
- viii. les services financiers;
- ix. d'autres secteurs (à préciser).

Pour chacune des catégories énoncées ci-dessus, veuillez fournir des informations en utilisant le tableau suivant:

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre²⁰
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .
Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.
Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir le point 60 de l'encadrement SIEG de 2012) sont respectées. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

²⁰ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

--

Montant des aides octroyées	
Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)²¹. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)	
2016	2017
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales²²	
2016	2017
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales²³	
2016	2017
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales²⁴	
2016	2017
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2016	2017
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)²⁵	

²¹ Comme indiqué au point 62, sous b), de l'encadrement SIEG de 2012.

²² Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

²³ Voir la note de bas de page 9.

²⁴ Voir la note de bas de page 9.

²⁵ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de l'encadrement SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit

2016	2017

d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

4. PLAINTES DE TIERS

Veillez fournir un aperçu des plaintes déposées par des tiers, en particulier des actions engagées devant des juridictions nationales au sujet de mesures relevant du champ d'application de la décision SIEG de 2012 ou de l'encadrement SIEG de 2012. Veillez être aussi précis que possible dans votre réponse et mentionner le secteur dans lequel vous avez reçu des plaintes, le contenu de celles-ci et les suites éventuelles données par vos autorités ou l'issue probable de la procédure judiciaire.

In het vorige rapport werd nog melding gemaakt van een klacht in verband met steunmaatregel SA.19864 - 2014/C (ex 2009/NN54). Deze klacht hield geen verband met de DAEB zoals beschreven in de ziekenhuiswet, maar met een specifieke DAEB in het kader van de OCMW-wetgeving. De klacht had dan ook slechts onrechtstreeks te maken met het budget van financiële middelen van de Belgische ziekenhuizen.

De Commissie heeft inmiddels in dit dossier in haar Besluit d.d. 5 juli 2016 gesteld dat de staatssteun in de vorm van de compensatie sinds 1996 van de tekorten van de Brusselse openbare IRIS-ziekenhuizen door de Brusselse gemeenten verenigbaar is met de interne markt op grond van artikel 106, lid 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

5. QUESTIONS DIVERSES

- a. Nous vous prions de bien vouloir indiquer si vos autorités ont rencontré des difficultés dans l'application de la décision SIEG de 2012, en accordant une attention particulière aux points suivants:

- l'élaboration d'un mandat répondant aux exigences de l'article 4 de la décision SIEG;
- la détermination du montant de la compensation conformément à l'article 5 de la décision SIEG;
- la détermination du niveau de bénéfice raisonnable conformément à l'article 5, paragraphes 5 à 8, de la décision SIEG;
- le contrôle régulier d'une éventuelle surcompensation conformément à l'article 6 de la décision SIEG;

Veillez être aussi précis que possible et inclure des exemples pertinents et, le cas échéant, le secteur dans lequel les difficultés sont (les plus) significatives.

- b. Nous vous prions de bien vouloir indiquer si vos autorités ont rencontré des difficultés dans l'application de l'encadrement SIEG de 2012, en accordant une attention particulière aux points suivants:

- l'organisation d'une consultation publique conformément au point 14 de l'encadrement SIEG;
- le respect des règles en matière de marchés publics conformément au point 19 de l'encadrement SIEG;
- la détermination du coût net évité conformément aux points 25 à 27 de l'encadrement SIEG;
- la détermination du niveau de bénéfice raisonnable conformément aux points 33 à 38 de l'encadrement SIEG;

Veillez être aussi précis que possible et inclure des exemples pertinents et, le cas échéant, le secteur dans lequel les difficultés sont (les plus) significatives.

- c. Si, dans votre rapport, vous souhaitez formuler d'autres observations sur l'application de la décision SIEG et de l'encadrement SIEG au sujet d'éléments non couverts par les questions ci-dessus, n'hésitez pas à le faire.

BIJLAGE

Diensten van algemeen economisch belang: instructies voor het overeenkomstig het DAEB-besluit van 2012 en de DAEB-kaderregeling van 2012 in te dienen verslag

De verslagleggingsverplichtingen zijn uiteengezet in artikel 9 van het DAEB-besluit van 2012:

Elke lidstaat dient om de twee jaar bij de Commissie een verslag in over de uitvoering van dit besluit. Die verslagen geven voor de in artikel 2, lid 1, genoemde verschillende categorieën diensten een gedetailleerd overzicht van de toepassing van dit besluit en omvatten:

- a) een beschrijving van de toepassing van dit besluit op de diensten die binnen het toepassingsbereik van dit besluit vallen, met inbegrip van interne opdrachten;*
- b) het totale bedrag dat overeenkomstig dit besluit aan steun is verleend, uitgesplitst naar de economische sector van de begunstigen;*
- c) een vermelding of, voor een bepaald type dienst, de toepassing van dit besluit tot moeilijkheden of klachten van derden heeft geleid, en*
- d) alle overige gegevens met betrekking tot de toepassing van dit besluit die de Commissie verlangt en tijdig vóór de indieningstermijn van het verslag aangeeft.*

Punt 62 van de DAEB-kaderregeling van 2012 bevat in beginsel dezelfde verslagleggingsverplichtingen voor op grond van de DAEB-kaderregeling van 2012 verleende steun.

Houd in het verslag de volgende structuur aan:

a. **OVERZICHT VAN DE UITGAVEN**

Vul de onderstaande tabel in:

Totale DAEB-overheidsuitgaven, uitgesplitst naar rechtsgrondslag (miljoen EUR)		
	2016	2017
Compensatie voor diensten van algemeen economisch belang (1+2)		
1) Compensatie op grond van het DAEB-besluit		
2) Compensatie op grond van de DAEB-kaderregeling	vertrouwelijk	

Facultatief: Indien uw lidstaat geen staatssteun heeft verleend voor het verrichten van DAEB's in bepaalde sectoren op basis van het DAEB-besluit of de DAEB- kaderregeling, zou informatie over andere instrumenten die het beheer van DAEB's garanderen, bijzonder nuttig zijn. Geef, voor zover beschikbaar, een korte beschrijving van die instrumenten (bv. rechtstreekse steun aan gebruikers, compensatie die voldoet aan alle vier de Altmark-criteria, de-minimissteun voor DAEB's, ...) en geef aan in welke sectoren er gebruik van wordt gemaakt.

b. BESCHRIJVING VAN DE TOEPASSING VAN HET DAEB-BESLUIT VAN 2012

Maak voor dit deel van uw verslag de volgende onderverdeling:

- 1) Ziekenhuizen (art. 2, lid 1, onder b))
- 2) Sociale diensten (art. 2, lid 1, onder c))
 - a) Gezondheidszorg en langdurige zorg
 - b) Kinderopvang
 - c) Toegang tot de arbeidsmarkt en herintreding
 - d) Sociale huisvesting
 - e) Zorg voor en sociale inclusie van kwetsbare groepen
- 3) Lucht- of zeeverbindingen met eilanden met een jaarlijkse gemiddelde passagiersstroom die niet meer bedraagt dan het in art. 2, lid 1, onder d), vastgestelde maximum
- 4) Luchthavens en havens met een jaarlijkse gemiddelde passagiersstroom die niet meer bedraagt dan het in art. 2, lid 1, onder e), vastgestelde maximum
- 5) DAEB-compensatie van maximaal 15 miljoen EUR per jaar (art. 2, lid 1, onder a))
 - i. Postdiensten
 - ii. Energie
 - iii. Afvalinzameling
 - iv. Watervoorziening
 - v. Cultuur
 - vi. Financiële diensten
 - vii. Andere sectoren (specificeren a.u.b.)

Geef voor elk van de bovenstaande punten informatie aan de hand van onderstaande tabel:

Een duidelijke en volledige beschrijving van hoe de betrokken diensten in uw lidstaat zijn georganiseerd¹
Welk soort diensten is in uw lidstaat in de betrokken sector als DAEB aangemerkt? Geef een zo duidelijk mogelijke beschrijving van de inhoud van de als DAEB toegewezen diensten .
Wat zijn de (gebruikelijke) vormen van toewijzing ? Wanneer voor een bepaalde sector gebruik wordt gemaakt van standaardmodellen voor toewijzingen, gelieve die dan hierbij te voegen.
Gemiddelde periode (in jaren) waarvoor de DAEB is toegewezen en aandeel van de toewijzingen voor een periode van meer dan 10 jaar (in procenten) per sector. Vermeld in welke sectoren DAEB's zijn toegewezen voor een periode van meer dan 10 jaar, en leg uit hoe die periode kan worden gerechtvaardigd.
Worden (in de regel) uitsluitende of bijzondere rechten aan de ondernemingen toegekend?
Welke steuninstrumenten zijn gebruikt (rechtstreekse subsidies, garanties, enz.)?
Wat is het gebruikelijke compensatiemechanisme voor de betrokken diensten? Geef aan of een methode op basis van kostentoerekening dan wel de Net Avoided Cost-methode wordt toegepast.
Gebruikelijke regelingen om overcompensatie te vermijden en terug te betalen .

¹ Wanneer in uw lidstaat in een bepaalde sector slechts een klein aantal individuele DAEB's wordt verricht, zouden wij een gedetailleerde beschrijving van die diensten willen krijgen. Wanneer in uw lidstaat in een bepaalde sector een groot aantal diensten wordt toegewezen (bijvoorbeeld omdat ze tot de bevoegdheid van regionale of lokale overheden behoren), zouden individuele gegevens over de toegewezen diensten onevenredig zijn. Een duidelijke en beknopte algemene beschrijving van hoe de sector is georganiseerd, met inbegrip van de gemeenschappelijke kenmerken van de toegewezen individuele diensten, blijft evenwel van cruciaal belang.

<p>Geef kort aan hoe de transparantievereisten worden nageleefd (zie artikel 7 van het DAEB-besluit van 2012) voor steun van meer dan 15 miljoen EUR aan ondernemingen die ook activiteiten hebben buiten de DAEB. Geef in uw antwoord ook een aantal relevante voorbeelden van voor dit doel gepubliceerde informatie (bv. links naar websites of andere referenties), geef aan of u een centrale website heeft waarop u die informatie voor alle betrokken steunmaatregelen in uw lidstaat publiceert (en zo ja, de link naar die website te geven) of licht toe of en hoe de publicatie plaatsvindt op het niveau waarop de steun wordt verleend (bv. op centraal, regionaal of lokaal niveau).</p>	
Bedrag van de verleende steun	
Totaalbedrag van de verleende steun (in miljoen EUR)². Dit omvat alle op uw grondgebied verleende steun, inclusief de door regionale en lokale overheden verleende steun. (A+B+C)	
2016	2017
A: Door de nationale centrale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)³	
2016	2017
B: Door de regionale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)⁴	
2016	2017
C: Door de lokale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)⁵	
2016	2017
Aandeel van de uitgaven per steuninstrument (rechtstreekse subsidie, garanties, enz.) (indien beschikbaar)	
2016	2017

² Zoals bepaald in artikel 9, onder b), van het DAEB-besluit van 2012.

³ Indien het steunbedrag niet kan worden uitgesplitst naar centrale, regionale en lokale overheden, dient alleen het totaalbedrag van de verleende steun voor alle overheden samen te worden opgegeven.

⁴ Zie voetnoot 3.

⁵ Zie voetnoot 3.

Aanvullende kwantitatieve gegevens (bijv. aantal begunstigden per sector, gemiddeld steunbedrag, omvang van de ondernemingen) ⁶	
2016	2017

3. BESCHRIJVING VAN DE TOEPASSING VAN DE DAEB-KADERREGELING VAN 2012

Maak voor dit deel van uw verslag de volgende onderverdeling:

- 1) DAEB-compensaties van meer dan 15 miljoen EUR die niet onder het DAEB-besluit vallen (vermeld in voorkomend geval het besluit van de Commissie tot goedkeuring van de verschillende maatregelen):
 - i. Postdiensten
 - ii. Energie
 - iii. Afvalinzameling
 - iv. Watervoorziening
 - v. Lucht- of zeeverbindingen met eilanden met een jaarlijkse gemiddelde passagiersstroom die meer bedraagt dan de in art. 2, lid 1, onder d), vastgestelde maxima
 - vi. Luchthavens en havens met een jaarlijkse gemiddelde passagiersstroom die meer bedraagt dan de in art. 2, lid 1, onder e), vastgestelde maxima
 - vii. Cultuur
 - viii. Financiële diensten
 - ix. Andere sectoren (specificeren a.u.b.)

Geef voor elk van de bovenstaande punten informatie aan de hand van onderstaande tabel:

⁶ De Commissie zou graag eventueel beschikbare gegevens van u ontvangen over op grond van het DAEB- besluit van 2012 verleende steun, zoals bijvoorbeeld het aantal begunstigden per sector, het gemiddelde steunbedrag, het bedrag per steuninstrument, de omvang van de ondernemingen, enz. Indien dergelijke overige kwantitatieve gegevens niet gemakkelijk beschikbaar zijn in uw lidstaat, kunnen zij uiteraard meer geaggregeerd en/of in de vorm van ramingen worden overgelegd. Geef in dat geval aan dat gebruik is gemaakt van ramingen en ook hoe de gegevens zijn geaggregeerd.

Een duidelijke en volledige beschrijving van hoe de betrokken diensten in uw lidstaat zijn georganiseerd⁷
Welk soort diensten is in uw lidstaat in de betrokken sector als DAEB aangemerkt? Geef een zo duidelijk mogelijke beschrijving van de inhoud van de als DAEB toegewezen diensten .
DAEB voor de bezorging van erkende kranten en tijdschriften, toegewezen aan bpost na het doorlopen van een competitieve, transparante en niet-discriminerende procedure met inachtneming van de regels op het gebied van overheidsopdrachten.
Wat zijn de (gebruikelijke) vormen van toewijzing ? Wanneer voor een bepaalde sector gebruik wordt gemaakt van standaardmodellen voor toewijzingen, gelieve die dan hierbij te voegen.
Een competitieve, transparante en niet-discriminerende procedure met inachtneming van de regels op het gebied van overheidsopdrachten, werd georganiseerd. Deze resulteerde in de concessieovereenkomst voor de bezorging van erkende kranten en de concessieovereenkomst voor de bezorging van erkende tijdschriften.
Gemiddelde periode (in jaren) waarvoor de DAEB is toegewezen en aandeel van de toewijzingen voor een periode van meer dan 10 jaar (in procenten) per sector. Vermeld in welke sectoren DAEB's zijn toegewezen voor een periode van meer dan 10 jaar en leg uit hoe die periode kan worden gerechtvaardigd.
5 jaar (2016-2020)
Worden (in de regel) uitsluitende of bijzondere rechten aan de ondernemingen toegekend?
Nee, de DAEB bezorging van erkende kranten en tijdschriften strekt ertoe dat als "last resort" tegen uniforme (over het gehele grondgebied) en betaalbare tarieven kranten en tijdschriften aan huis bezorgd kunnen worden. Dit houdt in dat bpost beschouwd moet worden als een noodleverancier, die enkel tussenbeide komt in het geval en in de mate dat uitgevers geen andere operator kunnen of willen gebruiken voor de bezorging van zijn kranten en/of tijdschriften. Er is dus geen exclusiviteit, elke uitgever behoudt de vrijheid om op een andere dienstverlener dan bpost beroep te doen.
Welke steuninstrumenten zijn gebruikt (rechtstreekse subsidies, garanties, enz.)?
Rechtstreekse subsidies
Wat is het gebruikelijke compensatiemechanisme voor de betrokken diensten? Geef aan of een methode op basis van kostentoerekening dan wel de Net Avoided Cost-methode wordt toegepast.

⁷ Wanneer in uw lidstaat in een bepaalde sector slechts een klein aantal individuele DAEB's wordt verricht, zouden wij een gedetailleerde beschrijving van die diensten willen krijgen. Wanneer in uw lidstaat in een bepaalde sector een groot aantal diensten wordt toegewezen (omdat zij bijvoorbeeld tot de bevoegdheid van regionale of lokale overheden behoren), zouden individuele gegevens over de toegewezen diensten onevenredig zijn. Een duidelijke en beknopte algemene beschrijving van hoe de sector is georganiseerd, met inbegrip van de gemeenschappelijke kenmerken van de toegewezen individuele diensten, blijft evenwel van cruciaal belang. Aangezien onder de DAEB-kaderregeling vallende zaken beperkt zullen zijn in aantal, verwacht de Commissie een gedetailleerde beschrijving van elke concrete maatregel.

NAC-methodologie, incl. redelijke winst, alsook plafondbedragen.

Concreet zijn er 4 mechanismen waarvan enkel het laagste bedrag in aanmerking genomen wordt voor de concessievergoeding:

- 1) Plafondbedragen zoals bepaald in het bestek en de concessieovereenkomst
- 2) De ex-ante vergoeding gebaseerd op zowel de volumes als de kosten geschat in het financieel plan van de BAFO
- 3) De ex-post vergoeding gebaseerd op de reële volumes en kosten (na claw-back, d.w.z. indien ex-post (voor toepassing claw-back) < ex-ante, dan wordt 1/3 van het verschil toegevoegd aan ex-post.)
- 4) Maandelijks overzichtstaat gebaseerd op reële volumes en kwaliteit, maar volgens variabele vergoeding bepaald in het financieel plan (BAFO) en de overeenkomst.
 - o Vertrouwelijk

Gebruikelijke regelingen om overcompensatie te vermijden en terug te betalen.

- **Jaarlijkse controle en clawback:**
 - o bpost verstrekt jaarlijks alle nuttige informatie die toelaat het bestaan dan wel de afwezigheid van overcompensatie vast te stellen.
- **Redelijke winst:**
 - o Cf. de beschikkingspraktijk van de Europese Commissie betreffende de DAEB.
 - o De redelijke winst wordt vastgesteld op basis van het financieel plan van de (laatste) offerte / BAFO, gegeven de veronderstelling dat de financiële parameters marktconform zijn en een redelijke, risico-gecorrigeerde winst reflecteren.
- **Nettokosten:**
 - o Nettokosten betreffen het verschil tussen alle voor het beheer van de DAEB noodzakelijke kosten en de inkomsten van bpost.
 - o Voor de berekening van de nettokosten die nodig zijn om de openbaredienstverplichting uit te voeren, wordt bij voorkeur gebruik gemaakt van de Net Avoided Cost methode ('NAC'), zoals beschreven door de Europese Commissie in diens EU-kaderregeling, behoudens wanneer zou blijken dat het hanteren van de NAC niet doenbaar of niet passend is. In dit laatste geval zal, conform de voorkeur van de Europese Commissie weergegeven in de EU kaderregeling, gewerkt worden met de methode op basis van kostentoerekening
- **Inkomsten:**
 - o Onder 'inkomsten' wordt verstaan ten minste alle inkomsten die verband houden met de DAEB, zoals geraamd en aangegeven in het financieel plan van de BAFO van bpost en feitelijk vergoed door de Belgische Staat en de Uitgevers.
 - o Wanneer bpost een buitensporige winst genereert door bijzondere of uitsluitende rechten die geen verband houden met de openbare dienstverplichting, dan dient deze buitensporige winst eveneens als inkomsten beschouwd te worden voor de berekening van de eventuele overcompensatie, dit ongeacht een eventuele kwalificatie van dergelijke winst als staatssteun.
- **Doelmatigheidsprikkels:**
 - o Om bpost te prikkelen de DAEB zo doelmatig mogelijk uit te voeren, wordt bij de vaststelling van overcompensatie rekening gehouden met zowel de ex-ante verwachte nettokosten (zoals deze blijken uit het financieel plan van de BAFO) als de ex-post gerealiseerde nettokosten (zoals deze blijken uit de boekhouding van bpost).
 - o Indien wegens een efficiënte uitoefening van de DAEB door bpost het bedrag van de ex-post gerealiseerde nettokosten in een gegeven jaar lager is dan het bedrag van de ex-ante nettokosten, horende bij het in dat jaar gerealiseerde volume bezorgde Kranten, dan stort de bpost 67% van dit verschil terug aan de Belgische Staat. Het compensatiebedrag mag in geen geval hoger liggen dan de ex ante nettokosten (eventueel vermeerderd met een redelijke winst).
- **Controle en benodigde gegevens:**
 - o Het houden van een gescheiden interne boekhouding tussen enerzijds de DAEB en anderzijds andere activiteiten
 - o Jaarlijks wordt aan de Belgische Staat een operationele en financiële staat overhandigd. De Belgische Staat heeft het recht om alle bijkomende gegevens op te vragen die noodzakelijk zijn om de waarachtigheid van de gegevens in de bovenvermelde jaarlijkse staat te controleren
 - o Een auditcollege controleert jaarlijks het vergoedingsbedrag. Het college bestaat uit 4 onafhankelijke revisoren: 2 leden, waaronder de voorzitter, worden aangeduid door de Belgische Staat, de 2 overige door bpost.

Geef kort aan hoe de **transparantievereisten** (zie punt 60 van de DAEB-kaderregeling van 2012) worden nageleefd. Geef in uw antwoord ook een aantal relevante voorbeelden van voor dit doel gepubliceerde informatie (bv. links naar websites of andere referenties), geef aan of u een centrale website heeft waarop u die informatie voor alle betrokken steunmaatregelen in uw lidstaat publiceert (en zo ja, de link naar die website te geven) of licht toe of en hoe de publicatie plaatsvindt op het niveau waarop de steun wordt verleend (bv. op centraal, regionaal of lokaal niveau).

Alle informatie vanaf de oproeping van kandidaten tot aan de afsluiting van de concessieovereenkomst, is beschikbaar op de website van de Belgische regulator, het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie (BIPT). (<http://www.bipt.be/nl/consumenten/post/universele-postdienst/kranten-en-tijdschriften>)

Bedrag van de verleende steun

Totaalbedrag van de verleende steun (in miljoen EUR)⁸. Dit omvat alle op uw grondgebied verleende steun, inclusief de door regionale en lokale overheden verleende steun. (A+B+C)

2016	2017
Vertrouwelijk	Vertrouwelijk
A: Door de nationale centrale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)⁹	
2016	2017
Vertrouwelijk	Vertrouwelijk
B: Door de regionale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)¹⁰	
2016	2017
C: Door de lokale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)¹¹	
2016	2017

⁸ Zoals bepaald in punt 62, onder b), van de DAEB-kaderregeling van 2012.

⁹ Indien het steunbedrag niet kan worden uitgesplitst naar centrale, regionale en lokale overheden, dient alleen het totaalbedrag van de verleende steun voor alle overheden samen te worden opgegeven.

¹⁰ Zie voetnoot 9.

¹¹ Zie voetnoot 9.

Aandeel van de uitgaven per steuninstrument (rechtstreekse subsidie, garanties, enz.) (indien beschikbaar)	
2016	2017
Aanvullende kwantitatieve gegevens (bij v. aantal begunstigden per sector, gemiddeld steunbedrag, omvang van de ondernemingen) ¹²	
2016	2017

4. KLACHTEN VAN DERDEN

Geef een overzicht van de klachten van derden, met name procedures voor de nationale rechter, betreffende maatregelen die onder het toepassingsgebied van het DAEB-besluit van 2012 of van de DAEB-kaderregeling van 2012 vallen. Wees in uw antwoord zo specifiek mogelijk en vermeld de sector waarvoor u klachten heeft ontvangen, alsook de inhoud van de klachten en de eventuele follow-up door uw autoriteiten of de vermoedelijke uitkomst van de gerechtelijke procedures.

- Op 13/10/16 werd door de Vlaamse Federatie voor Persverkopers (VFP) een beroep ingesteld tegen de beslissing van de Europese Commissie SA.42366 (2016/N). Deze verklaarde dat de voorziene staatssteun cf. de regels was. De Belgische Staat, alsook bpost zelf, zijn tussengekomen ter ondersteuning van de Commissie. Het beroep is momenteel hangende bij het Gerecht.

5. OVERIGE VRAGEN

- Geef aan of uw autoriteiten moeilijkheden hebben ondervonden bij de toepassing van het DAEB-besluit van 2012 en neem met name de volgende punten in aanmerking:
 - de opstelling van een toewijzingsbesluit dat in overeenstemming is met artikel 4 van het DAEB-besluit;
 - de vermelding van het compensatiebedrag overeenkomstig artikel 5 van het DAEB- besluit;
 - de bepaling van de redelijke winst overeenkomstig artikel 5, leden 5 tot en met 8, van het DAEB-besluit;
 - de regelmatige controle op overcompensatie, zoals vereist door artikel 6 van het DAEB- besluit;

¹²De Commissie zou graag eventueel beschikbare gegevens van u ontvangen over op grond van de DAEB-kaderregeling van 2012 verleende steun, zoals bijvoorbeeld het aantal begunstigden per sector, het gemiddelde steunbedrag, het bedrag per steuninstrument, de omvang van de ondernemingen, enz. Indien dergelijke overige kwantitatieve gegevens niet gemakkelijk beschikbaar zijn in uw lidstaat, kunnen zij uiteraard meer geaggregeerd en/of in de vorm van ramingen worden overgelegd. Geef in dat geval aan dat gebruik is gemaakt van ramingen en ook hoe de gegevens zijn geaggregeerd.

Wees in uw antwoord zo specifiek mogelijk, geef relevante voorbeelden en vermeld in voorkomend geval de sector waar de moeilijkheden zich (het vaakst) voordoen.

- b. Geef aan of uw autoriteiten moeilijkheden hebben ondervonden bij de toepassing van de DAEB-kaderregeling van 2012, en neem met name de volgende punten in aanmerking:

- de uitvoering van een publieke raadpleging overeenkomstig punt 14 van de DAEB-kaderregeling;
- de inachtneming van de regels op het gebied van overheidsopdrachten overeenkomstig punt 19 van de DAEB-kaderregeling;
- de berekening van de nettokosten volgens de Net Avoided Cost-methode zoals vereist door de punten 25 tot en met 27 van de DAEB-kaderregeling;
- de bepaling van de redelijke winst overeenkomstig de punten 33 tot en met 38 van de DAEB-kaderregeling;

Wees in uw antwoord zo specifiek mogelijk, geef relevante voorbeelden en vermeld in voorkomend geval de sector waar de moeilijkheden zich (het vaakst) voordoen.

- Er werden geen specifieke moeilijkheden ondervonden.

- c. Indien u nog andere opmerkingen heeft over de toepassing van het DAEB-besluit en de DAEB-kaderregeling op punten die niet door de bovenstaande vragen worden bestreken, kunt u die in uw verslag opnemen

**Les Services d'intérêt économique général (SIEG) - Rapports à présenter en vertu
de l'article 9 de la Décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011
relative aux aides d'Etat sous forme de compensation de Service public**

Région wallonne



1. Société Wallonne du Logement.....	2 ;
2. Société wallonne du Crédit social.....	11 ;
3. Fonds du Logement de Wallonie.....	17 ;
4. Ports autonomes wallons.....	23 ;
5. Services sociaux.....	28 ;
6. Soutien à la restauration et gestion des milieux naturels.....	40 ;
7. Centre d'Ingénierie Touristique de Wallon.....	43 ;
8. Entreprises de réutilisation.....	45.

SERVICES D'INTERET ECONOMIQUE GENERAL

Rapport à présenter à la Commission européenne

CONTRIBUTION DE LA SOCIETE WALLONNE DU LOGEMENT

Mars 2018

ANNEXE
Service d'intérêt économique général : orientations concernant le rapport à
présenter conformément à la décision SIEG de 2012 et à l'encadrement
SIEG de 2012

Le présent rapport s'insère au point 2 .d) de l'annexe précitée (« le logement social »).

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre Etat membre
--

Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre Etat membre. Enumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG.

Dans le contexte institutionnel belge, le logement social est une compétence attribuée aux Régions.

Pour la Wallonie, les règles y afférentes sont inscrites dans le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable (CWLHD), institué par le décret du 29 octobre 1998¹, de même que dans les arrêtés d'exécution de ce même Code.

Le **logement social** y est désigné par le terme « **logement d'utilité publique** », défini à l'article 1er, 9° du CWLHD comme « le logement sur lequel un opérateur immobilier est titulaire de droits réels, qu'il détient en gestion ou qu'il prend en location, destiné à l'habitation dans le cadre de la politique sociale développée par la Région ».

La notion de « **logement d'utilité publique** » comprend notamment les notions de « **logement d'insertion** » et de « **logement de transit** » telles que définies à l'article 1er, 7° et 8° du CWLHD :

« **Art 1. 7°. Logement d'insertion** : le logement d'utilité publique visant à l'insertion et destiné exclusivement à l'hébergement de ménages de catégorie 1. La mise à disposition d'un logement d'insertion est complétée par un accompagnement social ;

8°. Logement de transit : le logement d'utilité publique exclusivement destiné à l'hébergement temporaire de ménages de catégorie 1 ou de ménages privés de logement pour des motifs de force majeure. La mise à disposition d'un logement de transit est complétée par un accompagnement social ; ».

Sont considérés comme des **opérateurs immobiliers** au sens de l'article 1er, 9° précité : un pouvoir local, une régie autonome, **la Société wallonne du logement, une société de logement de service public**, le Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie, une agence immobilière sociale ou une association de promotion du logement, la Société wallonne du Crédit social (article 1er, 23° du CWLHD).

¹ <https://wallex.wallonie.be/index.php?doc=6086&rev=5365-20807>

Il est important de noter que l'article 209 du CWLHD précise que :

«**Art. 209.** Le présent Code met partiellement en œuvre les dispositions de la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur et établit que celle-ci ne s'applique pas aux services sociaux d'intérêt économique général visés à l'article 1er, 7° à 11°, ni aux opérateurs immobiliers prestataires de ces services. Dans le cadre du présent Code, les missions dévolues aux opérateurs immobiliers au sens de l'article 1er, 23° sont des missions de service d'intérêt général qui garantissent aux citoyens, à des conditions définies, le droit d'accès universel et égal à ces services, assurant qualité et transparence. ».

La Société wallonne du Logement (SWL) est donc instaurée par le CWLHD. Il s'agit d'une personne morale de droit public constituée sous la forme d'une société anonyme. La SWL a pour mission d'agréer, de conseiller et de contrôler les sociétés de logement de service public (SLSP) qui agissent au niveau local. La SWL veille à ce que, par le biais de l'agrément, les activités des SLSP couvrent l'ensemble du territoire de la Région wallonne.

Les **missions des SLSP** sont définies à l'article 131 du CWLHD et comprennent notamment :

- la gestion et la mise en location de logements d'utilité publique ;
- l'accueil des locataires lors de leur entrée dans un logement d'utilité publique ;
- l'achat, la construction, la réhabilitation, la conservation, l'amélioration, l'adaptation de logements et la restructuration de bâtiments dont elle est propriétaire, ou sur lesquels elle dispose de droits réels, en vue de les affecter principalement au logement ;
- toute opération immobilière en ce compris la conception, le montage et le suivi de projets immobiliers et toute opération de gestion ou de mise en location de bâtiments en vue de les affecter en partie au logement ;
- la vente d'immeubles dont elle est propriétaire à certaines conditions ;
- l'instruction des demandes des ménages qui souhaitent acheter un logement et le suivi des contrats ;
- la prise en location ou en gestion de bâtiments pour les affecter au logement, ou de logements ;
- la participation à la création, à la gestion et au fonctionnement de personnes morales, publiques ou privées, impliquées dans la mise en œuvre des objectifs de la politique régionale du logement ;
- la constitution de réserves de terrains nécessaires au développement harmonieux de l'habitat ;
- l'assistance aux pouvoirs locaux dans la mise en œuvre de la politique locale du logement.

En conformité avec la Décision de la Commission, l'ensemble des missions des SLSP tendent dès lors à la fourniture de logements sociaux **aux personnes défavorisées ou aux groupes sociaux moins avantagés** qui, pour des raisons de solvabilité, ne sont pas en mesure de trouver un logement aux conditions du marché, tout en veillant lorsque cela s'avère opportun à assurer une certaine mixité sociale. En cela, les SLSP participent, dans le cadre de la politique régionale, à la mise en œuvre du **droit à un logement décent**, en tant que lieu de vie, d'émancipation et d'épanouissement des individus et des familles, tel que prévu à l'article 2 du CWLHD.

Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.

Le **mandat de SIEG** confié aux SLSP s'organise au travers des textes législatifs wallons, et en particulier du CWLHD et de ses arrêtés d'exécution. De manière plus précise, c'est l'**acte d'agrément** des SLSP par la SWL qui consitue l'acte de mandatement.

Pour couvrir l'intégralité du territoire wallon, soixante-quatre SLSP sont ainsi agréées par la SWL, sur la base de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2001 établissant les conditions d'agrément des sociétés de logement de service public.

Cet arrêté précise, en son article 2, que l'objet social de la SLSP comprend **exclusivement** l'ensemble des missions visées par le CWLHD. Comme rappelé ci-dessus, c'est l'article 131 du CWLHD qui définit les missions de chaque SLSP.

En vertu de l'article 162 du CWLHD, chacune des SLSP agréées conclut par ailleurs, avec la SWL, un contrat d'objectifs pour une période de cinq ans.

L'attribution des logements publics mis en location doit obligatoirement s'opérer conformément à l'Arrêté du Gouvernement wallon 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public. Cet arrêté fixe notamment :

- les plafonds des revenus éligibles pour l'obtention d'un logement ;
- les points de priorité attribués aux candidats-locataires (en fonction des caractéristiques de leur situation sociale et économique, de même que de celles de leur logement) ;
- la calcul du loyer, déterminé en fonction des revenus du ménage et du prix de revient du logement.

Les Commissaires de la SWL participent aux réunions des Comités d'attribution des logements afin de vérifier, au sein de chaque société de logement de service public, que les logements sont attribués dans le respect strict des règles imposées par la Région wallonne.

Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.

Le mandatement – soit l'agrément donné aux SLSP - est accordé **pour une durée indéterminée**, en raison de la durée d'amortissement des opérations immobilières, très largement supérieure à 10 ans.

Toutefois, en cas de non-respect des dispositions légales et réglementaires qui leur sont applicables, les SLSP peuvent faire l'objet de différentes sanctions prévues à l'article 174 du CWLHD, à savoir :

- un rappel à l'ordre ;
- une injonction de mettre fin aux faits non respectueux de la légalité dans un délai fixé par la SWL et de trois mois maximum ;

- l'annulation, par le Commissaire de la SWL, d'une ou plusieurs décisions prises par la société. Au sein de chaque SLSP, il existe un Commissaire de la SWL qui participe à chaque conseil d'administration et chaque organe de gestion ;
- une sanction financière fixée par le Gouvernement wallon sur proposition de la SWL ;
- une mise sous contrôle de gestion, sur proposition de la SWL ;
- une mise sous tutelle par le Gouvernement wallon, concrétisée par l'envoi d'un commissaire spécial au sein de la SLSP ;
- une mise sous plan de gestion ;
- et enfin, un retrait d'agrément.

L'agrément n'est donc accordé aux SLSP que tant qu'elles respectent l'ensemble des conditions légales et réglementaires encadrant l'accomplissement de leurs missions de service public.

Expliquer si des **droits (habituellement) exclusifs et spéciaux** sont accordés aux entreprises

Les SLSP ne disposent **pas de droits exclusifs** en matière de logements sociaux / logements d'utilité publique. Ainsi, les pouvoirs locaux peuvent, s'ils le souhaitent, créer du logement social. Dans l'absolu, rien n'empêche le secteur privé d'en créer également.

Pour une SLSP agréée, le fait d'obtenir l'agrément de la SWL impose le respect d'une série de règles strictes, moyennant quoi elles bénéficient de diverses sources de financement publiques régionales.

L'article 29 du CWLHD prévoit par ailleurs différents types d'aides pouvant être accordées, sous différentes conditions, à d'autres personnes morales pour des opérations visant à mettre à disposition de certains ménages un logement d'utilité publique répondant aux conditions de salubrité et de sécurité fixées en vertu du CWLHD ou leur permettant d'en améliorer la performance énergétique. Les ménages visés sont les mêmes que ceux qui sont éligibles à l'obtention d'un logement d'utilité publique auprès d'une SLSP.

Les aides peuvent être accordées sous forme de prime, d'avance remboursable, de subvention, d'allocation d'intervention dans le loyer d'un logement pris en gestion ou en location, ou toute autre forme déterminée par le Gouvernement.

Quels **instruments d'aide** ont-ils été utilisés (subventions directes garanties, etc.) ?

1°) **Les subsides en matière d'investissements immobiliers**

Les 64 SLSP dont la SWL assure la tutelle bénéficient de subventions couvrant une part importante du coût des travaux de création de nouveaux logements et de rénovation de leur patrimoine.

Création de logements

Depuis 2012, la subvention est constituée d'un forfait par logement créé, calculé en fonction du nombre de chambres.

Les principales subventions s'élèvent à 65.000 € pour un logement à une chambre, 84.500 € pour un logement à deux ou trois chambres et 104.000 € pour un logement à 4 chambres. Des suppléments sont octroyés pour les logements adaptables aux personnes handicapées.

Les travaux d'équipements tels que les abords, trottoirs, voirie immédiate sont subsidiés intégralement lorsque les travaux effectués sont conformes aux différents types de travaux repris par un arrêté du Gouvernement wallon de 1999.

Rénovation du patrimoine

Les opérations reprises dans un programme de rénovation énergétique de 400 millions € lancé en 2012 sont subsidiées à 75 %.

2°) Les avances aux SLSP

Pour compléter le financement de leurs investissements immobiliers ou pour financer l'intégralité de ceux-ci, les SLSP peuvent bénéficier d'avances octroyées par la SWL à un taux préférentiel ; ces prêts sont remboursables en 20 ans. Le complément aux subventions peut également être assuré par le compte courant ordinaire dont chaque société dispose à la Société wallonne du Logement.

3°) Le fonds de solidarité

Afin d'aider annuellement les SLSP en difficulté, un fonds, appelé « fonds régional de solidarité » est alimenté par les SLSP et la Région. La contribution de la Région était de 3.789.000 € pour 2016 et d'un même montant pour 2017.

Décrire le **mécanisme de compensation** habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.

Les recettes des SLSP sont quasi totalement constituées par les loyers perçus pour la location des logements sociaux. La plus grande partie des loyers concernent des locataires de condition modeste ou précaire. Le montant de leur loyer est fonction du coût actualisé des logements et des revenus du locataire ; cependant, il ne peut dépasser 20 % des revenus du locataire.

Le mode de calcul des loyers engendre un différentiel important entre le loyer réellement perçu et le loyer « coût » théorique (celui qui permettrait de couvrir le coût de création et d'entretien du logement sur une longue période). Un calcul effectué il y a quelques années évaluait ce différentiel à 40 millions € par an pour l'ensemble des SLSP.

La **compensation** provient pour l'essentiel de **deux mécanismes** :

- **Par l'octroi des subventions à la création de logement et à leur équipement**, le coût des logements réellement supporté par les SLSP est réduit de 65 à 75 % selon la taille du logement. Le différentiel précité est réduit en conséquence.

De même, **une partie des rénovations est subsidiée à 75 %**, ce qui diminue également le coût réel des travaux et donc une part importante du différentiel précité.

L'allocation de solidarité répartie entre les SLSP via la SWL contribue également à compenser le manque à gagner pour les sociétés en situation financière difficile.

- **La centralisation à la SWL d'une partie importante des trésoreries des SLSP.**

Les SLSP ont l'obligation de verser le produit des loyers perçus, après déduction de leurs frais de gestion, sur un compte courant spécifique ouvert au nom de chaque SLSP auprès de la SWL. Ces comptes courants financent le remboursement des avances consenties par la SWL, certains travaux autorisés par la SWL, les précomptes immobiliers, etc... Tout prélèvement par une SLSP sur son compte courant doit faire l'objet d'un accord de la part de la SWL.

Au 31 décembre 2017, le solde total des comptes courants s'élevait à 13,4 millions € ; ce montant globalisé pour les 64 SLSP est toutefois constitué de comptes courants à solde positifs ou négatifs ; le solde positif le plus important s'élève à 17,2 millions € et le solde négatif le plus élevé s'élève à -24,3 millions €.

La centralisation à la SWL constitue donc un **moyen de compensation très efficace**. En effet, si des SLSP bénéficient de surcompensations, elles doivent verser ces excédents sur leur compte courant ordinaire. Comme les prélèvements sur leur compte doivent être autorisés par la SWL, des soldes positifs se créent pour une partie des SLSP.

La SWL doit veiller à ce que le solde total des comptes courants demeure positif, c'est-à-dire que le total des soldes positifs des sociétés en bonus soit supérieur au solde total des sociétés en malus. Sous cette contrainte, il est possible à la SWL de permettre à toutes les SLSP, en ce compris les sociétés en malus, d'emprunter pour financer des travaux de rénovation par exemple.

Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.

Comme expliqué ci-avant, la centralisation à la SWL de l'ensemble des comptes courants des SLSP régule le mécanisme de compensation.

Par leur nature, les mécanismes de compensation n'entraînent pas une compensation exacte, laquelle correspondrait à la différence entre le loyer du logement créé ou rénové et le coût des travaux hors subvention.

En effet, les subsides sont des forfaits établis uniquement sur base de la taille du logement ou un pourcentage fixe du coût des travaux, avec un plafond fixé au montant programmé par le Gouvernement. Il s'ensuit que chaque opération entraîne de facto une sous-compensation ou une surcompensation.

L'équilibre est toutefois obtenu par la consolidation des comptes courants dans le bilan de la SWL, via d'une part les versements mensuels obligatoires des SLSP sur leur compte courant et d'autre part le contrôle par la SWL des possibilités de prélèvement sur ces comptes.

Montant des aides octroyées

B. Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales

2016	2017
96.634.326 €	91.846.632 €

Quelques statistiques

En Région wallonne, on compte 3 498 384 habitants (dont 75 222 issus de la Communauté germanophone), ce qui représente 349 habitants par km². On compte 1.330.000 logements dont 103.996 (au 31.12.2016) sont gérés par les sociétés immobilières de service public.

Le parc de logements gérés par les SLSP agréées par la SWL représente environ 8% du parc total en Région wallonne, ce qui est bien en deçà de la moyenne relevée dans l'ensemble des Etats membres de l'Union Européenne.

L'accession à ces logements est régulée selon les revenus et la situation sociale des demandeurs. Le loyer mensuel moyen de ces logements se situe aux alentours de 260 €.

Données relatives au nombre de logements subventionnés :

<u>Récapitulatif de l'activité de création de logements en 2017</u>	<u>logements locatifs</u>	<u>logements acquisitifs</u>	<u>Total</u>
Logements achevés	286	47	333
Logements chantiers entamés	357	20	377
Logements programmés en 2014 – 2015-2016 (moyenne annuelle)	580	55	635

Ci-après, un tableau reprend les liquidations des SLSP en 2015, 2016 et 2017, par type de financement.

Type de financement	2015	2016	2017
Avances logements destinés à la vente	11.052.455 €	4.367.843 €	5.616.355 €
Avances création de logements	58.946 €	-	-
Avances complémentaires au subside création de logement	15.954.253 €	9.598.697 €	4.954.841 €
Avance rénovation du patrimoine	9.474.473 €	14.091.009 €	13.074.917 €
Avances SWL	28.931.130 €	32.867.583 €	40.365.451 €
TOTAL Avances remboursables	65.471.256 €	60.925.132 €	64.011.564 €

TOTAL Disponibilités des SLSP	18.961.304 €	20.968.219 €	30.077.711 €
Subsides création de logements	34.261.635 €	34.248.501 €	39.287.161 €
Subsides équipements (abords et voiries)	10.409.340 €	7.269.755 €	6.595.323 €
Subsides rénovation du patrimoine	60.374.045 €	55.116.069 €	45.964.147 €
TOTAL Subsides	105.477.020 €	96.634.326 €	91.846.632 €
Total général	189.609.580 €	178.527.676€	185.935.907€



Services d'intérêt économique général : rapport 2016-2017

Contribution de la Société wallonne du Crédit social

1. DESCRIPTION ET MISSIONS DE LA SWCS

La Société wallonne du crédit social (SWCS) est un organisme d'intérêt public qui, avec l'aide de ses partenaires (guichets et entités locales), offre un financement alternatif rendant possible l'accès à la propriété d'un logement et sa rénovation dans une perspective d'efficacité énergétique.

La SWCS octroie deux types de prêts :

- **Les prêts hypothécaires sociaux «Accesspack»** permettent de financer l'achat, la construction ou la rénovation d'un premier logement en Wallonie. Le taux d'intérêt est fixé en fonction des revenus du ménage. Les prêts hypothécaires sociaux sont accordés à des conditions strictes en termes de revenus du ménage et de valeur du logement. Le montant du prêt peut s'élever jusqu'à 110 % de la valeur vénale du logement pour couvrir les frais de notaire et les droits d'enregistrement. Les travaux et l'assurance-vie obligatoire peuvent également être financés.

L'enjeu principal du crédit hypothécaire social est de permettre à un maximum de personnes d'accéder à la propriété y compris les catégories moins favorisées par le système classique (ménages à revenus précaires et modestes, isolés, jeunes,...).

- **Les prêts à tempérament «Écopack» et «Rénopack»** à 0 % : il s'agit d'un crédit destiné au financement de travaux permettant d'améliorer la performance énergétique du logement et de travaux de rénovation. L'Écopack et le Rénopack sont des prêts à tempérament dont le taux (TAEG) est de 0 %.

Les demandes de crédit hypothécaires sont introduites exclusivement auprès des Guichets du crédit social.

Guichets et entités locales sont les interlocuteurs de proximité des candidats emprunteurs. Ils ont notamment pour mission de les renseigner et de les accompagner dans la constitution de leur dossier de prêt. C'est le Gouvernement wallon qui fixe les critères d'agrément et les normes de gestion et de fonctionnement des guichets du crédit social.

Les Guichets du crédit social peuvent agir, soit dans un rôle de courtier, pour la SWCS, soit dans un rôle de prêteur pour les candidats emprunteurs.

Les Entités locales agissent exclusivement comme courtiers pour les prêts à tempérament.

Dans le cadre de leur activité de courtier, les Guichets du crédit social servent d'intermédiaire entre la Société wallonne du crédit social et les candidats emprunteurs. Dans le cadre de leur activité de prêteur, les Guichets du crédit social octroient eux-mêmes les prêts, sur trésorerie propre ou via un financement partiel ou total auprès de la SWCS, sous la forme d'avances remboursables.

Le décret du 15 mai 2003 modifiant le Code wallon du logement et de l'habitat durable confère à la SWCS les missions de service public suivantes :

- Assurer la gestion financière et administrative du crédit hypothécaire social;
- Assurer la promotion du crédit hypothécaire social;
- Assurer l'accompagnement des candidats emprunteurs au crédit hypothécaire social;
- Assurer des missions d'opérateur immobilier (décret du 09/02/2012) ;
- Promouvoir l'expérimentation et la recherche en matière de crédit hypothécaire social;
- Assurer le bon fonctionnement, la saine gestion des Guichets du crédit social, ainsi que la qualité des services rendus par ceux-ci;
- Favoriser l'accès à la propriété ou à la conservation d'un premier logement.

En exécution de cette disposition du Code wallon du Logement et de l'habitat durable, le Gouvernement a adopté une série d'Arrêtés :

- L'Arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2017 portant approbation du règlement général définissant les principes généraux d'octroi des crédits par la Société wallonne du Crédit social et des Guichets du crédit social
- L'Arrêté ministériel du 22 janvier 2016 portant approbation du règlement spécifique des crédits accordés par la Société wallonne du Crédit social et par les guichets du crédit social
- L'Arrêté du Gouvernement wallon du 17 décembre 2015 portant le règlement général relatif à l'agrément des Guichets et fixant les procédures en matière de sanction en exécution de l'article 178.1 du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable
- L'Arrêté du Gouvernement wallon du 17 décembre 2015 portant approbation des normes de gestion et de fonctionnement à destination des Guichets du crédit social

Par ailleurs l'article 175.2 §2 du Code wallon du Logement et de l'habitat durable prévoit que « La Société peut exercer toute autre mission ayant un rapport avec celles visées au présent article, moyennant l'autorisation du Gouvernement ». Dans le cadre de ces missions déléguées, la Société wallonne du Crédit social a reçu la mission – via l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mars 2015 instaurant un régime de primes aux particuliers favorisant les économies d'énergie et la rénovation des logements et l'article 13 du contrat de gestion 2013-2018 conclu le 1er octobre 2013 entre la Région wallonne et la Société wallonne du Crédit social – de contracter des prêts économiseurs d'énergie pouvant ouvrir le droit à une prime favorisant les économies d'énergie et la rénovation des logements.

2. MANDAT

Le mandat de la SWCS est un mandat décretaal permanent dans le secteur du Logement social, aspect prêt hypothécaire social, conféré par le décret du 15 mai 2003 modifiant le Code wallon du logement et de l'habitat durable.

Les missions liées aux prêts économiseurs d'énergies et travaux de rénovation (écopack/rénopack) sont une mission déléguée – avec accord du gouvernement - sur base de l'article 175.2 §2 du Code wallon du Logement et de l'habitat durable.

le contrat de gestion 2013-2018 conclu le 1er octobre 2013 entre la Région wallonne et la Société wallonne du Crédit social reprend et détaille également les missions et activités de la swcs, la gouvernance de la société, ses modes de gestion, son financement, ainsi que les modalités de mise en œuvre, suivi, évaluation, révisions, modification et fin de contrat.

3. DROITS EXCLUSIFS OU SPÉCIAUX

Seule la Société wallonne du crédit social (avec le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie) dispose du droit d'accorder (éventuellement aussi via les Guichets du crédit social) des crédits hypothécaires sociaux en Région Wallonne.

4. INSTRUMENTS D'AIDE UTILISÉS (SUBVENTIONS DIRECTES, GARANTIES, ETC...)

L'activité de la SWCS est financée par deux types d'instruments :

- Une **dotation annuelle**. Cette subvention est destinée à couvrir le différentiel d'intérêt actualisé entre le taux de financement réel moyen pondéré de la SWCS et le taux de rendement moyen brut pondéré sur les crédits nouveaux et avances accordées au cours de l'année-programme. Elle tient également compte du coût de couverture des frais de fonctionnement sectoriels.
- Une **subvention** couvrant les frais de fonctionnement des prêts à tempérament

Par ailleurs, la SWCS dispose également de garanties octroyées par la Région Wallonne :

- **La garantie de premier rang**. La SWCS peut être autorisée par le Gouvernement wallon à se financer via des emprunts contractés sur le marché des capitaux. Ces emprunts sont être garantis par la Région wallonne. (voir art. 175.3 CWLHD)
- **La dette garantie de deuxième rang** (garantie de bonne fin). Les garanties de bonne fin sont octroyées par la Région wallonne dans le cadre des prêts hypothécaires sociaux. La SWCS a souscrit à ce mécanisme en 2010. En sollicitant le bénéfice de la garantie, elle doit prélever une contribution de solidarité de 0,20 % sur le montant prêté au client (hors assurance-vie). Cette cotisation est versée sur un fonds de solidarité ouvert au nom de la Région sous forme de compte bancaire. Pour autant qu'une série de conditions soient respectées, la Région s'engage à payer une partie de la perte subie par la SWCS en cas de vente forcée d'un bien faisant l'objet d'un prêt hypothécaire.

5. MÉCANISME DE COMPENSATION

Prêts hypothécaire sociaux

Mécanisme de compensation

Depuis 2008 les programmes d'activités relatifs aux activités hypothécaires nouvelles font l'objet d'un financement évalué de manière à couvrir le différentiel d'intérêts au cours de l'année-programme (production d'une année civile, correspondant à l'exercice comptable.) ; il sera, en sus tenu compte d'un taux pour couverture des frais de fonctionnement sectoriels (commission des Guichets courtiers, fixée à 0,80% du montant prêté). Les modalités complètes sont reprises dans l'Arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2008 portant fixation des règles de financement de la Société wallonne du Crédit social (cet arrêté a par ailleurs été modifié par l'arrêté du gouvernement wallon du 15 juillet 2010).

Le modèle de calcul de la dotation en capital a été adapté en 2017 :

L'intervention de la Région prend la forme d'une dotation en capital dont l'objectif est que les flux totaux actualisés s'annulent complètement au terme de la période concernée.

Elle équivaut donc au différentiel de l'ensemble des flux, en capital et en intérêts, générés par les créances, d'une part, et par les financements, d'autre part.

Ces flux sont « projetés » sur l'ensemble de la durée couverte par le programme, c'est-à-dire sur la durée conventionnelle des créances et des financements. Ils sont actualisés sur la base d'une courbe de taux de référence. Les parties conviennent d'utiliser la courbe IRS.

Outre le différentiel calculé ci-dessus qui intègre le coût des « avances » aux guichets lorsqu'ils sont prêteurs, la dotation couvre également la commission accordée aux guichets lorsqu'ils sont courtiers et un forfait pour couverture des risques de pertes sur les prêts octroyés.

Comme source de financement, la SWCS utilisera prioritairement les liquidités qui proviennent des remboursements anticipés liés aux prêts et avances octroyés dans le passé. Les flux y associés sont fondés sur les montants en capital et en intérêts théoriques liés à leurs tableaux d'amortissement contractuels respectifs.

Le montant de dotation en capital éventuellement trop versé par la Région est reporté en tant que dotation complémentaire à la dotation prévue pour l'année suivant l'année-programme

Prêts économiseurs d'énergie

Mécanisme de compensation

Le financement de ces prêts est assuré par des avances remboursables de la Région wallonne. Les remboursements perçus des emprunteurs sont versés intégralement à la Région wallonne.

Les frais de fonctionnement du Fonds pour la réalisation de cette mission de prêts économiseurs d'énergie sont subventionnés par la Région wallonne.

6. MODALITÉS HABITUELLES DE REMBOURSEMENT DES ÉVENTUELLES SURCOMPENSATIONS ET LES MOYENS D'ÉVITER CES SURCOMPENSATIONS

Prêts hypothécaire sociaux

Surcompensation

Il n'y a pas surcompensation du fait que la dotation en capital correspond au montant qui permet d'annuler l'ensemble des flux entrants et sortants.

Prêts économiseurs d'énergie

Surcompensation

La subvention correspond à un forfait établi sur la base des données historiques du coût réel de fonctionnement de la mesure Ecopack.

7. MONTANT DES AIDES OCTROYÉES

B: Montant total des aides octroyées (dotation et subvention) versées par les autorités régionales	
2016	2017
24.500.000 € Dont : <ul style="list-style-type: none">- 22.000.000 € de dotation destiné à couvrir le coût des prêts hypothécaires- 2.500.000 € de subvention pour couvrir les frais de fonctionnement des prêts à tempérament	44.000.000 € De dotation destinée à couvrir le prix des prêts hypothécaires En 2017 aucune subvention n'a été reçue pour couvrir les frais de fonctionnement des prêts à tempérament. Le versement – d'un montant identique à celui de 2016 - a eu lieu en 2018

Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.)	
2016	2017
<p><u>Fédéral :</u></p> <p>Dette garantie de premier rang : 47.750.000 €</p> <p><u>Région wallonne :</u></p> <p>Dette garantie de premier rang 2.437.251.849,41</p> <p>Dette garantie de deuxième rang - Garantie de bonne fin « prêts SWCS » : 132.347.280 € (au 31/12/16)</p>	<p><u>Fédéral :</u></p> <p>Dette garantie de premier rang : 50.839.088,00 €</p> <p><u>Région wallonne :</u></p> <p>Dette garantie de premier rang 2.334.144.637,36 €</p> <p>Dette garantie de deuxième rang - Garantie de bonne fin « prêts SWCS » : 197.766.118,63 € (au 31/12/2017)</p>

8. PLAINTES DE TIERS INTÉRESSÉS.

Néant.

9. QUESTIONS DIVERSES

Néant



LE FONDS DU LOGEMENT DE WALLONIE

1. Description des services considérés comme SIEG

Le Code wallon du logement a été institué par le décret du 29 octobre 1998, publié au Moniteur belge du 4 décembre 1998, et est entré en vigueur le 1^{er} mars 1999. Depuis la 6^{ème} réforme de l'Etat et le souhait du gouvernement wallon de regrouper dans un même code les normes du logement public et privé, le Code wallon du logement et de l'habitat durable a été modifié, ces modifications ont été instituées par le décret du 1^{er} juin 2017, publié au Moniteur belge et est entré en vigueur le 28 juillet 2017.

Au rang des opérateurs, figure le Fonds du Logement des Familles Nombreuses de Wallonie. Ses missions et moyens sont évoqués par le Code wallon du logement et de l'habitat durable et sont rendus opérationnels dans le contrat de gestion conclu entre lui et le Gouvernement wallon.

C'est l'article 179 du CWLHD qui reconnaît d'utilité publique les quatre missions du Fonds. Elles s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du droit au logement dont le principe est défini en son article 2 ainsi que dans la Constitution de l'Etat fédéral.

Missions du Fonds du Logement de Wallonie

Art. 179. Afin de mettre en œuvre le droit au logement, la société coopérative « Fonds du Logement des familles nombreuses de Wallonie », ci-après dénommée le Fonds, poursuit les missions d'utilité publique suivantes :

1° fournir aux familles nombreuses de revenus moyens, modeste ou en état de précarité les moyens de construire, d'acheter, de réhabiliter, de restructurer, d'adapter, de conserver, d'améliorer ou de préserver la propriété d'un premier logement en Région wallonne destiné à l'occupation personnelle, par l'octroi de crédits hypothécaires sociaux ou de prêts économiseurs d'énergie ;

2° fournir principalement aux familles nombreuses de revenus modestes ou en état de précarité les moyens de prendre un logement en location ;

3° proposer au Gouvernement l'agrément des organismes à finalité sociale visés au chapitre VI du présent titre, les conseiller, les contrôler, assurer leur coordination et leur financement ;

4° promouvoir l'expérimentation et la réflexion dans ces domaines et proposer au Gouvernement des politiques nouvelles.

Missions des Organismes de logement à finalité sociale

Dans le cadre de ses missions en matière d'organismes à finalité sociale, il y a lieu de se référer aux articles 191 et suivants du CWLHD. Il s'agit d'organismes agréés par le Gouvernement, sur la proposition du Fonds, dont les missions sont clairement

définies par le même Code et leur fonctionnement est réglé par l'Arrêté du Gouvernement, à savoir :

Art. 193. §1^{er}. L'agence immobilière sociale agit comme intermédiaire entre les propriétaires bailleurs et les ménages en état de précarité, à revenus modestes ou moyens à la recherche d'un logement.

L'agence immobilière sociale conclut principalement des contrats de gestion de logements avec les propriétaires et les met à disposition de ces ménages. Elle peut subsidiairement prendre des logements en location en vue de les sous-louer.

Dans ce cadre, l'agence immobilière sociale contrôle le respect des obligations des parties en présence et joue le rôle de médiatrice en cas de conflit.

§2. L'agence immobilière sociale garantit un accompagnement social des occupants.

Art. 195. La régie des quartiers a pour but d'améliorer les conditions de vie des habitants à l'intérieur d'un ou de plusieurs quartiers situés dans des zones fixées par le Gouvernement. A cet effet, elle met en œuvre des actions favorisant l'amélioration du cadre de vie, l'animation, la convivialité et l'exercice de la citoyenneté. Elle contribue à l'insertion socioprofessionnelle de demandeurs d'emploi ou de bénéficiaires de l'aide sociale en offrant à ces derniers une préformation encadrée par une équipe professionnelle.

Art. 198. L'association de promotion du logement contribue à la mise en œuvre du droit à un logement décent, notamment en poursuivant l'une des missions suivantes :

1° favoriser l'intégration sociale dans le logement par la mise à disposition d'un logement décent ;

2° procurer une assistance administrative, technique ou juridique relative au logement prioritairement aux ménages en état de précarité ;

3° mener des projets expérimentaux permettant le développement des objectifs fixés par le Gouvernement.

L'ensemble des organismes précités, le Fonds et les OFS, forment ainsi des services sociaux d'intérêt économique général.

Les activités permettant une accession sociale sécurisée et celles relatives aux opérations d'aide locative (achat, rénovation, mise en location de logements) sont réglées par l'Arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 et ses modifications ultérieures.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, le Fonds du Logement des Familles Nombreuses de Wallonie est chargé par le Gouvernement wallon d'octroyer des prêts à taux 0%, pour l'économie d'énergie, à savoir les ECOPACKS, et des prêts à taux 0% pour la rénovation, à savoir les RENOPACKS. Le Fonds se charge du suivi administratif des primes.

Les valeurs maxima des logements et des montants des prêts sont plafonnés.

Les taux d'intérêt sont fonctions des plafonds de revenus et du nombre d'enfants à charge.

Les loyers sont fonctions des revenus.

Les revenus des bénéficiaires sont plafonnés suivant le type de service rendu.

Plafonds de revenus des bénéficiaires des services FLFNW et OFS	
Activités	Plafond de revenus
Prêts hypothécaires *	Revenus moyens
ECOPACKS/RENOPACKS *	93.000 EUR
Aide locative *	Revenus modestes
AIS	Revenus moyens (5 %) Revenus modestes (95 %)
APL	Prioritairement revenus précaires
RDQ	Revenus précaires

*Les activités marquées d'un * sont à destination des ménages avec 3 enfants à charge

Missions du Fonds du Logement de Wallonie, quelques chiffres

Le Fonds a octroyé 995 prêts (ACCESPCKS), en 2017, permettant à des ménages de construire, d'acheter, de réhabiliter, de restructurer, d'adapter, de conserver, d'améliorer ou de préserver la propriété d'un premier logement en Région wallonne destiné à l'occupation personnelle contre 846 en 2016.

Prêt	2016		2017	
	Nombre	Montant (EUR)	Nombre	Montant (EUR)
ACCESSPACKS	846	109.916.745	995	135.291.640
ECOPACKS	443	3.347.014	467	3.371.115
RENOPACKS	477	5.074.662	593	6.505.666
TOTAL	2.055	118.338.421	1.766	145.168.421

Le tableau ci-dessous présente des chiffres en hausse aussi bien pour le nombre de prêts que pour les sommes prêtées.

Variation	
Nombre	Montant (EUR)
+149	+25.746.095
+24	+10.600
+116	+1.437.286
+289	+27.193.981

L'aide locative compte un parc locatif de 1.187 logements au 31/12/2016 et 1.203 logements au 31/12/2017. Bien que le parc locatif du Fonds soit en hausse (+ 20 logements) en 2017, cela ne permet pas de résorber la demande des familles nombreuses pour ce genre de logement. En 2017, 313 ménages se sont adressés, pour la plupart en vain, au Fonds afin de pouvoir bénéficier d'un logement.

On compte 33 AIS, 32 RDQ (regroupées en services d'activités citoyennes, agissant chacune sur un quartier), et 23 APL, soit au total 88 organismes au 31/12/2017.

2. MANDAT ET DUREE DU MANDAT

Les objectifs, les engagements et les moyens qui lient la Région et le Fonds sont définis dans le contrat de gestion qui a une durée de 5 ans.

Le contrat actuel court sur la période 2013-2018.

3. DROITS EXCLUSIFS OU SPECIAUX

Le FLFNW bénéficie des mêmes droits que la SWCS et ses guichets de crédit social pour les activités de prêts hypothécaires et de prêts économiseurs d'énergie et que la SWL et ses sociétés de logement de service public pour les activités locatives.

L'encadrement des OFS est assuré par le seul FLFNW.

4. MECANISME DE COMPENSATION ET SURCOMPENSATION

Mission « prêts »

Mécanisme de compensation

Prêts hypothécaires sociaux

Le financement des prêts hypothécaires sociaux est assuré par des emprunts garantis par la Wallonie et par la dotation en capital.

Aux termes de l'article 183, §1^{er} du CWLHD :

« Le Fonds peut être autorisé par le Gouvernement à contracter des emprunts garantis par la Région. La garantie couvre également les opérations de gestion financière afférentes à ces emprunts.

Le montant, les conditions et les modalités de ces emprunts et de ces opérations doivent être approuvés par le Gouvernement. »

Le montant emprunté correspond au programme annuel de prêt hypothécaire déduction faite de la dotation en capital.

Cette dotation en capital est la somme actualisée sur toute la durée du différentiel de flux entre les créances hypothécaires octroyées et les emprunts levés pour financer ces mêmes créances hypothécaires. La dotation appelée dotation d'équilibre correspond au montant qui permet d'annuler l'ensemble des flux.

La méthode utilisée est fondée sur la répartition des coûts.

Prêts économiseurs d'énergie et de rénovation (ECOPACK/RENOPACK)

Le financement de ces prêts est assuré par des avances remboursables de la Wallonie. Les remboursements perçus des emprunteurs sont versés intégralement à la Wallonie.

Les frais de fonctionnement du Fonds pour la réalisation de cette mission de prêts économiseurs d'énergie sont subventionnés par la Wallonie sur base de la répartition des coûts.

Surcompensation

Prêts hypothécaires sociaux

Il n'y a pas surcompensation du fait que la dotation en capital correspond au montant qui permet d'annuler l'ensemble des flux entrants et sortants.

Prêts économiseurs d'énergie et rénovation

Il n'y a pas surcompensation, la subvention correspondant aux frais réels de fonctionnement du personnel dédié à cette activité.

Information sur le paiement effectif des aides

Prêts hypothécaires sociaux

La dotation est payée sur présentation de déclarations de créance trimestrielles.

Prêts économiseurs d'énergie et rénovation

Les avances remboursables sont payées sur présentation de déclarations de créance alors que la subvention de fonctionnement est payée sur présentation de déclarations de créance semestrielles. Dans tous les cas, les déclarations sont accompagnées d'un justificatif.

Mission « Aide locative »

Mécanisme

Les loyers sont fixés sur base des revenus des occupants qui émargent à la catégorie des personnes à revenus précaires et ces loyers ne peuvent excéder 15% des ressources disponibles des occupants. En compensation de ces faibles loyers, la Wallonie prend en charge sous forme de subside en capital, 75% du coût de l'investissement plafonné à concurrence de 140.000 euros pour un logement de 3 chambres et 160.000 euros pour un logement de minimum 4 chambres.

Ce subside s'amortit au même rythme que les immeubles qu'il finance. Il n'y a pas de subvention accordée par la Région pour couvrir les frais de fonctionnement de l'activité.

Pour mener à bien cette mission d'« Aide locative », le Fonds doit disposer de logements répondant aux normes en vigueur. Outre le subside exposé ci-dessus, et en application du contrat de gestion 2013-2018, le Gouvernement wallon est autorisé à prendre en charge un tiers de l'annuité de remboursement d'un prêt annuel de 1.500.000 EUR destiné à assurer la rénovation du parc immobilier ancien du Fonds du Logement des familles Nombreuses de Wallonie. Cette aide permet le maintien dans notre parc immobilier de logements destinés à la location.

Surcompensation

Les subsides doivent être justifiés sur base des pièces justificatives ; les montants non utilisés font l'objet d'un remboursement à la Wallonie.

Information sur le paiement effectif des aides

Il n'existe pas une méthode de paiement des aides, cela dépend de la négociation lors de la confection du budget. C'est ainsi que les aides relatives à 2016 sont payées en 2 fois, la première partie (50%) en 2016 et la seconde partie (50%) après justification de l'utilisation de la première partie. Les aides relatives à l'année 2017 sont payées en 6 tranches (1/6) annuelles. Dans tous les cas, les montants non dépensés ne sont pas réclamés.

Les aides octroyées, dans le cadre de la rénovation du parc immobilier ancien, sont payées sur présentation d'une déclaration de créance annuelle, et ce pendant 15 ans.

Mission « encadrement des organismes à finalité sociale »

Mécanisme

Les frais de fonctionnement du Fonds pour la réalisation de cette mission OFS sont subventionnés par la Wallonie sur la base de la répartition des coûts.

Surcompensation

Il n'y a pas de surcompensation, la subvention correspond aux frais de fonctionnement de la mission déterminée sur la base de la comptabilité analytique.

Information sur le paiement effective des aides

Les moyens engagés par le gouvernement nous sont liquidés en 2 tranches, une première tranche (80%) la première année et le solde (20%) l'année suivante après justification de l'utilisation de l'ensemble de l'aide.

5. MONTANT TOTAL DES AIDES OCTROYEES (EUR) PAR LES AUTORITÉS RÉGIONALES

En faveur du Fonds du Logement		2016 (EUR)	2017 (EUR)
<u>Missions</u>	<u>Aide</u>		
Prêts hypothécaires sociaux	Dotation en capital	13.551.962	17.675.686
Prêts économeurs d'énergie	Subvention de fonctionnement	800.000	800.000
Aide locative	Subvention en capital	5.070.000	9.462.500
Aide locative	Subvention en capital – intervention dans un emprunt	78.636	113.311
Organismes à finalité sociale	Subvention de fonctionnement	1.432.080	1.460.720

1. Mise en œuvre de la décision de la Commission

1.1. Mandat

1.1.1. Forme contractuelle et/ou juridique

Les ports autonomes wallons ont été institués par la loi ou le décret :

- loi du 21 juin 1937 pour ce qui concerne le Port autonome de Liège
- loi du 12 février 1971 pour ce qui concerne le Port autonome de Charleroi
- loi du 20 juin 1978 pour ce qui concerne le Port autonome de Namur
- décret du 24 mars 1999 pour ce qui concerne le Port autonome du Centre et de l'Ouest.

Dans le cadre de la réforme budgétaire wallonne "WBFIN", ces organismes sont devenus des Unités d'Administration Publique de type 2 au sens du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement wallon.

Ainsi, par décret du 17 décembre 2015, le champ d'application du décret WBFIN a été étendu aux Unités d'Administration publique.

Préalablement à cette modification législative, les Ports autonomes étaient assimilés à des Organismes d'Intérêt Public (OIP) de catégorie B par l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêts public.

Cette mise à jour n'a pas eu pour objet de modifier la nature du lien entre l'Autorité et les Ports.

Les ports restent des organismes gérés de manière autonome sans préjudice des pouvoirs de contrôle et de tutelle du Gouvernement wallon, lesquels sont maintenus.

1.1.2. Eléments du mandat

1.1.2.1. Nature et durée des obligations de service public

Ces missions de services publics incombant aux ports autonomes en vertu des lois et décret qui les ont créés sont les suivantes :

- l'aménagement, l'équipement et la promotion des terrains publics régionaux à vocation portuaire qui leur sont concédés,
- l'entretien de ces terrains,

- le développement du trafic sur la voie d'eau,
- la gestion de l'infrastructure, des outils et des services adéquats et nécessaires à la promotion du transport fluvial.

Ces missions de service public sont consacrées dans les contrats de gestion des ports, entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

1.1.2.2. Entreprise et territoire concernés

Les quatre ports autonomes (PA) wallons exercent leurs compétences dans l'ensemble de la Région wallonne et chacun pour les terrains publics qui leur ont été remis en gestion. Leur zone géographique respective peut-être décrite comme suit :

- Port autonome de Liège (PAL) : Province de Liège
- Port autonome de Namur (PAN) : Province de Namur
- Port autonome de Charleroi (PAC) : arrondissement de Charleroi et Province du Brabant Wallon
- Port autonome du Centre et de l'Ouest (PACO) : Province du Hainaut entre Seneffe et Comines.

1.1.2.3. Nature des droits exclusifs ou spéciaux éventuellement octroyés aux entreprises

Les ports autonomes reçoivent les terrains en gestion, la propriété des terrains restant celle de la Région. Les ports ont toutefois la faculté de valoriser les terrains qui leur sont remis par le biais de concessions et d'autorisation allouées à des entreprises. Les ports perçoivent des redevances pour l'usage et l'occupation de ces terrains.

1.1.2.4. Paramètres de calcul, de contrôle et de révision de la compensation

La compensation accordée aux ports par la Région est fixée selon la nature des investissements, conformément aux contrats de gestion en vigueur : 100% pour les aménagements hydrauliques (quais, dispositifs d'accostage,...), 80% pour les aménagements de zones portuaires connectées à la voie d'eau, 50% pour les aménagements de zones portuaires non connectées à la voie d'eau.

Elle intervient sous forme d'une subvention apportée sur les investissements du port et sur présentation d'une déclaration de créance dûment justifiée.

Ces investissements d'infrastructures sont réalisés sur des terrains restant la propriété de la Région et sont donc in fine la propriété de la Région.

Pour ces marchés soumis à subsides, les services techniques de la Région assurent un contrôle au niveau de la procédure de subsidiation. En outre, la Région a des représentants au sein des conseils d'administration des ports.

1.1.2.5. Modalité de remboursement des éventuelles surcompensations et moyens d'éviter ces surcompensations

Le contrat de gestion des ports fixe les modalités de libération des subsides. Ces derniers sont libérés par tranches, au fur et à mesure de l'avancement du marché. La dernière tranche de 10% n'est libérée, le cas échéant, qu'après la réception provisoire des travaux, et pour un montant qui ne dépasse pas le montant subsidiable final admissible. Il ne saurait y avoir de surcompensation.

Les projets spécifiques des ports autonomes bénéficiant de subsides spéciaux (et plus particulièrement ceux issus des programmations européennes du Feder ou Plan Marshall 2.vert) l'objet d'arrêtés de subvention et de procédures de contrôles ad hoc excluant toute surcompensation (audits interne, externe, européen ...).

1.2. Montant de la compensation

La compensation accordée aux ports par la Région est fixée selon la nature des investissements, conformément aux contrats de gestion en vigueur : 100% pour les aménagements hydrauliques (quais, dispositifs d'accostage,...), 80% pour les aménagements de zones portuaires connectées à la voie d'eau, 50% pour les aménagements de zones portuaires non connectées à la voie d'eau.

1.3. Montant de la surcompensation

Néant, cfr point 1.1.2.5 ci-dessus

1.4. Contrôle et rapports annuels

Chaque Port autonome établit un budget annuel contenant toutes les recettes et toutes les dépenses quelle qu'en soit l'origine et la cause, dans les formes et selon les modalités prévues par le Gouvernement wallon.

Le projet de budget de chaque port autonome est établi par le conseil d'Administration et approuvé par le Ministre dont il relève et transmis au Ministre régional du Budget.

Le projet de budget est joint en annexe du Budget général des dépenses de la Région.

Dans les 2 mois de son approbation, le budget définitif est communiqué au Parlement wallon

Les ports autonomes sont soumis au contrôle du Ministre dont ils relèvent. Ce contrôle est effectué à l'intervention d'un ou plusieurs commissaires du Gouvernement, désignés par le Gouvernement sur proposition du Ministre compétent et dont l'activité implique :

- une présence des commissaires aux réunions des conseils d'administration avec voix consultative ;
- un pouvoir de recours auprès du Gouvernement contre toute décision qu'ils estiment contraire à la réglementation, aux statuts ou à l'intérêt général ;
- un contrôle des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et de tous documents et toutes les écritures de la société ;
- la pleine autorité pour solliciter des demandes d'explications ou d'informations.

Les comptes des Ports sont établis et approuvés par les conseils d'administration sur base des contrôles effectués par un Commissaire aux comptes. Ils doivent être approuvés par le Ministre dont ils relèvent. Le Ministre fonctionnel adresse les comptes au Ministre du Budget de la Région. Ils sont ensuite soumis par celui-ci au contrôle de la Cour des Comptes.

Les ports réalisent un rapport d'activité annuel qui est également soumis par le Ministre dont ils relèvent à l'approbation du Gouvernement et du Parlement wallon.

Les services techniques de la Région assurent un contrôle sur tous les marchés subsidiés des ports lesquels sont pleinement soumis aux règles des marchés publics avec, notamment, un contrôle effectué par l'Inspection des Finances et une procédure d'engagement budgétaire préalable à l'octroi du subside.

La Cour des Comptes exerce sur les Ports autonome une compétence générale de contrôle relative à

- la comptabilité budgétaire et générale
- l'absence de dépassement de crédits
- la légalité et à la régularité des recettes et des dépenses
- au bon emploi des deniers publics.

2. Portée et utilisation des informations statistiques concernant les SIEG

Concernant les informations statistiques générales portant sur le montant des aides accordées aux ports, une information très précise au sein des services de la Région et ce, sur base des consommations budgétaires de l'article relatif à *l'intervention de la Région dans le coût des travaux à exécuter aux ports gérés par les administrations publiques subordonnées*. Sur cette base, on peut constater que les montants dépensés pour les compensations à l'ensemble des ports (hors projets cofinancés par le Feder et Plan Marshall 2.vert) ont été pour :

- 2016 : 2,4 M euros
- 2017 : 4 M euros

3. Divers

Les ports autonomes sont un outil important de politique de la Région participant à la fois à la relance économique ainsi qu'au respect des principes de développement durable via l'encouragement au transport multimodal et au shift modal de la route vers le transport fluvial moins polluant, participant également au désengorgement de la route.

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre Etat membre	<u>Maisons de repos</u>	<u>Associations de santé intégrée</u>
<p>Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre Etat membre. Enumérer aussi clairement que possible le contenu des services considérés comme des SIEG.</p>	<p>Service social / soins de santé et de longue durée => catégorie 2) a). C'est un établissement qui, quelle qu'en soit la dénomination, est destiné à l'hébergement d'âinés qui y ont leur résidence habituelle et y bénéficient, en fonction de leur dépendance, de services collectifs familiaux, ménagers, d'aide à la vie journalière et de soins infirmiers ou paramédicaux (article 334, 2), a) du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé).</p>	<p>Service social/soins de santé et de longue durée => 2) a). C'est une association pratiquant la dispensation par une équipe de premier recours, pluridisciplinaire en matière médico-psycho-sociale, ci-après dénommée "l'équipe", de soins octroyés dans une approche globale, tant organique que psychologique et sociale, considérant le malade comme un sujet ayant une histoire personnelle et s'intégrant dans un environnement familial, professionnel et socio-économique, de soins intégrés octroyés en incluant la prévention qui peut être réalisée, soit lors de contacts individuels, soit lors des actions menées vis-à-vis d'une population définie, de soins continus octroyés en assurant la synthèse, la maîtrise et le suivi de l'information relative à l'ensemble des problèmes de santé vécus par le patient tout au long de sa prise en charge, à quelque niveau que ce soit (article 419,1° du Code décréteil de l'Action sociale et de la Santé).</p>
<p>Décrire les formes (habituelles) de mandat. Joindre les modèles types de mandats utilisés pour un secteur, le cas échéant.</p>	<p>Arrêté ministériel (titre de fonctionnement type joint en annexe 1 https://www.dropbox.com/s/par97ly386tomkk/Annexe%201.pdf?dl=0). Tout projet d'ouverture, d'extension ou de réouverture d'une maison de repos est soumis à l'obtention d'un accord de principe (sauf changement de gestionnaire au sein d'un même secteur moyennant exploitation sur le même site, transfert provisoire vers un autre site ou établissement à la suite de travaux ou motifs urgents, ou transfert entre sites de même arrondissement et de même gestionnaire). Après obtention de cet accord de principe, l'établissement devra ensuite introduire une demande de titre de fonctionnement et l'obtenir, en principe, dans un délai de 3 ans (Article 351 Code wallon de l'action sociale et de la santé). C'est le ministre qui prend la décision d'octroi ou de refus du titre de fonctionnement.</p>	<p>Arrêté ministériel pour le volet quasi-réglementé et bordereaux de paiement internes pour ce qui relève du réglementé (annexe 2 https://www.dropbox.com/s/qildvcky8jls60m/Annexe%202.pdf?dl=0)</p>

Mentionner la durée (habituelle) du mandat et une fourchette de durées. Indiquer aussi la proportion de mandats de plus de 10 ans.	Le titre de fonctionnement est accordé pour une <u>durée indéterminée</u> mais l'Agence pour une Vie de Qualité s'assure que les normes restent respectées en procédant, de manière périodique et imprévue, au contrôle et à l'inspection des établissements visés.	Les agréments sont accordés pour une <u>durée indéterminée</u> . Par dérogation, lorsque les médecins généralistes de l'association n'y exercent pas leur activité à titre principal et qu'il s'agit d'une nouvelle association de santé intégrée, un agrément provisoire dont la durée ne peut excéder trois ans, est accordé pour autant que l'association de santé intégrée respecte les autres conditions d'agrément. Au terme de la période d'agrément provisoire, sans décision contraire, l'association de santé intégrée est réputée agréée.
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.	Droits exclusifs. Le titre de fonctionnement est indispensable à l'exploitation d'une maison de repos. Lorsqu'il est constaté qu'un établissement pour aînés est exploité sans disposer d'un titre de fonctionnement, une procédure de fermeture est initiée (articles 1450 et svt du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé).	Non. L'agrément peut être retiré à l'association qui ne remplit plus les conditions requises ou ne se soumet pas aux obligations qui lui incombent. Le Gouvernement détermine la procédure de retrait de l'agrément (article 432 Code décretaal).
Décrire le mécanisme (habituel) de compensation pour les services concernés y compris l'instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) utilisé et préciser si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.	<u>Subvention pour investissement</u> + le gouvernement peut octroyer sa <u>garantie</u> aux emprunts contractés pour le financement de ces opérations (articles 1504 à 1513 du Code réglementaire de l'Action sociale et de la Santé). <u>Référence légale</u> : Articles 1458 à 1503 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé.	<u>Subvention</u> . La subvention est automatiquement liée à l'obtention de l'agrément. Elle couvre les dépenses relatives : - au personnel salarié ; - aux professionnels indépendants ; - au fonctionnement. Pour l'établir, un formulaire collecte les données utiles au calcul de la subvention ; il est renvoyé à l'administration au plus tard le 1er mars de chaque année. <u>Références légales</u> : - Code décretaal de l'Action sociale et de la Santé, articles 419 à 433 ; - AGW du 27 mai 2009 portant application du décret du 29 mars 1993 relatif à l'agrément et au subventionnement des associations de santé intégrée.

Décrire les modalités (habituelles) de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.	<p>Pour les marchés de travaux, la subvention est mise à disposition par tranches :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une première tranche de 30% du montant de la subvention dès qu'il a été passé commande des travaux et que ces derniers ont effectivement été entamés, ce qu'atteste le premier état d'avancement accompagné de la facture correspondante ; - la seconde de 30% est mise à disposition dès que le total des états d'avancements et factures présentés atteint le total de la première tranche ; - la troisième tranche de 30% est mise à disposition dès que le total des états d'avancements et factures présentés atteint le total des 2 premières tranches ; - le solde de la subvention est mise à la disposition du demandeur à l'approbation du compte final. <p>Pour les marchés d'équipement et mobilier, la subvention est payée sur présentation des factures.</p>	<p>La subvention est liquidée à raison d'une avance de quatre-vingt cinq pour cent au plus tard le 31/03 de l'année en cours, une 2ème avance équivalant à 90% de la dernière subvention contrôlée et justifiée peut être versée au plus tard le 01/09 de l'exercice en cours, la liquidation du solde s'effectue après contrôle du dossier justificatif l'année suivante. Si les avances versées sont supérieures au montant des dépenses justifiées par l'opérateur, ce dernier devra rembourser une partie des avances.</p> <p>Certaines Associations de santé intégrée pratiquent le paiement dit "à l'acte", d'autres, le paiement au forfait.</p>
Montant de l'aide octroyée		
Montant total de l'aide octroyée. Ce montant inclut toutes les aides versées sur votre territoire y compris les aides versées par les autorités régionales et locales	<p><u>Crédits engagements</u></p> <p><u>Pour l'année 2016 :</u></p> <p>=> Maisons de repos privées : 6.100,00 euros ;</p> <p>=> Maisons de repos publiques : 1.034.000,00 euros ;</p> <p><u>Pour l'année 2017 :</u></p> <p>=> Maisons de repos privées : 227.925,00 euros ;</p> <p>=> Maisons de repos publiques : 284.275,00 euros ;</p> <p><u>Emprunts CRAC pour l'année 2016 :</u></p> <p>=> Maisons de repos privées : 11.756.050,00 euros (4 bénéficiaires) ;</p> <p>=> Maisons de repos publiques : 1.458.350,00 euros (1 bénéficiaires).</p> <p><u>Emprunts CRAC pour l'année 2017 :</u></p> <p>=> Maisons de repos privées : 1.053.575,00 euros (2 bénéficiaires) ;</p> <p>=> Maisons de repos publiques : 17.326.500,00 euros (4 bénéficiaires).</p>	<p><u>Pour l'année 2016 :</u></p> <p>Pour le privé : 3 539 000€</p> <p>Pour le public : 37 755€</p> <p><u>Pour l'année 2017 :</u></p> <p>Pour le privé : 3 978 310€</p> <p>Pour le public : 50 535</p>
Autres informations quantitatives	Au 01/05/2018, 618 établissements de maisons de repos-maisons de repos et de soins	78 Associations de santé intégrée agréées en Région wallonne au 01/01/2018.
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre Etat membre	<u>Services en santé mentale</u>	<u>Services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes</u>

<p>Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre Etat membre. Enumérer aussi clairement que possible le contenu des services considérés comme des SIEG.</p>	<p>Service social / soins et inclusion sociale des groupes vulnérables => 2) e). Un service de santé mentale est une structure ambulatoire qui, par une approche pluridisciplinaire, répond aux difficultés psychiques ou psychologiques de la population du territoire qu'il dessert. Il remplit les missions suivantes : - l'accueil de la demande relative aux difficultés psychiques ou psychologiques; - l'organisation d'une réponse, selon les ressources disponibles et les particularités de la demande, en posant un diagnostic et en instaurant un traitement, selon les situations psychiatrique, psychothérapeutique ou psychosociale; - l'organisation accessoirement des activités au bénéfice d'autres professionnels en vue d'améliorer la qualité de leurs prestations, sous la forme d'information, de supervision ou de formation, et la réalisation d'expertises, liées à leurs activités de dispensation des soins. Le service de santé mentale agréé peut, en outre, développer une ou plusieurs initiatives spécifiques à destination d'une population déterminée ou développant une approche méthodologique particulière. Il peut aussi créer un club thérapeutique constitué d'un lieu d'accueil et d'activités ayant pour objectif de permettre à des usagers souffrant de troubles psychiatriques ou psychologiques sévères ou chroniques, de se stabiliser au fil du temps ou d'accéder aux soins (article 540 Code décretal de l'Action sociale et de la Santé).</p>	<p>Service social / Soins et inclusion sociale des groupes vulnérables => 2) e). En sus de l'accueil et de l'information, le service exerce de manière spécifique et en faveur des bénéficiaires au moins une des missions suivantes : 1° l'accompagnement psychosocial; 2° la prise en charge psychothérapeutique et médicale; 3° les soins dont au moins les soins de substitution, les cures de sevrage, la prise en charge résidentielle ou hospitalière; 4° la réduction des risques. Ces missions s'exercent dans le cadre de la concertation pluridisciplinaire. La concertation pluridisciplinaire vise à évaluer les besoins du bénéficiaire, leur évolution, les ressources disponibles au sein du service, dans le réseau ou en dehors de celui-ci pour apporter la réponse la plus adéquate. Elle est exercée à la fois dans le cadre du service et des relations au sein du réseau. Elle fait l'objet d'un accord de la part du bénéficiaire, de préférence sous forme écrite et révocable à tout moment. Le service assure sous la forme d'une mission accessoire et à la demande, la supervision et l'intervention du personnel d'institutions appartenant au réseau, lorsqu'il existe (article 641, paragraphe 1er du Code décretal de l'Action sociale et de la Santé).</p>
<p>Décrire les formes (habituelles) de mandat. Joindre les modèles types de mandats utilisés pour un secteur, le cas échéant.</p>	<p>Arrêté ministériel (joint en annexe 3 https://www.dropbox.com/s/1thffmhyusldjf2/Annexe%203.pdf?dl=0).</p>	<p>Arrêté ministériel (joint en annexe 4 https://www.dropbox.com/s/mp97i3uzf5giub5/Annexe%204.pdf?dl=0).</p>
<p>Mentionner la durée (habituelle) du mandat et une fourchette de durées. Indiquer aussi la proportion de mandats de plus de 10 ans.</p>	<p>Les agréments sont accordés pour une <u>durée indéterminée</u>.</p>	<p>Agrément accordé à durée indéterminée.</p>

Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.	Non. Le Gouvernement précise les procédures de suspension et de retrait de l'agrément (article 615 du Code décretaal).	Non. Par contre, en cas d'évaluation défavorable, le Gouvernement peut procéder à la suspension ou au retrait d'agrément. La suspension de l'agrément entraîne la suspension du versement des subventions. L'évaluation est considérée comme défavorable dès lors que délibérément le pouvoir organisateur n'a pas mis en œuvre le plan d'action alors qu'il s'y était engagé ou que, dans le cadre de l'application du plan d'action, il n'a pas respecté les normes énoncées par ou en vertu du présent chapitre (article 669 du Code décretaal de l'Action sociale et de la Santé). À tout moment, l'agrément de tout ou partie des activités menées par un service peut être suspendu ou retiré pour cause d'inobservation des dispositions du présent chapitre ou des dispositions fixées en application de celui-ci (article 670 du Code décretaal de l'Action sociale et de la Santé).
Décrire le mécanisme (habituel) de compensation pour les services concernés y compris l'instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) utilisé et préciser si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.	<u>Subvention</u> . La subvention est automatiquement liée à l'obtention de l'agrément. Elle couvre les dépenses relatives : - les dépenses de personnel; - les frais de fonctionnement; - l'indemnité destinée à la direction administrative; - le forfait pour la fonction de liaison. <u>Références légales</u> : - articles 1809 à 1820 du Code réglementaire de l'Action sociale et de la Santé; - Code décretaal de l'Action sociale et de la Santé, articles 539 à 617; - AGW du 27 mai 2010 portant application du décret du 30 avril 2009 relatif à l'agrément en vue de l'octroi de subventions et à l'octroi de subventions aux réseaux et aux services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes ainsi qu'à la reconnaissance en vue de l'octroi de subventions et à l'octroi de subventions à leurs fédérations.	Une <u>subvention</u> est octroyée dans les limites des disponibilités budgétaires. La subvention est automatiquement liée à l'obtention de l'agrément. Elle couvre les dépenses relatives : - au personnel salarié ; - aux professionnels indépendants ; - au fonctionnement. Le service agréé bénéficie de l'octroi de subventions pour la zone de soins dans laquelle il exerce son activité à titre principal. <u>Références légales</u> : - Articles 1880 à 1885 du Code réglementaire de l'Action sociale et de la Santé; - Articles 641 à 674 du Code décretaal; - AGW du 27 mai 2010 portant application du décret du 30 avril 2009 relatif à l'agrément en vue de l'octroi de subventions et à l'octroi de subventions aux réseaux et aux services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes ainsi qu'à la reconnaissance en vue de l'octroi de subventions et à l'octroi de subventions à leurs fédérations.

Décrire les modalités (habituelles) de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.	<p>Avances trimestrielles destinées à couvrir les charges de personnel et les frais de fonctionnement. Versement du solde sur présentation des rapports d'activité et des pièces justificatives de l'exercice concerné.</p> <p>Le service de santé mentale agréé, qui n'a pas transmis aux Services du Gouvernement les données comptables de l'exercice précédent pour le 31 mars au plus tard, ne bénéficie plus d'avances pour l'année en cours aussi longtemps que les données n'ont pas été transmises (article 610, paragraphe 3 du Code décretaal).</p> <p>Un maximum de 10 euros indexé (aujourd'hui, on est à 10,82 euros) est demandé aux personnes qui font appel aux services en santé mentale pour les prestations non médicales. La gratuité en fonction des revenus des personnes concernées peut être obtenu. Pour ce qui est médical (appel à un psychiatre par exemple), rien n'est prévu au niveau de la réglementation.</p>	<p>Les subventions sont liquidées à concurrence de:</p> <p>1° une avance de 80 %, au plus tard, le 1er mars de l'exercice pour lequel elles sont attribuées;</p> <p>2° le solde, à l'issue du contrôle de l'utilisation de la subvention, lors de l'exercice suivant.</p> <p>L'examen de la justification de l'utilisation de la subvention ne suspend pas le versement de l'avance suivante, sauf lorsque le réseau ou le service n'a pas remis les documents y afférents selon les procédures ou dans les délais définis par le Gouvernement (article 664 Code décretaal).</p>
Montant de l'aide octroyée		
Montant total de l'aide octroyée. Ce montant inclut toutes les aides versées sur votre territoire y compris les aides versées par les autorités régionales et locales	<p><u>Crédits engagements</u></p> <p><u>Pour l'année 2016 :</u></p> <p>21.453.000 euros (privé)</p> <p>11.110.000 euros (public)</p> <p><u>Pour l'année 2017 :</u></p> <p>21.376.000 euros (privé)</p> <p>11.379.000 euros (public)</p>	<p><u>Crédits engagements</u></p> <p><u>Pour l'année 2016 :</u></p> <p>1.326.000 euros</p> <p><u>Pour l'année 2017 :</u></p> <p>1.294.000 euros</p>
Autres informations quantitatives	66 services en santé mentale agréés en région wallonne.	
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre Etat membre	<u>Services d'aide aux familles et aux personnes âgées</u>	<u>Centres de planning et de consultation familiale et conjugale</u>

Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre Etat membre. Enumérer aussi clairement que possible le contenu des services considérés comme des SIEG .	Service social / Soins et inclusion sociale des groupes vulnérables => 2) e) ; Les services interviennent à domicile afin de favoriser le maintien et le retour à domicile, l'accompagnement et l'aide à la vie quotidienne des personnes isolées, âgées, handicapées, malades et des familles en difficulté, en concertation avec l'environnement familial et de proximité, et ont notamment pour objectif de stimuler la personne aidée afin de maintenir au maximum son autonomie (article 220, paragraphe 1er du Code décréteil).	Service social / soins et inclusion sociale des groupes vulnérables => 2) e) ; Les centres de planning familial ont pour missions (Articles 183 à 218/22 CWASS et 292 à 319 CRWASS) : 1° l'information, la sensibilisation et l'éducation en matière de vie affective, relationnelle et sexuelle; 2° la promotion de la contraception et l'amélioration de son accessibilité; 3° la prévention des grossesses non souhaitées et l'accès à l'avortement visé à l'article 350 du Code pénal. L'accès à l'avortement implique que tout centre de planning soit procède à l'avortement, soit oriente, voire accompagne, la personne qui souhaite en bénéficier, vers un centre ou planning qui y procède si son personnel ou les médecins y attachés ne veulent pas y procéder. Aucune demande ou détresse ne peut rester sans réponse dans le chef d'un centre de planning; 4° la prévention et le dépistage des infections sexuellement transmissibles; 5° l'aide et l'accompagnement des personnes en lien avec leur vie affective, relationnelle et sexuelle; 6° la prévention des violences exercées au sein des couples et, le cas échéant, leur prise en charge sans préjudice des compétences des organismes intervenant en la matière; 7° l'information au public sur les notions de droit familial; 8° l'organisation des animations liées aux missions définies ci-avant; 9° l'information et la sensibilisation des professionnels en lien avec la vie affective, relationnelle et sexuelle
Décrire les formes (habituelles) de mandat . Joindre les modèles types de mandats utilisés pour un secteur, le cas échéant.	Arrêté ministériel (joint en annexe 5 https://www.dropbox.com/s/cax1tgixkbi59dx/Annexe%205.pdf?dl=0).	Arrêté ministériel (joint en annexe 6 https://www.dropbox.com/s/97461kf2zxsxn96/Annexe%206.pdf?dl=0).
Mentionner la durée (habituelle) du mandat et une fourchette de durées. Indiquer aussi la proportion de mandats de plus de 10 ans.	A durée indéterminée.	A durée indéterminée.
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.	Non, décret "appellation". Sont punis d'une amende de 1.000 à 10.000 euros ceux qui font usage des termes "service agréé d'aide aux familles et aux aînés ", des termes "aide à la vie quotidienne" ou des termes "aide familiale" sans être titulaires d'un agrément en vertu du présent titre. Il en est de même de ceux qui se prévalent du statut ou de la qualité d'aide familiale sans être titulaires d'un certificat attestant du respect des conditions établies par ou en vertu du présent titre. (article 260 du Code décréteil de l'Action sociale et de la Santé).	<u>Droit exclusif.</u> Toute personne qui organise ou dirige un centre ou service portant, sans être agréé, l'appellation " centre de planning familial et de consultation familiale et conjugale agréé et subventionné par la Région wallonne ", est passible d'une peine d'emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 25 à 75 euros ou d'une de ces peines seulement (article 218/18 CWASS)

Décrire le mécanisme (habituel) de compensation pour les services concernés y compris l'instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) utilisé et préciser si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.	Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement alloue au service des <u>subventions</u> couvrant en tout ou en partie : 1° les dépenses de personnel; 2° les frais de fonctionnement; 3° le temps de formation et de réunion; 4° les frais de transport. Un arrêté du GW est produit pour liquider l'avance et ensuite, le GW décide d'appliquer ou non tout le budget. La subvention est octroyée chaque année. <u>Référence légale</u> : Articles 320 à 364 du Code réglementaire de l'Action sociale et de la Santé.	L'agrément est automatiquement lié à l'obtention, sous certaines conditions, de <u>subventions</u> couvrant les dépenses relatives : • au personnel salarié ; • aux professionnels indépendants ; • au fonctionnement. <u>Référence légale</u> : Articles 292 à 319 du Code réglementaire de l'Action sociale et de la Santé et articles.
Décrire les modalités (habituelles) de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations .	C'est un forfait. Les Services d'Aide aux familles et aux Aînés utilisent tout l'argent qui leur est octroyé et donc, il n'y a pas de remboursement.	Les subventions sont versées en deux avances et le solde: - 1ère avance pour le 1er mars; - 2ème avance pour le 1er septembre; - Solde. Les centres transmettent le rapport d'activités par voie électronique à l'administration au plus tard le 1er mars de l'année qui suit l'exercice. Tous les ans, pour le 1er mars de l'année qui suit l'exercice, le centre de planning familial communique au Gouvernement le décompte récapitulatif des dépenses relatives à l'exercice de ses missions dont le contenu est fixé par le ministre. La surveillance et le contrôle de l'utilisation des subventions sont exercés conformément à la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des Communautés et des Régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes.
Montant de l'aide octroyée		
Montant total de l'aide octroyée. Ce montant inclut toutes les aides versées sur votre territoire y compris les aides versées par les autorités régionales et locales	Pour l'année 2016: =>Public : 41 778 000 euros; =>Privé: 138 468 000 euros. Pour l'année 2017: =>Public : 42 855 000 euros; =>Privé: 143 353 000 euros.	<u>Crédits engagements</u> Pour l'année 2016 : 13.200.645,57€ Pour l'année 2017 : 13.465.929, 96
Autres informations quantitatives	33 services privés et 55 publics agréés en Région wallonne. Taille des services tous métiers confondus : entre 4,5 équivalents temps plein pour le plus petit service et 1172 pour le plus grand.	<u>Nombre de centres de planning 2016</u> : 71 centres de planning et 7 antennes.

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre Etat membre	<u>Maisons d'accueil, maisons de vie communautaire et maisons d'hébergement de type familial.</u>	<u>Organisme d'interprétariat en milieu social</u>
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre Etat membre. Enumérer aussi clairement que possible le contenu des services considérés comme des SIEG.	Service sociaux: l'inclusion sociale des groupes (2); e)) vulnérables. Mission: accueil et hébergement aux personnes en difficultés sociales limitée dans le temps et accompagnement adapté afin de les soutenir dans l'acquisition ou la récupération de leur autonomie (art. 67,68 et 70 du Code décretaal de l'Action sociale et de la santé).	Service sociaux: l'inclusion sociale des groupes (2); e)) vulnérables. Mission: L'organisme d'interprétariat en milieu social a pour mission, à la demande d'un service utilisateur, de permettre à toute personne étrangère ou d'origine étrangère qui ne maîtrise pas la langue française de bénéficier des services d'un interprète dans l'ensemble de ses communications avec une personne morale, publique ou privée, organisant un service dans le contexte social auquel elle a recours, notamment dans le cadre du parcours d'intégration. L'organisme est chargé de diffuser l'information relative à l'interprétariat en milieu social auprès des services utilisateurs. (art. 155 du CWASS) (Subvention réglementée octroyée dans le cadre de l'agrément prévue à l'article 155/6)
Décrire les formes (habituelles) de mandat. Joindre les modèles types de mandats utilisés pour un secteur, le cas échéant.	Arrêté ministériel portant agrément (joint en annexe 7 https://www.dropbox.com/s/p56o323o9nycnvp/Annexe%207.pdf?dl=0 et 8 https://www.dropbox.com/s/va7440gy3ipnn5p/Annexe%208.pdf?dl=0)	Arrêté ministériel d'agrément (joint en annexe 9 https://www.dropbox.com/s/rlxrh2p8pbphii/annexe%209.pdf?dl=0 et annexe 10 https://www.dropbox.com/s/tucz0xnagg88nz/annexe%2010.pdf?dl=0)
Mentionner la durée (habituelle) du mandat et une fourchette de durées. Indiquer aussi la proportion de mandats de plus de 10 ans.	A durée indéterminée	A durée indéterminée

Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.	<u>Droit exclusif.</u> Ne peuvent être exploitées sans un agrément ou une autorisation provisoire de fonctionnement délivré par le Gouvernement : 1° toute maison d'accueil; 2° toute maison de vie communautaire; 3° toute maison d'hébergement de type familial offrant une capacité d'hébergement de plus de trois personnes en difficultés sociales. Les exploitants des maisons d'hébergement de type familial offrant une capacité d'hébergement de moins de quatre personnes en difficultés sociales peuvent demander un agrément ou une autorisation provisoire de fonctionnement (art. 71 Code décrétal).	Non, le Gouvernement précise la procédure de retrait d'agrément (art 155/4 du CWASS) et d'autres services peuvent faire de l'interprétariat sans être agréés.
Décrire le mécanisme (habituel) de compensation pour les services concernés y compris l'instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) utilisé et préciser si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.	Subventions destinées principalement à couvrir les frais de personnel. Frais de fonctionnement (art. 109 Code réglementaire).	Subventions couvrant les frais de fonctionnement et de personnel de l'association.
Décrire les modalités (habituelles) de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.	<p>Demande de subvention est introduite en même temps que la demande d'agrément (art.113 Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la santé).</p> <p>L'article 12/1 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé prévoit que les subventions annuelles octroyées aux maisons d'accueil sont liquidées par le Ministre en maximum deux avances et un solde.</p> <p>Une avance, représentant 85% du montant indexé de la dernière subvention contrôlée, est liquidée au plus tard de 1er mars de l'année de la subvention.</p> <p>Une seconde avance, représentant la différence entre la première avance et le montant correspondant à 90% indexés de la subvention contrôlée au cours de l'année de subvention, peut être liquidée au plus tard le 1er septembre de l'année de la subvention.</p> <p>La participation financière du bénéficiaire couvre le gîte et le couvert.</p> <p>La participation financière au gîte ne peut être journalièrement inférieure à 6€ par personne et dépasser 4/10 des ressources de l'hébergé.</p> <p>La participation financière au gîte et au couvert ne peut être journalièrement inférieure à 10€ par personne.(art. 125 à 128 Code réglementaire)</p> <p>Le solde de l'année écoulée est liquidée après vérification des pièces justificatives (art. 114 Code réglementaire).</p> <p>Mécanisme de récupération si les dépenses ne sont pas justifiées.</p>	<p>Cf. article 12/1 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé.</p> <p>Contribution des bénéficiaires:</p> <p>Interprétariat par déplacement : 12€/heure (toute heure entamée est due)</p> <p>Interprétariat par téléphone : 6€ le 1er quart d'heure et 9€ pour tout quart d'heure supplémentaire entamé.</p> <p>Traduction écrite : 13€/page</p> <p>Séance collective d'information : 18€/heure (toute heure entamée est due)</p>

Montant de l'aide octroyée		
Montant total de l'aide octroyée. Ce montant inclut toutes les aides versées sur votre territoire y compris les aides versées par les autorités régionales et locales	20 710 000 € (2011) 23 185 000 € (2012) 23 830 000 € (2013) 24 022 000 € (2014) 24 165 000 € (2015) 24 834 000 € (2016) 28 050 000 € (2017)	220 000 € (2011) 220 000 € (2012) 230 809,58 € (2013) 2014: 250 000 € 2015: 300 000 € + 250 000 € (subvention parcours) (2015) 2016: 300 000 € + 250 000 € (subv. réglementées) + 126 672 € (subv. facultatives) 2017: 306 000 € + 255 000 € (subv. réglementées) + 221 130 € (subv. facultatives)
Autres informations quantitatives	9717 bénéficiaires et 633 699 nuitées par an. 56 maisons d'accueil 14 Maisons de vie communautaire 1 Maisons d'hébergement de type familial 10 Abris de nuit	1 organisme d'interprétariat agréé et subventionné
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre Etat membre	Crèches	
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre Etat membre. Enumérer aussi clairement que possible le contenu des services considérés comme des SIEG.	Service social / garde d'enfants => catégorie 2) b)	
Décrire les formes (habituelles) de mandat . Joindre les modèles types de mandats utilisés pour un secteur, le cas échéant.	La DGO5 ne gère pas l'agrément des crèches, mais uniquement les demandes de subvention introduites par une entité gestionnaire d'une crèche. (joint en annexe 11 https://www.dropbox.com/s/9p25lvd1bs562mq/Annexe%2011.pdf?dl=0)	
Mentionner la durée (habituelle) du mandat et une fourchette de durées. Indiquer aussi la proportion de mandats de plus de 10 ans.	Les autorisations sont données pour une durée indéterminée par l'O.N.E. (F.W.B.)	
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.	Les autorisations de fonctionnement sont accordées par l'O.N.E. (F.W.B.)	

Décrire le mécanisme (habituel) de compensation pour les services concernés y compris l'instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) utilisé et préciser si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.	<u>Subventions pour investissement.</u> <u>Référence légale</u> : Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 08 juillet 1983 réglant pour la Communauté française l'octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de crèches, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'équipement et le premier ameublement de ces immeubles.	
Décrire les modalités (habituelles) de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.	<p>Pour les crédits ordinaires, la subvention est libérée au fur et à mesure des états d'avancements.</p> <p>Pour les projets retenus dans l'appel à projet, 70% de la subvention est libérée lorsque 30 % des travaux sont effectués (sur base des états d'avancement). Le solde de la subvention est libéré au moment du décompte final.</p>	
Montant de l'aide octroyée		
Montant total de l'aide octroyée. Ce montant inclut toutes les aides versées sur votre territoire y compris les aides versées par les autorités régionales et locales	<u>Crédits engagements</u> <u>Pour l'année 2011:</u> => Crèches privées : 171.050,00 euros ; => Crèches publiques : 1.112.650,00 euros ; <u>Pour l'année 2012 :</u> => Crèches privées : 166.275,00 euros ; => Crèches publiques : 976.475,00 euros ; <u>Pour l'année 2013:</u> => crèches privées : 409.600,00 euros (3 bénéficiaires) ; => crèches publiques : 21. 175,00 euros (2 bénéficiaires). Pas d'emprunts CRAC pour l'année 2013 <u>Pour l'année 2014:</u> => crèches privées : 0 euros (0 bénéficiaires) ; => crèches publiques : 128.050,00€ (4 bénéficiaires). Pas d'emprunts CRAC pour l'année 2014 <u>Pour l'année 2015:</u> => crèches privées : 467.500,00€ (2 bénéficiaires) ; => crèches publiques : 1.065.750,00€ (3 bénéficiaires). Emprunts CRAC pour l'année 2015 : 56.000.000 (115 bénéficiaires) Pour l'année 2016: => crèches privées : 422.900,00€ (3 bénéficiaires) ; => crèches publiques : 724.875 € (4 bénéficiaires); Pour l'année 2017: => crèches privées : 1.026.800 € (1 bénéficiaire) ; => crèches publiques : 0 € (0 bénéficiaire).	
Autres informations quantitatives	////	

Wallonie – Rapport SIEG 2018 – Soutien à la restauration et gestion des milieux naturels

<p>Description du type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre Etat membre. Enumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Programme wallon de développement rural 2014-2020 (PWDR 2014-2020) Mesure 7.6 « Soutien à la restauration et gestion des milieux naturels ». Cette mesure consiste à restaurer et à gérer les habitats typiques de certaines zones situées dans la structure écologique principale dont fait partie Natura 2000. 2. Subventions supplémentaires non-agricoles accordées pour les surfaces supplémentaires de lisières et d'îlots de conservation (allant au-delà des exigences légales).
<p>Description des formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.</p>	<p>Directives « Oiseaux » et « Habitats ». Règlement 1305/2013 et ses règlements d'exécution. Code Forestier 2008. Arrêtés indemnités et subventions Natura 2000. Pour la mesure issue du PWDR 2014-2020, l'ensemble des arrêtés de subvention et de désignation de sites Natura 2000 accordés dans le cadre de la mesure 7.6.</p>
<p>Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandat d'une durée de plus de 10 ans (en%) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieur à 10 ans et expliquer en quoi une telle décision est justifiée.</p>	<p>* Pour la mesure 7.6., cette dernière est en vigueur pour six années. La subvention est, quant à elle, liquidée en une fois et couvre les frais engendrés par la restauration (subvention versée sur présentation d'une facture acquittée ou d'une déclaration de créance). * Pour la subvention supplémentaire non-agricole, il s'agit d'une subvention annuelle.</p>
<p>Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.</p>	<p>/</p>
<p>Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties...) ?</p>	<p>Subventions.</p>
<p>Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.</p>	<p>* Une compensation nette est accordée au prorata des services rendus. Les subventions directes sont limitées aux dépenses présentées et donnant octroi à ladite subvention. * Une évaluation scientifique et technique pour l'entretien, la restauration ou la protection du milieu visé permet de fixer le coût net et la subvention à accorder dans ce but.</p>
<p>Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.</p>	<p>Cf. Articles 12 et 13 de l'Arrêté du Gouvernement wallon « indemnités ».</p>

<p>Décrire les outils mis en place pour garantir la transparence.</p>	<p>Appels à projets. Un appel à projets a lieu tous les trois mois afin de sélectionner les projets répondants aux critères définis dans le PWDR. Les informations sur les appels à projets sont notamment disponibles sur les différents portails de la Région wallonne.</p>
--	---

Montant des aides octroyées (en milliers €). Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales.

	2016	2017
Montant total des aides octroyées (en milliers €) versées par les autorités centrales nationales.	/	/
Montant total des aides octroyées (en milliers €) versées par les autorités centrales régionales.	177.531,42 €	523.376,04 €
Montant total des aides octroyées (en milliers €) versées par les autorités centrales locales.	/	/
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant).	/	/

Wallonie – Rapport SIEG 2018 – CITW+

Description du type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre Etat membre. Enumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG.	Le Centre d'Ingénierie Touristique de Wallonie (CITW+) est chargé de l'ingénierie touristique qui consiste en la mise en œuvre d'activités de conseil et d'assistance technique visant à mettre en valeur un patrimoine, un territoire, une ville, un lieu ou un équipement touristique dans le but d'en accroître l'attractivité et la compétitivité au profit du développement régional.
Description des formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.	Actes individuels de subventionnement. Les modalités d'octroi et de maintien de l'aide sont prévues dans les dispositifs suivants : * Arrêté du Gouvernement wallon octroyant une subvention au GIE CITW+ en vue de la mise en œuvre du projet « CITW+ – Ingénierie touristique transversale - Wallonie » du portefeuille « Ingénierie touristique de Wallonie » dans le cadre du Programme opérationnel FEDER 2014-2020 pour la Wallonie. * Subvention au CITW+ pour des missions d'ingénierie touristique complémentaires à celles exercées dans le cadre des Fonds structurels et d'investissement 2014-2020.
Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandat d'une durée de plus de 10 ans (en%) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle décision est justifiée.	6 années.
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.	/
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties...) ?	Subventions directes.
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.	Le taux d'intervention public (européen et régional) est fixé à 90 %.
Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.	Article 13 de l'arrêté du Gouvernement wallon octroyant une subvention au GIE CITW+ en vue de la mise en œuvre du projet « CITW+ – Ingénierie touristique transversale - Wallonie » du portefeuille « Ingénierie touristique de Wallonie » dans le cadre du Programme opérationnel FEDER 2014-2020 pour la Wallonie.
Décrire les outils mis en place pour garantir la transparence.	Publicité des services garantie via différents canaux d'information.

Montant des aides octroyées (en milliers €). Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales.

	2016	2017
Montant total des aides octroyées (en milliers €) versées par les autorités centrales nationales.	/	/
Montant total des aides octroyées (en milliers €) versées par les autorités centrales régionales.	75.000 €	243.490 €
Montant total des aides octroyées (en milliers €) versées par les autorités centrales locales.	/	/
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant).	/	/
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises).	/	/

Services d'intérêt économique général: orientations concernant le rapport à présenter conformément à la décision SIEG de 2012 et à l'encadrement dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et des sociétés à finalité sociale actives dans le secteur de la réutilisation et de la préparation en vue de la réutilisation - SIEG de 2012

1. Vue d'ensemble des dépenses

Dépenses totales des administrations publiques par base juridique (millions d'EUR)		
	2016	2017
Compensation des services d'intérêt économique général (1+2)	0.212760 MEUR	0,268002 MEUR
(1) Compensation octroyée sur la base de la décision SIEG		
(2) Compensation octroyée sur la base de l'encadrement SIEG		

2. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DÉCISION SIEG DE 2012

L'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et des sociétés à finalité sociale actives dans le secteur de la réutilisation et de la préparation en vue de la réutilisation relève de la catégorie suivante :

- les services sociaux [article 2, paragraphe 1, point c)]: l'accès et la réinsertion sur le marché du travail.

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre ¹
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .
L'aide octroyée consiste en une subvention annuelle destinée à compenser les obligations de service public inhérentes à l'activité de réutilisation et de préparation à la réutilisation.

¹ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

<p>La subvention annuelle est liée au nombre de tonnes réutilisés annuellement en Région Wallonne par type de déchets et de produits ou composant de produits, pour lequel l'entreprise de réutilisation est agréée, et aux ressources humaines affectées exclusivement aux activités de réutilisation.</p> <p>La subvention annuelle octroyée par le Ministre de l'Économie vise à compenser la perte de productivité entraînée par l'engagement de personnel issu du public cible. Il s'agit de travailleurs qui ne sont pas titulaire d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur ou assimilé à charge de l'entreprise de réutilisation.</p>
<p>Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.</p>
<p>Le mandat SIEG est lié à l'agrément que doit obtenir l'entreprise de réutilisation. Le mandat SIEG comporte les obligations de service public suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Définir et mettre en œuvre un projet visant à rencontrer des besoins sociaux et sociétaux insuffisamment satisfaits ; - Assurer le développement de l'entreprise de réutilisation dans ses activités et finalités particulières, liées au secteur de l'Économie sociale, en ayant recours à des travailleurs peu qualifiés et en favorisant l'association du personnel à la gestion de l'entreprise de réutilisation ; - Assurer l'intérêt environnemental de la réutilisation des déchets, produits ou composants de produits ; - Assurer le développement de la réutilisation et la préparation à la réutilisation ; - Assurer le respect des obligations liées aux conditions à respecter pour pouvoir être agréé en tant qu'entreprise de réutilisation.
<p>Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.</p>
<p>Le mandat SIEG est lié à l'agrément que doit avoir une entreprise de réutilisation. Celui-ci est octroyé par le Ministre de l'Économie et le Ministre de l'Environnement pour une durée de deux ans en cas de première demande. Cette durée est portée à 5 ans si l'entreprise de réutilisation était agréée comme ressourcerie dans le cadre de la réglementation précédente. Un agrément peut être renouvelé pour une période de 5 ans.</p> <p>l'arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et des sociétés à finalité sociale actives dans le secteur de la réutilisation et de la préparation en vue de la réutilisation est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2015. Dès lors, à ce jour, aucun mandat ne dépasse la durée de 10 ans.</p>
<p>Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.</p>
<p>Néant.</p>
<p>Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?</p>
<p>L'aide octroyée consiste en une subvention annuelle destinée à compenser les obligations</p>

de service public inhérentes à l'activité de réutilisation et de préparation à la réutilisation.
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
<p>LA subvention annuelle est calculée en fonction de deux variables :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une première calcule le montant de subvention alloué en fonction du nombre de tonnes réutilisés annuellement en Région Wallonne, par type de déchets et de produits ou composants de produits ; - La seconde vise à compenser la perte de productivité liée à la mise à l'emploi de travailleurs n'ayant pas obtenu le Certificat de l'enseignement secondaire supérieur. La subvention est alors calculée en fonction de la masse salariale des travailleurs ciblés.
Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.
<p>Chaque année, au plus tôt à la date anniversaire de la notification de la décision d'agrément, la Ressourcerie agréée envoie à l'administration les pièces justificatives visant à justifier la subvention annuelle octroyée.</p> <p>La masse salariale annuelle de l'entreprise à calculer pour la subvention annuelle concerne les ressources humaines affectées exclusivement aux activités de réutilisation et doit servir à compenser la perte de productivité de l'entreprise.</p> <p>Dès lors, ne sont considérés dans le calcul de cette masse salariale que les travailleurs qui ne sont pas titulaire du CESS (ou assimilé). Celle-ci est calculée, déduction faite des exonérations, des réductions de cotisations et des aides émanant de tout type de pouvoirs publics.</p> <p>Afin de définir le montant de la subvention annuelle, la formule suivante doit être utilisée :</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin: 10px 0;"> $(\text{masse salariale} / 30.000) * E$ </div> <p>En sachant que E représente le montant du coefficient de compensation de la perte de productivité. Celui-ci est actuellement fixé à 2.000,00 €.</p> <p>Une fois le montant correspondant à la subvention de base annuelle à allouer par la DES (part DGO6) défini, l'administration calcule :</p> <p>le montant du solde de la subvention annuelle (socle de base) à payer, soit 25% du montant ;</p> <p>le montant prévisionnel qui correspond aux 75 % du montant de l'année N calculée, afin</p>

de pouvoir prévoir l'avance à liquider pour l'année N+1.

Concernant le solde de la subvention annuelle, si les pièces justificatives ne permettent pas de justifier le versement de 100% de la subvention annuelle initialement prévue, le solde est proratisé à due concurrence.

Dans l'éventualité où le montant à verser est négatif, le montant de la subvention indûment versé (soit une avance trop importante l'année antérieure) peut être récupéré sur le montant de l'avance prévue pour l'année suivante. Si cela n'est pas possible, il est alors récupéré par toutes autres voies de droit.

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

Le montant total des aides octroyées pour l'ensemble des structure mandatée dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et des sociétés à finalité sociale actives dans le secteur de la réutilisation et de la préparation en vue de la réutilisation n'a jamais dépassé le 1/4 de million annuel.

Montant des aides octroyées

Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR). Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)

2016

2017

A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales

2016

2017

B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales

2016

2017

0.212760 MEUR

0,268002 MEUR

C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales

2016	2017
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2016	2017

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)	
2016	2017
En 2016, 11 structures avaient un mandat SIEG.	En 2017, 16 structures avaient un mandat SIEG.

3. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE L'ENCADREMENT SIEG DE 2012

Le montant total des aides octroyées pour l'ensemble des structures mandatées dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et des sociétés à finalité sociale actives dans le secteur de la réutilisation et de la préparation en vue de la réutilisation représente 1/4 de million annuel.

Dès lors, le tableau demandé dans ce Template n'a pas été rempli.

BIJLAGE:

VLAAMSE OVERHEID

DAEB-RAPPORTERINGSFICHES – juni 2018

Overzicht Inhoud

Beleidsdomein	Maatregelen	Pag.						
CJSM MEDIA	1° Structurele steun aan de Vlaamse regionale televisieomroeporganisaties	6						
	2° Toegankelijkheidssteun voor televisieprogramma's aan private televisieomroeporganisaties	9						
WVG	1° Serviceflats	12						
	2° Bijstandsorganisaties	22						
	3° Kinderopvang	25						
WSE	6 maatregelen	42						
	<table><tr><td>Tijdelijke werkervaring</td></tr><tr><td>Ondersteuningsorgaan</td></tr><tr><td>Beroepstechnische ondernemersopleidingen</td></tr><tr><td>Activiteitencoöperaties</td></tr><tr><td>Lokale Diensteneconomie</td></tr><tr><td>ESF</td></tr></table>	Tijdelijke werkervaring	Ondersteuningsorgaan	Beroepstechnische ondernemersopleidingen	Activiteitencoöperaties	Lokale Diensteneconomie	ESF	
Tijdelijke werkervaring								
Ondersteuningsorgaan								
Beroepstechnische ondernemersopleidingen								
Activiteitencoöperaties								
Lokale Diensteneconomie								
ESF								
OMG	1° Energie (hernieuwbare energie - warmtekrachtkoppeling)	45						
	2° Tweedehands markt (Kringloopcentra)	50						
	3° Milieu- en natuurbeheer	55						

Beleidsdomein Cultuur, Jeugd, Sport & Media

Deeldomein: MEDIA

Deelrapporteringen:

1° Structurele steun aan de Vlaamse regionale televisieomroeporganisaties

2° Toegankelijkheidssteun voor televisieprogramma's aan private televisieomroeporganisaties

1° Structurele steun aan de Vlaamse regionale televisieomroeporganisaties

Een duidelijke en volledige beschrijving van hoe de betrokken diensten in uw lidstaat zijn georganiseerd

Welk soort diensten is in uw lidstaat in de betrokken sector als DAEB aangemerkt? Geef een zo duidelijk mogelijke beschrijving van de inhoud van de als DAEB toegewezen diensten.

Structurele steun aan de Vlaamse regionale televisieomroeporganisaties:

- vzw Antwerpse Televisie (ATV)
- vzw Regionale Omroep Brabant (ROB)
- bvba RTV (TV-Kempen en Mechelen)
- nv TV Oost-Vlaanderen (TV Oost)
- vzw Audio Video Studio Oostvlaamse Televisie (AVS)
- vzw niet-openbare regionale televisievereniging Brussel (tvbrussel)
- vzw Tele-Visie-Limburg (TV Limburg)
- vzw West-Vlaamse Televisie Regio Zuid (WTV)
- vzw FOCUS Televisie – regionale televisie voor het Noorden van West-Vlaanderen

vzw Regionale Televisie Vlaams-Brabant, Halle-Vilvoorde (Ring TV)

Wat zijn de (gebruikelijke) vormen van toewijzing? Wanneer voor een bepaalde sector gebruik wordt gemaakt van standaardmodellen voor toewijzingen, gelieve die dan hierbij te voegen.

Decreet van 27 maart 2009 betreffende radio-omroep en televisie (= mediadecreet). Samenwerkingsovereenkomsten (2012-2016) met de Vlaamse regionale televisieomroepen (geen standaardmodel)

Gemiddelde periode (in jaren) waarvoor de DAEB is toegewezen en aandeel van de toewijzingen voor een **periode van meer dan 10 jaar** (in procenten) per sector. Vermeld in welke sectoren DAEB's zijn toegewezen voor een periode van meer dan 10 jaar en leg uit hoe die periode kan worden gerechtvaardigd.

Normale duur van de samenwerkingsovereenkomst = 5 jaar

Worden (in de regel) **uitsluitende of bijzondere rechten** aan de ondernemingen toegekend?

Neen
Welke steuninstrumenten zijn gebruikt (rechtstreekse subsidies, garanties, enz.)?
Rechtstreekse werkingssubsidie
Wat is het gebruikelijke compensatiemechanisme voor de betrokken diensten? Geef aan of een methode op basis van kostentoe rekening dan wel de Net Avoided Cost-methode wordt toegepast.
Jaarlijkse rapportering over de uitvoering van de samenwerkingsovereenkomst
Gebruikelijke regelingen om overcompensatie te vermijden en terug te betalen.
Geen

Geef kort aan hoe de **transparantievereisten** (zie punt 60 van de DAEB-kaderregeling van 2012) worden nageleefd. Geef in uw antwoord ook een aantal relevante voorbeelden van voor dit doel gepubliceerde informatie (bv. links naar websites of andere referenties), geef aan of u een centrale website heeft waarop u die informatie voor alle betrokken steunmaatregelen in uw lidstaat publiceert (en zo ja, de link naar die website te geven) of licht toe of en hoe de publicatie plaatsvindt op het niveau waarop de steun wordt verleend (bv. op centraal, regionaal of lokaal niveau).

[Website departement CJM](#) + Mediadecreet + Begrotingsdecreet + jaarlijks subsidiebesluit en antwoorden op parlementaire vragen (website Vlaams Parlement)

Bedrag van de verleende steun

Totaalbedrag van de verleende steun (in miljoen EUR). Dit omvat alle op uw grondgebied verleende steun, inclusief de door regionale en lokale overheden verleende steun. (A+B+C)

2016	2017
<p>Vanuit mediabeleid bedraagt de jaarlijkse steunmaatregel aan de Vlaamse regionale televisieomroepen 1.876.000 euro. Dit bedrag vertegenwoordigt een subsidie van 185.100 euro per Vlaamse regionale televisieomroep. Enkel RTV krijg een additionele 25.000 euro omdat deze omroep 2 nieuwsgebieden bedient.</p> <p>Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan de Vlaamse regionale televisieomroeporganisaties</p>	<p>Vanuit mediabeleid bedraagt de jaarlijkse steunmaatregel aan de Vlaamse regionale televisieomroepen 1.876.000 euro. Dit bedrag vertegenwoordigt een subsidie van 185.100 euro per Vlaamse regionale televisieomroep. Enkel RTV krijg een additionele 25.000 euro omdat deze omroep 2 nieuwsgebieden bedient.</p> <p>Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan de Vlaamse regionale televisieomroeporganisaties</p>
A: Door de nationale centrale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)	
2016	2017

Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan de Vlaamse regionale televisieomroeporganisaties	Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan de Vlaamse regionale televisieomroeporganisaties
B: Door de regionale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)	
2016	2017
Vanuit mediabeleid bedraagt de jaarlijkse steunmaatregel aan de Vlaamse regionale televisieomroepen 1.876.000 euro. Dit bedrag vertegenwoordigt een subsidie van 185.100 euro per Vlaamse regionale televisieomroep. Enkel RTV krijg een additionele 25.000 euro omdat deze omroep 2 nieuwsgebieden bedient.	Vanuit mediabeleid bedraagt de jaarlijkse steunmaatregel aan de Vlaamse regionale televisieomroepen 1.876.000 euro. Dit bedrag vertegenwoordigt een subsidie van 185.100 euro per Vlaamse regionale televisieomroep. Enkel RTV krijg een additionele 25.000 euro omdat deze omroep 2 nieuwsgebieden bedient.
C: Door de lokale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)	
2016	2017
Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan de Vlaamse regionale televisieomroeporganisaties	Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan de Vlaamse regionale televisieomroeporganisaties
Aandeel van de uitgaven per steuninstrument (rechtstreekse subsidie, garanties, enz.) (indien beschikbaar)	
2016	2017
/	/
Aanvullende kwantitatieve gegevens (bv v. aantal begunstigden per sector, gemiddeld steunbedrag, omvang van de ondernemingen)	
2016	2017
/	/

2° Toegankelijkheidssteun voor televisieprogramma's aan private televisieomroeporganisaties
Een duidelijke en volledige beschrijving van hoe de betrokken diensten in uw lidstaat zijn georganiseerd
Welk soort diensten is in uw lidstaat in de betrokken sector als DAEB aangemerkt? Geef een zo duidelijk mogelijke beschrijving van de inhoud van de als DAEB toegewezen diensten.
Toegankelijkheidssteun voor televisieprogramma's aan private televisieomroeporganisaties: – N.V. Mediaaan – N.V. SBS Belgium
Wat zijn de (gebruikelijke) vormen van toewijzing? Wanneer voor een bepaalde sector gebruik wordt gemaakt van standaardmodellen voor toewijzingen, gelieve die dan hierbij te voegen.
Artikel 151 van het decreet van 27 maart 2009 betreffende radio-omroep en televisie (= mediadecreet). Besluit dd. 14 december 2012 van de Vlaamse Regering betreffende de vastlegging van een tijdspad en quota voor het toegankelijk maken van omroepprogramma's en betreffende het verstrekken van subsidies ter uitvoering van artikel 151 van het mediadecreet (=uitvoeringsbesluit).
Gemiddelde periode (in jaren) waarvoor de DAEB is toegewezen en aandeel van de toewijzingen voor een periode van meer dan 10 jaar (in procenten) per sector. Vermeld in welke sectoren DAEB's zijn toegewezen voor een periode van meer dan 10 jaar en leg uit hoe die periode kan worden gerechtvaardigd.
10 jaar beginnend vanaf de datum van inwerkingtreding van het uitvoeringsbesluit (d.i. datum van publicatie in BS, m.n. 19 december 2012)
Worden (in de regel) uitsluitende of bijzondere rechten aan de ondernemingen toegekend?
Neen
Welke steuninstrumenten zijn gebruikt (rechtstreekse subsidies, garanties, enz.)?
Projecttoelage
Wat is het gebruikelijke compensatiemechanisme voor de betrokken diensten? Geef aan of een methode op basis van kostentoerekening dan wel de Net Avoided Cost-methode wordt toegepast.
Jaarlijkse rapportering over de uitvoering van de steunmaatregel voor het desbetreffende jaar conform het ministerieel besluit
Gebruikelijke regelingen om overcompensatie te vermijden en terug te betalen.
Geen

Geef kort aan hoe de **transparantievereisten** (zie punt 60 van de DAEB-kaderregeling van 2012) worden nageleefd. Geef in uw antwoord ook een aantal relevante voorbeelden van voor dit doel gepubliceerde informatie (bv. links naar websites of andere referenties), geef aan of u een centrale website heeft waarop u die informatie voor alle betrokken steunmaatregelen in uw lidstaat publiceert (en zo ja, de link naar die website te geven) of licht toe of en hoe de publicatie plaatsvindt op het niveau waarop de steun wordt verleend (bv. op centraal, regionaal of lokaal niveau).

[Website departement CJM](#) + Mediadecreet (art. 151) en uitvoeringsbesluit + Begrotingsdecreet + jaarlijks subsidiebesluit en antwoorden op parlementaire vragen (website Vlaams Parlement)

Bedrag van de verleende steun

Totaalbedrag van de verleende steun (in miljoen EUR). Dit omvat alle op uw grondgebied verleende steun, inclusief de door regionale en lokale overheden verleende steun. (A+B+C)

2016	2017
<p>Vanuit mediabeleid bedraagt de jaarlijkse steunmaatregel ikv toegankelijkheid televisieprogramma's 474.000 euro op jaarbasis. Dit bedrag werd via een verdeelsleutel als volgt verdeeld:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Medialaan: 426.600 euro - SBS Belgium: 47.400 euro <p>Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan deze private televisieomroeporganisaties</p>	<p>Vanuit mediabeleid bedraagt de jaarlijkse steunmaatregel ikv toegankelijkheid televisieprogramma's 474.000 euro op jaarbasis. Dit bedrag werd via een verdeelsleutel als volgt verdeeld:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Medialaan: 450.300 euro - SBS Belgium: 23.700 euro <p>Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan deze private televisieomroeporganisaties</p>
A: Door de nationale centrale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)	
2016	2017
Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan deze private televisieomroeporganisaties	Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan deze private televisieomroeporganisaties
B: Door de regionale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)	
2016	2017
<p>Vanuit mediabeleid bedraagt de jaarlijkse steunmaatregel ikv toegankelijkheid televisieprogramma's 474.000 euro op jaarbasis. Dit bedrag werd via een verdeelsleutel als volgt verdeeld:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Medialaan: 426.600 euro - SBS Belgium: 47.400 euro <p>Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan deze private televisieomroeporganisaties</p>	<p>Vanuit mediabeleid bedraagt de jaarlijkse steunmaatregel ikv toegankelijkheid televisieprogramma's 474.000 euro op jaarbasis. Dit bedrag werd via een verdeelsleutel als volgt verdeeld:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Medialaan: 450.300 euro - SBS Belgium: 23.700 euro <p>Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan deze private televisieomroeporganisaties</p>
C: Door de lokale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)	
2016	2017
Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan deze private televisieomroeporganisaties	Er is vanuit mediabeleid geen zicht op andere financiële stromen aan deze private televisieomroeporganisaties

Aandeel van de uitgaven per steuninstrument (rechtstreekse subsidie, garanties, enz.) (indien beschikbaar)	
2016	2017
/	/
Aanvullende kwantitatieve gegevens (bv. aantal begunstigden per sector, gemiddeld steunbedrag, omvang van de ondernemingen)	
2016	2017
/	/

Beleidsdomein Welzijn, Volksgezondheid en Gezin

Deelrapporteringen

1° Serviceflats

2° Bijstandsorganisaties

3° Kinderopvang

1° Serviceflats

Duidelijke en volledige beschrijving van hoe de betrokken diensten in uw lidstaat worden georganiseerd

Welk soort diensten is in de betrokken sector in uw lidstaat aangemerkt als DAEB? Geef een zo duidelijk mogelijke beschrijving van de inhoud van de als DAEB toegewezen diensten.

Algemene omschrijving van de serviceflats en woningcomplexen met dienstverlening.

Het zijn zelfstandige wooneenheden voor ouderen met gemeenschappelijke voorzieningen voor facultatieve dienstverlening.

Subsidiëring van realisatie van bijkomende serviceflats met de BEVAK-formule Tegemoetkoming in de einde-opstalvergoeding bij onroerende leasingovereenkomst van private en openbare serviceflat/BEVAK.

De serviceflatgebouwen en woningcomplexen met dienstverlening werden voorzien met het oog op de integratie van ouderen in de samenleving, alsook vanuit het perspectief op het behoud van de optimale autonomie en de idee van een aangepaste en bescherming gevende woonvorm.

Voor wat betreft de aangeboden dienstverlening stelt het decreet dat "de dienstverlening binnen het bereik moet worden gebracht van bewoners, die er naar eigen keuze, telkenmale zulks nodig is,

	<p>beroep kunnen op doen". In een serviceflatgebouw ligt de klemtoon op het zelfstandig wonen. De dienstverlening (onderhoud, maaltijden,) is er bijkomend, additioneel, geen doel op zich maar een middel om de zelfstandigheid van de bewoner te ondersteunen.</p> <p>De Vlaamse Regering koos ervoor om de bouw van serviceflats te subsidiëren vanuit de vaststelling dat er ten gevolge van de vergrijzing van de bevolking een blijvende nood is aan aangepaste huisvestingsmogelijkheden voor bejaarden, waarbij serviceflats – als onderdeel van een gedifferentieerd aanbod aan ouderenvoorzieningen - aan belang winnen als een geschikt woonalternatief voor ouderen. Tegelijk stelde men in 1994 vast dat het aantal gerealiseerde wooneenheden ver achterbleef op de programmatie, waardoor de beschikbare capaciteit ver onder de reële nood bleef. Daarom besliste men om dit te stimuleren via een nieuw financieringssysteem, waarbij investeringssubsidies van de Vlaamse overheid worden aangevuld met inbreng van privé-kapitaal.</p> <p>De serviceflats worden gebouwd op basis van een opstalrecht dat de initiatiefnemer (OCMW of vzw) wenst toe te staan aan de BEVAK (Beleggingsvennootschap met vast kapitaal) NV Serviceflats Invest tegen bepaalde voorwaarden, zodat Serviceflats Invest de volle eigendom van de serviceflats bekommt ("de opstalovereenkomst"). De initiatiefnemer verbindt zich ertoe de opgerichte serviceflats te gebruiken als erfpachter en de kosten en financiële lasten van oprichting terug te betalen aan Serviceflats Invest, tegen een minimum vergoeding ("de canon") op basis van een overeenkomst van erfpacht ("de erfpacht").</p> <p><i>Omschrijving van de openbare dienstverplichtingen waaraan de serviceflats en woningcomplexen met dienstverlening moeten voldoen:</i></p> <p>Diensten zijn onderworpen aan een vergunnings- (BVLR 17/3/1998) en erkenningsplicht (BVLR 10/7/1985):</p>
--	---

	<p>De flats moeten voldoen aan vooraf bepaalde kwalitatieve eisen, zowel architecturaal als bouwtechnisch, oppervlakte-normen, gebruikte materialen en kostprijs. Ze moeten functioneel en comfortabel ingericht zijn en aangepast aan de behoeften van de ouderen. De flats en het hele gebouw zijn zo ontworpen dat rekening gehouden wordt met de mogelijke problemen die ouderen kunnen ondervinden bij het zich verplaatsen. De flats zijn zodanig aangepast dat de oudere zolang als mogelijk zelf kan instaan voor het onderhoud van de woning, de persoonlijke verzorging en voor de bereiding van zijn maaltijden.</p> <p>Deze vereisten maken onder meer deel uit van de erkenningsnormen beschreven in de bijlage A van het BVR van 17 juli 1985 tot vaststelling van de normen waaraan een serviceflatgebouw en een woningcomplex met dienstverlening moet voldoen om voor erkenning in aanmerking te komen.</p> <p>Voor wat betreft de aangeboden dienstverlening stelt het decreet dat "de dienstverlening binnen het bereik moet worden gebracht van bewoners, die er naar eigen keuze, telkenmale zulks nodig is, beroep kunnen op doen" (Decreten inzake de voorzieningen voor bejaarden, gecoördineerd bij besluit van de Vlaamse Regering op 18 december 1991). In een serviceflatgebouw ligt de klemtoon op het zelfstandig wonen. De dienstverlening (onderhoud, maaltijden,) is er bijkomend, additioneel, geen doel op zich maar een middel om de zelfstandigheid van de bewoner te ondersteunen.</p> <p>Specifieke vereisten:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Kwaliteit: de kwaliteitsvereisten zijn bepaald in het Ministerieel besluit van 10 december 2001 inzake kwaliteitszorg in de rusthuizen, centra voor dagverzorging, centra voor kortverblijf, serviceflats en woningcomplexen met dienstverlening in de rusthuizen. De overige erkenningsnormen zijn bepaald in bijlage A bij het Besluit van de Vlaamse Regering van 10 juli 1985 tot vaststelling van de rechtspleging voor erkenning en sluiting van serviceflatgebouwen en woningcomplexen met dienstverlening
--	--

	<ul style="list-style-type: none"> - Betaalbaarheid: bepaling van de eerste dagprijs is vrij. Volgende aanpassingen moeten goedgekeurd worden door het Vlaams Agentschap Zorg en Gezondheid. De samenstelling van de dagprijs is bepaald artikel 1.8 van de bijlage A bij het Besluit van de Vlaamse Regering van 10 juli 1985 tot vaststelling van de rechtspleging voor erkenning en sluiting van serviceflatgebouwen, woningcomplexen met dienstverlening en verder uitgewerkt in punt 3.3 van de bijlage bij de omzendbrief SFG/1/96 van 10/9/1996 betreffende de toelichting bij de werking van de serviceflatgebouwen en de woningcomplexen met dienstverlening. - Toegankelijkheid: om een voorafgaande vergunning te kunnen krijgen moet men onder andere de toegankelijkheid van de voorziening kunnen aantonen (art. 20 van het ministerieel besluit van 7 juni 1999 houdende de vastlegging van evaluatiecriteria zoals bedoeld in artikel 5 van het besluit van de Vlaamse Regering van 17 maart 1998 houdende vaststelling van het programma voor serviceflatgebouwen en woningcomplexen met dienstverlening). - Continuïteit van dienstverlening: erkenningsnorm 4.2 stelt dat "Bij dag en bij nacht moet in de inrichting zelf of in de onmiddellijke omgeving altijd een medewerker aanwezig moet zijn die zonder verwijl elke oproep van een bejaarde kan beantwoorden."
<p>Wat zijn de (gebruikelijke) vormen van toewijzing? Wanneer voor een bepaalde sector gebruik wordt gemaakt van standaardmodellen voor toewijzingen, gelieve die dan hierbij te voegen.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Decreten inzake de voorzieningen voor bejaarden, gecoördineerd bij besluit van de Vlaamse Regering op 18 december 1991(B.S.20.VIII.1992); • Woonzorgdecreet van 13 maart 2009 (B.S.14.V.2009); • Besluit van de Vlaamse Regering van 10 juli 1985 tot vaststelling van de rechtspleging voor erkenning en sluiting van serviceflatgebouwen, woningcomplexen met dienstverlening, rusthuizen (B.S. 30.VIII.1985); • Besluit van de Vlaamse Regering van 5 juni 2009 tot vaststelling van de regels voor het verlenen van de voorafgaande vergunning

	<p>voor sommige woonzorgvoorzieningen (B.S. 4.IX/2009);</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ministerieel besluit van 7 juni 1999 houdende de vastlegging van evaluatiecriteria zoals bedoeld in artikel 5 van het besluit van de Vlaamse Regering van 17 maart 1998 houdende vaststelling van het programma voor serviceflatgebouwen, woningcomplexen met dienstverlening, rusthuizen en dagverzorgingscentra (B.S. 29.IX.1999) • Besluit van de Vlaamse Regering van 17 juli 1985 tot vaststelling van de normen waaraan een serviceflatgebouw, een woningcomplex met dienstverlening, of een rusthuis moet voldoen om voor erkenning in aanmerking te komen (B.S. 30.VIII.1985) • Omzendbrief SFG/1/96 van 10/9/1996 betreffende de toelichting bij de werking van de serviceflatgebouwen en de woningcomplexen met dienstverlening • Ministerieel besluit van 10 december 2001 inzake kwaliteitszorg in de rusthuizen, centra voor dagverzorging, centra voor kortverblijf, serviceflats en woningcomplexen met dienstverlening in de rusthuizen (B.S. 28.III. 2002) • Besluit van de Vlaamse Regering van 30 november 2001 houdende de toekenning van een subsidie aan Openbare Centra voor maatschappelijk Welzijn en verenigingen zonder winstoogmerk als tegemoetkoming in de vergoeding voor de verwerving van de eigendom van de serviceflatgebouwen die op hun grond zijn opgericht in het kader van een onroerende leasingovereenkomst met de BEVAK (B.S. 21.XII.2001) • Besluit van de Vlaamse Regering van 16 mei 2008 tot wijziging van het besluit van de Vlaamse Regering van 30 november 2001 houdende de toekenning van een subsidie aan openbare centra voor maatschappelijk welzijn en verenigingen zonder winstoogmerk als tegemoetkoming in de vergoeding voor de verwerving van de eigendom van de serviceflatgebouwen die op hun grond zijn opgericht in het kader van een onroerende leasingovereenkomst met de BEVAK. (B.S. 27.VIII.2008)
--	--

	<p>Het toekennen van de subsidie aan de initiatiefnemers is bedongen in artikel 12 van de Algemene Overeenkomst tussen de Vlaamse Gemeenschap en de BEVAK Serviceflats Invest nv (B.S. 17 januari 1996).</p> <p>De vereisten voor subsidiëring zijn bepaald in artikels 3, 4 en 5 van het besluit van de Vlaamse Regering van 30 november 2001 houdende de toekenning van een subsidie aan Openbare Centra voor maatschappelijk Welzijn en verenigingen zonder winstoogmerk als tegemoetkoming in de vergoeding voor de verwerving van de eigendom van de serviceflatgebouwen die op hun grond zijn opgericht in het kader van een onroerende leasingovereenkomst met de BEVAK:</p> <p>o Art. 3: De subsidie wordt verleend vanaf het jaar dat volgt op het jaar waarin de serviceflats in kwestie erkend zijn krachtens de decreten inzake voorzieningen voor bejaarden, gecoördineerd op 18 december 1991. Ze wordt aan de initiatiefnemer uitbetaald in het eerste kwartaal van het jaar waarop ze betrekking heeft. De uitbetaling verloopt via de bewaarder van de BEVAK. De subsidie wordt slechts uitbetaald zolang de serviceflats in kwestie erkend zijn krachtens de in het eerste lid vermelde decreten.</p> <p>o Art. 4: De subsidie is een tegemoetkoming in de vergoeding die de initiatiefnemer bij het einde van de onroerende leasingovereenkomst aan de BEVAK moet betalen voor het verwerven van de eigendom van de serviceflats. De initiatiefnemer stort elk jaar dat hij de subsidie ontvangt, een bedrag dat ten minste gelijk is aan die subsidie op een rekening tot waarborg van de verbintenis tot betaling van de in het eerste lid bedoelde vergoeding, zoals bepaald in de onroerende leasingovereenkomst die hij met de BEVAK heeft gesloten. De jaarlijks gestorte bedragen worden ononderbroken belegd en worden aangewend om de in het eerste lid bedoelde vergoeding te betalen.</p> <p>o Art. 5:</p> <p>§ 1. De initiatiefnemer levert jaarlijks vóór 31 januari aan de administratie het bewijs van</p>
--	--

	<p>de storting, die hij overeenkomstig artikel 4, tweede lid, tijdens het voorgaande jaar heeft verricht, aan de hand van een uittreksel uit de rekening in kwestie.</p> <p>§ 2. De initiatiefnemer betaalt de vergoeding, bedoeld in artikel 4, eerste lid, aan de BEVAK zoals bepaald in de tussen hen gesloten onroerende leasingovereenkomst. Uiterlijk één maand na die betaling levert hij daarvan aan de administratie het bewijs aan de hand van een door de BEVAK uitgereikte kwitantie.</p> <p>§ 3. De administratie kan te allen tijde bij een initiatiefnemer stukken opvragen die verband houden met de subsidie.</p> <p>De subsidie wordt slechts uitbetaald zolang de serviceflats in kwestie erkend zijn (Besluit van de Vlaamse Regering van 30 november 2001 houdende de toekenning van een subsidie aan Openbare Centra voor maatschappelijk Welzijn en verenigingen zonder winstoogmerk als tegemoetkoming in de vergoeding voor de verwerving van de eigendom van de serviceflatgebouwen die op hun grond zijn opgericht in het kader van een onroerende leasingovereenkomst met de BEVAK). Om erkend te zijn, moet men voldoen aan de erkenningsnormen opgenomen in de bijlage A van het BVR van 17 juli 1985 tot vaststelling van de normen waaraan een serviceflatgebouw, een woningcomplex met dienstverlening, of een rusthuis moet voldoen om voor erkenning in aanmerking te komen.</p>
<p>Gemiddelde periode (in jaren) waarvoor de DAEB is toegewezen en aandeel van de toewijzingen voor een periode van meer dan 10 jaar (in procenten) per sector. Vermeld in welke sectoren DAEB's zijn toegewezen voor een periode van meer dan 10 jaar, en leg uit hoe die periode kan worden gerechtvaardigd.</p>	<p>De jaarlijkse subsidie per serviceflatgebouw of woningcomplex met dienstverlening wordt steeds gedurende 18 jaar uitbetaald.</p>
<p>Worden (in de regel) uitsluitende of bijzondere rechten aan de ondernemingen toegekend?</p>	<p>neen</p>
<p>Welke steuninstrumenten zijn gebruikt (rechtstreekse subsidies, garanties, enz.)?</p>	<p>De compensatie werd bepaald op basis van de investeringskost voor de bouw van een serviceflat.</p> <p>Initieel bedroeg de subsidie 961,83 euro per jaar per flat gedurende 18 jaar (BVR 30/11/2001). Bij het bepalen van dit bedrag in 1995 werd dit berekend vanuit de optie dat</p>

	<p>de subsidie, uitgekeerd gedurende achttien jaar en gekapitaliseerd over 27 jaar, een bedrag zou constitueren dat gelijk was aan de nominale investeringskost van een serviceflat (toen geraamd op ongeveer 2,4 miljoen BEF). Deze kostprijs werd berekend op basis van de gegevens in verband met de bouwkosten van de woningen opgericht in het kader van het urgentieprogramma voor de sociale woningbouw. Inbegrepen in deze berekening zijn:</p> <p>Netto-bouwkost voor serviceflat met 50 m² netto-vloeroppervlakte + 15% gemeenschappelijke ruimten.</p> <p>Extra uitgave voor aangepast meubilair of extra m² (om plaatsen standaardmeubilair mogelijk te maken).</p> <p>Andere vaste kosten (12% BTW, 6% studiekosten, 2% voor andere kosten zoals grondonderzoek, technische controle en decenale verzekering).</p> <p>Op 16 mei 2008 wijzigde de Vlaamse Regering haar besluit over het toekennen van subsidie aan OCMW's en vzw's als tegemoetkoming voor het verwerven van serviceflatgebouwen die op hun grond zijn opgericht in het kader van een onroerende leasingovereenkomst met de Bevak. De subsidie aan de initiatiefnemers werd verhoogd van 961,83 euro tot 1140,43 euro per flat en per jaar gedurende 18 jaar, voor de initiatiefnemers die vanaf 1 januari 2007 een notariële overeenkomst van onroerende leasing voor de bouw van serviceflats met de BEVAK afsluiten. Het verhogen van de totale subsidiesom die initiatiefnemers ontvangen vindt zijn argumentatie in de stijging van de bouwkost die sinds de opstartfase werd opgetekend. Initieel werd voorgesteld om de duur van de subsidies te verlengen tot 24 jaar. Om hetzelfde resultaat te halen met behoud van de subsidietermijn op 18 jaar moest het jaarlijks uitgekeerde subsidiebedrag toenemen. Gelet op het feit dat het kapitaliseren aan 4,77% rente van 24 jaarlijkse subsidiebedragen (961,83 euro per jaar) na 30 jaar leidt tot een kapitaal van 50.043 euro kan eenzelfde bedrag ook gehaald worden bij het uitkeren van 18</p>
--	---

	jaarlijkse subsidiebedragen van $961,83 \times 1,1857 = 1.140,43$ euro per jaar.
Wat is het gebruikelijke compensatiemechanisme voor de betrokken diensten? Geef aan of een methode op basis van kostentoerekening dan wel de Net Avoided Cost methode wordt toegepast	De compensatie gebeurt op basis van de kostentoerekeningsmethode.
Nadere informatie over de (gebruikelijke) regelingen en overcompensatie te vermijden en terug te betalen.	<p>In principe is geen overcompensatie mogelijk, aangezien de gemiddelde investeringskost per flat op vandaag ongeveer 114.000 euro bedraagt en de totaal toegekende subsidie per flat maximaal 20.527,74 euro (1140.43×18 jaar) bedraagt.</p> <p>De subsidie wordt slechts uitbetaald zolang de serviceflats waarvoor de subsidie wordt toegekend, erkend zijn.</p> <p>Voor elke uitbetaling (jaarlijks, gedurende 18 jaar) wordt nagegaan of het serviceflatgebouw nog erkend is, m.a.w. voldoet aan de erkenningsnormen zoals beschreven in de bijlage A van het Besluit van de Vlaamse Regering van 17 juli 1985 tot vaststelling van de normen waaraan een serviceflatgebouw, een woningcomplex met dienstverlening, of een rusthuis moet voldoen om voor erkenning in aanmerking te komen.</p> <p>De subsidie wordt slechts uitbetaald zolang de serviceflats in kwestie erkend zijn. Als een serviceflatgebouw dat met Bevak gebouwd werd niet langer aan de erkenningsnormen zou voldoen, en dus zou gesloten worden, wordt ook de subsidie niet verder uitbetaald (BVR van 30 november 2001 houdende de toekenning van een subsidie aan Openbare Centra voor maatschappelijk Welzijn en verenigingen zonder winstoogmerk als tegemoetkoming in de vergoeding voor de verwerving van de eigendom van de serviceflatgebouwen die op hun grond zijn opgericht in het kader van een onroerende leasingovereenkomst met de BEVAK).</p> <p>Bij inspectiebezoeken in de voorziening wordt nagegaan of er nog aan de erkenningsnormen wordt voldaan.</p> <p>De initiatiefnemer stuurt jaarlijks een rekeninguittreksel in, waaruit blijkt dat de</p>

	<p>jaarlijkse subsidie wordt gestort en belegd conform artikel 4, tweede lid van het Besluit van de Vlaamse Regering van 30 november 2001 houdende de toekenning van een subsidie aan Openbare Centra voor maatschappelijk Welzijn en verenigingen zonder winstoogmerk als tegemoetkoming in de vergoeding voor de verwerving van de eigendom van de serviceflatgebouwen die op hun grond zijn opgericht in het kader van een onroerende leasingovereenkomst met de BEVAK.</p> <p>Er is geen specifieke regeling voor terugbetaling van reeds uitbetaalde subsidies</p> <p>Elk jaar, dus voor elke uitbetaling, wordt er door het agentschap zelf nagegaan of het serviceflatgebouw nog erkend is en of er een beleggingsbewijs werd ingestuurd.</p> <p>Er werd in nog geen enkel dossier een terugvordering gedaan.</p>
Geef kort aan hoe de transparantievereisten worden nageleefd (zie artikel 7 van het DAEB-besluit van 2012) voor steun van meer dan 15 miljoen EUR aan ondernemingen die ook activiteiten hebben buiten de DAEB. Geef in uw antwoord ook een aantal relevante voorbeelden van voor dit doel gepubliceerde informatie (bv. links naar websites of andere referenties), geef aan of u een centrale website heeft waarop u die informatie voor alle betrokken steunmaatregelen in uw lidstaat publiceert (en zo ja, de link naar die website te geven) of licht toe of en hoe de publicatie plaatsvindt op het niveau waarop de steun wordt verleend (bv. op centraal, regionaal of lokaal niveau).	Voor geen enkel serviceflatgebouw of woningcomplex met dienstverlening bedraagt de steun in het kader van de bevaksubsidies meer dan 15 miljoen euro. Naast de bevaksubsidies is er geen subsidiëring voorzien voor de serviceflatgebouw of woningcomplex met dienstverlening
Bedrag van de verleende steun	
Totaalbedrag van de verleende steun (in miljoen EUR) . Dit omvat alle op uw grondgebied verleende steun, inclusief de door regionale en lokale overheden verleende steun. (A+B+C)	<p><u>Subsidie vanuit VAZG 2016:</u> Openbare bevak : 1.934.013,95 euro Private bevak: 102.819,09 euro</p> <p><u>Subsidie vanuit VAZG 2017:</u> Openbare bevak : 1.912.578,37 euro Private bevak: 102.819,09 euro</p>
Overige kwantitatieve gegevens	

2° Bijstandsorganisaties

Een duidelijke en volledige beschrijving van hoe de betrokken diensten in uw lidstaat zijn georganiseerd
Welk soort diensten is in uw lidstaat in de betrokken sector als DAEB aangemerkt? Geef een zo duidelijk mogelijke beschrijving van de inhoud van de als DAEB toegewezen diensten.
Wat zijn de (gebruikelijke) vormen van toewijzing? Wanneer voor een bepaalde sector gebruik wordt gemaakt van standaardmodellen voor toewijzingen, gelieve die dan hierbij te voegen.
<p>De bijstandsorganisatie moet voldoen aan volgende wettelijke opgelegde vergunningsvoorwaarden <i>(artikel 6 van het BVR 11-12-2015)</i>:</p> <p>Het agentschap kan aan maximaal 5 organisaties een vergunning als bijstandsorganisatie toekennen als ze voldoen aan de voorwaarden vastgelegd in <i>hoofdstuk 3 Vergunningsvoorwaarden en vergunningsvoorschriften van het BVR 11-12-2015</i>. Procedureel dient iedere kandidaat-bijstandsorganisatie een aanvraagdossier in te dienen bij het VAPH. Hierbij dient een vragenlijst te worden ingevuld, waarbij onder andere de voorwaarden in het BVR van 11-12-2015 getoetst worden. Na goedkeuring van deze aanvraag door het VAPH, wordt een vergunning verleend. Deze aanvraagprocedure wordt ook verder verduidelijkt in artikel 15 van het BVR 11-12-2015.</p>
<p>Gemiddelde periode (in jaren) waarvoor de DAEB is toegewezen en aandeel van de toewijzingen voor een periode van meer dan 10 jaar (in procenten) per sector.</p> <p>Vermeld in welke sectoren DAEB's zijn toegewezen voor een periode van meer dan 10 jaar, en leg uit hoe die periode kan worden gerechtvaardigd.</p>
<p>De subsidieregeling geldt voor onbepaalde duur maar de subsidie aan een individuele bijstandsorganisatie wordt voor maximaal tien jaar verleend. De subsidie kan stopgezet of verlengd worden na evaluatie door het VAPH (i.s.m. Zorginspectie).</p> <p>Concreet stelt de onderliggende regelgeving stelt het volgende:</p> <p><i>Zolang de bijstandsorganisatie voldoet aan de voorwaarden voor de realisatie van specifieke dienstverlening, vermeld in dit besluit, geldt de subsidie voor een duur van tien jaar vanaf de eerste toekenning van de basissubsidie, vermeld in artikel 16. (Artikel 3 van het BVR 11-12-2015).</i></p> <p>De toegekende vergunning van de bijstandsorganisatie is echter van onbepaalde duur (zie <i>artikel 6 van het BVR 11-12-2015</i>).</p>
Worden (in de regel) uitsluitende of bijzondere rechten aan de ondernemingen toegekend?
Neen
Welke steuninstrumenten zijn gebruikt (rechtstreekse subsidies, garanties, enz.)?
<p>Bijstandsorganisaties krijgen een jaarlijkse werkingssubsidies waarvan de hoogte afhankelijk is van het ledenaantal. (zie <i>artikel 16 van het BVR 11-12-2015</i>).</p> <p>De basissubsidie bedraagt minimaal 40.000 euro.</p> <p>Voor bijstandsorganisaties die meer dan vijfhonderd leden tellen bedraagt de basissubsidie 90.000 euro.</p>

<p>Voor bijstandsorganisaties die minder dan vijfhonderd leden tellen, wordt de basissubsidie berekend volgens de formule: het aantal leden gedeeld door vijfhonderd vermenigvuldigd met 90.000 euro.</p> <p>Per aangesloten budgethouder wordt daarnaast een ook subsidie van 170 euro toegekend.</p>	
<p>Wat is het gebruikelijke compensatiemechanisme voor de betrokken diensten? Geef aan of een methode op basis van kostentoerekening dan wel de Net Avoided Cost-methode wordt toegepast.</p>	
<p>Bijstandsorganisaties wordt telkens een bedrag toegekend, berekend aan de hand van het aantal aangesloten leden <i>(zie hierboven)</i>.</p>	
<p>Gebruikelijke regelingen om overcompensatie te vermijden en terug te betalen.</p>	
<p>Bijstandsorganisaties moeten voor de dienst van algemeen economisch belang een aparte boekhouding bijhouden, zijn voor de opbouw en de aanwending van reserves aan strikte voorwaarden onderworpen en moeten hun uitgaven met betrekking tot die dienst van algemeen economisch belang kunnen verantwoorden <i>(hoofdstuk 2 en artikel 18 van het BVR 11-12-2015)</i>. Op regelmatige basis en uiterlijk om de drie jaar wordt toezicht gehouden op de naleving van dit besluit <i>(artikel 3, tweede lid van het BVR 11-12-2015)</i>.</p> <p>Subsidies waarvan de aanwending niet kan worden verantwoord, worden teruggevorderd <i>(hoofdstuk V van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof)</i>.</p>	
<p>Geef kort aan hoe de transparantievereisten worden nageleefd</p>	
<p>In de afgelopen jaren (2016 en 2017) bedroeg de steun aan een individuele bijstandsorganisatie nooit meer dan 15 miljoen euro op jaarbasis.</p>	
<p>Bedrag van de verleende steun</p>	
<p>Totaalbedrag van de verleende steun (in miljoen EUR). Dit omvat alle op uw grondgebied verleende steun, inclusief de door regionale en lokale overheden verleende steun. (A+B+C)</p>	
2016	2017
0.61	0.95
<p>A: Door de nationale centrale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)</p>	
2016	2017
<p>B: Door de regionale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)</p>	
2016	2017
0.61	0.95
<p>C: Door de lokale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)</p>	
2016	2017
<p>Aandeel van de uitgaven per steuninstrument (rechtstreekse subsidie, garanties, enz.) (indien beschikbaar)</p>	
2016	2017

Aanvullende kwantitatieve gegevens (bijv. aantal begunstigden per sector, gemiddeld steunbedrag, omvang van de ondernemingen)	
2016	2017
Ledenaantal bijstandsorganisaties: 2.288	Ledenaantal bijstandsorganisaties: 3.844

3° Kinderopvang

1. Beschrijving van de toepassing van het DAEB-besluit en de DAEB-kaderregeling en toegekend bedrag

- a. Welk soort diensten is in de betrokken sector in uw lidstaat aangemerkt als DAEB? Geef een zo duidelijk mogelijke beschrijving van de inhoud van de als DAEB toegewezen diensten.

Definitie van kinderopvang

(art 2, 2°, van het decreet van 20 april 2012 houdende de organisatie van kinderopvang van baby's en peuters)

“kinderopvang van baby's en peuters, namelijk het beroepsmatig en tegen betaling opvoeden, bijdragen aan de ontwikkeling en verzorgen van baby's en peuters tot ze naar de kleuterschool, vermeld in artikel 3, 26°, van het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997, gaan”

Situering van kinderopvang

Kinderopvang kan alleen georganiseerd worden als de organisator een vergunning voor kinderopvang heeft. De organisator moet om de vergunning te krijgen en te behouden, voldoen aan vergunningsvoorwaarden. Die vergunningsvoorwaarden moeten een minimale kwaliteit garanderen. Hier staat geen subsidie tegenover, en geldt voor iedereen (Vlaamse Gemeenschap) die kinderopvang wil organiseren. Met andere woorden een organisator van kinderopvang moet altijd aan die vergunningsvoorwaarden voldoen zonder subsidie/staatssteun hiervoor te krijgen.

Een organisator met een vergunning (die dus al voldoet aan de vergunningsvoorwaarden en bijgevolg zo een minimale kwaliteit garandeert) kan een of meer subsidies krijgen als hij aan bijkomende voorwaarden, namelijk subsidievoorwaarden, voldoet. Het gaat om voorwaarden die gekoppeld zijn aan specifieke dienstverlening en specifieke opdrachten die de organisatoren niet zouden opnemen zonder subsidie. Naargelang de subsidie moet de organisator aan specifieke subsidievoorwaarden voldoen. De overheid subsidieert die specifieke dienstverlening.

Dienstverlening die wordt gesubsidieerd

(bij volgende vermelding van artikels, gaat het om artikels van het besluit van de Vlaamse Regering van 22 november 2013 houdende de subsidies en de eraan gekoppelde voorwaarden voor de realisatie van specifieke dienstverlening door gezinsopvang en groepsopvang van baby's en peuters. Citeerschrift: Subsidiebesluit van 22 november 2013)

Basissubsidie

Artikel 1, 1° (definitie) “basissubsidie: de subsidie voor de realisatie van een basisaanbod met een werking, vermeld in artikel 7 van het decreet van 20 april 2012”.

Voorwaarden Specifieke Dienstverlening Basissubsidie (art 14, 15 en 16)

“Art. 14. De organisator zorgt voor minstens 220 openingsdagen per volledig kalenderjaar op het niveau van:

1° voor gezinsopvang, de subsidiegroep;

2° voor groepsopvang, elke kinderopvanglocatie waarvoor de organisator voldoet aan de voorwaarden, vermeld in artikel 15 en 16.

Het aantal dagen, vermeld in het eerste lid, wordt verhoudingsgewijs verminderd:

1° voor gezinsopvang, als geen enkele kinderopvanglocatie een volledig kalenderjaar actief is;

2° voor groepsopvang, als de kinderopvanglocatie geen volledig kalenderjaar actief is.

De minister bepaalt de nadere regels voor de berekening van die verhouding.

Art. 15. De organisator heeft voor de kinderbegeleider een attest van actieve kennis van het Nederlands, vastgesteld door de minister, waaruit blijkt dat het behaalde taalvaardigheidsniveau voor luisteren en gesprekken voeren het ERK-niveau B1, voor lezen en schrijven het ERK-niveau A2 is.

De organisator kan per drie voltijds equivalenten kinderbegeleiders, op niveau van de organisator, met een attest van actieve kennis van het Nederlands als vermeld in het eerste lid, één kinderbegeleider tewerkstellen zonder dit attest op voorwaarde dat:

1° deze kinderbegeleider dit attest behaalt maximaal vier jaar na het starten met werken als kinderbegeleider bij de organisator;

2° er altijd een kinderbegeleider met dit attest aanwezig is in de kinderopvanglocatie.

Art. 16. De organisator zorgt ervoor dat er minstens evenveel verschillende kinderen opgevangen worden op jaarbasis als het aantal gesubsidieerde plaatsen op het niveau van de subsidiegroep.”

Subsidie voor inkomenstarief

Artikel 1, 17° (definitie) “subsidie voor inkomenstarief: de subsidie voor de realisatie van kinderopvang waarvoor de gezinnen een prijs betalen op basis van het inkomen, en voor de realisatie van toegang tot de kinderopvang voor bepaalde gezinnen, vermeld in artikel 8 van het decreet van 20 april 2012”

Voorwaarden Specifieke Dienstverlening (art 20 tot en met 36/1 + voorwaarden v/d basissubsidie¹)

“Afdeling 1. Openingsduur en bezetting

Art. 20. De organisator zorgt ervoor dat er op de minimale openingsdagen, vermeld in artikel 14, een ononderbroken openingsduur is van minstens elf uur tussen 6 en 20 uur.

Art. 21. De organisator heeft een bezetting van minstens 80% per kalenderjaar. De bezetting wordt berekend op basis van 220 openingsdagen en het aantal gesubsidieerde kinderopvangplaatsen waarvoor de organisator de subsidie voor inkomenstarief krijgt.

Voor de berekening van de bezetting worden alle kinderopvangprestaties van de opgevangen kinderen van de kinderopvanglocaties van dezelfde subsidiegroep, die voldoen aan de voorwaarden, vermeld in artikel 20 tot en met 36, in aanmerking genomen.

De minister bepaalt de nadere regels, onder meer de berekening van de bezetting.

Afdeling 2. Toegang bepaalde gezinnen

Art. 22. De organisator geeft op de volgende wijze voorrang aan bepaalde gezinnen:

1° er is absolute voorrang voor gezinnen waarvoor kinderopvang noodzakelijk is in het kader van de werksituatie. De organisator geeft daarbij, bij keuze tussen aanvragen, altijd voorrang aan de aanvraag van het gezin waarvoor kinderopvang noodzakelijk is om werk te zoeken of te houden of om een beroepsgerichte opleiding daarvoor te volgen;

2° er is voorrang voor alleenstaanden;

¹ Zie punt e voor meer uitleg hierover: de toepassing van een trappensysteem bij de opbouw van onder andere de subsidievoorwaarden voor de basissubsidie, subsidie voor inkomenstarief en plussubsidie

3° er is voorrang voor gezinnen die een inkomen hebben dat lager is dan een bepaald bedrag;
4° er is voorrang voor pleegkinderen die kinderopvang nodig hebben;
5° er is voorrang voor kinderen van wie een broer of zus in de kinderopvanglocatie opgevangen wordt.

Daarbij zorgt de organisator ervoor dat minstens 20% van alle kinderen die op jaarbasis opgevangen worden, kinderen zijn van gezinnen die beantwoorden aan ten minste twee van de eerste vier kenmerken, vermeld in het eerste lid. Ook kinderen uit een kwetsbaar gezin tellen mee voor de berekening van dat percentage. Dat percentage wordt berekend over alle kinderopvanglocaties van de subsidiegroep die het inkomenstarief, vermeld in artikel 28, toepassen. Zolang 20% niet bereikt is, kan afgeweken worden van de absolute voorrang, vermeld in het eerste lid, 1°.

De organisator neemt de wijze waarop hij die voorrang toepast, op in zijn huishoudelijk reglement.

De minister bepaalt de nadere regels, onder meer het bedrag van het inkomen.

Art. 23. Overeenkomstig artikel 8, §1, van het decreet van 20 april 2012, geldt ten aanzien van de kinderopvanglocaties in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad een voorrang voor kinderen waarvan minstens één ouder het Nederlands voldoende machtig is en dit ten belope van maximaal 55% van hun opvangcapaciteit, behoudens de bepalingen in artikel 8, §1, van voormeld decreet.

Daarbij zorgt de organisator ervoor dat minstens een door de organisator bepaald percentage, met een maximum van 55%, van alle op jaarbasis opgevangen kinderen, kinderen zijn van gezinnen, vermeld in het eerste lid. Dat percentage houdt een minimum in van één kind en is gemotiveerd vanuit de noodzaak en de evenredigheid daarvan ten opzichte van het te bereiken doel, dat kinderen in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad die in het gezin opgevoed worden in het Nederlands, continuïteit kunnen vinden met die taal in de kinderopvang. Dat percentage wordt berekend over alle kinderopvanglocaties van de subsidiegroep die het inkomenstarief, vermeld in artikel 28, toepassen.

De organisator neemt de manier waarop hij die voorrang toepast op in zijn huishoudelijk reglement.

Afdeling 3. Organisatorisch management

Art. 24. De organisator met meer dan achttien subsidieerbare plaatsen op het niveau van de organisator heeft rechtspersoonlijkheid met sociaal oogmerk.

Art. 25. De organisator, vermeld in artikel 24, zorgt ervoor dat de kinderbegeleiders groepsopvang die noodzakelijk zijn volgens het aantal tegelijk aanwezige kinderen, een werknemersstatuut hebben.

De voorwaarde, vermeld in het eerste lid, is niet van toepassing voor de kinderbegeleider die ook de verantwoordelijke is.

Art. 26. De organisator, vermeld in artikel 24:

1° voert een boekhouding volgens het principe van dubbelboekhouden en voegt een uitbreiding bij zijn rekeningstelsel;

2° maakt jaarlijks een financieel verslag op dat bestaat uit:

- a) een goedgekeurde jaarrekening van de rechtspersoon;
- b) een resultatenrekening, opgesplitst voor hetzij groepsopvang, hetzij gezinsopvang;
- c) een lijst van alle subsidiebedragen, gelinkt aan kinderopvang, die toegekend zijn door een overheid, met vermelding van de toekennende overheid en het doel van de subsidie.

De voorwaarde, vermeld in het eerste lid, 1°, en 2°, a) en b), is niet van toepassing voor een openbaar bestuur. Een openbaar bestuur heeft wel een resultatenrekening opgesplitst voor hetzij groepsopvang, hetzij gezinsopvang.

De organisator beschikt over het financieel verslag uiterlijk zeven maanden na de afsluiting van het boekjaar.

De minister bepaalt de nadere regels, onder meer voor de bijgevoegde uitbreiding van het rekeningstelsel.

Afdeling 4. Systeem inkomenstarief

Onderafdeling 1. Systeem voor alle kinderopvangplaatsen van de kinderopvanglocatie

Art. 27. De organisator werkt met het systeem inkomenstarief, vermeld in artikel 28 tot en met 36, voor alle kinderopvangplaatsen van de kinderopvanglocatie, uitgezonderd voor de kinderen die tot het thuismilieu van de kinderbegeleider gezinsopvang behoren, en voor wie de kinderbegeleider de verantwoordelijkheid draagt.

Onderafdeling 2. Betalen voor gereserveerde kinderopvangdagen

Art. 28. Overeenkomstig artikel 8, §3, 1°, van het decreet van 20 april 2012, betalen de gezinnen de door hen gereserveerde kinderopvangdagen. Meer bepaald betalen de contracthouders voor de door hen gereserveerde kinderopvangdagen, zoals bepaald in het opvangplan vermeld in de schriftelijke overeenkomst, en voor de extra overeengekomen kinderopvangdagen.

De contracthouder betaalt:

1° als het kind aanwezig is in de kinderopvanglocatie: het inkomenstarief of het individueel verminderd inkomenstarief berekend of bepaald conform artikel 32 tot en met 34/1;

2° als het kind afwezig is: een door de organisator te bepalen tarief met als maximum het maximumtarief, vermeld in artikel 33, §2, 3°. De organisator neemt dat bedrag op in het huishoudelijk reglement en in de schriftelijke overeenkomst.

Art. 29. In afwijking van artikel 28 betaalt de contracthouder niets voor:

1° de gereserveerde kinderopvangdagen die vallen op sluitingsdagen van de kinderopvanglocatie;

2° de gerechtvaardigde afwezigheidsdagen. Gerechtvaardigde afwezigheidsdagen zijn in het opvangplan gereserveerde kinderopvangdagen boven op de sluitingsdagen, vermeld in punt 1°, waarop de contracthouder het kind niet naar de kinderopvang laat gaan en waarvan de organisator er minstens een minimumaantal moet toestaan per kalenderjaar, ongeacht de reden. De organisator neemt dat aantal op in het huishoudelijk reglement en in de schriftelijke overeenkomst.

De minister bepaalt het minimumaantal gerechtvaardigde afwezigheidsdagen per kalenderjaar waarover de contracthouder beschikt.

Art. 29/1. In afwijking van artikel 28 kan de organisator ervoor kiezen dat er niet betaald hoeft te worden voor de gereserveerde kinderopvangdagen binnen het recht van de gezinnen op wennen. De organisator vermeldt die afwijking expliciet in het huishoudelijk reglement en in de schriftelijke overeenkomst.

Art. 30. Het inkomenstarief dekt de kinderopvangprestaties met een duurtijd tot elf uur, met uitzondering van 's nachts. Voor kinderopvangprestaties met een duurtijd tot vijf uur geldt 60 % van het inkomenstarief. Het laagst mogelijke bedrag is in elk geval het bedrag van het laagst mogelijke inkomenstarief, zoals wordt vastgesteld door de minister.

De minister bepaalt de nadere regels voor de bepaling van de verblijfstijden.

Art. 31. Gezinnen betalen niets boven op het inkomenstarief, met uitzondering van een bijkomend tarief dat de organisator kan vragen voor:

1° bepaalde bijkomende kosten;

2° de reservatie of waarborg van een kinderopvangplaats. Als de organisator een inschrijvingsprijs, een waarborg of gelijk welke som geld ongeacht de benaming, vraagt voordat de kinderopvang start, dan kan dit enkel voor een maximum bedrag en tot waarborg van de volgende verplichtingen van de contracthouder, die volgen uit de schriftelijke overeenkomst of het huishoudelijk reglement:

- a) het naleven van de schriftelijke reservatie van een kinderopvangplaats;
- b) het betalen van facturen;
- c) het naleven van de opzegbepalingen.

De minister bepaalt de nadere regels voor de bepaling van het bijkomend tarief.

Onderafdeling 3. Bepaling inkomenstarief

Art. 32. De contracthouder heeft een attest inkomenstarief nodig opdat het kind van de contracthouder opgevangen kan worden door een organisator die werkt met het systeem inkomenstarief.

De contracthouder vraagt een attest inkomenstarief via het online instrument op de website van Kind en Gezin met gebruik van zijn elektronische identiteitskaart. Via dat online instrument wordt er voor de contracthouder een inkomenstarief of een individueel verminderd inkomenstarief berekend of bepaald op basis van het inkomen van de contracthouder en, als deze er is, van de inwonende persoon. Het attest inkomenstarief vermeldt minstens dat inkomenstarief, een startdatum en een einddatum.

De contracthouder vraagt een attest inkomenstarief aan op de volgende momenten:

- 1° binnen de twee maanden die voorafgaan aan de maand waarin de kinderopvang start, tenzij in geval van dringende start van de kinderopvang uiterlijk 30 kalenderdagen na de start van de kinderopvang;
- 2° de maand waarin er een wijziging van de inwonende persoon is en waarbij die wijziging blijkt uit de Kruispuntbank;
- 3° de maand waarin er een bijkomend kind ten laste van de contracthouder of de inwonende persoon is;
- 4° binnen de twee maanden die voorafgaan aan de datum waarop het inkomenstarief of het individueel verminderde inkomenstarief niet meer geldt.

De contracthouder krijgt het attest inkomenstarief op de momenten na aanvraag toegekend, alsook automatisch na indexatie. De contracthouder geeft het attest inkomenstarief van Kind en Gezin door aan de organisator na elke toekenning van een attest inkomenstarief.

De organisator informeert en ondersteunt de contracthouder bij de correcte toepassing van het online instrument als dat nodig is. Als het voor de contracthouder onmogelijk is om het online instrument te gebruiken, neemt de organisator de toepassing op zich. De organisator krijgt toegang tot het online instrument via een specifieke module en volgens de administratieve richtlijnen van Kind en Gezin. De organisator baseert zich bij de toepassing op de gegevens die de contracthouder hem bezorgt.

De minister bepaalt de nadere regels met betrekking tot de startdatum en de einddatum op het attest inkomenstarief.

Art. 32/1. Als de contracthouder en, als deze er is, de inwonende persoon, bij het aanvragen van het attest inkomenstarief aanvinken hun inkomen niet bekend te willen maken, dan geldt het maximumtarief. Op dit maximumtarief zijn evenwel verminderingen van toepassing.

Het maximumtarief geldt niet als de contracthouder, die zijn inkomen niet bekend wil maken, een attest inkomenstarief aanvraagt voor een pleegkind dat bij hem inwoont. Hij kan dan de situatie, vermeld in artikel 34, §1, 3°, aanvinken.

De minister bepaalt de nadere regels met betrekking tot het bedrag van het maximumtarief en de verminderingen die van toepassing zijn.

Art. 33. §1. Als de contracthouder of, als deze er is, de inwonende persoon, of beide, een Belgisch aanslagbiljet voor personenbelasting en aanvullende belastingen heeft, dan wordt de berekening in het online instrument automatisch uitgevoerd, meer bepaald op basis van het inkomen dat vermeld wordt op het meest recente aanslagbiljet, zoals dat door de Federale Overheidsdienst Financiën ter beschikking wordt gesteld, en op basis van de gegevens die ter

beschikking worden gesteld door de Kruispuntbank. De contracthouder past het aantal kinderen ten laste, indien die niet gevat zijn in de Kruispuntbank, aan in het online instrument.

Als de contracthouder of, als deze er is, de inwonende persoon, of beide, geen Belgisch aanslagbiljet voor personenbelasting en aanvullende belastingen heeft maar wel een inkomen heeft en dit kan aantonen op basis van een formeel document, dan wordt het inkomenstarief berekend op basis van het inkomen vermeld op dat formeel document:

1° bij de start van de kinderopvang op basis van het inkomen van:

- a) de laatste maand die voorafgaat aan de maand van de aanvraag van het attest inkomenstarief;
- b) in geval de start van de kinderopvang onmiddellijk volgt op het moederschapsverlof, de laatste maand voor de start van het moederschapsverlof;

2° gedurende de kinderopvang op basis van het inkomen van de maand die voorafgaat aan de maand van de aanvraag van het attest inkomenstarief.

Als de contracthouder of, als deze er is, de inwonende persoon geen inkomen heeft en dit kan aantonen op basis van een formeel document, dan wordt het inkomenstarief berekend op basis van dat ene inkomen. Als er geen inwonende persoon is dan geldt, in geval van een formeel document, het standaard minimumtarief.

§2. De berekening gebeurt op basis van de volgende principes:

1° het inkomen, tot een bepaald bedrag, wordt vermenigvuldigd met een coëfficiënt. Boven dat bepaalde bedrag geldt een schijvensysteem;

2° er geldt een standaard minimumtarief;

3° er geldt een maximumtarief;

4° er gelden verminderingen.

§3. De minister bepaalt de nadere regels, onder meer welk inkomen in aanmerking genomen wordt bij gebrek aan een Belgisch aanslagbiljet voor personenbelasting en aanvullende belastingen, welke inwonende persoon in aanmerking komt, de nadere principes van de berekening van het inkomenstarief, het bedrag voor het standaard minimumtarief, het bedrag voor het maximumtarief en de indexering.

Art. 34. §1. Als de contracthouder op basis van een officieel document kan aantonen dat het gezin onder een van volgende situaties valt, dan kan hij die situatie aanvinken in het online instrument. Op basis hiervan zal het systeem automatisch een individueel verminderd inkomenstarief bepalen. De volgende situaties kunnen aangevinkt worden:

1° de contracthouder of, als deze er is, de inwonende persoon:

- a) krijgt op het moment van de aanvraag van een individueel verminderd inkomenstarief, invaliditeitsuitkeringen volgens artikel 100 van de wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en dat was nog niet gevat in het laatst berekende inkomenstarief;
- b) heeft gedurende minstens zes opeenvolgende maanden die de aanvraag van een individueel verminderd inkomenstarief voorafgaan, volledige werkloosheidsuitkeringen ontvangen of heeft als zelfstandige een faillissementsuitkering ontvangen, en dat was nog niet gevat in het laatst berekende inkomenstarief;
- c) heeft een inkomen dat niet stijgt en de andere persoon heeft een attest waaruit een verminderd inkomen blijkt, en waarbij die situatie gedurende minstens twaalf opeenvolgende maanden blijft duren. Meer bepaald blijkt uit het attest:
 - 1) in geval van een werknemer: dat hij een inkomen zal hebben dat minstens 50% lager ligt ten opzichte van het inkomen dat werd gebruikt voor het laatst berekende inkomenstarief;
 - 2) in geval van een zelfstandige: dat hij voorlopige bijdragen betaalt op basis van een inkomen dat werd vastgesteld overeenkomstig artikel 11, §3, zesde

lid, van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen;

d) ontvangt een leefloon als vermeld in de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie, of is leefloongerechtigd door een beslissing tot toekennen van een leefloon van het OCMW;

e) ontvangt een leefloon als vermeld in de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie, of is leefloongerechtigd door een beslissing tot toekennen van een leefloon van het OCMW, en minstens een van beide personen heeft een attest van de VDAB of het OCMW betreffende een opleidingstraject;

2° de contracthouder en, als deze er is, de inwonende persoon:

a) heeft een inkomen dat lager ligt dan het inkomen dat leidt tot het standaard minimumtarief en minstens een van beide personen volgt een inburgeringstraject;

b) heeft een inkomen dat lager ligt dan het inkomen dat leidt tot het standaard minimumtarief en hebben beiden minstens een tewerkstelling van gemiddeld 19 uren per week;

c) heeft in toepassing van artikel 57ter van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de OCMW 's geen recht op maatschappelijke dienstverlening van het OCMW, en beschikt over een attest van het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers of een van zijn partners in de zin van artikel 2, 9°, van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen waaruit blijkt dat het gezin recht heeft op materiële hulp zoals bedoeld in artikel 2, 6°, van diezelfde wet van 12 januari 2007 of medische begeleiding zoals bedoeld in de artikelen 24 en 25 van diezelfde wet van 12 januari 2007;

3° de contracthouder vraagt het attest inkomenstarief aan voor een pleegkind dat bij hem inwoont.

§2. Het individueel verminderd inkomenstarief wordt bepaald in de vorm van:

1° een vermindering van 25% of 50% van het berekende inkomenstarief;

2° het standaard minimumtarief;

3° een uitzonderlijk minimumtarief;

4° het laagst mogelijke inkomenstarief.

Een individueel verminderd inkomenstarief wordt toegekend voor één jaar, tenzij:

1° voor een pleegkind, waarbij het tarief geldt tot het pleegkind niet langer bij de contracthouder inwoont;

2° er eerder een moment is waarop de contracthouder een nieuw attest inkomenstarief moet aanvragen als vermeld in artikel 32, derde lid.

§3. De minister bepaalt de nadere regels, onder meer de bedragen van de individueel verminderde inkomenstarieven.

Art. 34/1. De contracthouder met een attest inkomenstarief kan het OCMW verzoeken om een nieuw inkomenstarief te bepalen. Als blijkt dat het voor de contracthouder financieel onmogelijk is om het laatst berekende inkomenstarief of het laatst bepaalde individueel verminderd inkomenstarief te betalen, bepaalt het OCMW een individueel verminderd inkomenstarief.

Het OCMW geeft het bedrag van het individueel verminderd inkomenstarief elektronisch door aan Kind en Gezin. Het OCMW kan beslissen dat het bedrag wordt toegepast met terugwerkende kracht.

Als de contracthouder in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad woont, neemt de organisator de rol van het OCMW op zich als het OCMW die rol niet opneemt. De organisator is in dat geval gebonden aan de bepalingen, vermeld in dit artikel, die gelden voor het OCMW.

De minister bepaalt de nadere regels, onder meer de bedragen van de individueel verminderde inkomenstarieven.

Onderafdeling 4. Facturatie en inning inkomenstarief

Art. 35. De organisator staat in voor de facturatie en de inning van het inkomenstarief, berekend of individueel verminderd als vermeld in artikel 32 tot en met 34, ten opzichte van de contracthouder. Kind en Gezin informeert de organisator over het inkomenstarief van de contracthouders die gebruik maken van zijn kinderopvanglocatie.

De minister bepaalt de nadere regels.

Onderafdeling 5. Onjuiste informatie of nalaten actuele informatie door te geven

Art. 36. De contracthouder houdt de documenten die de toepassing, vermeld in artikel 33, 34 en 34/1, aantonen gedurende vijf jaar ter beschikking. De contracthouder legt de documenten voor op vraag van Kind en Gezin.

Als de contracthouder onjuiste informatie bezorgt of nalaat actuele informatie te bezorgen:

1° zal Kind en Gezin het juiste inkomenstarief bepalen en zal de organisator dat tarief voor de toekomst factureren aan de contracthouder. Kind en Gezin doet geen rechtzetting voor het verleden;

2° kan Kind en Gezin een schadevergoeding ten laste van de contracthouder bepalen voor het verleden. Die schadevergoeding bedraagt het dubbele van het juiste inkomenstarief per opvangdag dat in het opvangplan werd opgenomen.

Art. 36/1. Binnen de drie maanden na het toekennen van het attest inkomenstarief kan de contracthouder fouten op zijn attest inkomenstarief melden aan Kind en Gezin, volgens de administratieve richtlijnen van Kind en Gezin. Als dit aanleiding geeft tot een nieuwe toekenning van een attest inkomenstarief, bezorgt de contracthouder het nieuwe attest inkomenstarief aan de organisator. Kind en Gezin doet geen rechtzetting voor het verleden.”

Plussubsidie

Artikel 1, 14° (definitie) “plussubsidie: de subsidie voor de realisatie van kinderopvangopdrachten ter ondersteuning van kwetsbare gezinnen en voor de realisatie van toegang voor die gezinnen, vermeld in artikel 9 van het decreet van 20 april 2012”

Definitie kwetsbaar gezin: een gezin dat beantwoordt aan minstens twee kenmerken (zie art 1, 10° besluit)

Voorwaarden Specifieke Dienstverlening (art 38 tot en met 40 + voorwaarden van basissubsidie en subsidie voor inkomenstarief)

“Afdeling 1. Toegang bepaalde gezinnen

Art. 38. De organisator geeft voorrang aan kwetsbare gezinnen. De organisator geeft daarbij, bij keuze tussen aanvragen, altijd voorrang aan de aanvraag van het kwetsbaar gezin. Daarbij geldt de voorrang voor gezinnen waarvoor kinderopvang noodzakelijk is in het kader van de werksituatie, vermeld in artikel 22, eerste lid, 1°, alleen als er geen aanvraag is voor een kwetsbaar gezin.

Daarbij zorgt de organisator ervoor dat minstens 30% van de kinderen die op jaarbasis opgevangen worden, kinderen zijn van kwetsbare gezinnen. Dat percentage wordt berekend over alle kinderopvanglocaties van de subsidiegroep die de voorwaarden, vermeld in artikel 39 en 40, toepassen.

De organisator neemt de manier waarop hij die voorrang toepast op in zijn huishoudelijk reglement.

De minister bepaalt de nadere regels, onder meer het bedrag van het inkomen als kenmerk voor de financiële situatie van een kwetsbaar gezin.

Afdeling 2. Werking

Art. 39. De organisator zorgt voor:

- 1° het realiseren van een proactief opnamebeleid om kwetsbare gezinnen een kinderopvangplaats te geven in de eigen kinderopvanglocatie, met aandacht voor occasionele en dringende kinderopvang, in samenwerking met andere organisatoren, met instanties die werken met gezinnen die kinderopvangvragen kunnen hebben, en met de lokale loketten kinderopvang uit de zorgregio;
- 2° het afstemmen van de werking op kwetsbare gezinnen;
- 3° het uitbouwen en verspreiden binnen de sector van de eigen expertise rond het respectvol omgaan met verschillen tussen gezinnen, met bijzondere aandacht voor kwetsbare gezinnen, in samenwerking met pedagogische ondersteuningsorganisaties en met het lokaal overleg kinderopvang;
- 4° het mee uitvoeren van de lokale doelstellingen op het vlak van het sociaal gezinsbeleid, zoals bepaald in de meerjarenplanning van het lokaal bestuur, in samenwerking met het lokaal bestuur en met andere lokale actoren;
- 5° een inspanning om medewerkers aan te werven vanuit kwetsbare groepen en hen gelijkwaardige kansen te bieden in de kinderopvanglocatie;
- 6° het werken aan participatie en betrokkenheid van gezinnen, medewerkers en de buurt en het bevorderen van de verbondenheid tussen die gezinnen, medewerkers, de buurt en de werking van de kinderopvanglocatie;
- 7° aangepaste personeelsinzet of specifieke expertise.

Art. 40. De organisator heeft procedures en processen voor de dienstverlening, vermeld in artikel 39. De organisator neemt die procedures en processen op in zijn kwaliteitshandboek, en meer bepaald in het kwaliteitsmanagementsysteem.”

Subsidie voor kinderopvang met flexibele openingstijden

Artikel 1, 17°/1 (definitie) “subsidie voor kinderopvang met flexibele openingstijden: de subsidie voor de realisatie van kinderopvang op flexibele openingstijden, vermeld in artikel 10, 1°, van het decreet van 20 april 2012. Binnen die subsidie zijn er drie vormen te onderscheiden;

- a) **subsidie flexibele gezinsopvang**: de subsidie voor kinderopvang op flexibele openingstijden in een kinderopvanglocatie voor gezinsopvang;
- b) **subsidie flexibele groepsopvang**: de subsidie voor kinderopvang op flexibele openingstijden in een kinderopvanglocatie voor groepsopvang;
- c) **subsidie flexibele urenpakketten groepsopvang**: de subsidie voor kinderopvangprestaties op flexibele openingstijden, voor een door Kind en Gezin toegekend aantal urenpakketten;”

Definitie flexibele openingstijd: zie artikel 1, 3°/1 besluit

subsidie flexibele gezinsopvang

Voorwaarden Specifieke Dienstverlening (art 40/2 tot en met 40/4)

“Art. 40/2. De organisator zorgt voor kinderopvang op flexibele openingstijden.

Art. 40/3. De contracthouder betaalt voor kinderopvangprestaties op flexibele openingstijden:

1° met een duurtijd tot elf uur tussen 6 uur en 20 uur, of ‘s nachts: een inkomenstarief als vermeld in artikel 30 tot en met 34;

2° met een duurtijd van elf uur of langer, tussen 6 uur en 20 uur, of ‘s nachts: 160% van het inkomenstarief, vermeld in punt 1°.

Art. 40/4. De organisator voert een beleid rond de kinderopvang met flexibele openingstijden, rekening houdend met de draagkracht van het kind, en neemt dat op in het huishoudelijk reglement.

De organisator met meer dan achttien vergunde kinderopvangplaatsen neemt in het kwaliteitshandboek, meer bepaald in het kwaliteitsmanagementsysteem, op hoe het beleid rond kinderopvang met flexibele openingstijden gestalte krijgt.”

Subsidie flexibele groepsopvang

Voorwaarden Specifieke Dienstverlening (art 40/6)

“Art. 40/6. De organisator zorgt voor minstens 440 uur kinderopvang op flexibele openingstijden per kalenderjaar.”

Subsidie flexibele urenpakketten groepsopvang

Voorwaarden Specifieke Dienstverlening (art 40/8 tot en met 40/10)

“Art. 40/8. De organisator zorgt voor minstens 150 kindaanwezigheden per urenpakket. Onder kindaanwezigheid wordt verstaan: de aanwezigheid van een kind per begonnen uur op flexibele openingstijden.

Art. 40/9. De contracthouder betaalt het inkomenstarief, vermeld in artikel 40/3.

Art. 40/10. De organisator voldoet aan de voorwaarden, vermeld in artikel 40/4.”

Subsidie voor inclusieve kinderopvang

Artikel 1, 15° (definitie) “subsidie voor inclusieve kinderopvang: de subsidie voor de realisatie van opdrachten in het kader van inclusieve kinderopvang van kinderen met een specifieke zorgbehoefte, vermeld in artikel 10, 2°, van het decreet van 20 april 2012”

Binnen die subsidie zijn er drie vormen van subsidie:

- subsidie voor individuele inclusieve kinderopvang
- subsidie voor structurele inclusieve kinderopvang
- subsidie voor Centrum inclusieve kinderopvang

Artikel 1, 16° (definitie) “**subsidie voor individuele inclusieve kinderopvang**: de subsidie voor de realisatie van inclusieve kinderopvang van een individueel kind met een specifieke zorgbehoefte voor wie Kind en Gezin een specifieke toekenning van bepaalde duur deed;”

Voorwaarden Specifieke Dienstverlening (art 42 tot en met 44)

“Art. 42. De organisator zorgt ervoor dat er voor het kind met een specifieke zorgbehoefte meer intensieve zorgen geboden worden die bestaan uit:

1° aangepaste infrastructuur;

2° aangepaste personeelsinzet of specifieke expertise;

3° aangepast pedagogisch handelen en specifieke pedagogische ondersteuning.

Art. 43. De organisator onderschrijft de grondbeginselen van artikel 3 van het Internationaal Verdrag van 13 december 2006 inzake de rechten van personen met een handicap.

Art. 44. De organisator evalueert op regelmatige basis de manier waarop hij de voorwaarden, vermeld in artikel 42, realiseert en stuurt zo nodig de werking bij.”

Artikel 1, 18° (definitie) “**subsidie voor structurele inclusieve kinderopvang**: de subsidie voor de realisatie van de structurele uitbouw van inclusieve kinderopvang binnen een kinderopvanglocatie;”

Voorwaarden Specifieke Dienstverlening (art 47 tot en met 50)

“Art. 47. De organisator zorgt ervoor dat er voor kinderen met een specifieke zorgbehoefte op een structurele manier meer intensieve zorgen geboden worden die bestaan uit:

1° aangepaste infrastructuur;

2° aangepaste personeelsinzet of specifieke expertise;

3° aangepast pedagogisch handelen en specifieke pedagogische ondersteuning;

4° specifieke jaarlijkse vorming op basis van een analyse.

Art. 48. De organisator zorgt ervoor dat elke kinderopvanglocatie waar de inclusieve kinderopvang plaatsvindt, ingeschakeld is in een netwerk van beschikbare instellingen of zorgverleners met een specifieke expertise in verband met kinderen met een specifieke zorgbehoefte waarop een beroep kan worden gedaan voor samenwerking.

Art. 49. De organisator heeft een bezetting van minstens 60% per kalenderjaar. De bezetting wordt berekend op basis van het aantal gesubsidieerde kinderopvangplaatsen waarvoor de organisator de subsidie voor structurele inclusieve kinderopvang ontvangt.

Voor de berekening van de bezetting worden alle kinderopvangprestaties van de opgevangen kinderen met een specifieke zorgbehoefte van de kinderopvanglocaties van dezelfde subsidiegroep in aanmerking genomen.

De minister bepaalt de nadere regels, onder meer de berekening van de bezetting.

Art. 50. De organisator voert een beleid rond die inclusieve kinderopvang, rekening houdend met de voorwaarde, vermeld in artikel 43, en neemt dat op in het huishoudelijk reglement.

De organisator met meer dan achttien vergunde kinderopvangplaatsen neemt de inclusieve kinderopvang op in het kwaliteitshandboek, meer bepaald in het kwaliteitsbeleid en in het kwaliteitsmanagementsysteem.”

Artikel 1, 14°/1 (definitie) “**subsidie voor Centrum inclusieve kinderopvang**: de subsidie voor het voeren van een proactief opnamebeleid, de realisatie van inclusieve kinderopvang, de verspreiding van expertise en sensibiliseren inzake inclusieve kinderopvang, in samenwerking met andere actoren die instaan voor inclusie, aan een organisator met minstens 22 gesubsidieerde kinderopvangplaatsen met een subsidie voor inkomenstarief binnen die zorgregio;”

Voorwaarden Specifieke Dienstverlening (art 50/2 tot en met 50/5)

“Art. 50/2. De organisator zorgt voor:

1° het realiseren van een proactief opnamebeleid om kinderen met een specifieke zorgbehoefte een kinderopvangplaats te geven in een of meer eigen kinderopvanglocaties, in samenwerking met andere organisatoren, met instanties die werken met gezinnen met een kind met een specifieke zorgbehoefte en met de lokale loketten kinderopvang uit de zorgregio;

2° het realiseren van inclusieve kinderopvang in een of meer eigen kinderopvanglocaties, waarbij wordt samengewerkt met een netwerk van beschikbare instellingen of zorgverleners met een specifieke expertise in verband met kinderen met een specifieke zorgbehoefte, waarop een beroep kan worden gedaan voor samenwerking, of met belangenverenigingen van gezinnen als ervaringsdeskundigen, zodat minstens de opdrachten, vermeld in artikel 50/4, gerealiseerd worden;

3° het uitbouwen en verspreiden van expertise tot de realisatie van inclusieve kinderopvang binnen de volledige zorgregio, in samenwerking met door Kind en Gezin erkende pedagogische ondersteuningsorganisaties en met het lokaal overleg kinderopvang, met specifieke aandacht voor begeleidingstrajecten ter ondersteuning van andere organisatoren kinderopvang bij de realisatie van inclusieve kinderopvang. Het doel daarbij is dat minstens zeven kinderopvanglocaties minstens één kind met een specifieke zorgbehoefte opvangen;

4° het mee uitvoeren van lokale en provinciale doelstellingen op het vlak van inclusie, zoals opgenomen in de meerjarenplanning van het lokaal of provinciaal bestuur, in samenwerking met het lokaal bestuur en met andere actoren die actief zijn in de zorgregio en die instaan voor de begeleiding van personen met een handicap of voor het beleid daarrond;

5° het sensibiliseren van organisatoren van kinderopvang en partners binnen de zorgregio voor de realisatie van inclusieve kinderopvang;

6° het informeren van en voorzien in inspraak voor gezinnen en belanghebbenden, bij de opdrachten, vermeld in punt 1° tot en met 4°;

7° een aangepaste personeelsinzet voor de realisatie van de opdrachten, vermeld in punt 1° tot en met 6°.

De kinderopvanglocaties, vermeld in het eerste lid, 3°, liggen binnen de zorgregio van de organisator en zijn van andere organisatoren. Voor een organisator van gezinsopvang geldt daarbij dat de eigen kinderbegeleiders niet meegeteld kunnen worden voor het aantal te begeleiden kinderopvanglocaties.

<p>Art. 50/3. De organisator voldoet aan de voorwaarden, vermeld in artikel 50.</p> <p>Art. 50/4. De organisator realiseert binnen de zorgregio waarin hij een toekenning heeft als Centrum voor inclusieve kinderopvang, jaarlijks:</p> <p>1° de opvang van minstens zeven kinderen met een specifieke zorgbehoefte;</p> <p>2° minstens 750 kinderopvangprestaties van kinderen met een specifieke zorgbehoefte.</p> <p>Voor de kinderen, vermeld in het eerste lid, heeft de organisator een subsidie voor individuele inclusieve kinderopvang.</p> <p>Art. 50/5. De organisator neemt actief deel aan het begeleidingstraject voor de uitbouw van de Centra voor inclusieve kinderopvang dat Kind en Gezin in samenwerking met het Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap organiseert.”</p>
<p>b.Wat zijn de (gebruikelijke) vormen van toewijzing? Wanneer voor een bepaalde sector standaardmodellen voor toewijzingen worden gebruikt, voeg deze dan hierbij.</p>
<p>De toewijzing gebeurt op basis van een overheidsbesluit, voor kinderopvang op basis van het Subsidiebesluit van 22 november 2013. Op basis van dit overheidsbesluit volgt een beslissingsnota (globale nota met beslissing over alle aanvragen) opgemaakt die ondertekend wordt door de administrateur-generaal van IVA Kind en Gezin én een individuele toekenningsbeslissing aan de aanvrager.</p> <p>Die individuele toekenning gebeurt na een verdelingsoefening van het budget. De programmatieregels en bepalingen m.b.t. de algemene oproep zijn geregeld in het Procedurebesluit van 9 mei 2014 (besluit van de Vlaamse Regering) en een ministerieel besluit in uitvoering daarvan. De vermeldingen die in de toewijzingsbeslissing moeten opgenomen zijn op basis van artikel 4 van het Besluit2012/21/EU zitten vervat in de combinatie van deze verschillende documenten.</p>
<p>c.Gemiddelde periode (in jaren) waarvoor de DAEB wordt toegewezen en aandeel van de toewijzingen voor een periode van meer dan 10 jaar (in procenten) per sector. Gelieve te vermelden in welke sectoren DAEB's zijn toegewezen voor een periode van meer dan 10 jaar en uit te leggen hoe deze periode kan worden gerechtvaardigd.</p>
<p>De toekenning van bijna alle subsidies geldt voor 10 jaar, met uitzondering van de subsidie voor individuele inclusieve kinderopvang die gekoppeld is aan de opvang van een specifiek kind en die dus maximaal voor die periode kan gelden (hetgeen in de praktijk overeenkomt met een periode van ongeveer maximaal 2 jaar).</p>
<p>d. Worden (in de regel) uitsluitende of bijzondere rechten aan de ondernemingen toegekend?</p>
<p>Er zijn geen bijzondere rechten.</p>
<p>e.Welke steuninstrumenten zijn gebruikt (rechtstreekse subsidies, garanties , enz ...)</p>
<p>De steun bestaat uit rechtstreekse subsidies.</p> <p>De subsidies (basissubsidie, subsidie voor inkomenstarief en plussubsidie) zijn opgebouwd vanuit een trappensysteem. Dit betekent dat er zowel voor wat betreft de subsidievoorwaarden als voor wat betreft het subsidiebedrag met een getrapt systeem wordt gewerkt.</p> <p>Bijvoorbeeld voor de plussubsidie:</p>

- moet de organisator voldoen aan de voorwaarden voor specifieke dienstverlening gekoppeld aan de basissubsidie + de subsidie voor inkomenstarief + de plussubsidie,
- is het subsidiebedrag opgebouwd uit het subsidiebedrag voor de basissubsidie + de subsidie voor inkomenstarief + de plussubsidie.

Er wordt dus meer subsidie gegeven naarmate men meer diensten realiseert, de subsidie is hoger naargelang men meer kosten doet voor de realisatie van de specifieke dienstverlening. Er wordt niet meer subsidie gegeven dan nodig is om de specifieke dienstverlening te kunnen realiseren.

Trappensysteem: art 7 van het Subsidiebesluit

“Art. 7. De basissubsidie, de subsidie voor inkomenstarief en de plussubsidie worden toegekend volgens het volgende trappensysteem:

1° een subsidieerbare kinderopvangplaats uit een hogere trap kan alleen worden toegekend als die plaats ook een subsidieerbare kinderopvangplaats is van een lagere trap, meer bepaald:

- a) de plussubsidie, vermeld in titel 4, kan alleen worden toegekend als de organisator de subsidie voor inkomenstarief, vermeld in titel 3, toegekend heeft gekregen;
- b) de subsidie voor inkomenstarief, vermeld in titel 3, kan alleen worden toegekend als de organisator de basissubsidie, vermeld in titel 2, toegekend heeft gekregen;

2° het aantal subsidieerbare kinderopvangplaatsen van een hogere trap is nooit hoger dan het aantal subsidieerbare kinderopvangplaatsen van een lagere trap, meer bepaald:

- a) het aantal kinderopvangplaatsen waarvoor de organisator de subsidie voor inkomenstarief, vermeld in titel 3, krijgt, kan nooit hoger zijn dan het aantal kinderopvangplaatsen waarvoor de organisator de basissubsidie, vermeld in titel 2, krijgt;
- b) het aantal kinderopvangplaatsen waarvoor de organisator de plussubsidie, vermeld in titel 4, krijgt, kan nooit hoger zijn dan het aantal kinderopvangplaatsen waarvoor de organisator de subsidie voor inkomenstarief, vermeld in titel 3, krijgt.”

Naast het trappensysteem, zijn er 2 subsidievormen (subsidie voor flexibele openingstijden en subsidie voor inclusieve kinderopvang) die eerder modulair zijn.

Toekenning ‘modulaire’ subsidie: art 7/1 van het Subsidiebesluit

“Art. 7/1. De subsidies voor inclusieve kinderopvang worden op de volgende wijze toegekend:

- 1° de subsidie voor individuele inclusieve kinderopvang kan toegekend worden als de organisator een vergunning heeft;
- 2° de subsidie voor structurele inclusieve kinderopvang of de subsidie voor Centrum inclusieve kinderopvang kan toegekend worden als de organisator minstens een subsidie voor inkomenstarief toegekend krijgt;
- 3° de subsidie voor individuele inclusieve kinderopvang kan gecombineerd worden met een subsidie voor structurele inclusieve kinderopvang of met een subsidie voor Centrum inclusieve kinderopvang;
- 4° de subsidie voor structurele inclusieve kinderopvang kan niet gecombineerd worden met de subsidie voor Centrum inclusieve kinderopvang binnen dezelfde zorgregio;
- 5° het aantal subsidieerbare kinderopvangplaatsen met een subsidie voor structurele inclusieve kinderopvang is nooit hoger dan het aantal subsidieerbare kinderopvangplaatsen vanuit het trappensysteem.

De subsidies voor kinderopvang met flexibele openingstijden worden op de volgende wijze toegekend:

- 1° de subsidie flexibele groepsopvang kan toegekend worden als de organisator een basissubsidie heeft. Het aantal subsidieerbare kinderopvangplaatsen met een subsidie flexibele groepsopvang kan nooit hoger zijn dan het aantal subsidieerbare kinderopvangplaatsen met een basissubsidie;
- 2° de subsidie flexibele gezinsopvang en de subsidie flexibele urenpakketten groepsopvang kunnen toegekend worden als de organisator ze inzet in een kinderopvanglocatie die een subsidie voor inkomenstarief heeft.”

- f. Wat is het (gebruikelijke) compensatiemechanisme voor de betrokken diensten? Vermeld daarbij ook het gebruikte steuninstrument (rechtstreekse subsidie, garantie, enz.) en geef aan of een methode op basis van kostentoe rekening dan wel de Net Avoided Cost-methode wordt toegepast.

De bedragen worden bepaald op basis van de kosten die de organisator heeft voor de realisatie van de specifieke dienstverlening.

De hoogte van de betaalde subsidiebedragen zijn met andere woorden afhankelijk van een aantal concrete parameters, die bepalend zijn voor de kosten waarmee de organisator geconfronteerd wordt, zoals het aantal kinderopvangprestaties dat de organisator levert, de gemiddelde leeftijd van de tewerkgestelde mensen aangezien dit ook een bepalende factor van de kosten uitmaakt.

Daarnaast legt de regelgeving een aantal kwantitatieve voorwaarden op die behaald moeten worden, waardoor de organisator in principe niet te veel subsidie zal ontvangen als hij die voorwaarden naleeft (vb. opvangen van een bepaald aandeel kinderen uit kwetsbare gezinnen, een bezetting halen van minstens 80%, minimale openingsduur per dag en per jaar, een bepaald prijssysteem hanteren ten aanzien van de ouders,...) (die voorwaarden zijn te vinden onder rubriek a, bij de opgesomde artikels/bepalingen betreffende de specifieke dienstverlening per subsidie)

“Art. 11. De basissubsidie voor gezinsopvang bedraagt 267,30 euro per gesubsidieerde kinderopvangplaats per kalenderjaar.

Art. 12. De basissubsidie voor groepsopvang bedraagt 578,37 euro per gesubsidieerde kinderopvangplaats per kalenderjaar.

Art. 13. Het bedrag, vermeld in artikel 11 en 12, wordt verhoudingsgewijs verminderd voor een gesubsidieerde kinderopvangplaats die geen volledig kalenderjaar toegekend wordt.

De minister bepaalt de nadere regels voor de berekening van die verhouding.”

“Art. 17. De subsidie voor inkomenstarief voor gezinsopvang is opgebouwd uit:

1° een deel op basis van kinderopvangprestaties;

2° een deel op basis van de leeftijd van de verantwoordelijken en van de medewerkers die in de kinderopvanglocatie instaan voor de systematische ondersteuning van de verantwoordelijke en die voldoen aan de voorwaarden over de kennis van het Nederlands en over de kwalificatie waaraan de verantwoordelijke moet voldoen.

Het deel op basis van kinderopvangprestaties, vermeld in het eerste lid, 1°, wordt als volgt berekend:

1° de subsidie bedraagt 21,90 euro voor een kinderopvangprestatie die vijf tot elf uur duurt, en bedraagt 60% van dat bedrag voor een kinderopvangprestatie die minder dan vijf uur duurt;

2° alle kinderopvangprestaties van elke kinderopvanglocatie gezinsopvang uit de subsidiegroep die voldoet aan de voorwaarden, vermeld in artikel 20 tot en met 36, tellen mee, met uitzondering van de volgende kinderopvangprestaties:

a) de kinderopvangprestaties 's nachts;

b) de kinderopvangprestaties voor de kinderen die tot het thuismilieu van de kinderbegeleider gezinsopvang behoren, en voor wie de kinderbegeleider de verantwoordelijkheid draagt;

c) de kinderopvangprestaties waarvoor de organisator ervoor kiest om niet met het systeem inkomenstarief te werken als vermeld in artikel 27, tweede lid;

3° er worden niet meer kinderopvangprestaties gesubsidieerd dan 120% van het aantal gesubsidieerde kinderopvangplaatsen, vermenigvuldigd met het minimum aantal verplichte openingsdagen, vermeld in artikel 14. Voor de berekening van dat percentage tellen kinderopvangprestaties die vijf tot elf uur duren, mee voor 100%, en kinderopvangprestaties die minder dan vijf uur duren, voor 60%.

Het deel op basis van de leeftijd van de personen, vermeld in het eerste lid, 2°, wordt als volgt berekend:

1° de subsidie bedraagt 431,42 euro per gesubsidieerde kinderopvangplaats per kalenderjaar als de gemiddelde leeftijd van die personen twintig jaar is;

2° voor elk jaar boven op de gemiddelde leeftijd van twintig jaar wordt de subsidie verhoogd met 7,42 euro per gesubsidieerde kinderopvangplaats, tot maximaal een gemiddelde leeftijd van zestig jaar;

3° de gemiddelde leeftijd wordt berekend op basis van alle leeftijden en de werkregeling van deze personen.

De minister bepaalt de nadere regels, onder meer op welke wijze de verantwoordelijken en de medewerkers, vermeld in het eerste lid, 2°, meetellen voor de berekening van de gemiddelde leeftijd en hoe hun werkregeling in rekening gebracht wordt.

Art. 18. De subsidie voor inkomenstarief voor groepsopvang is opgebouwd uit:

1° een deel op basis van kinderopvangprestaties;

2° een deel op basis van de leeftijd van de kinderbegeleiders, van de verantwoordelijken en van de medewerkers die in de kinderopvanglocatie instaan voor de systematische ondersteuning van de verantwoordelijke en die voldoen aan de voorwaarden over de kennis van het Nederlands en over de kwalificatie waaraan de verantwoordelijke moet voldoen.

Het deel op basis van kinderopvangprestaties, vermeld in het eerste lid, 1°, wordt als volgt berekend:

1° de subsidie bedraagt 23,37 euro voor een kinderopvangprestatie die vijf tot elf uur duurt, en bedraagt 60% van dat bedrag voor een kinderopvangprestatie die minder dan vijf uur duurt;

2° alle kinderopvangprestaties, met uitzondering van kinderopvangprestaties 's nachts, van elke kinderopvanglocatie groepsopvang uit de subsidiegroep die voldoet aan de voorwaarden, vermeld in artikel 20 tot en met 36, tellen mee;

3° er worden niet meer kinderopvangprestaties gesubsidieerd dan 120% van het aantal gesubsidieerde kinderopvangplaatsen, vermenigvuldigd met het minimum aantal verplichte openingsdagen, vermeld in artikel 14. Voor de berekening van dat percentage tellen kinderopvangprestaties die vijf tot elf uur duren, mee voor 100%, en kinderopvangprestaties die minder dan vijf uur duren, voor 60%.

Het deel op basis van de leeftijd van de personen, vermeld in het eerste lid, 2°, wordt als volgt berekend:

1° de subsidie bedraagt 5529,66 euro per gesubsidieerde kinderopvangplaats per kalenderjaar als de gemiddelde leeftijd van deze personen twintig jaar is;

2° voor elk jaar boven op de gemiddelde leeftijd van twintig jaar wordt de subsidie verhoogd met 96,76 euro per gesubsidieerde kinderopvangplaats, tot maximaal een gemiddelde leeftijd van zestig jaar;

3° de gemiddelde leeftijd wordt berekend op basis van alle leeftijden en de werkregeling van deze personen.

De minister bepaalt de nadere regels, onder meer op welke wijze de verantwoordelijken, de kinderbegeleiders en de medewerkers, vermeld in het eerste lid, 2°, meetellen voor de berekening van de gemiddelde leeftijd en hoe hun werkregeling in rekening gebracht wordt.

Art. 19. Het bedrag van de subsidie, vermeld in artikel 17 en 18, wordt verrekend met het inkomenstarief, vermeld in artikel 28, in verhouding tot het aantal kinderopvangplaatsen met een subsidie voor inkomenstarief als vermeld in artikel 17 en 18.

Er is geen verrekening met:

1° een eventueel bijkomend tarief als vermeld in artikel 31;

2° het inkomenstarief, betaald voor afwezigheidsdagen die niet gerechtvaardigd zijn.

De minister bepaalt de nadere regels voor de verrekening."

“Art. 37. De plussubsidie voor gezinsopvang en groepsopvang bedraagt 647,50 euro per gesubsidieerde kinderopvangplaats per kalenderjaar.”

“Art. 40/1. De subsidie flexibele gezinsopvang bedraagt:

1° per kinderopvangprestatie op flexibele openingstijden met een maximum van één subsidie per kind per dag: 2,87 euro;

2° per gesubsidieerde kinderopvangplaats met een subsidie voor inkomenstarief per kalenderjaar: 10,75 euro.

Bovendien bedraagt de subsidie, vermeld in artikel 17, tweede lid, 1°, 160% van dat bedrag voor een kinderopvangprestatie die langer dan elf uur duurt of voor een kinderopvangprestatie 's nachts. In afwijking van artikel 17, tweede lid, 2°, tellen alle kinderopvangprestaties mee, met inbegrip van kinderopvangprestaties 's nachts.

Als binnen de perken van de daarvoor vastgelegde kredieten binnen de begroting nog budget overblijft na de betaling van de subsidie flexibele gezinsopvang per kinderopvangprestatie, vermeld in het eerste lid, 1°, en na de betaling van de subsidie flexibele gezinsopvang per gesubsidieerde kinderopvangplaats, vermeld in het eerste lid, 2°, wordt dit resterende budget als volgt verdeeld:

1° het bedrag per kinderopvangprestatie, vermeld in het eerste lid, 1°, wordt verhoogd met maximaal 0,50 euro;

2° als er nog budget overblijft na de betaling van de vergoeding, vermeld in punt 1°, wordt het bedrag per gesubsidieerde kinderopvangplaats verhoogd met maximaal 2 euro;

3° als er nog budget overblijft na de betaling van de vergoedingen, vermeld in punt 1° en 2°, wordt het bedrag per kinderopvangprestatie verder verhoogd met wat mogelijk is op basis van het resterende budget.”

“Art. 40/5. De subsidie flexibele groepsopvang bedraagt 113,64 euro per gesubsidieerde kinderopvangplaats per kalenderjaar.”

“Art. 40/7. De subsidie flexibele urenpakketten groepsopvang bedraagt 2660,41 euro per urenpakket.

In afwijking van artikel 17, tweede lid, 2°, tellen alle kinderopvangprestaties mee, met inbegrip van de kinderopvangprestaties 's nachts.”

“Art. 41. De subsidie voor individuele inclusieve kinderopvang voor gezinsopvang en groepsopvang bedraagt 9,54 euro per kinderopvangprestatie van een kind met een specifieke zorgbehoefte.”

“Art. 45. De subsidie voor structurele inclusieve kinderopvang voor gezinsopvang en groepsopvang bedraagt 2891,49 euro per gesubsidieerde kinderopvangplaats per kalenderjaar.

Per subsidiegroep komt maximaal een derde van het aantal vergunde kinderopvangplaatsen in aanmerking voor die subsidie.

Art. 46. Het bedrag, vermeld in artikel 45, wordt verhoudingsgewijs verminderd als de subsidieerbare kinderopvangplaats geen volledig kalenderjaar wordt toegekend.

De minister bepaalt de nadere regels voor de berekening van die verhouding.”

“Art. 50/1. De subsidie voor Centrum inclusieve kinderopvang bedraagt 32.845 euro per kalenderjaar, en wordt verhoudingsgewijs verminderd als het Centrum voor inclusieve kinderopvang geen volledig kalenderjaar werkt.”

g. Nadere informatie over de (gebruikelijke) regelingen om overcompensatie te vermijden en terug te betalen.

De regelgeving heeft in de praktijk verschillende mechanismes voorzien:

- bij minder geleverde prestaties, zal door Kind en Gezin minder subsidie uitbetaald worden aangezien een deel van de subsidie gebaseerd is op de effectieve prestaties die men geleverd heeft (aantal kinderen dat men opvangt)
- in het jaar na de betaling van de subsidies wordt de bezetting van het voorgaande jaar berekend en zal Kind en Gezin nagaan of de andere voorwaarden werden nageleefd. Is dat niet het geval, dan kan Kind en Gezin de te veel betaalde subsidie voor het voorgaande jaar terugvorderen op basis van het Handhavingsbesluit van 11 december 2015 (het besluit van de Vlaamse regering van 11/12/2015 over de maatregelen rond handhaving voor kinderopvang van baby's en peuters)
- elk jaar op 1 januari moet een organisator de leeftijden doorgeven van het personeel, waardoor de gemiddelde leeftijd steeds up to date is en de subsidiecomponent die daarop gebaseerd is steeds daarmee in verhouding is. Zo wordt ook overcompensatie vermeden.

Daarnaast zijn er een aantal verplichtingen in hoofde van de organisatoren waardoor controles zouden zichtbaar maken als er ondanks de hogere mechanismes toch nog sprake is van overcompensatie:

Art 4 en 5 van het Subsidiebesluit

“Art. 4. De organisator maakt jaarlijks een begroting op met een overzicht van de voorzienbare inkomsten en de geraamde uitgaven voor de van toepassing zijnde specifieke dienstverlening, vermeld in dit besluit.

De organisator hanteert een boekhouding die inkomsten en uitgaven die verband houden met de activiteiten van kinderopvang, voor de toerekening van de kosten en inkomsten, transparant afzondert.

Art. 5. De organisator kan op in dit artikel beschreven wijze reserves opbouwen met de subsidies, vermeld in dit besluit

Art 7 van het Handhavingsbesluit

“Art. 7. Kind en Gezin beslist tot terugvordering van de subsidie overeenkomstig artikel 57 van het Rekendecreet, artikel 13 van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof, en artikel 18 van het besluit van de Vlaamse Regering van 8 november 2013 betreffende de algemene regels inzake subsidiëring.”

h. Geeft u kort aan hoe de transparantievereisten (zie artikel 7 van het DAEB-besluit van 2012) voor de steun van meer dan 15 miljoen EUR aan ondernemingen die ook activiteiten heeft buiten de DAEB worden nageleefd. Gelieve in uw antwoord ook een aantal relevante voorbeelden van voor dit doel gepubliceerde informatie te geven (bv links naar websites of andere referenties) , aan te geven of u een centrale website heeft waarop u deze informatie voor alle betrokken steunmaatregelen in uw lidstaat publiceert (en zo ja , de link naar deze website te geven) of uit te leggen of en hoe de publicatie plaats vindt op het niveau waarop de steun wordt verleend (bv centraal, regionaal of lokaal niveau)

Er is een website in België waarop alle steun van de overheid die aan de vereiste van artikel 7 voldoet, gepubliceerd wordt. Link naar website:

Daarnaast zal Kind en Gezin (het bevoegde agentschap) deze informatie op de eigen website publiceren wat betreft de subsidies aan organisatoren voor kinderopvang in Vlaanderen. Link naar de website: <http://www.kindengezin.be/cijfers-en-rapporten/rapporten/kinderopvang/babys-en-peuters/#Transparantie-Europa>

Tot slot werkt Vlaanderen aan een subsidieregister waarin alle subsidies van Vlaanderen gebundeld worden, ongeacht de bedragen. Die is echter nog in opbouw.

i. Totaalbedrag van de toegekende steun. Dit omvat alle op uw grondgebied betaalde steun, ook die van regionale en lokale overheden.

De Vlaamse overheid, meer bepaald voor kinderopvang het IVA Kind en Gezin, heeft geen zicht op bedragen van steun door federale overheid en lokale overheden.

Nieuwe cijfers voor 2016 en 2017:

	2016	2017
Totaal toegekende subsidie (zonder mindering inkomenstarief)	543.638.103	553.355.837

j. Aanvullende kwantitatieve gegevens (bijv. aantal begunstigden per sector, gemiddeld steunbedrag, omvang van de ondernemingen)

In 2016 waren er 1326 organisatoren met subsidies

In 2017 waren er 1353 organisatoren met subsidies.

Overige vragen

Geen

Beleidsdomein Werk en Sociale Economie

Hieronder volgt een rapportering op basis art. 9 van het DAEB Besluit van 20 december 2011 voor het Vlaamse beleidsdomein Werk en Sociale Economie (WSE).

In de periode 2016-2017 waren er binnen het beleidsdomein WSE **6 maatregelen operationeel die gebaseerd zijn op het DAEB Besluit**. Het gaat specifiek over de volgende maatregelen:

- ondersteuningsorgaan Sociale Economie,
- het verstrekken van beroepstechnische ondernemerschapopleidingen toegewezen door Syntra Vlaanderen,
- activiteitencoöperaties,
- lokale diensteneconomie,
- begeleiding tijdens tijdelijke werkervaring (vanaf 01/01/2017) en
- 6 ESF-oproepen inzake sociale inclusie en armoedebestrijding, o.a projecten in kader het begeleiden van maatschappelijk kwetsbare groepen.

Hieronder volgt een beknopte algemene beschrijving van deze maatregelen binnen het beleidsdomein WSE, met inbegrip van hun algemene kenmerken.

1. Beschrijving van de toepassing van het DAEB-besluit

De maatregelen ondersteuningsorgaan sociale economie en beroepstechnische ondernemerschapopleidingen vallen onder punt 5) andere DAEB-compensaties van maximaal 15 miljoen Euro (art. 2 lid 1 onder a)).

De maatregel activiteitencoöperaties, lokale diensteneconomie (deel WSE), begeleiding tijdens tijdelijke werkervaring en ESF-oproepen vallen onder punt 2) sociale diensten, c) toegang tot de arbeidsmarkt en herintreding (art. 2 lid 1 onder c)).

De Vlaamse Overheid heeft voor elk van deze maatregelen bepaald dat het een dienstverlening is die de samenleving ten goede komt en dat deze diensten op een hoogstaande en kwalitatieve wijze worden aangeboden.

De uitvoerders van deze diensten ontvangen een mandaat van de Vlaamse Overheid indien ze aan de vooropgestelde voorwaarden voldoen; dit is voorzien in de bijhorende regelgeving. Deze voorwaarden zijn evenredig en niet-discriminatoir, en hebben betrekking op de eisen inzake kwaliteit en uitvoering van de dienst. In een aantal gevallen kunnen de gemandateerde dienstverleners ook worden gekozen op basis van een openbare aanbestedingsprocedure of een open oproep.

De periode voor toewijzing varieert meestal meestal van 2 tot 6 jaar afhankelijk van de maatregel. Soms kunnen er ook kortlopende opdrachten worden toegewezen van 6 maanden tot 1 jaar. Voor de maatregel "begeleiding tijdens tijdelijke werkervaring" zijn de mandaten toegekend op 10 jaar aan de OCMW's. In geen enkele maatregel, worden er uitsluitende of bijzondere rechten toegekend.

Het **compensatiemechanisme** op basis waarvan de subsidies worden toegekend, varieert ook tussen de verschillende maatregelen. De prijs kan bepaald worden als gevolg van een

openbare aanbestedingsprocedure, in combinatie met vooraf bepaalde richtprijzen of kan een vast bedrag zijn dat op voorhand op basis van objectieve parameters is vastgesteld. Voor alle maatregelen geldt dat er controlemomenten zijn ingebouwd om na te gaan of de prijs en de parameters nog steeds in overeenstemming zijn en eventueel moeten worden aangepast voor een volgende periode. Daarnaast is er ook controle voorzien op de uitvoering en wanneer hierop misbruiken worden vastgesteld, worden de compensaties teruggevorderd.

Totaalbedrag van toegekende steun

Het totaalbedrag van de toegekende steun en het aantal mandaten varieert sterk per maatregel, zie onderstaande tabel

Maatregel	2016		2017	
	Bedrag	Mandaten	Bedrag	Mandaten
Tijdelijke werkervaring	/	/	€ 7.405.000,00	308
Ondersteuningsorgaan	€ 1.257.371,16	1	€ 605.586,94	1
Beroepstechnische ondernemersopleidingen	€ 1.793.861,62	129	€ 907.525,10	38
Activiteitencoöperaties	€ 750.000,00	5	€ 750.000,00	5
Lokale Diensteneconomie	€ 20.913.547,32	219	€ 22.290.941,85 ²	214
ESF	€ 504.000,00	12	€ 14.887.062,87	71
Totaal	€ 25.218.780,10€	/	€ 46.846.116,76€	/

2. Moeilijkheden bij de toepassing van het DAEB-besluit of de DAEB-kaderregeling

De basisprincipes inzake compensatie, berekening kosten en redelijke winst in de huidige DAEB regelgeving zijn geschreven vanuit een economische logica die hoofdzakelijk toepasbaar is voor economische dienstverleningen, inzake netwerkindustrieën of vergelijkbare sectoren. Dit toepassen op de dienstverlening en subsidiëring in het kader van Werk en Sociale Economie is moeilijker en zeker niet in alle aspecten toepasbaar.

Werken met begrippen als redelijke winst, rendement op kapitaal of andere winstgevendheidsindicatoren en swaprentes passen in een bedrijfscontext, maar zijn niet zomaar in te passen bij bijvoorbeeld de subsidiëring van opleidingen, herintredingsmaatregelen voor werkzoekenden of dienstverleningen waarbij het sociale karakter primeert en waarbij het verwerven van winst niet altijd een doel is. Als er vergoedingen worden bepaald voor het uitvoeren van een dienstverlening, wordt dit veelal bepaald op verwachte kosten maar zonder rekening te houden met een redelijke winstpercentage. Het toepassen van redelijke winst in een dergelijke context roept vooral veel vragen en onduidelijkheden op bij zowel beleidsmakers als bij de dienstverleners op het terrein.

De controle op de uitvoering van een publieke opdracht en de daarvoor gebruikte financiële middelen is vanzelfsprekend belangrijk, maar de manier waarop de huidige DAEB-regels zijn opgesteld zijn in de praktijk niet werkbaar als er zeer groot aantal dienstverleners voor een bepaalde maatregel een mandaat krijgen toegewezen. De administratieve last die momenteel

² Wegens veranderingen in de regelgeving lokale diensteneconomie, is het bedrag voor 2017 niet vergelijkbaar met het bedrag voor 2016.

wordt opgelegd binnen de DAEB regelgeving is zeker voor kleinere maatregelen (<15 miljoen euro) zwaar en vereist een extra overheidsinvestering die niet proportioneel is.

Om er voor te zorgen dat de financiering van dienstverleners in het kader van meer sociale DAEB's in de toekomst op een correcte en rechtszekere wijze gewaarborgd blijft, is het een noodzaak om de DAEB-regelgeving in dit opzicht te herschrijven en rekening te houden met de eigenheid van diverse dienstverleners. Momenteel is er op het terrein en in de praktijk veelal sprake van een onduidelijkheid die naar best vermogen wordt ingevuld, maar zonder enige juridische zekerheid.

3. Klachten van derden
Nihil
4. Diversen
Nihil

Beleidsdomein Omgeving

Deelrapporteringen

1° Energie

2° Tweedehands markt

3° Milieu- en natuurbeheer

1° Energie

Totale DAEB-overheidsuitgaven, uitgesplitst naar rechtsgrondslag (miljoen EUR)

	2016	2017
Compensatie voor diensten van algemeen economisch belang (1+2)	165	166,5
1) Compensatie op grond van het DAEB-besluit	165	166,5
2) Compensatie op grond van de DAEB-kaderregeling	/	/

Facultatief: Indien uw lidstaat geen staatssteun heeft verleend voor het verrichten van DAEB's in bepaalde sectoren op basis van het DAEB-besluit of de DAEB- kaderregeling, zou informatie over andere instrumenten die het beheer van DAEB's garanderen, bijzonder nuttig zijn. Geef, voor zover beschikbaar, een korte beschrijving van die instrumenten (bv. rechtstreekse steun aan gebruikers, compensatie die voldoet aan alle vier de Altmark-criteria, de-minimissteun voor DAEB's, ...) en geef aan in welke sectoren er gebruik van wordt gemaakt.

De ondersteuning van de productie en afname van elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen (HE) en warmtekrachtkoppeling (WKK) in Vlaanderen door middel van het inleveren van steuncertificaten (quotumverplichting), is ingegeven door redenen van bescherming van het milieu, en berust bijgevolg niet op de toepassing van het DAEB-pakket, behoudens bepaalde begeleidingsmaatregelen die verder onder II worden aangehaald.

Het certificatenmechanisme werd bij besluit SA.46013 d.d. 16 februari 2018 door de Commissie gekwalificeerd als zijnde conforme staatssteun. In datzelfde besluit werd tevens, in het gedeelte betreffende de financiering, een aanzienlijke compensatieregeling voor de netbeheerders goedgekeurd (ten belope van in totaal 325 miljoen EUR in 2017, 152 miljoen in 2018, en 93 miljoen/jaar van 2019 tot en met 2021). Voormelde compensatieregeling heeft immers als doeleinde om op korte termijn tegemoet te komen aan het structurele overschot op de certificatenmarkt en alzo de werking van markt te herstellen. Deze maatregel ressorteert dus niet onder het DAEB-besluit of de DAEB-kaderregeling, maar werd door de Commissie goedgekeurd in het kader van het voormelde besluit omtrent de steunregeling zelf.

<p>Een duidelijke en volledige beschrijving van hoe de betrokken diensten in uw lidstaat zijn georganiseerd</p>
<p>Welk soort diensten is in uw lidstaat in de betrokken sector als DAEB aangemerkt? Geef een zo duidelijk mogelijke beschrijving van de inhoud van de als DAEB toegewezen diensten.</p>
<p>I. Minimumsteun: De als DAEB toegewezen diensten betreft de verplichting voor de netbeheerders om certificaten (zowel GSC als WKC) die hen aangeboden worden, op te kopen aan minimumsteun (conform artikelen 7.1.6 en 7.1.7 van het Energiedecreet). De netbeheerders moeten deze certificaten opkopen in uitvoering van een openbaredienstverplichting, die oorspronkelijk enkel bedoeld was als noodoplossing bij tijdelijke dalingen van de certificaatprijzen. Echter, door het overschot op de certificatenmarkt, en als gevolg daarvan de verstoorde werking van die markt, werd bij de netbeheerders een zeer groot kapitaal aan certificaten opgebouwd, waardoor zij ook de toenemende financiële kosten daarvan moesten dragen.</p> <p>Bron:</p> <p>https://codex.vlaanderen.be/PrintDocument.ashx?id=1028848&datum=&geannoteerd=false&print=false</p> <p>II. Energiehuizen: het begrip “<i>energiehuis</i>” wordt in het Energiebesluit gedefinieerd als “lokale entiteit, zoals vermeld in titel VIII van het Energiedecreet van 8 mei 2009, en instantie die op het niveau van één of meerdere gemeenten hetzij als kredietbemiddelaar, hetzij als kredietgever energiediensten gericht op energiebesparende investeringen aanbiedt aan de klant, en die in hoedanigheid van kredietgever en kredietbemiddelaar aan de volgende voorwaarden voldoet:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) over rechtspersoonlijkheid beschikken; b) over de nodige expertise en kritische capaciteit beschikken op technisch, juridisch, financieel en boekhoudkundig vlak; c) kunnen werken volgens het derde investeerderprincipe en fungeren als lokale ESCO in het kader van de financiering van tussenkomsten voor de doelgroep; d) de sociale begeleiding van de doelgroep kunnen garanderen.”. <p>Op grond van artikel 8.2.2, §1 van het Energiedecreet van 8 mei 2009 kan de Vlaamse Regering leningen verstrekken ter ondersteuning van investeringen in het kader van de bevordering van het rationeel energiegebruik door onder meer via energiehuizen leningen aan eindafnemers te verstrekken voor de financiering van investeringen in privéwoningen die dienen als hoofdverblijfplaats. Op grond van artikel 8.2.2, §2 en §3 kunnen aan de energiehuizen vergoedingen worden toegekend en bepaalde schulden worden kwijtgescholden. Dit wordt nader uitgewerkt in hoofdstuk IX “<i>Energieneningen</i>” van titel VII van het Energiebesluit.</p> <p>Bronnen:</p> <p>https://codex.vlaanderen.be/PrintDocument.ashx?id=1028289&datum=&geannoteerd=false&print=false</p> <p>Binnen de beschikbare begrotingskredieten stelt het Vlaamse Gewest met een kredietlijn renteloze leningen ter beschikking van een energiehuis, waarmee een samenwerkingsovereenkomst (cf. infra vormen van toewijzing) werd afgesloten. De renteloze leningen zijn terugbetaalbaar op basis van het aflossingsgedeelte van de mensualiteiten die door de particulieren, niet-commerciële instellingen of coöperatieve vennootschappen aan het energiehuis verschuldigd zijn.</p> <p>Het energiehuis verstrekt leningen aan particulieren voor investeringen in woningen, aan niet-commerciële instellingen en coöperatieve vennootschappen. De door het energiehuis verstrekte leningen hebben een looptijd van ten hoogste zesennegentig maanden en zijn terugbetaalbaar via mensualiteiten waarvan de interestvoet 2% bedraagt.</p>
<p>Wat zijn de (gebruikelijke) vormen van toewijzing? Wanneer voor een bepaalde sector gebruik wordt gemaakt van standaardmodellen voor toewijzingen, gelieve die dan hierbij te voegen</p>

I. Via artikel 6.4.14/2 van het Energiebesluit is in een DAEB-vergoeding voor de distributienetbeheerders voorzien ter uitvoering van de hen op grond van artikel 7.1.6, §1 van het Energiedecreet van 8 mei 2009 voorziene openbare dienstverplichting. De kosten voor de openbare dienstverplichtingen, vermeld in artikel 7.1.6 van het Energiedecreet van 8 mei 2009 zijn immers een financiële openbare dienstverplichting voor de elektriciteitsdistributienetbeheerder of de beheerder van het plaatselijk vervoernet van elektriciteit. Dit is een dienst van algemeen economisch belang (DAEB). Een deel van het overschot en de kosten van de minimumsteunverplichting wordt in dit kader jaarlijks via DAEB-steun (met name gebaseerd op het Besluit 2012/21/EU) aangepakt.

II. Met het oog op het verstrekken van leningen ter ondersteuning van investeringen in het kader van de bevordering van het rationeel energieverbruik, kan de minister met een energiehuis, dat optreedt als kredietgever, als erkenning **een samenwerkingsovereenkomst** sluiten. Een energiehuis wordt door de gemeente voorgesteld, na overleg met het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, wat wordt aangetoond met een kopie van het verslag van de gemeenteraad en de OCMW-raad. Als de territoriale werking van een energiehuis zich situeert op het grondgebied van verschillende gemeenten, wordt het energiehuis voorgesteld door alle betrokken gemeenten, na overleg met de betrokken openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Het energiehuis verliest van rechtswege zijn erkenning zodra de voormelde samenwerkingsovereenkomst, met inachtneming van de in de overeenkomst bepaalde voorwaarden is beëindigd.

Gemiddelde periode (in jaren) waarvoor de DAEB is toegewezen en aandeel van de toewijzingen voor een periode van meer dan 10 jaar (in procenten) per sector.
Vermeld in welke sectoren DAEB's zijn toegewezen voor een periode van meer dan 10 jaar, en leg uit hoe die periode kan worden gerechtvaardigd.

I. Cf. artikel 6.4.14/2, §2 van het Energiebesluit: Voor de uitvoering van de openbare dienstverplichting, vermeld in artikel 7.1.6, § 1, van het Energiedecreet van 8 mei 2009, wordt **vanaf kalenderjaar 2016 en maximaal tot in het kalenderjaar 2026**, na aanvraag bij het Vlaams Energieagentschap, aan de elektriciteitsdistributienetbeheerders een vergoeding toegekend.

II. Het energiehuis kan de leningen uiterlijk tot en met **31 december 2018** verstrekken, tenzij het gaat om:
1° leningen aan particulieren die behoren tot de prioritaire doelgroep van de energieleningen;
2° leningen aan niet-commerciële instellingen en coöperatieve vennootschappen, en dit tot uiterlijk **31 december 2019**.

Worden (in de regel) **uitsluitende of bijzondere rechten** aan de ondernemingen toegekend?

I. en II. Niet van toepassing voor de periode 2016-2017.

Welke **steuninstrumenten** zijn gebruikt (rechtstreekse subsidies, garanties, enz.)?

I. Er is sprake van een **rechtstreekse subsidie** aan de elektriciteitsdistributienetbeheerders, na aanvraag bij het Vlaams Energieagentschap.

II. Het betreft een **rechtstreekse subsidie** aangezien aan de energiehuizen die een samenwerkingsovereenkomst hebben gesloten wordt, binnen de begrotingskredieten en **maximaal tot in het kalenderjaar 2027**, een trimesteriele vergoeding toegekend voor de personeels- en werkingsmiddelen. De totaliteit van de gecumuleerde vergoedingen kan voor elk energiehuis met toepassing van het **besluit 2012/21/EU** nooit meer bedragen dan 15 miljoen euro per jaar.

Wat is het gebruikelijke **compensatiemechanisme** voor de betrokken diensten? Geef aan of een methode op basis van kostentoe rekening dan wel de Net Avoided Cost-

methode wordt toegepast.
<p>I. Artikel 6.4.14/2, §2 van het Energiebesluit van 19 november 2010, stelt dat de vergoeding voor de groene stroomcertificaten die de elektriciteitsdistributienetbeheerders in portefeuille hebben wordt berekend op basis van de boekhoudkundige waarde van de groene stroomcertificaten in kwestie, met een maximale waarde van 93 euro per groene stroomcertificaat. Ten einde overcompensatie te vermijden wordt thans bepaald dat de vergoeding, ongeacht de boekhoudkundige waarde, niet hoger is dan de waarde die door de elektriciteitsdistributienetbeheerder op grond van artikel 7.1.6 van het Energiedecreet van 8 mei 2009 voor dat groene stroomcertificaat werd betaald met een absoluut plafond van 93 euro per groene stroomcertificaat. Voor warmte-krachtcertificaten geldt eenzelfde regeling, met een absoluut plafond van 31 euro per WKC. De compensatie verleend aan de netbeheerders is bijgevolg niet hoger dan hetgeen nodig is om de door de onderneming voor het beheer van de dienst gemaakte netto kosten te dekken (cf. ook vermijden van overcompensatie).</p> <p>II. De bedragen van de in het ontworpen artikel 7.9.3, §2 vermelde bruto-vergoedingen zijn gebaseerd op de vergoedingen die in 2009 werden vastgelegd en aan de lokale entiteiten werden uitbetaald, en die gebaseerd waren op een benchmark aangaande de kosten die hieromtrent door de markt inzake sociale kredietverlening werden gedragen. De voorgestelde bedragen betreffen de loutere historische indexatie van de in 2009 vastgestelde bedragen maar houden geen rekening met het feit dat ondertussen o.a. de looptijd van de leningen is verhoogd, waardoor ook de termijn van verplichte opvolging door de energiehuizen stijgt, inclusief de daarmee gepaard gaande personeels- en werkingskosten. Omdat deze vergoedingen dan ook niet volledig kostendekkend zijn, is er geen sprake van enige overcompensatie, als bedoeld in besluit 2012/21/EU.</p>
Gebruikelijke regelingen om overcompensatie te vermijden en terug te betalen.

<p>I. Cf. supra bij de beschrijving van het compensatiemechanisme.</p> <p>II. Artikel 11.1.6 van het Energiebesluit bepaalt dat het Vlaams Energieagentschap op elk moment bij de energiehuizen alle inlichtingen en gegevens kan opvragen die nodig zijn voor de uitvoering van de controle op de toepassing van de vergoedingsregeling, vermeld in artikel 7.9.3.</p> <p>Als het Vlaams Energieagentschap vaststelt dat een energiehuis niet aan de voorwaarden, vermeld in de samenwerkingsovereenkomst, voldoet, of indien wordt vastgesteld dat de op grond van artikel 7.9.3, § 2 uitgekeerde bedragen hoger zijn dan hetgeen nodig is ter dekking van de netto kosten van de personeels- en werkingsmiddelen waarvoor op grond van artikel 7.9.3 een tegemoetkoming wordt verleend, dan worden de eventueel onterecht uitgekeerde vergoedingen teruggevorderd.</p> <p>Het Vlaams Energieagentschap houdt tot tien jaar na afloop van de verplichting, vermeld in deze afdeling, alle gegevens bij die noodzakelijk zijn om vast te stellen of de verleende vergoeding verenigbaar is met het besluit 2012/21/EU verenigbaar is en houdt die gegevens ter beschikking van de Europese Commissie.</p>
<p>Geef kort aan hoe de transparantievereisten worden nageleefd (zie artikel 7 van het DAEB-besluit van 2012) voor steun van meer dan 15 miljoen EUR aan ondernemingen die ook activiteiten hebben buiten de DAEB. Geef in uw antwoord ook een aantal relevante voorbeelden van voor dit doel gepubliceerde informatie (bv. links naar websites of andere referenties), geef aan of u een centrale website heeft waarop u die informatie voor alle betrokken steunmaatregelen in uw lidstaat publiceert (en zo ja, de link naar die website te geven) of licht toe of en hoe de publicatie plaatsvindt op het niveau waarop de steun wordt verleend (bv. op centraal, regionaal of lokaal niveau).</p>

I. en II. Er is geen sprake van een compensatie van meer dan 15 miljoen euro die wordt verleend aan een onderneming die ook activiteiten heeft buiten de dienst van algemeen economisch belang (cf. supra).

Bedrag van de verleende steun	
Totaalbedrag van de verleende steun (in miljoen EUR). Dit omvat alle op uw grondgebied verleende steun, inclusief de door regionale en lokale overheden verleende steun. (A+B+C)	
2016	2017
165	166,5
A: Door de nationale centrale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)	
2016	2017
/	/
B: Door de regionale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)	
2016	2017
165	166,5
C: Door de lokale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)	
2016	2017
/	/
Aandeel van de uitgaven per steuninstrument (rechtstreekse subsidie, garanties, enz.) (indien beschikbaar)	
2016	2017
/	/

Aanvullende kwantitatieve gegevens (bijv. aantal begunstigden per sector, gemiddeld steunbedrag, omvang van de ondernemingen)

2016	2017
15 distributiemaatschappijen voor telkens een bedrag van 15 miljoen euro	15 distributiemaatschappijen voor telkens een bedrag van 15 miljoen euro 1,5 miljoen euro voor de energiehuizen

2° Tweede handsmarkt (kringloopcentra)

Totale DAEB-uitgaven opgesplitst naar rechtsgrondslag (miljoen EUR)		
	2016	2017
Compensatie voor diensten van algemeen economisch belang (1+2)	808.000,00 euro.	808.000,00 euro
1) Compensatie op grond van het DAEB-besluit	808.000,00 euro	808.000,00 euro
2) Compensatie op grond van de DAEB- kaderregeling	0,00 euro	0,00 euro

Een duidelijke en volledige beschrijving van hoe de betrokken diensten in uw lidstaat zijn georganiseerd

Welk soort diensten is in uw lidstaat in de betrokken sector als DAEB aangemerkt? Geef een zo duidelijk mogelijke beschrijving van de inhoud van de als DAEB toegewezen diensten.

De kringloopcentra zorgen voor de inzameling, de sortering en de verloop van herbruikbare goederen. Ze streven naar een maximaal producthergebruik van de ingezamelde goederen en dragen zo zorg voor het milieu.

Wat zijn de (gebruikelijke) vormen van toewijzing? Wanneer voor een bepaalde sector gebruik wordt gemaakt van standaardmodellen voor toewijzingen, gelieve die dan hierbij te voegen.

De toewijzing gebeurt op basis van een erkenning door de Vlaams overheid. Om erkend te worden, moet een kringloopcentrum voldoen aan de volgende erkenningsvoorwaarden:

1° het kringloopcentrum combineert ten minste de volgende drie doelstellingen, die opgenomen zijn in de statuten van de rechtspersoon \:

a) de zorg voor het milieu door maximaal producthergebruik na te streven van de ingezamelde goederen;

b) tewerkstelling voor personen met arbeidsbeperkingen en voor personen met afstand tot reguliere arbeidsmarkt ontwikkelen en waarborgen;

c) in geval van verenigingen, het niet toekennen van vermogensvoordeel aan de leden; in geval van vennootschappen mag het beperkte rechtstreekse vermogensvoordeel dat de vennootschap aan de vennoten uitkeert, niet hoger zijn dan de rentevoet die vastgesteld is door de koning ter uitvoering van de wet van 20 juli 1955 houdende instelling van een Nationale Raad voor de Coöperatie, toegepast op het werkelijk gestorte bedrag van de aandelen;

2° het kringloopcentrum heeft een rechtspersoonlijkheid die verenigbaar is met de onder punt 1° vermelde doelstellingen;

3° de natuurlijke personen die de vereniging of vennootschap kunnen verbinden, voldoen aan volgende voorwaarden :

a) hun burgerlijke en politieke rechten bezitten;

b) de laatste vijf jaar voorafgaand aan de aanvraag tot erkenning geen effectieve strafrechtelijke veroordeling hebben opgelopen voor een overtreding op de milieuwetgeving in België. Als het personen betreft die niet van Belgische nationaliteit zijn, mogen ze de milieuwetgeving niet overtreden hebben in de staat waarvan zij onderdaan zijn;

4° de maatschappelijke zetel van het kringloopcentrum bevindt zich in een gemeente die in het Vlaamse Gewest ligt. De zetel kan niet overgebracht worden naar een plaats buiten het Vlaamse Gewest;

5° het verzorgingsgebied omvat minstens 75 000 inwoners;

6° het kringloopcentrum organiseert de dienstverlening voor zowel de verkoop van de goederen als de inzameling van de goederen maximaal zodat alle burgers er vlot en klantvriendelijk gebruik van kunnen maken. Dat houdt in dat er voldoende winkel- en inzamelingspunten zijn, met ruime en gevarieerde openingsuren en dienstverlening;

7° de winkelpunten van het kringloopcentrum zijn voor iedereen toegankelijk en hebben ruime openingstijden. De winkelpunten beperken zich tot twee sluitingsdagen per week en zijn wekelijks minstens dertig uur open;

8° er wordt een representatief aanbod van herbruikbare goederen te koop aangeboden, al dan

niet per productgroep gespreid over verscheidene winkelpunten. Als er één winkelpunt is in het verzorgingsgebied, verkoopt dat winkelpunt minstens zes productgroepen. Als er meerdere winkelpunten zijn in het verzorgingsgebied, verkopen die samen minstens zes productgroepen. Onder productgroepen wordt verstaan :

- a) elektrische en elektronische apparaten;
- b) textiel;
- c) meubelen;
- d) vrijetijdsartikelen;
- e) huisraad;
- f) diverse artikelen.

Tijdens de duur van de erkenning moet het kringloopcentrum de volgende voorwaarden naleven :
1° het kringloopcentrum is verplicht om elke wijziging van zijn statuten en formele wijziging van de administratieve gegevens onmiddellijk met een aangetekende brief aan de OVAM mee te delen, zoals onder meer :

- a) naam, rechtsvorm, zetel en ondernemingsnummer van de houder;
- b) woonplaats, adres of fax- en telefoonnummer van de houder en in voorkomend geval van de maatschappelijke zetel en de administratieve of exploitatiezetel of van de standplaats binnen het Vlaamse Gewest;

2° het kringloopcentrum beperkt zijn inzamelactiviteiten en het openhouden van winkelpunten tot de gemeenten die behoren tot zijn verzorgingsgebied zoals vastgelegd in de erkenning. In gemeenten die niet behoren tot zijn verzorgingsgebied, zal het kringloopcentrum alleen een inzameling van herbruikbare goederen organiseren of in zijn opdracht doen organiseren in overeenstemming met het erkende kringloopcentrum waartoe die gemeenten overeenkomstig zijn erkenning behoren;

3° het kringloopcentrum moet op eenvoudig verzoek van de OVAM medewerking verlenen aan sensibiliserings- en informatiecampagnes die door de OVAM worden opgezet;

4° binnen de door de OVAM gestelde termijnen bezorgt het kringloopcentrum jaarlijks de door de OVAM gevraagde gegevens van het voorgaande jaar. Wijzigingen in het erkenningsdossier worden onmiddellijk aan de OVAM gemeld.

De aanvraag tot erkenning als kringloopcentrum vermeldt :

- 1° de naam van de rechtspersoon die de aanvraag indient;
- 2° het adres, telefoonnummer, faxnummer, de contactpersoon en het e-mailadres van de maatschappelijke zetel of van de administratieve en exploitatiezetel(s) van het kringloopcentrum;
- 3° de voornaam en achternaam van de bestuurders of zaakvoerders en een afschrift van de oprichtingsakte en haar eventuele wijzigingen, zoals neergelegd op de griffie van de bevoegde rechtbank;

- 4° een gedetailleerd ondernemingsplan houdende de nauwkeurige beschrijving van de werking van het kringloopcentrum, het verzorgingsgebied, de inzamelorganisatie, de ophaalmiddelen, het aantal personeelsleden en hun kwalificaties, de openingstijden en een financieel plan met prognoses voor minstens de komende drie jaar;

De erkenningsaanvraag wordt bij de OVAM ingediend, bij voorkeur onder briefhoofd van de aanvrager, gedateerd en ondertekend door de aanvrager of in voorkomend geval door een natuurlijke persoon die de rechtspersoon kan verbinden. De OVAM onderzoekt de aanvraag daarna op haar volledigheid:

- a) als de aanvraag onvolledig wordt bevonden, dan wordt de aanvrager binnen veertien kalenderdagen na de indiening van de aanvraag hiervan door de OVAM schriftelijk in kennis gesteld, met vermelding van de inlichtingen en gegevens die ontbreken of nadere toelichting vereisen. Tot de datum van ontvangst van de ontbrekende informatie of nadere toelichting wordt de termijn opgeschort;

- b) als de aanvraag volledig wordt bevonden, dan wordt de aanvrager binnen veertien kalenderdagen na de indiening van de aanvraag door de OVAM met een aangetekende brief hiervan in kennis gesteld;

c) als de OVAM uiterlijk veertien kalenderdagen na de indiening van de aanvraag geen schriftelijke kennisgeving heeft verzonden aan de aanvrager, wordt de aanvraag geacht volledig te zijn;

Binnen een termijn van vier maanden, te rekenen vanaf de datum van verzending van de onder punt b), bedoelde brief, of, in voorkomend geval, vanaf de datum van het verstrijken van de onder punt c), bedoelde termijn, doet de OVAM uitspraak over de aanvraag.

Bron: <http://www.ejustice.just.fgov.be/eli/bsluit/2016/07/01/2016036135/justel>

Gemiddelde periode (in jaren) waarvoor de DAEB is toegewezen **en aandeel van de toewijzingen voor een periode van meer dan 10 jaar** (in procenten) per sector.

Vermeld in welke sectoren DAEB's zijn toegewezen voor een periode van meer dan 10 jaar, en leg uit hoe die periode kan worden gerechtvaardigd.

Sinds 22 augustus 2016 geldt de erkenning als kringloopcentrum voor onbepaalde duur. Sinds 2005 werken de kringloopcentra gestructureerd en ondertussen zijn de kringloopcentra stabiele, autonome en onafhankelijk bedrijven die al jaren voldoen aan de erkenningsvoorwaarden. Daarom is er gekozen om nu te werken met een erkenning voor onbepaalde duur. De resultaten en werking wordt nog jaarlijks gemonitord en de mogelijkheid bestaat om de erkenning in te trekken. Het doel om maximaal producthergebruik na te streven van de ingezamelde goederen is een permanent maatschappelijke zorg en hoeft niet in tijd ingeperkt te worden

Worden (in de regel) **uitsluitende of bijzondere rechten** aan de ondernemingen toegekend?

Het inzamelen, sorteren en verkopen van herbruikbare goederen is niet het exclusief terrein van de kringloopcentra. Om recht te hebben op de tegemoetkoming is erkenning als kringloopcentrum wel vereist.

Welke **steuninstrumenten** zijn gebruikt (rechtstreekse subsidies, garanties, enz.)?

Rechtstreekse subsidies

Wat is het gebruikelijke **compensatiemechanisme** voor de betrokken diensten? Geef aan of een methode op basis van kostentoerekening dan wel de Net Avoided Cost-methode wordt toegepast.

De tegemoetkoming wordt toegekend volgens een verdeling die gebaseerd is op de criteria verzorgingsgebied en gerealiseerd producthergebruik. Deze verdeling gebeurt als volgt:
1° Criterium Verzorgingsgebied: 0,06 euro per inwoner van het verzorgingsgebied of 0,09 euro per inwoner van het verzorgingsgebied als de bevolkingsdichtheid lager is dan het Vlaamse gemiddelde. Deze bedragen worden jaarlijks zonder voorafgaande mededeling aangepast op basis van de evolutie van de gezondheidsindex. Op basis van dit criterium wordt maximaal 50% van de totale subsidie toegekend.

2° Criterium Hergebruik: de totale beschikbare subsidie binnen de perken van de begrotingskredieten verminderd met de som van de bedragen die berekend zijn op basis van criterium verzorgingsgebied. Voor de toekenning van deze subsidie moeten de kringloopcentra voor 30 april van het lopende jaar rapporteren over de goederenstroom en het hergebruik van het voorgaande jaar..

De subsidie wordt toegekend voor de algemene werking van het kringloopcentrum met het oog op het verwezenlijken van de doelstelling 'zorg voor het milieu door maximaal productgebruik na te streven van de ingezamelde goederen'. Voor het criterium Verzorgingsgebied wordt gebruik gemaakt van een vast bedrag, dat geïndexeerd wordt, per inwoner van het verzorgingsgebied. Dit bedrag is lager dan wat nodig is ter dekking van de nettokosten van de uitvoering van de openbardienstverplichting, met inbegrip van een redelijke winst.

Voor het criterium Hergebruik wordt het overgebleven saldo (totale beschikbare subsidie verminderd met de som van de bedragen die berekend zijn op basis van criterium verzorgingsgebied) gedeeld door het totaal aantal kilogram hergebruik van het voorgaande jaar van alle erkende kringloopcentra. Door het bedrag van deze uitkering te linken aan een bestaand cijfer dat gecontroleerd wordt (kilogram hergebruik) wordt ook hier nooit meer uitbetaald dan wat nodig is ter dekking van de nettokosten van de uitvoering van de openbaredienstverplichting, met inbegrip van een redelijke winst.

Gebruikelijke regelingen om overcompensatie te vermijden en terug te betalen.

De OVAM kan een volledige of gedeeltelijke controle van het kringloopcentrum doorvoeren. Hierbij wordt nagegaan in welke mate het kringloopcentrum voldoet aan de subsidievoorwaarden, waaronder ook het niet overschrijden van het subsidiebedrag dan hetgeen nodig is ter dekking van de nettokosten van de uitvoering van de openbare dienstverplichting, met inbegrip van de redelijke winst. De cijfers die gebruikt worden voor de berekening van de subsidie volgens criterium hergebruik (kilogram hergebruik) worden jaarlijks gecontroleerd en goedgekeurd door de OVAM, in samenwerking met KOMOSIE (overkoepelend orgaan).

Daarenboven is er driejaarlijks een revisorencontrole op de rapportage die de kringloopcentra jaarlijks moeten indienen, waarbij ook de cijfers die gebruikt worden voor de subsidietoekenning worden gecontroleerd. Deze revisorencontrole behelt ook een controle op de jaarrekening en een financiële doorlichting.

De subsidies worden teruggevorderd overeenkomstig de vigerende bepalingen van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof.

Duidelijke en volledige beschrijving van hoe de betrokken diensten in uw lidstaat worden georganiseerd.

Welk soort diensten is in de betrokken sector in uw lidstaat aangemerkt als DAEB?

Geef u een zo duidelijk mogelijke beschrijving van de inhoud van de als DAEB toegewezen diensten

In uitvoering van het besluit van de Vlaamse Regering van 28 maart 2014 houdende toekenning van compensatie aan verschillende actoren voor milieugerelateerde taken, uitgevoerd door doelgroepwerknemers worden diensten door actoren (niet zijnde gemeenten), die verband houden met behoud van biodiversiteit, habitats en soorten vergoed.

Actoren (elke grondgebruiker, grondeigenaar, bosgroep, regionaal landschap of wildbeheereenheid) kunnen compensatie ontvangen voor natuurgebonden taken (groenjobs) die ze door doelgroepwerknemers laten uitvoeren en op voorwaarde dat de werkzaamheden betrekking hebben op de volgende soorten terreinen:

- 1° erkende natuurrezervaten als vermeld in artikel 32 tot en met 36 van het decreet van 21 oktober 1997 betreffende het natuurbehoud en het natuurlijk milieu;
- 2° natuurgebieden waarvoor de procedure voor erkenning conform artikel 32 tot en met 36 van het voormelde decreet niet is afgerond;
- 3° bossen waarin werkzaamheden worden uitgevoerd onder coördinatie van een bosgroep;
- 4° terreinen die toegankelijk zijn voor het publiek.

Deze regeling valt onder het toepassingsgebied van artikel 2.1.a en 2.1.c van het DAEB-besluit. Dit laatste dient te worden beschouwd als een afgeleide voor de sociale inclusie van kwetsbare groepen. In het luik "biodiversiteitsbeleid" van de ministeriële beleidsnota 2014-2019 wordt immers gesteld dat Vlaanderen maximaal dient in te zetten op samenwerking en integratie tussen beleidsvelden en sectoren met het oog op behoud en versterking van de biodiversiteit.

Doelgroepwerknemers zijn de werknemers, vermeld in:

- a) artikel 5 van het decreet van 14 juli 1998 inzake sociale werkplaatsen;
- b) artikel 79, § 1, van het decreet van 23 december 2005 houdende bepalingen tot begeleiding van de begroting 2006;
- c) artikel 2, 3°, van het decreet van 22 december 2006 houdende de lokale diensteneconomie.

De activiteiten die in aanmerking komen voor compensatie worden in hetzelfde besluit gespecificeerd.

Bron: <http://www.ejustice.just.fgov.be/eli/besluit/2014/03/28/2014202552/justel>

Wat zijn de (gebruikelijke) vormen van toewijzing? Wanneer voor een bepaalde sector standaardmodellen voor toewijzingen worden gebruikt, voeg deze dan hierbij.

Er wordt geen standaardmodel gebruikt. De ingediende aanvragen worden afgetoetst aan de voorwaarden van het besluit van de Vlaamse Regering van 28/03/2014. De aangevraagde compensatie wordt toegekend wanneer zij voldoet aan deze voorwaarden en er voldoende beschikbare kredieten zijn.

Gemiddelde periode (in jaren) waarvoor de DAEB wordt toegewezen en aandeel van de toewijzingen voor een periode van meer dan 10 jaar (in procenten) per sector.

Gelieve te vermelden in welke sectoren DAEB's zijn toegewezen voor een periode van meer dan 10 jaar en uit te leggen hoe deze periode kan worden gerechtvaardigd.

De duur waarvoor de DAEB wordt toegewezen aan een actor is 3 jaar, gekoppeld aan het indienen van een toetredingscontract en werkplannen. Er wordt geopteerd voor een periode van drie jaar om het werkveld de mogelijkheid te bieden flexibel in te spelen op het bereiken van natuurdoelen zoals de instandhoudingsdoelstellingen voor de speciale beschermingszones en de Europees te beschermen soorten of uitvoering van soortenbeschermingsprogramma's.

Worden (in de regel) uitsluitende of bijzondere rechten aan de ondernemingen toegekend?

Niet van toepassing.

Welke steuninstrumenten zijn gebruikt (rechtstreekse subsidies, garanties, enz.)?

Subsidies

Wat is het gebruikelijke compensatiemechanisme voor de betrokken diensten? Gelieve daarbij aan te geven of een methode op basis van kostentoe rekening dan de Net Avoided Cost-methode wordt toegepast.

Per takenpakket (= 600 uren) bedraagt de compensatie forfaitair 5.250 euro. De compensatie omvat alleen de vergoeding voor de taken die worden uitgevoerd door de doelgroepwerknemer.

Gebruikelijke regelingen om overcompensatie te vermijden en terug te betalen.

De compensatie omvat alleen de vergoeding voor de taken uitgevoerd door de doelgroepwerknemer. Ze kan niet worden gecombineerd met andere compensaties van de Vlaamse Overheid voor dezelfde taken.

De ministeriële besluiten die de compensaties toekennen bepalen systematisch dat de actor de verleende compensatie moet terugbetalen als de voorwaarden waaronder de compensatie werd verleend, niet werden nageleefd; de compensatie niet werd aangewend voor de doeleinden waarvoor ze werd verleend of het uitoefenen van controle door het Agentschap voor Natuur en Bos op het aanwenden van de compensatie wordt verhinderd.

Geeft u kort aan hoe de transparantievereisten (zie artikel 7 van het DAEB-besluit van 2012 voor steun van meer dan 15 miljoen EUR aan ondernemingen die ook activiteiten heeft buiten de DAEB) worden nageleefd. Gelieve in uw antwoord ook een aantal relevante voorbeelden van voor dit doel gepubliceerde informatie te geven (bv. links naar websites of andere referenties), aan te geven of u een centrale website heeft waarop u deze informatie voor alle betrokken steunmaatregelen in uw lidstaat publiceert (en zo ja, de link naar deze website te geven) of uit te leggen of en hoe de publicatie plaatsvindt op het niveau waarop de steun wordt verleend (bv. centraal, regionaal of lokaal niveau).

Niet van toepassing	
Bedrag van de toegekende steun	
Totaalbedrag van de verleende steun (in miljoen EUR) Dit omvat alle op uw grondgebied verleende steun, óók die van de regionale en lokale overheden. (A+B+C)	
2016	2017
A: Door de nationale centrale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)	
2016	2017
-	-
B: Door de regionale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)	
2016	2017
€ 1 185 989,34	Maximaal € 1 244 250 (saldi 2017 nog te evalueren tegen uiterlijk 1 juli conform BVR)
C: Door de lokale overheden betaald totaalbedrag van de steun (in miljoen EUR)	
2016	2017
Aandeel van de uitgaven per steuninstrument (rechtstreekse subsidie, garanties, enz.) (voor zover beschikbaar)	
2016	2017
Aanvullende kwantitatieve gegevens (bijv. aantal begunstigden per sector, gemiddeld steunbedrag, omvang van de ondernemingen)	
2016	2017
niet van toepassing	niet-beschikbaar

PARTNERSHIPOVEREENKOMST

TITEL

Tussen:

Actiris, Sterrenkundelaan 14 in 1210 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Grégor Chapelle, directeur-generaal, en mevrouw Caroline Mancel, adjunct-directeur-generaal, hierna "Actiris" genoemd

en:

Partner, adres in postcode Brussel, vertegenwoordigd door naam, functie, hierna "de partner" genoemd.

Overeenkomstig de ordonnantie van 18 januari 2001 houdende organisatie en werking van Actiris;

Overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 februari 2008 tot uitvoering van artikel 7 van de ordonnantie van 18 januari 2001 houdende organisatie en werking van Actiris, inzonderheid artikel 9, § 2;

Overeenkomstig de ordonnantie van 14 juli 2011 betreffende het gemengd beheer van de arbeidsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 juli 2012 houdende de uitvoering van de ordonnantie van 14 juli 2011 betreffende het gemengd beheer van de arbeidsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overeenkomstig het koninklijk besluit van 14 december 2015 tot wijziging van de artikelen 56 en 58 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering en tot invoeging van artikelen 36/1 tot 36/11, 56/1 tot 56/6 en 58/1 tot 58/12 in hetzelfde besluit;

Overeenkomstig de bepalingen van het Beheerscontract 2017-2022 tussen de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en Actiris;

Overeenkomstig het Beheerscontract 2017-2022 en het besluit van de Europese Commissie van 20 december 2011 betreffende de toepassing van artikel 106, lid 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op staatssteun in de vorm van compensatie voor de openbare dienst, verleend aan bepaalde met het beheer van diensten van algemeen economisch belang belaste ondernemingen wordt de toelage van Actiris in het kader van onderhavige overeenkomst toegekend in de vorm van compensatie voor de openbare dienst.

(Overeenkomstig het lastenboek opgesteld in het kader van de projectoproep 2017-2020 (nr. 2017/3/PO – BSD) betreffende begeleidingsacties voor specifieke doelgroepen, zoals goedgekeurd door het Beheerscomité van 7 juli 2016, hierna "het lastenboek" genoemd;)

Comment [GF1]: Adapter Selon type de projet

Overeenkomstig de beslissing van het Beheerscomité van Actiris van 7 juli 2016;

Overeenkomstig de beslissing van de Algemene Directie van Actiris van 9 december 2016;

Wordt het volgende overeengekomen:

Kleurcode: gegevens van de partner die voor elke partner moeten worden aangevuld (mailing)

Kleurcode: gegevens die de dienst Projecten & Kwaliteit of de Coördinatie van de Jobhuizen moet aanvullen

Kleurcode: financiële gegevens die de dienst Ondersteuning Partnerships moet aanvullen

Kleurcode tekst: definitieve tekst

Inhoudstafel

Artikel 1 : Voorwerp	4
Artikel 2 : Doel	4
Artikel 3 : Bepaling van het doelpubliek	4
Artikel 4 : Beschrijving van de actie	4
§1. Beschrijving van de actie	4
§2. Te realiseren acties.....	4
§3. Tussenkost van derden in de realisatie van de acties.....	5
§4. Kosteloosheid	5
§5. Lokalen en materiële middelen	5
§6. Personeel	5
Artikel 5 : Methodologie	5
Artikel 6 : Promotie van de actie	5
Artikel 7 : Begeleidingscomité.....	5
Artikel 8 : Actiris-Netwerk van Partners voor Werk	6
Artikel 9 : Uitwisseling van documenten en informatie	6
Artikel 10 : Subsidies	6
§1. Financiering volgens	6
§2. Maximum subsidiebedrag	7
§3. Effectief subsidiebedrag.....	7
§4. Storting van de subsidie.....	7
Artikel 11 : Terugbetaling van de subsidie	8
Artikel 12 : Jaarverslag	8
Artikel 13 : Controle van de realisaties en de resultaten	8
§1. Controle van de realisaties	8
§2. Controle van de resultaten	8
§3. Controle van de performanties	9
Artikel 14 : Duur	9
§1. Duur	9
§2. Vroegtijdige verbreking	9
Artikel 15 : Evaluatie	10
Artikel 16 : Geschillen.....	10

Artikel 1 : Voorwerp

Het voorwerp van deze overeenkomst is de bijzondere voorwaarden vast te stellen voor de uitvoering van de **acties XXXX** zoals gedefinieerd in het lastenboek van de projectoproep **XXXX**.

Naast de bepalingen van dit lastenboek zijn de partijen ertoe gehouden

- de voorstellen vermeld in het kandidaatsdossier en goedgekeurd door Actiris te respecteren.
- de voorwaarden vastgesteld in de huidige overeenkomst na te leven.
- de financiële gids te respecteren.
- de **NWP**-bijlage na te leven.

Artikel 2 : Doel

Voor het invullen (DPK): de algemene "strategische" doelstellingen, artikel dat gelijk is voor alle partners die zich met dezelfde maatregel bezighouden. Zie punt 1 van het lastenboek.

Het doel van de huidige overeenkomst is **XXXX**.

De realisatie van dit doel vereist een positieve benadering gericht op:

- **X**;

Artikel 3 : Bepaling van het doelpubliek

Voor het invullen (DPK): de gegevens hangen af van partner tot partner naargelang het kandidaatsdossier. Zie punten 2 en 3 van het lastenboek alsook het kandidaatsdossier.

Het door deze overeenkomst beoogde publiek bestaat uit:

- **XXXX**;

De werkzoekenden moeten overigens aan de volgende criteria beantwoorden:

- **geldig als niet-werkende werkzoekende bij Actiris ingeschreven zijn;**
- **in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wonen.**

De werkzoekende kan bovendien maar als doelpubliek in aanmerking worden genomen als de partner de juiste actie in het dossier van de werkzoekende heeft ingevoerd.

Artikel 4 : Beschrijving van de actie

§1. Beschrijving van de actie

Voor het invullen (DPK): hier komt de beschrijving van de actie van het lastenboek (gelijk voor alle partners).

XXXX

De methodes die worden aangewend om de actie te realiseren, zijn in het kandidaatsdossier gedetailleerd. Deze methodes berusten evenwel op de onderstaande principes:

XXXX

§2. Te realiseren acties

Voor het invullen (DPK): hier komt de beschrijving van de operationele doelen. Kan verschillen van partner tot partner. Zie kandidaatsdossier.

De partner verbindt zich ertoe om X te realiseren. Hij verbindt zich er tevens toe minstens X werkzoekenden per jaar te begeleiden.

§3. Tussenkomenst van derden in de realisatie van de acties of onderaanneming

De partner mag de door Actiris gefinancierde acties noch volledig noch gedeeltelijk uitbesteden.
De partner mag XXX voor de uitvoering van de door Actiris gefinancierde acties.

§4. Kosteloosheid

De acties die in het kader van deze overeenkomst worden uitgevoerd zijn volledig gratis voor de werkzoekende: er mag hem geen enkele rechtstreekse of onrechtstreekse bijdrage worden gevraagd.

§5. Lokalen en materiële middelen

De actie wordt georganiseerd in de lokalen bepaald in het kandidaatsdossier, meer bepaald in

«lieux_dactivité»

In geval van wijzigingen licht de partner Actiris hierover van tevoren in. Actiris behoudt zich het recht voor om te beoordelen of de nieuwe lokalen aan de voorwaarden van het lastenboek beantwoorden. Als dit niet zo is, is de partner verplicht om de nodige verbeteringen aan te brengen om de overeenkomst niet te verbreken.

§6. Personeel

Alle personen (m/v) die tot de uitvoering van de acties in dit lastenboek bijdragen, beschikken over geschikte en voldoende competenties om de doelgroep volgens de voorgestelde methodologie te begeleiden.

Artikel 5 : Methodologie

De partner verbindt zich ertoe om de uitvoering van de actie overeenkomstig de bepalingen in het kandidaatsdossier te respecteren voor de volledige duur van de overeenkomst.

De inhoud van het project mag tijdens de duur van de partnershipovereenkomst niet worden gewijzigd. De partner kan evenwel een uitdrukkelijke en met redenen omklede wijzigingsaanvraag bij Actiris indienen. Actiris behoudt zich het recht voor om na te gaan of deze wijzigingen met de bepalingen van het lastenboek overeenstemmen.

Artikel 6 : Promotie van de actie

De partner staat zelf in voor de bekendmaking en promotie van zijn acties bij het doelpubliek.

Hij vermeldt de steun van Actiris **en van het Europees Sociaal Fonds** door de logo's aan te brengen op het materiaal dat voor de gesubsidieerde actie wordt gebruikt. De te hanteren richtlijnen zijn uiteengezet in het vademeCOM.

De partner kan onder bepaalde voorwaarden ondersteuning voor zijn communicatieacties aanvragen bij Actiris. Die diensten, voorwaarden en werkwijzen zijn terug te vinden in het vademeCOM.

Het vademeCOM is als bijlage aan deze overeenkomst toegevoegd.

Artikel 7 : Begeleidingscomité

De partner neemt deel aan een begeleidingscomité dat door Actiris wordt gecoördineerd. Het comité bestaat uit permanente leden die Actiris en de partner vertegenwoordigen en uit leden die naar behoefte worden uitgenodigd.

Het begeleidingscomité

- zorgt ervoor dat de verstrekte dienst met het lastenboek overeenstemt;
- staat in voor de uitwisseling van informatie en praktijken;
- identificeert de moeilijkheden en noodzakelijke heroriëntaties voor de goede uitvoering van de maatregel.

Het begeleidingscomité komt minstens tweemaal per jaar op initiatief van Actiris samen.

Artikel 8 : Actiris-Netwerk van Partners voor Werk

De partner treedt toe tot het computernetwerk voor de uitwisseling van gegevens (NWP) dat Actiris als verantwoordelijke voor de verwerking van de gegevens beheert en organiseert. De partner leeft in het licht van zijn toetreding tot het computernetwerk voor de uitwisseling van gegevens de procedures en deontologische regels, met name voor de invoering van de acties, strikt na en dit overeenkomstig de bepalingen in de NWP-bijlage.

Hiervoor zorgt de partner dat zijn personeelsleden deelnemen aan de opleidingen en opvolgingsopleidingen die in dit kader worden georganiseerd.

Enkel personen die via een arbeidsovereenkomst van minstens 6 maanden aan de partner zijn verbonden of statutaire medewerkers hebben toegang tot het NWP.

Artikel 9 : Uitwisseling van documenten en informatie

Wanneer de partner documenten en informatie per e-mail verstuurt, gebruikt hij het onderstaande adres

.....

De partner garandeert dat de documenten en informatie die van dit e-mailadres worden verstuurd, correct zijn.

Actiris gebruikt dit e-mailadres om documenten of inlichtingen aan de partner mee te delen.

Voor vragen over deze overeenkomst, de betaling van de schijven van de tegemoetkoming en/of de verantwoording van de uitgaven kan de partner terecht bij de dienst Ondersteuning Partnerships (ondersteuningpartnerships@actiris.be).

Als de partner het hierboven vermelde e-mailadres wil wijzigen, meldt hij dit per gewone brief of per e-mail naar ondersteuningpartnerships@actiris.be.

Artikel 10 : Subsidies

§1. Financiering volgens (1,2of3)...

Er zijn 3 mogelijke financieringswijzen. Moet worden aangepast naargelang de subsidiewijze die in het lastenboek (DOP) wordt voorgesteld.

1) De forfaitaire financiering (rechtstreekse kosten (personeelskosten) + een vast percentage voor de onrechtstreekse kosten (werkingskosten). Enkel de rechtstreekse kosten zullen worden gecontroleerd. De aan de partner toegekende subsidie dekt de rechtstreekse en de onrechtstreekse kosten om de acties beschreven in artikel 4 te realiseren en dit binnen de grenzen van de begrotingsvooruitzichten die de partner in zijn kandidaatsdossier heeft opgegeven.

De rechtstreekse kosten hebben betrekking op de financiering van 2 VTE's (voltijdse equivalenten). Deze betrekkingen zullen voor de duur van deze overeenkomst worden ingezet voor de uitvoering van de in artikel 4 vermelde acties.

PARTNERSHIPOVEREENKOMST

De onrechtstreekse kosten die door de subsidie worden gedekt, stemmen overeen met een forfait van 20% van de rechtstreekse kosten. De onrechtstreekse kosten stellen de partner in staat om onder andere onderstaande uitgaven te financieren, op voorwaarde dat deze verband houden met de actie

- algemene kosten
- communicatiekosten
- energiekosten
- kosten voor de bezetting van de lokalen
- kosten voor opdrachten
- publiciteitskosten voor het project
- taksen en verzekeringen
- investeringskosten
- kosten voor voortgezette opleiding
- beheerskosten.

2) Het vaste bedrag (betaling bij het bereiken van resultaten, de partner legt een budget voor dat binnen de grenzen van het bedrag bepaald in het lastenboek valt. Voor het ESF: wanneer niet volledig is voldaan aan de voorwaarden m.b.t. de uitvoering van de acties → geen betaling)

Het budget dat voorzien is voor de uitvoering van de actie staat beschreven in het kandidaatsdossier. Het bedrag dat aan Actiris wordt gevraagd mag het goedgekeurd budget niet overschrijden.

3) De standaardschaal van eenheidsprijs (gebaseerd op een dagtarief, uurtarief voor de begeleiding van een persoon met een maximum- of forfaitair aantal begeleidingsuren ...)

De standaardschaal van eenheidsprijs wordt als volgt berekend:

De standaardschaal van eenheidsprijs bedraagt xxx euro per xxxx.

§2. Maximum subsidiebedrag

Hangt af van het soort financiering

Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten die hiervoor in de begroting zijn opgenomen, kent Actiris de partner een jaarsubsidie toe voor een maximumbedrag van «Montant_de_base» euro.

Het bedrag van de subsidie wordt geïndexeerd (basisindex xxx) in geval van overschrijding van de gezondheidsindex en binnen de grenzen van de beschikbare kredieten die hiervoor in de begroting zijn opgenomen. Dit wordt per brief aan de partner meegedeeld.

Het bedrag dat de partner aan Actiris vraagt, mag het in de overeenkomst voorziene maximumbedrag van de subsidie niet overschrijden.

§3. Berekening van het effectieve subsidiebedrag

1) De forfaitaire financiering

Het effectieve subsidiebedrag voor het referentiejaar n wordt berekend op basis van:

- het bedrag van de rechtstreekse kosten tot hoogstens 55.000 euro per VTE op jaarbasis;
- het percentage van indirecte kosten ten belope van correspondent 20% van de aanvaarde rechtstreekse kosten;
- de conclusies m.b.t. de controle van de realisaties en van de uitgaven van de rechtstreekse kosten.

2) Het vaste bedrag

Het effectieve subsidiebedrag voor het referentiejaar n wordt berekend op basis van:

- de conclusies m.b.t. de controle van de realisaties en van de uitgaven.

3) De standaardschaal van eenheidsprijs

Het effectieve subsidiebedrag voor het referentiejaar n als volgt berekend:

- standaardschaal van eenheidsprijs x het aantal deelnemers aan de actie die in het NWP werd ingevoerd (ten hoogste het in de overeenkomst voorziene aantal)

§4. Storting van de subsidie

De subsidie wordt in schijven gestort

PARTNERSHIPOVEREENKOMST

- 80% van het maximumbedrag van de jaarsubsidie wordt als voorschot gestort uiterlijk op 31 maart van het referentiejaar.
- het saldo wordt berekend op basis van het effectieve bedrag van de subsidie en het gestorte voorschot. Het wordt vereffend nadat Actiris het jaarverslag heeft ontvangen en gecontroleerd.
- op rekeningnummer: **IBAN bic**
- op naam van: **Partner**

Artikel 11 : Terugbetaling van de subsidie

Behalve in geval van overmacht, leidt elke tekortkoming of elke niet-nakoming van de verplichtingen van de partnershipovereenkomst en haar bijlagen door de partner tot de volledige of gedeeltelijke terugbetaling van de door de partner onrechtmatig geïnde bedragen.

Deze terugbetaling gebeurt naar aanleiding van een door Actiris verstuurd aangetekende brief waarin de terugbetalingsmodaliteiten worden toegelicht.

Artikel 12 : Jaarverslag

Uiterlijk op **28 februari** van het jaar n+1 dient de partner zijn jaarverslag over het jaar n bij Actiris in.

Deze termijn is vastgelegd op straffe van verval. Actiris behoudt zich het recht voor om de stukken die na deze uiterste datum worden ingediend, niet voor de vereffening van de subsidie in aanmerking te nemen.

Het jaarverslag wordt opgesteld overeenkomstig de financiële gids en omvat minstens

- een verklaring van schuldvordering voor het referentiejaar: deze verklaring vermeldt het door Actiris te betalen saldo.
- een activiteitenverslag.
- een financieel verslag.

Actiris levert het model voor het activiteiten- en financieel verslag aan. Het financieel verslag laat onder andere toe om het effectieve subsidiebedrag en saldo te berekenen.

Iedere controle- of evaluatie-instantie krijgt, op haar verzoek, toegang tot de documenten en de boekhouding van de partner om de besteding van de gestorte subsidies te controleren.

Artikel 13 : Controle van de realisaties en de resultaten

§1. Controle van de realisaties

De controle van de realisaties maakt het mogelijk om de kwantitatieve werkelijkheid van de acties ten opzichte van de bepalingen uit de overeenkomst na te gaan. De controle heeft betrekking op

In te vullen door de DPK naargelang het lastenboek (realisatie-indicatoren)

- **XXXX**

De controle van de realisaties gebeurt op basis van de in het NWP ingevoerde gegevens.

§2. Controle van de resultaten

De controle van de resultaten heeft betrekking op de volgende resultaatindicatoren

In te vullen door de DPK naargelang het lastenboek

- **XXXX**

§3. Controle van de performanties

In te vullen door de DPK naargelang het lastenboek en de performantie-indicatoren

- XXXXX

§4. Conclusies van de controle

De conclusies van de controle van de realisaties, de resultaten en performanties kunnen in voorkomend geval rekening houden met ieder naar behoren gemotiveerd en als aannemelijk beschouwd contextelement genoemd in

- het activiteitenverslag
- de verslagen van de begeleidingscomités
- een grondig gemotiveerde schriftelijke aanvraag, op voorwaarde dat zij door Actiris wordt goedgekeurd.

De conclusies van de controle van de realisaties stellen Actiris onder andere in staat om het effectieve subsidiebedrag te berekenen waarop de partner voor het referentiejaar (jaar n) aanspraak kan maken. Bijgevolg kan er geen vergoeding worden geëist voor begeleidingen die niet in het NWP werden ingevoerd.

Wanneer de realisatie- en performantiedoelstellingen na afloop van het eerste jaar van de overeenkomst niet zijn bereikt, moet de partner Actiris een actieplan voorleggen om hieraan te verhelpen.

Wanneer de realisatie- en performantiedoelstellingen na afloop van het tweede jaar van de overeenkomst nog steeds niet zijn bereikt, kan Actiris ofwel de realisatiedoelstellingen alsook het maximale subsidiebedrag naar beneden bijstellen, ofwel de overeenkomst verbreken.

Artikel 14 : Duur

§1. Duur

Huidige overeenkomst wordt gesloten voor een bepaalde duur die start op 1 januari 2015 en die van rechtswege eindigt op 31 december 2017.

§2. Vroegtijdige verbreking

De partnershipovereenkomst kan door een van de partijen per aangetekend schrijven worden verbroken, mits inachtneming van een opzeggingstermijn van drie maanden.

I

n geval van ernstige tekortkomingen van de partner aan zijn verplichtingen behoudt Actiris zich het recht om de partnershipovereenkomst zonder opzeggingstermijn te verbreken.

De beslissing om de overeenkomst te verbreken wordt per aangetekend schrijven aan de partner meegedeeld.

In ieder geval leidt de beëindiging van de overeenkomst tot de volledige of gedeeltelijke terugbetaling van de al ontvangen jaarsubsidie.

Artikel 15 : Evaluatie

Minstens 6 maanden vóór het einde van deze overeenkomst verricht Actiris een algemene kwantitatieve en kwalitatieve evaluatie van het project "XXX".

Deze evaluatie gebeurt aan de hand van

- de registraties in het NWP.
- de jaarlijkse activiteitenverslagen van de partners van de maatregel.
- de verslagen van de begeleidingscomités.
- de conclusies van de controles van de realisaties.
- elke andere officiële bron die het mogelijk maakt te evalueren, zoals de DIMONA-gegevensstroom.
- een tussentijdse evaluatie die op initiatief van Actiris bij de begunstigten werden afgenomen;
- de eventuele bijkomende evaluaties bij de partners die op initiatief van Actiris worden verricht.

Artikel 16 : Geschillen

Elk geschil betreffende de interpretatie van deze overeenkomst wordt door de partijen onderling in der minne geschikt.

Bij gebreke van een minnelijke schikking valt elk geschil onder de uitsluitende bevoegdheid van de rechtbanken van Brussel.

Opgemaakt te Brussel op, in twee exemplaren, waarvan elke partij erkent er één te hebben ontvangen.

Voor Actiris,

voor de partner,

Grégor Chapelle
Directeur-generaal

Naam
Functie

Caroline Mancel
Adjunct-directeur-generaal

Bijlagen

- het door Actiris goedgekeurde kandidaatsdossier
- de financiële gids
- de NWP-bijlage
- het VademeCom
- de beschrijvende fiche

Aanhangsel n° «N_DAVENANT»

aan de partnershipovereenkomst van
«DATUM_HANDTEKENING_OVK» Type

Tussen

de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling, Sterrenkundelaan 14 in 1210 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Grégor Chapelle, directeur-generaal, en mevrouw Caroline Mancel, adjunct-directeur-generaal, hierna "Actiris" genoemd

en

«NOM_PARTENAIRE», «ADRESSE_COURRIER» in «CODE_POSTAL» Brussel, vertegenwoordigd door «NOM_1», «FONCTION_1», hierna "de partner" genoemd.

Overeenkomstig de beslissing van de Algemene Directie van Actiris op xxx,

Worden artikel 10 als volgt gewijzigd:

« Artikel 10: Subsidies

§1. Financiering van de directe personeelskosten voor de actie

De financiering heeft betrekking op de directe personeelskosten van twee en een halve VTE's (voltijdse equivalenten) die voor de duur van deze overeenkomst worden ingezet voor de uitvoering van de in artikel 4 vermelde acties.

§2. Maximum subsidiebedrag

Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten die hiervoor in de begroting zijn opgenomen, kent Actiris de partner een jaarsubsidie toe voor een maximumbedrag van 153 000 euro.

De realisatiegraden van de 4 realisatie-indicatoren (art. 4§2) hebben een impact op dit maximumbedrag. Elke realisatie-indicator krijgt een vierde van het maximumbedrag (38 250 euro) toegekend, dat op de volgende manier voor elke indicator wordt aangepast

- de realisatiegraad is hoger of gelijk is aan 80%
 - het maximumbedrag voor die indicator.
- de realisatiegraad ligt tussen 50% en 80%
 - het maximumbedrag voor die indicator wordt proportioneel aangepast.
- de realisatiegraad is lager dan 50%
 - het volledige bedrag voor die indicator wordt geschrapt.

Het bedrag van de subsidie wordt geïndexeerd (basisindex 1,6084) in geval van overschrijding van de gezondheidsindex en binnen de grenzen van de beschikbare kredieten die hiervoor in de begroting zijn opgenomen. Dit wordt per brief aan de partner meegedeeld.

§3. Effectief subsidiebedrag

Het effectieve subsidiebedrag wordt berekend op basis van de kosten voor het personeel bepaald in artikel 10 §1.

De ontvangsten gegenereerd door de actie en/of de ontvangen subsidies in verband met de directe personeelskosten voor de actie (Geco-premie, ...) worden afgetrokken van de aanvaarde kosten voor het personeel.

Het effectieve subsidiebedrag kan niet hoger zijn dan het jaarlijkse maximumbedrag en houdt rekening met de conclusies van de controle.

§4. Storting van de subsidie

De subsidie wordt in schijven gestort

- 80% van het maximumbedrag van de jaarsubsidie wordt als voorschot gestort uiterlijk op 31 maart van het referentiejaar.
- het saldo wordt berekend op basis van het effectieve bedrag van de subsidie en het gestorte voorschot. Het wordt vereffend nadat Actiris het jaarverslag heeft ontvangen en gecontroleerd.
- op rekeningnummer: «IBAN»
 - op naam van: «Nom_Partenaire». »

Alle andere voorwaarden, rechten en plichten die in de overeenkomst en aanhangsel 1 worden vermeld, blijven van toepassing.

Dit aanhangsel maakt integraal deel uit van de overeenkomst. Het vervangt in zijn geheel (of gedeeltelijk) de vorige aanhangsels die betrekking hebben op de bovenvermelde artikels.

Opgemaakt te Brussel op in twee exemplaren. Elke partij verklaart een exemplaar te hebben ontvangen.

Voor Actiris,

voor de partner,

Directeur-generaal
Grégor Chapelle

«NOM_1»
«FONCTION_1»

Adjunct-directeur-generaal
Caroline Mancel